

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1993-1994

23 AOÛT 1994

**Projet de loi portant approbation du
Traité sur le régime «Ciel ouvert»,
Annexes A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K et
L, faits à Helsinki le 24 mars 1992**

EXPOSE DES MOTIFS

I. INTRODUCTION

Le Traité sur le régime «Ciel ouvert» a été signé le 24 mars 1992 pendant la séance d'ouverture de la Réunion sur les suites de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.). Ce traité a été conclu entre les Etats membres de l'O.T.A.N. et les pays anciennement membres du Pacte de Varsovie. Parmi les Etats de l'ex-Union soviétique, la Fédération de Russie, le Bélarus et l'Ukraine y sont également parties.

Le Traité sur le régime «Ciel ouvert» présenté ici doit dès lors être vu dans le cadre plus large du processus de la C.S.C.E: son objectif est d'apporter une contribution essentielle à la nouvelle structure de sécurité collective sur le continent européen. De plus, en cela mesure exceptionnelle de renforcement de la confiance et de la sécurité, le régime «Ciel ouvert» s'étendra également au continent nord-américain, donnant ainsi corps à ce que l'on a pris l'habitude d'appeler la Communauté euro-atlantique. Avec le Traité F.C.E. et les mesures de renforcement de la confiance et de la sécurité énoncées dans le document

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1993-1994

23 AUGUSTUS 1994

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van het Verdrag inzake het open luchtruim, Bijlagen A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K en L, gedaan te Helsinki op 24 maart 1992

MEMORIE VAN TOELICHTING

I. INLEIDING

Het «Open Skies»-verdrag werd op 24 maart 1992 tijdens de opening van de vervolgconferentie over Veiligheid en Samenwerking in Europa (de K.V.S.E.) plechtig ondertekend. Het verdrag werd afgesloten tussen de N.A.V.O.-lidstaten en de vroegere Warschau-pact-landen. Van de voormalige Sovjetunie zijn de Russische Federatie, Belarus en Oekraïne ook lidstaat.

Het voorliggende «Open Skies»-verdrag dient derhalve te worden gesitueerd in het bredere kader van het K.V.S.E.-proces en beoogt een essentiële bijdrage te leveren tot de nieuwe coöperatieve veiligheidsstructuur op het Europese continent. Daarenboven zal het «Open Skies»-regime als unieke vertrouwen- en veiligheidsbevorderende maatregel eveneens het Noord-Amerikaanse continent bestrijken waardoor specifiek gestalte wordt gegeven aan wat men de Euro-Atlantische gemeenschap is gaan noemen. Samen met het C.F.E.-verdrag alsmede de vertrouwen- en veiligheidsbevorderende maatregelen

de Vienne de 1992, le Traité sur le régime « Ciel ouvert » constitue la clef de voûte de la nouvelle sécurité collective en Europe.

Les objectifs primordiaux du Traité sur le régime « Ciel ouvert » sont l'ouverture et la transparence; pour y arriver, tous les Etats Parties ouvriront leur espace aérien tout entier à des vols d'observation effectués par des avions non armés équipés à cet effet d'une gamme de capteurs définis dans le traité. Le champ d'application du traité est donc plus étendu que la zone A.T.T.U. (de l'océan Atlantique à l'Oural) définie dans le traité F.C.E. On pourra donc survoler en toute liberté et dans leur intégralité le territoire des Etats-Unis, de l'ex-U.R.S.S. et du Canada. Les seules restrictions pouvant être imposées sont des prescriptions en matière de sécurité de la navigation aérienne.

Enfin, le préambule du traité précise que le régime « Ciel ouvert » peut jouer un rôle important dans le domaine de la prévention des conflits et de la gestion des crises et pourra connaître, à l'avenir, un élargissement possible à d'autres domaines comme par exemple la protection de l'environnement.

II. PRINCIPAUX ELEMENTS DU TRAITE

Comme nous l'avons déjà dit, l'objectif essentiel du traité est d'arriver à une plus grande ouverture et à une plus grande transparence des activités militaires au moyen de vols d'observation non armés au-dessus de l'ensemble du territoire des Etats parties.

Article II: Définitions

Cet article présente une série de définitions et de concepts utilisés plus loin dans les articles opérationnels du traité ainsi que dans les annexes.

Article III: Quotas

Le régime « Ciel ouvert » repose sur le principe des quotas actifs et passifs de vols d'observation. Le quota actif fixe le nombre de vols d'observation qu'un Etat Partie a le droit d'effectuer au-dessus d'autres Etats Parties. Le quota passif, quant à lui, fixe le nombre de vols d'observation qu'un Etat Partie est tenu d'accepter au-dessus de son territoire. L'allocation des quotas passifs totaux aux Etats parties est fixée à la section I^{re} de l'Annexe A au traité; cette allocation ne peut être modifiée que moyennant révision du traité. La première répartition des quotas actifs est fixée à la section II de l'Annexe A au traité. Les quotas actifs sont définis chaque année par la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert ». Pour leur répartition, il est tenu compte de la

van het Wenen-document 1992 vormt het « Open Skies »-verdrag de hoeksteen van de nieuwe coöperatieve veiligheid in Europa.

Het « Open Skies »-verdrag beoogt als primordiaal objectief openheid en transparantie waarvoor alle lidstaten hun volledig luchtruim zullen openstellen voor observatievluchten met ongewapende vliegtuigen die hiertoe met een reeks in het verdrag genoemde sensoren worden uitgerust. Het verdrag reikt qua toepassingsgebied dus verder dan de A.T.T.U.-zone (Atlantische Oceaan tot het Oeralgebergte) vastgelegd in het C.F.E.-verdrag. Het volledige grondgebied van zowel de V.S.A., de ex-U.S.S.R. en Canada kan vrij worden overvlogen. De enige beperkingen die kunnen worden opgelegd zijn veiligheidsvoorschriften inzake het luchtverkeer.

Ten slotte bepaalt de preambule van het verdrag dat het « Open Skies »-regime ene belangrijke rol kan spelen in het domein van conflictvermijding en crisisbeheersing en in de toekomst mogelijk kan worden uitgebreid tot andere gebieden zoals de bescherming van het milieu.

II. ESSENTIELE ELEMENTEN VAN HET VERDRAG

Zoals reeds gesteld beoogt het verdrag essentieel een grotere openheid en doorzichtigheid van de militaire activiteiten te bekomen door middel van ongewapende observatievluchten over het volledige grondgebied van de Staten-Partijen.

Artikel II: Begripsomschrijvingen

Dit artikel beschrijft een reeks van definities en begrippen die verder in de operationele artikels van het verdrag alsmede de bijlagen worden gebruikt.

Artikel III: Quotums

Het « Open Skies »-regime berust op het principe van actieve en passieve observatievluchten. Het actieve quotum legt het aantal observatievluchten vast dat een Staat-Partij over andere verdragsstaten mag uitvoeren. Het passief quotum daarentegen legt het aantal observatievluchten vast die een verdragsstaat over zijn grondgebied dient te aanvaarden. De toekenning van het totale passieve quotum aan de Staten-Partijen is neergelegd in Afdeling I van bijlage A bij dit verdrag en kan enkel worden gewijzigd door een formele verdragswijziging. De eerste verdeling van het actieve quotum is neergelegd in Afdeling II van bijlage A bij dit verdrag. De actieve quota worden jaarlijks door de « Open Skies Consultative Committee » bepaald. Voor de verdeling ervan werd

superficie géographique, du nombre d'habitants, etc. Un autre principe important est que le quota actif ne peut dépasser le quota passif alloué.

L'article III précise en outre que deux ou plusieurs Etats peuvent constituer un « groupe d'Etats Parties », lesquels conviennent entre eux de la répartition des quotas actifs totaux communs. Ces Etats conservent néanmoins les quotas passifs individuels qui leur sont alloués.

Ainsi, dans le cadre du Traité sur le régime « Ciel ouvert », l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) est reprise comme un « groupe d'Etats Parties ». Le Benelux, qui fait bien sûr partie de l'U.E.O., constitue en outre une seule partie contractante pour un certain nombre d'aspects spécifiques du traité (art. XIV). C'est entre autres le cas pour les quotas actifs et passifs, la certification des avions, les vols d'observation « Ciel ouvert » en tant que partie observatrice comme en tant que partie observée, etc. Il s'agit donc d'une forme de coopération encore plus étroite sur laquelle nous reviendrons plus loin. En ce qui concerne les quotas, ceci signifie concrètement que le Benelux doit se soumettre à un quota passif de six vols d'observation et pourra, au titre des quotas actifs, effectuer au cours de la première année du régime « Ciel ouvert » deux vols d'observation au-dessus de la Russie/du Bélarus et de la Pologne.

Le quota actif du Benelux pourra être affecté progressivement à mesure que les autres républiques de la C.E.I. et d'autres Etats membres de la C.S.C.E. participeront activement au processus « Ciel ouvert ». Les vols d'observation au-dessus du Benelux auront l'aérodrome de Melsbroek comme base de départ. La distance maximale par vol au-dessus du Benelux est de 945 km. Ajoutons enfin que les membres de l'O.T.A.N. sont convenus de ne pas se survoler entre eux.

Article IV: Capteurs

Pour les vols d'observation « Ciel ouvert », on pourra utiliser des avions non armés, tant civils que militaires, équipés d'une gamme de capteurs définis dans le traité, à savoir: des caméras optiques, des systèmes de caméras T.V., des caméras infrarouge et des systèmes radars. L'utilisation d'autres types de capteurs est interdite. Il n'est évidemment pas exclu que, dans une phase ultérieure, des catégories supplémentaires de capteurs soient introduites ou que la capacité des catégories existantes soit améliorée ou adaptée. A l'occasion d'un vol d'observation, tant les avions que les capteurs seront soumis au préalable à la certification. Cette inspection préalable est relativement poussée et a pour objectif d'empêcher l'utilisa-

rekening gehouden met de geografische oppervlakte, inwonersaantal enz. Belangrijk principe is eveneens dat het actieve quotum maximaal gelijk dient te zijn aan het toegekende passieve quotum.

Artikel III bepaalt verder dat twee of meerdere landen een « groep van Staten » mogen oprichten waarbij onderling wordt afgesproken hoe de gezamenlijke totale actieve quota zullen worden verdeeld. Hierbij behouden zij wel hun individueel toegekende passieve quota.

Aldus werd binnen het « Open Skies »-verdrag de West Europese Unie (W.E.U.) als een « groep van Staten » opgenomen. Benelux dat uiteraard deel uitmaakt van de W.E.U. vormt daarenboven voor een aantal specifieke aspecten van het verdrag één partij (art. XIV). Dit is onder meer het geval voor de actieve en passieve quota, de certificatie van de vliegtuigen, het uitvoeren en ontvangen van O.S.-observatievluchten enz. Het gaat hier dus om een nog hechtere vorm van samenwerking waarover *infra* verder wordt uitgeweid. Wat de quota betreft betekent zulks concreet dat Benelux over een passief quotum beschikt van zes en in het eerste jaar van het « Open Skies »-regime twee actieve observatievluchten zal kunnen uitvoeren over Rusland/Belarus en Polen.

Het actieve quotum van Benelux zal geleidelijk kunnen aangevuld worden bij de komende actieve deelname aan het « Open Skies »-regime van de andere G.O.S.-republieken en andere K.V.S.E.-landen. De observatievluchten boven Benelux hebben als vertrekbasis het vliegveld van Melsbroek. De maximale observatieafstand boven Benelux bedraagt 945 km. Ten slotte dient nog te worden vermeld dat er binnen de N.A.V.O. een akkoord bestaat om elkaar niet te overvliegen.

Artikel IV: Sensoren

Voor de « Open Skies »-observatievluchten zullen ongewapende burgerlijke als militaire vliegtuigen mogen ingezet worden die uitgerust zijn met een reeks sensoren die in het verdrag zijn vastgelegd: nl. optische camera's, T.V.-camerasystemen, infrarood camera's en radarsystemen. Het gebruik van andere sensoren is verboden. Het is echter niet uitgesloten dat in een latere fase extra categorieën sensoren worden ingevoerd of het vermogen van de bestaande categorieën wordt verbeterd en aangepast. Naar aanleiding van een observatievlucht zullen zowel vliegtuigen en sensoren voorafgaandelijk aan een certificatie onderworpen worden. Deze voorafgaandelijke inspectie is vrij intrusief en heeft als doel te

tion éventuelle de capteurs qui ne correspondent pas aux caractéristiques et capacités définies dans le traité (p.ex. la résolution des capteurs concernés).

Articles V et VI: Désignation et choix des avions d'observation

Ces articles définissent le droit de chaque Etat Partie de désigner comme avion d'observation un ou plusieurs types ou modèles d'avion. Au cours des négociations, les Etats membres de l'O.T.A.N. ont fait, en ce qui concerne les avions d'observation utilisés, une concession fondamentale sur un point très important en se pliant à une exigence de l'ex-U.R.S.S., qui voulait faire accepter le système dit de « l'avion-taxi ». Ceci signifie que pour des vols d'observation au-dessus de son territoire, la Fédération de Russie mettra un appareil russe à la disposition du pays observateur. La partie observatrice ne se voit donc pas uniquement imposer l'utilisation d'un avion russe mais doit, de surcroît, supporter les dépenses « opérationnelles ». L'article VI, I, 2 offre en outre des possibilités de coopération en permettant à un Etat Partie d'utiliser un avion d'un autre Etat Partie. C'est là une disposition importante pour les petits Etats qui n'ont pas les moyens d'une participation entièrement autonome à un régime « Ciel Ouvert ». L'article VI définit par ailleurs les modalités de notification que doivent respecter les Parties observées et les Parties observatrices. Les droits des Etats qui ne sont pas Parties sont également pris en considération. Ainsi, les vols de transit « Ciel Ouvert » au-dessus d'Etats non membres sont décrits avec précision. L'utilisation de capteurs est bien entendu interdite et le pays observé doit effectuer les inspections nécessaires à l'atterrissage d'un avion d'observation « Ciel Ouvert » pour vérifier si les capteurs n'ont pas été utilisés pendant le vol de transit (Article VII). Signalons enfin qu'un vol d'observation « Ciel Ouvert » doit avoir la priorité sur la navigation aérienne civile normale.

Article VIII: Interdictions, déviations par rapport aux plans de vol et situations de détresse

Cet article décrit les circonstances dans lesquelles des changements peuvent être apportés au plan de mission présenté, ainsi que les procédures à suivre dans une situation de détresse. Un vol d'observation projeté ne peut être interdit que s'il ne s'avère pas conforme aux dispositions du Traité. C'est le cas notamment lorsque les délais de notification ne sont pas respectés.

voorkomen dat eventueel sensoren zouden worden gebruikt die niet beantwoorden aan de in het verdrag vastgelegde karakteristieken en capaciteiten (bijvoorbeeld de resolutie van de betrokken sensoren).

Artikel V en VI: Aanwijzing en keuze van observatievliegtuigen

Deze artikels bepalen het recht van elke Staat-Partij één of meer typen of modellen van vliegtuigen als observatievliegtuig aan te wijzen. Inzake het gebruik van observatievliegtuigen hebben de N.A.V.O.-lidstaten tijdens de onderhandelingen op een zeer belangrijk punt een fundamentele toegeving gedaan nl. het inwilligen van de eis van de toenmalige U.S.S.R. om het zogenaamde « taxi-systeem » te aanvaarden. Dit komt erop neer dat de Russische Federatie voor observatievluchten boven haar grondgebied een Russisch toestel ter beschikking zal stellen van het observerende land. De observerende partij wordt dus niet enkel verplicht een Russisch vliegtuig te gebruiken maar moet bovendien de zgn. « operationele kosten » dragen. Art. VI, I, 2 voorziet verder de mogelijkheid van samenwerkingsmodaliteiten waardoor een lidstaat het vliegtuig van een andere lidstaat kan gebruiken. Dit is belangrijk voor kleine landen die de middelen niet hebben om volledig autonoom aan een « Open Skies »-regime deel te nemen. Artikel VI bepaalt verder de notifikatiemodaliteiten die de geobserveerde en observerende partijen dienen in acht te nemen. Ook wordt aandacht besteed aan de vrijwaring van de rechten van de niet-lidstaten. Zo zijn « Open Skies » transitvluchten boven niet-lidstaten duidelijk omschreven. Het gebruik van sensoren is uiteraard verboden en het geobserveerde land dient de nodige inspecties te doen bij aankomst van een « Open Skies »-observatievliegtuig om na te gaan of de sensoren tijdens de transitvlucht niet werden gebruikt. (Artikel VII). Ten slotte dient te worden aangestipt dat aan een « Open Skies »-observatievlucht prioriteit dient te worden gegeven boven het normale burgerlijke luchtverkeer.

Artikel VIII: Verboden afwijkingen van het vliegplan en noodsituaties

Dit artikel beschrijft de omstandigheden waarin wijzigingen kunnen worden aangebracht aan het voorgestelde vliegplan alsmede de procedures die in acht dienen te worden genomen bij noodsituaties. Een voorgenomen observatievlucht kan enkel worden verboden indien zij niet conform werd bevonden met de bepalingen van het verdrag. Dit is ondermeer het geval wanneer de notifikatielimites niet zouden worden gerespecteerd.

Article IX: Traitement des données recueillies par les capteurs

Les données recueillies grâce aux capteurs visés par le Traité (film, photos, etc.) doivent être mises à la disposition du pays observé par le pays observateur. Des représentants de l'Etat observé assistent à l'opération de développement des données recueillies. Un principe très important est que toutes les données recueillies sont accessibles sans restriction, contre paiement, à tous les Etats Parties du Traité. Ceci n'est toutefois pas une obligation; le pays observateur ne peut communiquer les données recueillies à un autre Etat Partie que sur demande et moyennant notification au pays observé. Il est aussi question de mettre sur pied, à terme, une banque de données centralisée « Ciel Ouvert ».

Article X: Commission consultative pour le régime « Ciel Ouvert »

Le traité sur le régime « Ciel Ouvert » prévoit la création d'un organe permanent de consultation, la Commission consultative pour le régime « Ciel Ouvert », siégeant à Vienne. Au sein de cette Commission seront discutées toutes les matières d'ordre technique et administratif, telles que la répartition des quotas actifs, les aspects financiers, les résultats des vols d'observation ainsi que d'autres matières, notamment l'adhésion d'autres pays membres ou non de la C.S.C.E. Soulignons en outre que ce régime pourra ultérieurement être utilisé pour d'autres objectifs comme par exemple la protection de l'environnement. La Commission consultative a commencé de fonctionner soixante jours après la signature du Traité.

Article XI: Notifications et rapports

Les notifications requises aux termes du présent Traité seront transmises sous forme écrite. Il peut être fait usage, à cet effet, des voies diplomatiques traditionnelles ou du réseau de communication existant de la C.S.C.E., réseau auquel notre pays est relié.

Article XII: Responsabilité

Cet article définit les obligations des Etats Parties en matière de responsabilité dans le cas de dommages occasionnés lors de la conduite de vols d'observation.

Article XIII: Désignation du personnel et privilèges et immunités

Chaque Etat Partie est tenu d'établir une liste du personnel désigné pour accomplir toutes les tâches

Artikel IX: Verwerking van de door de sensoren verzamelde gegevens

De informatie die wordt verkregen door middel van de in het verdrag vermelde sensoren (film, foto's, enz.) dient door het observerende land ter beschikking te worden gesteld van het geobserveerde land. Het ontwikkelingsproces van de ingezamelde informatie wordt door de waarnemers van het geobserveerde land bijgewoond. Een zeer belangrijk principe is de totale beschikbaarheid van alle opgedane informatie voor alle andere lidstaten van het verdrag. Dit is evenwel geen verplichting; alleen op verzoek en met kennisgeving aan het geobserveerde land kan het observerend land de opgedane data met een andere lidstaat delen. Het idee bestaat overigens om op termijn te komen tot een centrale « Open Skies »-databank.

Artikel X: Open Luchtruim — Overlegcommissie

Het « Open Skies »-verdrag voorziet in de oprichting van een permanent overlegorgaan: nl. de Open Luchtruim-Overlegcommissie met als vestigingsplaats Wenen. In de sfeer van deze commissie zullen alle aangelegenheden van technische en administratieve aard worden besproken zoals de actieve quotaverdeling, de financiële aspecten, de resultaten van de observatievluchten en andere aangelegenheden waaronder de toetreding van andere landen zowel binnen als buiten de K.V.S.E. Belangrijk is ook dat dit regime later kan aangewend worden voor andere doeleinden zoals bijvoorbeeld milieubescherming. Het O.S.C.C. begon met zijn werkzaamheden zestig dagen na de ondertekening van het verdrag.

Artikel XI: Kennisgevingen en rapporten

De op grond van het verdrag vereiste kennisgeving gebeurt schriftelijk. Hierbij kan gebruik worden gemaakt van de klassieke diplomatieke weg of het bestaande K.V.S.E.-communicatienetwerk waarop ons land is aangesloten.

Artikel XII: Aansprakelijkheid

Dit artikel bepaalt de aansprakelijkheidsverplichtingen van de Staten-Partijen naar aanleiding van schade die mogelijk wordt veroorzaakt bij het uitvoeren van observatievluchten.

Artikel XIII: Aanwijzing van Personeel en Voorrechten en Immuniteiten

Elke Staat-Partij is verantwoordelijk voor het opstellen van een lijst van het aangewezen personeel dat

relatives à la conduite des vols d'observation. Dans l'exercice de ses fonctions, le personnel désigné bénéficie des privilèges et immunités accordés aux agents diplomatiques conformément à la Convention de Vienne du 18 avril 1961.

Article XIV: Benelux

Aux termes de cet article, le Benelux est considéré comme une seule Partie contractante pour un certain nombre d'aspects spécifiques du traité (Articles II à IX inclus, ainsi que les Annexes A à I incluse et Annexe K du Traité). Concrètement, cette disposition signifie que les trois pays coopèrent entre autre pour la certification des avions et des capteurs, la désignation des avions d'observation et du personnel, les vols d'observation (en tant que partie observatrice comme en tant que partie observée), etc.

Les détails de la mise en œuvre pratique de la coopération Benelux ont été inscrits dans un accord entre les trois Etats qui sera joint en annexe au Traité. Cet accord Benelux s'articule autour des principes suivants:

a) la répartition de tous les frais liés à l'exécution du Traité se fera sur la base de la clé de répartition officielle Benelux, c'est-à-dire 48,5 p.c. pour la Belgique et les Pays-Bas, et 3 p.c. pour le Luxembourg.

b) les vols d'observation au nom du Benelux seront effectués en principe au moyen d'un C130 H belge ayant à son bord un équipage et un personnel venant des trois pays; le C130 devra certes encore être équipé d'une nacelle pour capteurs placée sous l'aile. Cette nacelle pour capteurs représente un investissement important que notre pays ne peut supporter seul. Dans ce contexte, le Benelux plaide au sein de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) en faveur d'une nacelle pour capteurs appartenant en communauté à l'U.E.O. et pouvant être placé sous l'aile d'un C130;

c) les Pays-Bas assureront le développement et la duplication des données enregistrées;

d) Melsbroek est désigné comme unique aéroport « Ciel Ouvert » pour le Benelux. Le quota passif pour le Benelux est de six et, dans une première phase, nos trois pays pourront effectuer deux vols d'observation (Russie/Bélarus et Pologne) et pourront faire l'objet de deux vols d'observation effectués par la Russie/le Bélarus;

e) le quota des six vols d'observation du Benelux sera graduellement affecté à mesure que les autres républiques de la C.E.I. et d'autres pays de la C.S.C.E. se rallieront au Traité sur le régime « Ciel Ouvert ».

alle taken voor het uitvoeren van observatievluchten zal verrichten. Bij de uitvoering van deze taken beschikt het aangewezen personeel over de voorrechten en immunititeiten verleend aan diplomatieke ambtenaren krachtens het verdrag van Wenen van 18 april 1961.

Artikel XIV: Benelux

In hoofde van dit artikel wordt Benelux als één verdragspartij beschouwd voor een aantal specifieke aspecten van het verdrag (artikelen II tot en met IX, alsmede de bijlagen A tot en met I en bijlage K bij dit verdrag). Konkreet betekent zulks dat de drie landen zullen samenwerken voor o.m. de certificatie van vliegtuigen en sensoren, het aanwijzen van observatievliegtuigen en personeel, het uitvoeren en ontvangen van observatievluchten, enz.

De details voor de praktische uitwerking van deze Benelux-samenwerking werden uitgewerkt in een overeenkomst tussen de drie staten die als bijlage bij het verdrag wordt gevoegd. Volgende punten staan centraal in deze Benelux-overeenkomst:

a) de verdeling van alle kosten verbonden aan de uitvoering van het verdrag. Hierbij wordt de officiële Benelux-verdeelsleutel toegepast. Voor België en Nederland betekent zulks 48,5 pct., voor Luxemburg 3 pct.;

b) de observatievluchten in naam van Benelux worden in principe uitgevoerd met een Belgisch C130 H vliegtuig met aan boord een gemengde bemanning en personeel. Het C130-vliegtuig moet echter wel worden uitgerust met een sensorengondel onder de vleugel. Deze sensorengondel vergt een belangrijke investering die door ons land niet alleen kan worden gedragen. In deze kontekst wordt thans binnen de West-Europese Unie (W.E.U.) door Benelux gepleit voor een gemeenschappelijke W.E.U.-sensorengondel die onder de vleugel van een C130-vliegtuig kan worden aangebracht;

c) Nederland zal instaan voor de ontwikkeling en de kopiëring van de geregistreerde data;

d) Melsbroek wordt aangeduid als enig « Open Skies »-vliegveld voor Benelux. Het passief quotum voor Benelux is zes en in een eerste fase kunnen onze drie landen twee observatievluchten uitoefenen (Rusland/Belarus en Polen) en twee ondergaan vanwege Rusland/Belarus;

e) de zes Benelux-observatievluchten zullen geleidelijk worden aangevuld naarmate de andere G.O.S.-republieken en andere K.V.S.E.-lidstaten het « Open Skies »-regime onderschrijven.

Article XV: Durée et retrait

Le Traité est de durée illimitée, mais les Parties ont le droit de se retirer du Traité moyennant le respect d'un délai de notification. Une conférence des Etats Parties évaluera les effets d'un éventuel retrait.

Article XVI: Amendement et examen périodique

Cet article décrit la procédure générale qu'il convient de suivre pour proposer des amendements au Traité. Un amendement n'entre en vigueur que s'il est approuvé et ratifié par tous les Etats Parties. Trois ans après la date de l'entrée en vigueur du présent Traité et, par la suite, à des intervalles de cinq ans, les dépositaires convoquent une conférence des Etats Parties en vue d'examiner l'application du Traité.

Article XVII: Dépositaires, entrée en vigueur et adhésion

Le Canada et la Hongrie sont désignés comme dépositaires. Les instruments de ratification peuvent être déposés auprès des deux gouvernements. En ce qui concerne son entrée en vigueur, le Traité a posé une condition spécifique. Il n'entrera en vigueur qu'après le dépôt de 20 instruments de ratification, dont obligatoirement ceux des dépositaires et de tous les Etats Parties dont l'allocation individuelle de quotas passifs est égale ou supérieure à huit.

Le Traité retient trois hypothèses spécifiques pour l'adhésion: les Etats issus de l'ex-Union soviétique, les Etats membres de la C.S.C.E. qui n'étaient pas parmi les participants d'origine aux négociations et, enfin, tous les autres pays capables de contribuer aux objectifs du Traité et disposés à le faire.

Article XVIII: Application provisoire et mise en œuvre par étapes du Traité

Cet article prévoit une application provisoire du Traité pour une période de 12 mois à compter de la date de la signature. De ce fait, un certain nombre d'articles entrent d'ores et déjà en vigueur; on retiendra surtout à ce sujet l'activité de la Commission consultative pour le régime « Ciel Ouvert ».

En outre, il est stipulé que l'entrée en vigueur du Traité se fera par étapes. Au cours de la première phase, de trois ans, des restrictions sont, entre autres, imposées à l'emploi des capteurs. Un avion d'observation devra seulement être équipé d'une caméra optique panoramique unique ou d'au moins une paire de caméras optiques à prise de vue image par image.

Artikel XV: Duur en terugtrekking

Het verdrag wordt voor onbepaalde tijd gesloten waarbij de Partijen wel het recht hebben, mits inachtneming van een opzegtermijn, zich uit het verdrag terug te trekken. Een conferentie van de Staten-Partijen dient de gevolgen van een terugtrekking te evalueren.

Artikel XVI: Wijzigingen en Periodieke Toetsing

Dit artikel beschrijft de algemene procedure die dient te worden gevolgd bij voorstellen tot wijzigingen van het verdrag. Een wijziging wordt pas effectief indien zij door alle Staten-Partijen werd goedgekeurd en bekrachtigd. Drie jaar na de inwerkingtreding van het verdrag en daarna eens in de vijf jaar beleggen de depositarissen een conferentie ter toetsing van de toepassing van dit verdrag.

Artikel XVII: Depositariissen inwerkingtreding en toetreding

Canada en Hongarije werden aangeduid als depositaris. Bekrachtigingsoorkonden kunnen bij beide regeringen worden neergelegd. Het verdrag heeft inzake het van kracht worden een specifieke voorwaarde gesteld. Het treedt slechts in werking na de nederlegging van 20 akten van bekrachtiging met inbegrip van de depositarissen en alle Staten-Partijen waarvan het toegekende individuele passieve quotum acht of meer bedraagt.

In het verdrag werden drie specifieke hypothesen voor toetreding weerhouden: de opvolgstaten van de ex-Sovjetunie, de K.V.S.E.-landen die niet als oorspronkelijke leden aan de onderhandelingen hebben deelgenomen en ten slotte alle andere landen die in staat en bereid zijn bij te dragen tot de doelstellingen van het verdrag.

Artikel XVIII: Voorlopige toepassing en gefaseerde toepassing van het verdrag

Dit artikel voorziet in een voorlopige toepassing van het verdrag voor een periode van 12 maanden vanaf het ogenblik van de ondertekening. Hierdoor treden een aantal artikelen reeds in werking waarbij vooral de werkzaamheden van de Open Luchtruim »-overlegcommissie dienen te worden vermeld.

Verder wordt bepaald dat de inwerkingtreding van het verdrag in fasen zal gebeuren. Tijdens de eerste, initiële fase van drie jaar worden onder meer beperkingen opgelegd aangaande het gebruik van de sensoren. Een observatievliegtuig dient enkel te zijn uitgerust met één optische panorama-camera of ten minste één paar optische fotocamera's.

Article XIX: Textes faisant foi

Cet article indique les langues dans lesquelles ont été rédigés les textes originaux du Traité.

« 1. La remarque du Conseil d'Etat concernant les titres des ministres proposant n'a été pas suivie; il est d'usage qu'on réduise leur titre à la fonction dans laquelle ils signent l'avant-projet. Le ministre des Communications et des Entreprises publiques propose aussi l'avant-projet et le contresigne.

2. Dans le deuxième point de l'avis du Conseil d'Etat, il est plaidé en faveur d'une modification de l'article 3 de la loi du 27 juin 1937 stipulant qu'il faut l'autorisation du ministre de la Défense nationale pour le survol du territoire belge par des avions militaires étrangers. Une telle modification n'est cependant pas nécessaire. En effet, selon l'article 6, section II, du Traité, la partie observatrice doit, à son arrivée, soumettre aux autorités militaires belges un plan de mission conforme aux dispositions du Traité. Ce plan de mission ne doit pas seulement être approuvé par les autorités militaires belges mais peut éventuellement être modifié ou même rejeté. En guise de conclusion, il peut être affirmé que, dans le cadre du Traité « Ciel Ouvert », c'est également le ministre de la Défense nationale qui doit donner l'autorisation finale. »

Le ministre des Affaires étrangères,

Willy CLAES.

Le ministre de la Justice,

Melchior WATHELET.

Le ministre de l'Intérieur,

Louis TOBBACK.

Le ministre de la Défense nationale,

Leo DELCROIX.

*Le ministre des Communications
et des Entreprises publiques,*

Elio DI RUPO.

Artikel XIX: Authentieke teksten

Dit artikel vermeld de talen waarin de oorspronkelijke teksten van dit verdrag werden opgesteld.

« 1. De opmerking van de Raad van State met betrekking tot de titels van de voordragende Ministers werd niet gevolgd; het is immers gebruikelijk om hun titel te beperken tot de functie waarin zij het voorontwerp van wet ondertekenen. De minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven draagt eveneens het voorontwerp voor en ondertekent het.

2. In punt 2 van het advies van de Raad van State wordt gepleit voor een wijziging van artikel 3 van de wet van 27 juni 1937 dat stelt dat de machtiging van de minister van Landsverdediging noodzakelijk is voor het overvliegen van het Belgisch grondgebied door vreemde militaire luchtvaartuigen. Op basis van het juridisch advies van de ministeries van Landsverdediging en Buitenlandse Zaken is een aanpassing van bewust artikel niet noodzakelijk. Inderdaad volgens artikel 6, sectie II, van het verdrag dient de observerende partij bij aankomst een missieplan aan de Belgische militaire autoriteiten voor te leggen conform de bepalingen van het verdrag. Dit missieplan dient niet alleen door de Belgische militaire overheden te worden goedgekeurd, maar kan eventueel worden gewijzigd of zelfs verworpen. Als conclusie kan worden gesteld dat ook in het kader van het verdrag inzake het Open Luchtruim de minister van Landsverdediging de uiteindelijke machtiging dient te geven. »

De minister van Buitenlandse Zaken,

Willy CLAES.

De minister van Justitie,

Melchior WATHELET.

De minister van Binnenlandse Zaken,

Louis TOBBACK.

De minister van Landsverdediging,

Leo DELCROIX.

*De minister van Verkeerswezen
en Overheidsbedrijven,*

Elio DI RUPO.

PROJET DE LOI

ALBERT II,

Roi des Belges,

A tous, présents et à venir,
SALUT.

Sur la proposition de Notre ministre des Affaires étrangères, de Notre ministre des Communications et des Entreprises publiques, de Notre ministre de la Justice, de Notre ministre de l'Intérieur et de Notre ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARREXTEMET ARREXTONS:

Notre ministre des Affaires étrangères, Notre ministre des Communications et des Entreprises publiques, Notre ministre de la Justice, Notre ministre de l'Intérieur et Notre ministre de la Défense nationale sont chargés de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit:

Article unique

Le Traité sur le régime « Ciel ouvert », annexes A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K et L, faits à Helsinki, le 24 mars 1992, sortiront leur plein et entier effet.

Faits à Helzinki le 24 mars 1992, sortiront leur plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 23 juin 1994.

ALBERT.

Par le Roi:

Le ministre des Affaires étrangères,

W. CLAES.

Le ministre de la Justice,

M. WATHELET.

Le ministre de l'Intérieur,

L. TOBBACK.

ONTWERP VAN WET

ALBERT II,

Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze minister van Buitenlandse Zaken, van Onze minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven, van Onze minister van Justitie, van Onze minister van Binnenlandse Zaken en van Onze minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:

Onze minister van Buitenlandse Zaken, Onze minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven, Onze minister van Justitie, Onze minister van Binnenlandse Zaken en Onze minister van Landsverdediging zijn gelast, in Onze naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp in te dienen, waarvan de tekst volgt:

Enig artikel

Het Verdrag inzake het open luchtruim, Bijlagen A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K en L,

Gedaan te Helsinki op 24 maart 1992, zullen volkomen uitwerking hebben.

Gegeven te Brussel, 23 juni 1984.

ALBERT.

Van Koningswege:

De minister van Buitenlandse Zaken,

W. CLAES.

De minister van Justitie,

M. WATHELET.

De minister van Binnenlandse Zaken,

L. TOBBACK.

Le ministre de la Défense nationale,

L. DELCROIX.

*Le ministre des Communications
et des Entreprises publiques,*

E. DI RUPO.

De minister van Landsverdediging,

L. DELCROIX.

*De minister van Verkeerswezen
en Overheidsbedrijven,*

E. DI RUPO.

AVANT-PROJET DE LOI SOUMIS AU CONSEIL D'ETAT

Le texte de l'avant-projet est identique à celui du projet de loi déposé.

* *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, le 12 avril 1994, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet de loi « portant approbation du Traité sur le régime « Ciel ouvert », Annexes A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K et L, faits à Helsinki le 24 mars 1992 », a donné le 14 avril 1994 l'avis suivant:

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants:

« Gelet op het bepaalde in artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 15 oktober 1991 en rekening houdend met de wens der W.E.U.-partners om zo spoedig mogelijk over te gaan tot de uitvoering van het Verdrag, zou ik u dank weten indien dit dossier met hoogdringendheid kon worden behandeld. »

1. Les ministres proposant devraient figurer avec le titre qui leur a été attribué dans leur arrêté de nomination.

Par ailleurs, le survol du territoire par des aéronefs est une matière qui relève également de la compétence du ministre des Communications et des Entreprises publiques, lequel doit en conséquence proposer et contresigner aussi l'avant-projet.

2. L'article 3 de la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne soumet le survol du territoire par des aéronefs militaires étrangers à l'autorisation du ministre de la Défense nationale.

Il s'impose que l'avant-projet de loi soit complété par un article 2 qui modifierait l'alinéa 3 dudit article 3 de la loi du 17 juin 1937, pour y ajouter une exception dans le cas où il existerait un accord de réciprocité.

En effet, à défaut de ce faire, la loi de 1937 et la loi d'approbation du traité consacraient deux systèmes antinomiques: d'une part, une interdiction de survol sauf autorisation et, d'autre part, une autorisation de survol moyennant la simple approbation d'un plan de survol et interdiction dans certains cas déterminés.

VOORONTWERP VAN WET VOORGELEGD AAN DE RAAD VAN STATE

De tekst van het voorontwerp is identiek met het ingediende ontwerp van wet.

* *

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 12 april 1994 door de Vice-Eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet « houdende goedkeuring van het Verdrag inzake het open Luchtruim, Bijlagen A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K en L, gedaan te Helsinki op 24 maart 1992 », heeft op 14 april 1994 het volgende advies gegeven:

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus:

« Gelet op het bepaalde in artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 15 oktober 1991 en rekening houdend met de wens der W.E.U.-partners om zo spoedig mogelijk over te gaan tot de uitvoering van het Verdrag, zou ik u dank weten indien dit dossier met hoogdringendheid kon worden behandeld. »

1. De voordragende ministers zouden moeten voorkomen met de titel die hun is verleend in hun benoemingsbesluit.

Daarenboven is het vliegen boven het grondgebied met luchtvaartuigen een aangelegenheid die tevens tot de bevoegdheid behoort van de minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven, die bijgevolg ook het voorontwerp dient voor te dragen en mede te ondertekenen.

2. Ingevolge artikel 3 van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart, is voor het vliegen met vreemde militaire luchtvaartuigen boven het grondgebied machtiging door de minister van Landsverdediging nodig.

Het voorontwerp van wet behoort te worden aangevuld met een artikel 2, dat het derde lid van het genoemde artikel 3 van de wet van 17 juni 1937 zou wijzigen door er een uitzondering aan toe te voegen voor het geval er een wederkerigheidsovereenkomst bestaat.

Als dat niet wordt gedaan zouden de wet van 1937 en de wet tot goedkeuring van het verdrag namelijk twee tegenstrijdige beginselen bekrachtigen: enerzijds een verbod om, behoudens machtiging, boven het grondgebied te vliegen en anderzijds, een machtiging om boven het grondgebied te vliegen op grond van de enkele goedkeuring van een plan om boven het grondgebied te vliegen en een verbod in bepaalde gevallen.

OBSERVATIONS FINALE

Dans le texte néerlandais du proposant, l'expression « Op voorstel van », qui n'est pas d'usage en légistique, devrait être remplacée par l'expression « Op de voordracht van ».

La chambre était composée de :

M. C.-L. CLOSSET, président de chambre;

MM. R. ANDERSEN et Y. KREINS, conseillers d'Etat;

MM. J. DE GAVRE et P. GOTHOT, assesseurs de la section de législation;

Mme M. PROOST, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. QUINTIN, référendaire adjoint.

Le Greffier,

M. PROOST.

Le Président,

C.-L. CLOSSET.

SLOTOPMERKING

In het voordrachtformulier zou de wending « Op voorstel van », die in de wetgevingstechniek ongebruikelijk is, vervangen moeten worden door de wending « Op de voordracht van ».

De kamer was samengesteld uit :

De heer C.-L. CLOSSET, kamervoorzitter;

De heren R. ANDERSEN en Y. KREINS, staatsraden;

De heren J. DE GAVRE en P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevrouw M. PROOST, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. REGNIER, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer R. QUINTIN, adjunct-referendaris.

De Griffier,

M. PROOST.

De Voorzitter,

C.-L. CLOSSET.

ANNEXES

Traité sur le régime «Ciel ouvert»

Les Etats concluant le présent Traité, ci-après dénommés collectivement les Etats parties ou individuellement un Etat Partie,

Rappelant les engagements qu'ils ont pris dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe de promouvoir une ouverture et une transparence accrues dans leurs activités militaires et de renforcer la sécurité par des mesures de confiance et de sécurité,

Se félicitant des événements historiques qui se sont produits en Europe et ont transformé l'état de la sécurité de Vancouver à Vladivostok,

Désireux de contribuer à promouvoir et renforcer encore la paix, la stabilité et la sécurité collective dans cette zone par la création d'un régime «Ciel ouvert» applicable à l'observation aérienne,

Reconnaissant la contribution potentielle qu'un régime d'observation aérienne de ce type pourrait apporter à la sécurité et à la stabilité dans d'autres régions également,

Notant la possibilité de se servir d'un tel régime pour accroître l'ouverture et la transparence, pour faciliter le contrôle du respect des accords existants et futurs de limitation des armements et pour renforcer la capacité de prévention des conflits et de gestion des crises dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et au sein d'autres institutions internationales compétentes,

Envisageant l'élargissement possible du régime «Ciel ouvert» à d'autres domaines comme la protection de l'environnement,

S'efforçant de mettre en place des procédures agréées pour prévoir l'observation aérienne de tous les territoires des Etats Parties, avec l'intention d'observer un Etat Partie ou précis ou des groupes d'Etats Parties, sur une base équitable et dans un souci d'efficacité tout en maintenant la sécurité des vols,

Notant que l'application d'un tel régime «Ciel ouvert» ne portera pas préjudice aux Etats n'y participant pas,

Sont convenus de ce qui suit:

Article I

DISPOSITIONS GENERALES

1. Le présent Traité institue le régime, dénommé régime «Ciel ouvert», applicable à la conduite de vols d'observation par les Etats Parties au-dessus des territoires des autres Etats Parties, et énonce les droits et obligations qui en découlent par les Etats Parties.

2. Chacune des Annexes et des Appendices s'y rapportant fait partie intégrante du présent Traité.

BIJLAGEN

Verdrag inzake het open luchtruim

De Staten die dit Verdrag sluiten, hierna te noemen, gezamenlijk, de Staten-Partijen of, afzonderlijk, een Staat-Partij,

Indachtig de verplichtingen die zij op de Conferentie over Veiligheid en Samenwerking in Europa op zich hebben genomen aangaande het bevorderen van grotere openheid en doorzichtigheid in hun militaire activiteiten en het vergroten van de veiligheid door middel van vertrouwen- en veiligheid-bevorderende maatregelen,

Verheugd over de historische gebeurtenissen in Europa, die de veiligheidssituatie van Vancouver tot Vladivostok hebben gewijzigd,

Geleid door de wens bij te dragen tot de verdere ontwikkeling en versterking van de vrede, stabiliteit en coöperatieve veiligheid in dat gebied door middel van het scheppen van een «open luchtruim»-regime voor observatie vanuit de lucht,

Erkende de mogelijke bijdrage die een dergelijk regime inzake observatie vanuit de lucht tevens aan de veiligheid en stabiliteit in andere regio's kan leveren,

Vaststellende de mogelijkheid een dergelijk regime te gebruiken ter verbetering van de openheid en doorzichtigheid, ter vergemakkelijking van de controle op de naleving van bestaande en toekomstige wapenbeheersingsovereenkomsten en ter versterking van het vermogen tot conflictvermijding en crisisbeheersing in het kader van de Conferentie over Veiligheid en Samenwerking in Europa en andere daarvoor in aanmerking komende internationale instellingen,

Beogende de mogelijke uitbreiding van het «open luchtruim»-regime tot andere gebieden, zoals bescherming van het milieu,

Ernaar strevende overeengekomen procedures vast te leggen die voorzien in observatie vanuit de lucht van alle grondgebieden van de Staten-Partijen, met de bedoeling één bepaalde Staat-Partij of groepen Staten-Partijen te observeren op basis van billijkheid en doelmatigheid, met handhaving van de vliegveiligheid.

Erop wijzende dat de toepassing van een dergelijk «open luchtruim»-regime de Staten die daaraan niet deelnemen, niet zal schaden,

Zijn als volgt overeengekomen:

Artikel I

ALGEMENE BEPALINGEN

1. Dit Verdrag stelt het regime in voor het uitvoeren van observatievluchten door Staten-Partijen boven de grondgebieden van andere Staten-Partijen, hetgeen wordt aangeduid als het «open luchtruim»-regime, en legt de daarmee verband houdende rechten en verplichtingen van de Staten-Partijen vast.

2. Elk der Bijlagen en de bijhorende Aanhangsels maken een integrerend deel uit van dit Verdrag.

Art. II

DEFINITIONS

Aux fins du présent Traité, il faut entendre par :

1. « Partie observée », l'Etat Partie ou le groupe d'Etats Parties au-dessus du territoire duquel il est procédé ou prévu de procéder à un vol d'observation, à partir du moment où cet Etat Partie ou ce groupe d'Etats Parties reçoit une notification adressée à ce sujet par une Partie observatrice jusqu'à l'achèvement des procédures liées à ce vol, ou le personnel agissant au nom dudit Etat Partie ou groupe d'Etats Parties.

2. « Partie observatrice », l'Etat Partie ou le groupe d'Etats Parties qui a l'intention d'effectuer ou effectue un vol d'observation au-dessus du territoire d'un autre Etat Partie ou groupe d'Etats Parties, à partir du moment où il a donné notification de son intention d'effectuer un vol d'observation jusqu'à l'achèvement des procédures liées à ce vol, ou le personnel agissant au nom de cet Etat Partie ou groupe d'Etats Parties.

3. « Groupe d'Etats Parties », deux ou plus de deux Etats Parties qui sont convenus de former un groupe aux fins du présent Traité.

4. « Avion d'observation », un aéronef à voilure fixe, non armé, désigné pour effectuer des vols d'observation, enregistré par les autorités compétentes d'un Etat Partie et équipé de capteurs agréés. L'expression « non armé » signifie que l'avion d'observation utilisé aux fins du présent Traité n'est pas équipé pour avoir des armes à bord et en faire usage.

5. « Vol d'observation », le survol, effectué par une Partie observatrice au moyen d'un avion d'observation, du territoire d'une Partie observée, selon les indications du plan de vol, à partir du point d'entrée ou de l'aérodrome « Ciel ouvert » jusqu'au point de sortie ou à l'aérodrome « Ciel ouvert ».

6. « Vol de transit », un survol, effectué par une Partie observatrice ou en son nom au moyen d'un avion d'observation, du territoire d'un Etat Partie tiers à destination ou au retour du territoire de la Partie observée.

7. « Avion de transport », un avion autre qu'un avion d'observation qui, au nom de la Partie observatrice, effectue des vols à destination et au retour du territoire de la Partie observée exclusivement aux fins du présent Traité.

8. « Territoire », les terres, y compris les îles, et les eaux intérieures et territoriales sur lesquelles un Etat Partie exerce sa souveraineté.

9. « Quota passif », le nombre de vols d'observation que chaque Etat Partie est tenu d'accepter en tant que Partie observée.

10. « Quota actif », le nombre de vols d'observation que chaque Etat Partie a le droit d'effectuer en tant que Partie observatrice.

11. « Distance maximale de vol », la distance maximale au-dessus du territoire de la Partie observée à partir du point où le vol d'observation peut commencer jusqu'au point où ce vol peut prendre fin, ainsi qu'il est précisé à l'Annexe A au présent Traité.

12. « Capteur », un appareil d'une catégorie visée au paragraphe 1^{er} de l'Article IV, qui est installé à bord d'un avion d'observation en vue de son utilisation pendant la conduite de vols d'observation.

13. « Résolution-sol », la distance minimum au sol entre deux objets situés à proximité l'un de l'autre, qui peuvent être distingués en tant qu'objets séparés.

Art. II

BEGRIPOMSCHRIJVINGEN

Voor de toepassing van dit Verdrag wordt verstaan onder :

1. « geobserveerde Partij » : de Staat-Partij of groep Staten-Partijen boven het grondgebied waarvan een observatievlucht wordt uitgevoerd of voorgenomen, zulks vanaf het tijdstip waarop deze een kennisgeving daarvan heeft ontvangen van een observerende Partij tot aan de voltooiing van de procedures in verband met die vlucht, dan wel personeel dat handelt namens die Staat-Partij of groep Staten-Partijen.

2. « observerende Partij » : de Staat-Partij of groep Staten-Partijen die een observatievlucht boven het grondgebied van een andere Staat-Partij of groep Staten-Partijen voornemt of uitvoert, zulks vanaf het tijdstip waarop deze kennisgeving doet van zijn voornemen een observatievlucht uit te voeren tot aan de voltooiing van de procedures in verband met die vlucht, dan wel personeel dat handelt namens die Staat-Partij of groep Staten-Partijen.

3. « groep Staten-Partijen » : twee of meer Staten-Partijen die zijn overeengekomen een groep te vormen voor de toepassing van dit Verdrag.

4. « observatievliegtuig » : een onbewapend vastvleugelig vliegtuig, bestemd voor het uitvoeren van observatievluchten, ingeschreven door de desbetreffende autoriteiten van een Staat-Partij en uitgerust met overeengekomen sensoren. Het begrip « onbewapend » betekent dat het observatievliegtuig dat voor de toepassing van dit Verdrag wordt gebruikt, niet is uitgerust voor het vervoer en het gebruik van wapens.

5. « observatievlucht » : de vlucht van het observatievliegtuig, uitgevoerd door een observerende Partij boven het grondgebied van een geobserveerde Partij in overeenstemming met het vliegplan, vanaf het punt van binnenkomst of een « open luchtruim »-vliegveld tot aan het punt van vertrek of een « open luchtruim »-vliegveld.

6. « transitvlucht » : een vlucht van een observatievliegtuig of transportvliegtuig, uitgevoerd door of namens een observerende Partij boven het grondgebied van een derde Staat-Partij op weg naar of van het grondgebied van de geobserveerde Partij.

7. « transportvliegtuig » : een vliegtuig, anders dan een observatievliegtuig, dat namens de observerende Partij vluchten uitvoert naar en van het grondgebied van de geobserveerde Partij, zulks uitsluitend voor de toepassing van dit Verdrag.

8. « grondgebied » : het land, met inbegrip van eilanden, binnenwateren en territoriale wateren, waarover een Staat-Partij soevereiniteit uitoefent.

9. « passief quotum » : het aantal observatievluchten dat elke Staat-Partij moet dulden als geobserveerde partij.

10. « actief quotum » : het aantal observatievluchten dat elke Staat-Partij mag uitvoeren als observerende Partij.

11. « maximale vliegafstand » : de maximale afstand boven het grondgebied van de geobserveerde Partij vanaf het punt waarop de observatievlucht kan aanvangen tot het punt waarop die vlucht kan eindigen, als aangegeven in Bijlage A bij dit Verdrag.

12. « sensor » : apparatuur van een categorie als omschreven in artikel IV, eerste lid, die in een observatievliegtuig is aangebracht om te worden gebruikt tijdens het uitvoeren van observatievluchten.

13. « grondresolutie » : de kleinste afstand op de grond tussen twee dicht bij elkaar gelegen objecten, waarbij deze nog als afzonderlijke objecten kunnen worden waargenomen.

14. « Analyseur infrarouge à balayage linéaire », un capteur capable de recevoir et de visualiser des rayonnements électromagnétiques thermiques émis dans la partie thermique infrarouge invisible du spectre optique par des objets en raison de leur température et en l'absence d'éclairage artificiel.

15. « Période d'observation », une période précise d'un vol d'observation, pendant laquelle fonctionne un capteur particulier installé à bord de l'avion d'observation.

16. « Equipage », des personnes de tout Etat Partie qui s'acquittent de tâches liées au fonctionnement ou à l'entretien d'un avion d'observation ou d'un avion de transport et qui peuvent comprendre, si l'Etat Partie en décide ainsi, des interprètes.

17. « Commandant de bord », le pilote qui, à bord de l'avion d'observation, est responsable de la conduite de l'avion d'observation, de l'exécution du plan de vol et de la sécurité de l'avion d'observation.

18. « Contrôleur en vol », une personne qui, au nom de la Partie observée, est à bord d'un avion d'observation fourni par la Partie observatrice pendant le vol d'observation et qui s'acquitte de tâches conformes aux dispositions de l'Annexe G au présent Traité.

19. « Représentant en vol », une personne qui, au nom de la Partie observatrice, est à bord d'un avion d'observation fourni par la Partie observée pendant un vol d'observation et qui s'acquitte de tâches conformes aux dispositions de l'Annexe G au présent Traité.

20. « Représentant », une personne qui a été désignée par la Partie observatrice et qui, pendant un vol d'observation, agit au nom de la Partie observatrice conformément aux dispositions de l'Annexe G à bord d'un avion d'observation désigné par un Etat Partie autre que la Partie observatrice ou la Partie observée.

21. « Opérateur de capteur », une personne de tout Etat Partie qui s'acquitte des tâches liées au fonctionnement, à l'utilisation et à l'entretien des capteurs d'un avion d'observation.

22. « Inspecteur », une personne de l'un quelconque des Etats Parties qui procède à une inspection des capteurs ou de l'avion d'observation d'un autre Etat Partie.

23. « Accompagnateur », une personne de l'un quelconque des Etats Parties qui accompagne les inspecteurs d'un autre Etat Partie.

24. « Plan de mission », un document présenté par la Partie observatrice sous une forme déterminée fixée par la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert », qui contient l'itinéraire, le profil, l'ordre d'exécution et l'appui requis pour effectuer le vol d'observation; il doit faire l'objet d'un accord avec la Partie observée et constituera la base de l'élaboration du plan de vol.

25. « Plan de vol », un document, élaboré sur la base du plan de mission convenu, rédigé sous la forme et avec le contenu spécifiés par l'Organisation de l'aviation civile internationale, ci-après dénommé l'O.A.C.I., qui est soumis aux autorités du contrôle de la circulation aérienne et sur la base duquel le vol d'observation sera effectué.

26. « Rapport de mission », un document décrivant un vol d'observation, rédigé après que celui-ci a pris fin par la Partie observatrice, selon un mode de présentation établi par la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert », et signé par les Parties observatrice et observée.

27. « Aérodrome « Ciel ouvert », un aérodrome désigné par la Partie observée comme étant un point où peut commencer ou se terminer un vol d'observation.

14. « infrarood-lijnaftasttoestel » : een sensor die thermische elektromagnetische straling opvangt en zichtbaar maakt die door objecten vanwege hun eigen temperatuur wordt uitgezonden in het onzichtbare infrarode thermische gedeelte van het optische spectrum, terwijl deze objecten niet kunstmatig zijn belicht.

15. « observatieperiode » : een vastgesteld tijdvak in de loop van een observatievlucht gedurende hetwelk een bepaalde in het observatievliegtuig aangebrachte sensor in werking is gesteld.

16. « bemanning » : personen uit een Staat-Partij, onder wie tolken, indien de Staat-Partij daartoe besluit, die taken verrichten in verband met het vliegen met of het onderhoud van een observatievliegtuig of een transportvliegtuig.

17. « gezagvoerder » : de piloot aan boord van het observatievliegtuig die verantwoordelijk is voor het vliegen met het observatievliegtuig, de uitvoering van het vliegplan en de veiligheid van het observatievliegtuig.

18. « vluchtwaarnemer » : een persoon die zich namens de geobserveerde Partij gedurende de observatievlucht aan boord bevindt van een door de observerende Partij ter beschikking gesteld observatievliegtuig en die taken verricht in overeenstemming met Bijlage G bij dit Verdrag.

19. « vluchtvertegenwoordiger » : een persoon die zich namens de observerende Partij gedurende de observatievlucht aan boord bevindt van een door de geobserveerde Partij ter beschikking gesteld observatievliegtuig en die taken verricht in overeenstemming met Bijlage G bij dit Verdrag.

20. « vertegenwoordiger » : een persoon die is aangewezen door de observerende Partij en die namens de observerende Partij taken verricht in overeenstemming met Bijlage G gedurende een observatievlucht aan boord van een observatievliegtuig dat is aangewezen door een andere Staat-Partij dan de observerende Partij of de geobserveerde Partij.

21. « sensorbediener » : een persoon uit een Staat-Partij die taken verricht verband houdende met de werking, de bediening en het onderhoud van de sensoren van een observatievliegtuig.

22. « inspecteur » : een persoon uit een Staat-Partij die een inspectie van de sensoren of het observatievliegtuig van een andere Staat-Partij uitvoert.

23. « begeleider » : een persoon uit een Staat-Partij die de inspecteurs van een andere Staat-Partij begeleidt.

24. « missieplan » : een door de observerende Partij ingediend document, in een door de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie vast te stellen vorm, dat de route, het profiel, de volgorde van uitvoering en de ondersteuningsmaatregelen bevat die nodig zijn voor het uitvoeren van de observatievlucht, hetwelk dient te worden overeengekomen met de geobserveerde Partij en dat de basis vormt voor de opstelling van het vliegplan.

25. « vliegplan » : een document, opgesteld op basis van het overeengekomen missieplan, in de vorm en met de inhoud als aangegeven door de Internationale Burgerluchtvaartorganisatie, hierna te noemen de I.C.A.O., dat wordt ingediend bij de met de luchtverkeersleiding belaste autoriteiten en aan de hand waarvan de observatievlucht zal worden uitgevoerd.

26. « missierapport » : een document dat een observatievlucht beschrijft en dat, na beëindiging daarvan, wordt opgesteld door de observerende Partij, in de door de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie vast te stellen vorm, en wordt ondertekend door zowel de observerende als de geobserveerde Partij.

27. « open luchtruim »-vliegveld » : een vliegveld dat door de geobserveerde Partij is aangewezen als punt waar een observatievlucht kan aanvangen of eindigen.

28. « Point d'entrée », un point désigné par la Partie observée pour l'arrivée de membres du personnel de la Partie observatrice sur le territoire de la Partie observée.

29. « Point de sortie », un point désigné par la Partie observée pour le départ de membres du personnel de la Partie observatrice du territoire de la Partie observée.

30. « Aérodrome d'avitaillement », un aérodrome désigné par la Partie observée et utilisé pour l'avitaillement et l'entretien des avions d'observation et des avions de transport.

31. « Aérodrome de déroutement », un aérodrome précisé dans le plan de vol où peut se diriger un avion observateur ou un avion de transport lorsqu'il devient déconseillé d'atterrir sur l'aérodrome initialement prévu.

32. « Secteurs dangereux de l'espace aérien », les zones interdites, zones restreintes et zones dangereuses, définies sur la base de l'Annexe 2 à la Convention relative à l'aviation civile internationale, qui sont déterminées en application des dispositions de l'annexe 15 à ladite Convention dans l'intérêt de la sécurité des vols, de la sécurité publique et de la protection de l'environnement et au sujet desquelles des renseignements sont fournis conformément aux dispositions de l'O.A.C.I.

33. « Zone interdite », un secteur de l'espace aérien de dimensions déterminées situé au-dessus du territoire d'un Etat Partie et dans lequel les vols sont interdits.

34. « Zone restreinte », un secteur de l'espace aérien de dimensions déterminées situé au-dessus du territoire d'un Etat Partie et dans lequel les vols sont restreints, conformément à des conditions précises.

35. « Zone dangereuse », un secteur de l'espace aérien de dimensions déterminées dans lequel peuvent se dérouler à des moments précis des activités représentant un danger pour les vols.

Art. III

QUOTAS

SECTION I

Dispositions générales

1. Chaque Etat Partie a le droit d'effectuer des vols d'observation conformément aux dispositions du présent Traité.

2. Chaque Etat Partie est tenu d'accepter des vols d'observation au-dessus de son territoire conformément aux dispositions du présent Traité.

3. Chaque Etat Partie a le droit d'effectuer un nombre de vols d'observation au-dessus du territoire de tout autre Etat Partie égal au nombre de vols d'observation que cet autre Etat Partie a le droit d'effectuer au-dessus du territoire du premier Etat Partie.

4. Le nombre total de vols d'observation que chaque Etat Partie est tenu d'accepter au-dessus de son territoire est le quota passif total de cet Etat Partie. L'allocation des quotas passifs totaux aux Etats Parties est présentée à la Section I de l'Annexe A au présent Traité.

5. Le nombre de vols d'observation qu'un Etat Partie a le droit d'effectuer chaque année au-dessus du territoire de chacun des autres Etats Parties est le quota actif individuel de cet Etat Partie

28. « punt van binnenkomst » : een door de geobserveerde Partij aangewezen punt voor de aankomst van personeel van de observerende Partij op het grondgebied van de geobserveerde Partij.

29. « Punt van vertrek » : een door de geobserveerde Partij aangewezen punt voor het vertrek van personeel van de observerende Partij van het grondgebied van de geobserveerde Partij.

30. « Bijtankvliegveld » : een door de geobserveerde Partij aangewezen vliegveld voor het innemen van brandstof door, en het verrichten van onderhoudswerkzaamheden aan, observatievliegtuigen en transportvliegtuigen.

31. « Uitwijkvliegveld » : een in het vliegplan vermeld vliegveld waarnaar een observatievliegtuig of een transportvliegtuig kan uitwijken wanneer het niet raadzaam is op het aanvankelijk geplande vliegveld te landen.

32. « Gevaarlijke delen van het luchtruim » : verboden gebieden, beperkte gebieden en gevaarlijke gebieden, omschreven op basis van Bijlage 2 bij het Verdrag inzake de internationale burgerlijke luchtvaart, ingesteld in overeenstemming met Bijlage 15 bij het Verdrag in het belang van de vliegveiligheid, de openbare veiligheid en de bescherming van het milieu en waarover informatie wordt verstrekt in overeenstemming met de voorschriften van de I.C.A.O.

33. « Verboden gebied » : een deel van het luchtruim met vastgestelde afmetingen, gelegen boven het grondgebied van een Staat-Partij, waarbinnen het vliegen met luchtvaartuigen verboden is.

34. « Beperkt gebied » : een deel van het luchtruim met vastgestelde afmetingen, gelegen boven het grondgebied van een Staat-Partij, waarbinnen de luchtvaart met luchtvaartuigen is beperkt volgens bepaalde voorwaarden.

35. « Gevaarlijk gebied » : een deel van luchtruim met vastgestelde afmetingen, waarbinnen op bepaalde tijdstippen activiteiten kunnen plaatsvinden die gevaarlijk zijn voor de luchtvaart met luchtvaartuigen.

Art. III

QUOTUMS

AFDELING I

Algemene bepalingen

1. Elke Staat-Partij is gerechtigd observatievluchten uit te voeren in overeenstemming met de bepalingen van dit Verdrag.

2. Elke Staat-Partij is verplicht observatievluchten te dulden boven zijn grondgebied in overeenstemming met de bepalingen van dit Verdrag.

3. Elke Staat-Partij is gerechtigd een aantal observatievluchten uit te voeren boven het grondgebied van elke andere Staat-Partij dat gelijk is aan het aantal observatievluchten dat die Staat-Partij mag uitvoeren boven het grondgebied van eerstgenoemde Staat-Partij.

4. Het totale aantal observatievluchten dat elke Staat-Partij boven zijn grondgebied moet dulden, vormt het totale passieve quotum van die Staat-Partij. De toekenning van het totale passieve quotum aan de Staten-Partij is neergelegd in Afdeling I van Bijlage A bij dit Verdrag.

5. Het aantal observatievluchten dat een Staat-Partij elk jaar mag uitvoeren boven het grondgebied van elk van de andere Staten-Partijen, vormt het individuele actieve quotum van die

relativement à cet autre Etat Partie. La somme des quotas actifs individuels représente le quota actif total de cet Etat Partie. Le quota actif total d'un Etat Partie ne doit pas dépasser son quota passif total.

6. La première répartition des quotas est présentée à la Section II de l'Annexe A au présent Traité.

7. Après l'entrée en vigueur du présent Traité, la répartition des quotas actifs sera soumise à un examen annuel, pour l'année civile suivante, dans le cadre de la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert ». Au cas où il ne serait pas possible, durant l'examen annuel, de parvenir en trois semaines à un accord sur la répartition des quotas actifs relatifs à un Etat Partie donné, la répartition des quotas actifs de l'année précédente relatifs à cet Etat Partie demeure inchangée.

8. Sauf dans les cas prévus à l'Article VIII, chaque vol d'observation effectué par un Etat Partie est déduit des quotas actifs individuels et totaux de cet Etat Partie.

9. Nonobstant les dispositions des paragraphes 3 et 5 de la présente Section, un Etat Partie auquel un quota actif a été alloué peut, par voie d'accord avec l'Etat Partie dont le territoire doit être survolé, transférer tout ou partie de son quota actif total à d'autres Etats Parties et à la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert ». Les dispositions du paragraphe 10 de la présente Section s'appliquent.

10. Aucun Etat Partie ne conduit au-dessus du territoire d'un autre Etat Partie un nombre de vols d'observation dépassant 50 p.c., arrondi à l'unité supérieure la plus proche, de son propre quota actif total ou du quota passif total de cet autre Etat Partie, le plus petit de ces deux nombres étant retenu.

11. Les distances maximales des vols d'observation au-dessus des territoires des Etats Parties sont mentionnées à la Section III de l'Annexe A au présent Traité.

SECTION II

Dispositions applicables à un groupe d'Etats Parties

1. (A) Sans préjudice des droits et obligations qu'ils ont au titre du présent Traité, deux ou plus de deux Etats Parties qui détiennent des quotas peuvent constituer un groupe d'Etats Parties au moment de la signature du présent Traité et ultérieurement. Pour un groupe d'Etats Parties constitué après la signature du présent Traité, les dispositions de la présente Section s'appliquent six mois au plus tôt après que tous les autres Etats Parties ont été notifiés et sous réserve des dispositions du paragraphe 6 de la présente Section.

(B) Un groupe d'Etats Parties coopère à propos des quotas actifs et passifs conformément aux dispositions du paragraphe 2 ou du paragraphe 3 de la présente Section.

2. (A) Les membres d'un groupe d'Etats Parties ont le droit de redistribuer entre eux leurs quotas actifs pour l'année en cours tout en conservant leurs quotas passifs individuels respectifs. Tous les Etats Parties tiers concernés reçoivent immédiatement une notification de la redistribution.

(B) Un vol d'observation est compté comme autant de vols d'observation à déduire des quotas actifs individuels et totaux de

Staat-Partij ten aanzien van die andere Staat-Partij. De som van de individuele actieve quotums vormt het totale actieve quotum van die Staat-Partij. Het totale actieve quotum van een Staat-Partij mag niet groter zijn dan zijn totale passieve quotum.

6. De eerste verdeling van de actieve quotums is neergelegd in Afdeling II van Bijlage A bij dit Verdrag.

7. Na de inwerkingtreding van dit Verdrag wordt de verdeling van de actieve quotums voor het volgende kalenderjaar onderworpen aan een jaarlijkse toetsing in het kader van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie. Ingeval het tijdens die jaarlijkse toetsing onmogelijk is binnen drie weken overeenstemming te bereiken over de verdeling van de actieve quotums met betrekking tot een bepaalde Staat-Partij, blijft de verdeling van de actieve quotums van het voorgaande jaar met betrekking tot die Staat-Partij ongewijzigd gehandhaafd.

8. Behoudens het in artikel VIII bepaalde wordt elke door een Staat-Partij uitgevoerde observatievlucht in mindering gebracht op het individuele en het totale actieve quotum van die Staat-Partij.

9. Onverminderd de bepalingen van het derde en het vijfde lid van deze Afdeling, kan een Staat-Partij waaraan een actief quotum is toegekend, na overeenstemming met de Staat-Partij boven het grondgebied waarvan zal worden gevlogen, zijn gehele totale actieve quotum, of een gedeelte daarvan, overdragen aan andere Staten-Partijen, waarvan hij onmiddellijk kennisgeving doet aan alle andere Staten-Partijen en aan de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie. Het tiende lid van de Afdeling is van toepassing.

10. Een Staat-Partij mag boven het grondgebied van een andere Staat-Partij niet meer observatievluchten uitvoeren dan 50 pct., naar boven afgerond op het eerstvolgende hele getal, van zijn eigen totale actieve quotum of van het totale passieve quotum van die andere Staat-Partij, naar gelang van welk aantal het kleinst is.

11. De maximale vliegafstanden van observatievluchten boven de grondgebieden van de Staten-Partijen zijn neergelegd in Afdeling III van Bijlage A bij dit Verdrag.

AFDELING II

Bepalingen betreffende een groep Staten-Partijen

1. (A) Onverminderd hun rechten en verplichtingen uit hoofde van dit Verdrag, kunnen twee of meer Staten-Partijen die quotums bezitten, op het tijdstip van ondertekening en daarna een groep Staten-Partijen vormen. Op een groep Staten-Partijen die na de ondertekening van dit Verdrag is gevormd, zijn de bepalingen van deze Afdeling niet eerder van toepassing dan zes maanden nadat alle andere Staten-Partijen in kennis zijn gesteld, zulks met inachtneming van de bepalingen van het zesde lid van deze Afdeling.

(B) Een groep Staten-Partijen werkt met betrekking tot de actieve en passieve quotums samen in overeenstemming met de bepalingen van het tweede of het derde lid van deze Afdeling.

2. (A) De leden van een groep Staten-Partijen hebben het recht hun actieve quotums voor het lopende jaar onderling te herverdelingen, met handhaving van hun individuele passieve quotum. Alle betrokken derde Staten-Partijen worden onmiddellijk van de herverdeling in kennis gesteld.

(B) Voor een observatievlucht worden evenveel observatievluchten op het individuele en het totale actieve quotum van de

la Partie observatrice qu'il y a de Parties observées survolées appartenant au groupe. Il est compté comme un vol d'observation à déduire du quota passif total de chaque Partie observée.

(C) Chaque Etat Partie relativement auquel un ou plusieurs membres d'un groupe d'Etats Parties détiennent des quotas actifs a le droit de conduire au-dessus du territoire de tout membre du groupe 50 p.c. de vols d'observation de plus, arrondis à l'unité supérieure la plus proche, que son quota actif individuel relatif à ce membre du groupe ou de conduire deux de ces survols s'il ne détient aucun quota actif relatif à ce membre du groupe.

(D) Dans le cas où il exerce ce droit, l'Etat Partie concerné réduit ses quotas actifs relatifs à d'autres membres du groupe de telle sorte que la somme totale des vols d'observation qu'il conduit au-dessus de leurs territoires ne dépasse pas la somme des quotas actifs individuels que l'Etat Partie détient relativement à tous les membres du groupe pour l'année en cours.

(E) Les distances maximales des vols d'observation au-dessus du territoire de chaque membre du groupe s'appliquent. Dans le cas d'un vol d'observation effectué au-dessus des territoires de plusieurs membres, après que la distance maximale de vol applicable à un membre a été parcourue, tous les capteurs sont mis hors service jusqu'à ce que l'avion d'observation atteigne le point, au-dessus du territoire du membre suivant du groupe d'Etats Parties, où il est prévu que commence le vol d'observation. Pour ce deuxième vol d'observation, la distance maximale de vol par rapport à l'aérodrome « Ciel ouvert » le plus proche s'applique.

3. (A) Un groupe d'Etats Parties a le droit, s'il en fait la demande, de se faire allouer un quota passif total commun et les quotas actifs individuels et totaux communs sont répartis relativement à ce groupe.

(B) Dans ce cas, le quota passif total représente le nombre total de vols d'observation que le groupe d'Etats Parties est tenu d'accepter chaque année. Le quota actif total est la somme des vols d'observation que le groupe d'Etats Parties a le droit de conduire chaque année. Son quota actif total ne doit pas dépasser le quota passif total.

(C) Un vol d'observation résultant du quota actif total du groupe d'Etats Parties est effectué au nom du groupe.

(D) Des vols d'observation qu'un groupe d'Etats Parties est tenu d'accepter peuvent être conduits au-dessus du territoire d'un ou de plusieurs de ses membres.

(E) Les distances maximales de vol de chaque groupe d'Etats Parties sont indiquées à la Section III de l'Annexe A et les aérodromes « Ciel ouvert » sont désignés conformément aux dispositions de l'Annexe E au présent Traité.

4. Conformément, aux principes généraux énoncés au paragraphe 3 de l'Article X, tout Etat Partie tiers qui estime que ses droits au titre des dispositions du paragraphe 3 de la Section I du présent Article sont indûment limités par les activités d'un groupe d'Etats Parties peut saisir de ce problème la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert ».

5. Le groupe d'Etats Parties veille à ce que des procédures soient établies pour que des vols d'observation au-dessus des territoires de ses membres puissent être effectués au cours d'une seule mission, y compris l'avitaillement, le cas échéant. Dans le cas d'un groupe d'Etats Parties établi conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la présente Section, ces vols d'observation ne dépassent pas la distance maximale de vol applicable aux aérodromes « Ciel ouvert » où commencent les vols d'observation.

observerende Partij in mindering gebracht als er geobserveerde Partijen zijn behorende tot de groep boven het grondgebied waarvan wordt gevlogen. Op het totale passieve quotum van elke geobserveerde Partij wordt daarvoor één observatievlucht in mindering gebracht.

(C) Elke Staat-Partij ten aanzien waarvan één of meer leden van een groep Staten-Partijen actieve quotums hebben, heeft het recht boven het grondgebied van elk lid van de groep 50 pct. meer observatievluchten, naar boven afgerond op het eerstvolgende hele getal, uit te voeren dan zijn individuele actieve quotum ten aanzien van dat lid van de groep, dan wel twee vluchten, indien hij geen actief quotum bezit ten aanzien van dat lid van de groep.

(D) Ingeval hij dit recht uitoefent, vermindert de betrokken Staat-Partij zijn actieve quotums ten aanzien van andere leden van de groep zodanig, dat de totale som van de observatievluchten die hij boven hun grondgebieden uitvoert, niet meer bedraagt dan de som van de individuele actieve quotums welke die Staat-Partij in het lopende jaar bezit ten aanzien van alle leden van de groep.

(E) De maximale vliegafstanden van observatievluchten boven het grondgebied van elk lid van de groep zijn van toepassing. Ingeval een observatievlucht wordt uitgevoerd boven verscheidene leden, worden na het afleggen van de maximale vliegafstand boven één lid alle sensoren uitgeschakeld totdat het observatievliegtuig het punt boven het grondgebied van het volgende lid van de groep Staten-Partijen bereikt waar de observatievlucht zou aanvangen. Voor zo'n volgende observatievlucht geldt de maximale vliegafstand ten opzichte van het «open luchtruim»-vliegveld dat het dichtst bij dit punt is gelegen.

3. (A) Een groep Staten-Partijen is gerechtigd zich, op zijn verzoek, een gezamenlijk totaal passief quotum te doen toekennen, waarna de gezamenlijke individuele en totale actieve quotums aan die groep worden toebedeeld.

(B) In dit geval is het totale passieve quotum het totale aantal observatievluchten dat de groep Staten-Partijen elk jaar moet dulden. Het totale actieve quotum is de som van het aantal observatievluchten dat de groep Staten-Partijen elk jaar mag uitvoeren. Zijn totale actieve quotum mag niet groter zijn dan zijn totale passieve quotum.

(C) Een observatievlucht uit hoofde van het totale actieve quotum van de groep Staten-Partijen wordt uitgevoerd namens de groep.

(D) Observatievluchten die een groep Staten-Partijen moet dulden, kunnen worden uitgevoerd boven het grondgebied van één of meer van zijn leden.

(E) De maximale vliegafstanden van elke groep Staten-Partijen worden aangegeven overeenkomstig Afdeling III van Bijlage A en «open luchtruim»-vliegvelden worden aangewezen overeenkomstig Bijlage E bij dit Verdrag.

4. In overeenstemming met de algemene beginselen vervat in artikel X, derde lid, kan elke derde Staat-Partij die van oordeel is dat zijn rechten krachtens de bepalingen van Afdeling I, derde lid, van dit artikel op onbehoorlijke wijze zijn beperkt door het optreden van een groep Staten-Partijen, dit probleem voorleggen aan de «Open Luchtruim»-Overlegcommissie.

5. De groep Staten-Partijen ziet erop toe dat er procedures worden ingesteld die het uitvoeren van observatievluchten boven de grondgebieden van zijn leden mogelijk maken tijdens één missie, indien nodig met inbegrip van bijtanken. In het geval van een groep Staten-Partijen die is gevormd overeenkomstig het derde lid van deze Afdeling, mogen die observatievluchten de maximale vliegafstand die geldt voor de «open luchtruim»-vliegvelden waar de observatievluchten aanvangen, niet overschrijden.

6. Six mois au plus tôt après que la décision en a été notifiée à tous les autres Etats Parties:

A. un groupe d'Etats Parties établi conformément aux dispositions du paragraphe 2 de la présente Section peut se transformer en un groupe d'Etats Parties établi conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la présente Section;

B. un groupe d'Etats Parties établi conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la présente Section peut se transformer en un groupe d'Etats Parties établi conformément aux dispositions du paragraphe 2 de la présente Section;

C. un Etat Partie peut se retirer d'un groupe d'Etats Parties; ou

D. un groupe d'Etats Parties peut admettre d'autres Etats Parties qui détiennent des quotas.

7. Après l'entrée en vigueur du présent Traité, des changements dans l'allocation ou la répartition des quotas résultant de l'établissement d'un groupe d'Etats Parties ou de l'admission d'Etats Parties dans un groupe d'Etats Parties ou du retrait d'Etats Parties d'un tel groupe conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la présente Section prennent effet le 1^{er} janvier suivant le premier examen annuel, au sein de la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert », qui a lieu après la période de six mois à compter de la notification. S'il y a lieu, de nouveaux aérodromes « Ciel ouvert » sont désignés et des distances maximales de vol sont établies en conséquence.

Art. IV

CAPTEURS

1. Sauf dispositions contraires prévues au paragraphe 3 du présent Article, l'avion d'observation est équipé de capteurs appartenant aux seules catégories suivantes:

A. caméras optiques panoramiques et à prise de vues image par image;

B. caméras vidéo à affichage en temps réel;

C. analyseurs infrarouges à balayage linéaire; et

D. radars d'ouverture synthétique à visée latérale.

2. Un Etat Partie peut utiliser, aux fins d'effectuer des vols d'observation, l'un quelconque des capteurs indiqués au paragraphe 1 ci-dessus, étant entendu que ces capteurs sont commercialement disponibles par tous les Etats Parties, dans les limites des performances suivantes:

A. dans le cas de caméras optiques panoramiques et à prise de vues image par image, une résolution-sol ne dépassant pas 30 centimètres à la hauteur minimum par rapport au sol déterminée conformément aux dispositions de l'Appendice 1 à l'Annexe D et obtenue à partir d'au plus une caméra panoramique, une caméra à prise de vues image par image montée verticalement et deux caméras à prise de vues image par image en montage oblique, placées de chaque côté de l'avion, assurant une ouverture du sol, qui n'est pas nécessairement continue, de 50 kilomètres au plus de chaque côté de la trajectoire de l'avion;

B. dans le cas de caméras vidéo, une résolution-sol ne dépassant pas 30 centimètres, déterminée conformément aux dispositions de l'Appendice 1 à l'Annexe D;

C. dans le cas d'analyseurs infrarouges à balayage linéaire, une résolution-sol ne dépassant pas 50 centimètres à la hauteur minimum par rapport au sol, déterminée conformément aux dispositions de l'Appendice 1 à l'Annexe D et obtenue à partir d'un capteur unique; et

6. Ten vroegste zes maanden nadat kennisgeving van de beslissing is gedaan aan alle andere Staten-Partijen:

A. kan een groep Staten-Partijen die is gevormd overeenkomstig de bepalingen van het tweede lid van deze Afdeling worden omgevormd in een groep Staten-Partijen overeenkomstig de bepalingen van het derde lid van deze Afdeling;

B. kan een groep Staten-Partijen die is gevormd overeenkomstig de bepalingen van het derde lid van deze Afdeling worden omgevormd in een groep Staten-Partijen overeenkomstig de bepalingen van het tweede lid van deze Afdeling;

C. kan een Staat-Partij zich terugtrekken uit een groep Staten-Partijen; of

D. kan een groep Staten-Partijen andere Staten-Partijen toelaten die een quorum bezitten.

7. Na de inwerkingtreding van dit Verdrag worden wijzigingen in de toekenning of verdeling van quotums ten gevolge van de vorming van, dan wel toelating tot of terugtrekking uit, een groep Staten-Partijen overeenkomstig het derde lid van deze Afdeling, van kracht op 1 januari na de eerstvolgende jaarlijkse toetsing in het kader van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie die plaatsvindt na de kennisgevingstermijn van zes maanden. Wanneer nodig worden nieuwe « open luchtruim »-vliegvelen aangewezen en worden dienovereenkomstig maximale vliegafstanden vastgesteld.

Art. IV

SENSOREN

1. Tenzij anders is bepaald in het derde lid van dit artikel, is een observatievliegtuig slechts uitgerust met sensoren van de volgende categorieën:

A. optische panorama- en fotocamera's;

B. videocamera's met directe weergave;

C. infrarood-lijnaftasttoestellen, en

D. zijwaarts gerichte radars met synthetische apertuur.

2. Een Staat-Partij kan ten behoeve van het uitvoeren van observatievluchten elk van de in het eerste lid genoemde sensoren gebruiken, mits die sensoren voor alle Staten-Partijen in de handel verkrijgbaar zijn en de volgende prestatielimieten in acht worden genomen:

A. bij optische panorama- en fotocamera's, een grondresolutie van niet beter dan 30 centimeter op de in overeenstemming met de bepalingen van Bijlage D, Aanhangsel 1, vastgestelde minimumhoogte boven de grond, verkregen met ten hoogste één panorama-camera, één verticaal geïnstalleerde fotocamera en twee schuin geïnstalleerde fotocamera's, één aan weerszijden van het vliegtuig, die aan weerszijden van de vliegbaan van het vliegtuig een gronddekking tot 50 kilometer mogelijk maken, die niet continu behoeft te zijn;

B. bij videocamera's, een grondresolutie van niet beter dan 30 centimeter, verkregen op de laagste minimumhoogte boven de grond bij één van de in letter A van dit lid genoemde optische camera's;

C. bij infrarood-lijnaftasttoestellen, een grondresolutie van niet beter dan 50 centimeter op de in overeenstemming met de bepalingen van Bijlage D, Aanhangsel 1, vastgestelde minimumhoogte boven de grond, verkregen met één toestel; en

D. dans le cas de radars d'ouverture synthétique à visée latérale, une résolution-sol ne dépassant pas trois mètres, calculée par la méthode de la réponse aux impulsions, ce qui, si on utilise la méthode d'écartement des objets, correspond à une aptitude à distinguer sur une image radar deux réflecteurs métalliques dont les centres sont éloignés d'au moins cinq mètres l'un de l'autre, sur une couverture de bande de 25 kilomètres au plus, obtenue à partir d'une seule unité radar capable d'effectuer un balayage d'un côté ou de l'autre de l'avion mais pas des deux côtés à la fois.

3. L'adoption de catégories supplémentaires de capteurs et l'amélioration des capacités des capteurs appartenant aux catégories existantes visées au présent Article sont examinées par la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » conformément aux dispositions de l'Article X du présent Traité.

4. Tous les capteurs sont pourvus de caches permettant d'en obturer l'ouverture ou d'autres dispositifs qui empêchent le fonctionnement des capteurs afin de prévenir le recueil de données durant les vols de transit ou les vols jusqu'aux points d'entrée ou à partir des points de sortie au-dessus du territoire de la Partie observée. Ces caches ou autres dispositifs ne peuvent être enlevés ou commandés que de l'extérieur de l'avion d'observation.

5. Le matériel permettant d'annoter les données recueillies par les capteurs conformément aux dispositions de la Section II de l'Annexe B est autorisé à bord de l'avion d'observation. L'Etat Partie qui fournit l'avion d'observation porte en note sur les données recueillies par les capteurs les informations visées à la Section II de l'Annexe B du présent Traité.

6. Le matériel permettant d'afficher en temps réel les données recueillies par les capteurs est autorisé à bord des avions d'observation aux fins de contrôler le fonctionnement et l'utilisation des capteurs pendant le vol d'observation.

7. Sauf lorsque le fonctionnement des capteurs agréés ou de l'avion d'observation l'exige, ou dans les cas prévus aux paragraphes 5 et 6 du présent Article, le recueil, le traitement, la retransmission ou l'enregistrement des signaux électroniques à partir d'ondes électromagnétiques sont interdits à bord de l'avion d'observation et le matériel servant à ce type d'opérations ne doit pas se trouver à bord de cet avion.

8. Dans le cas où l'avion d'observation est fourni par la Partie observatrice, celle-ci a le droit d'utiliser un avion d'observation équipé de capteurs appartenant à chaque catégorie de capteur qui ne dépasse pas la capacité précisée au paragraphe 2 du présent Article.

9. Dans le cas où l'avion d'observation utilisé pour un vol d'observation est fourni par la Partie observée, celle-ci est tenue de fournir un avion d'observation équipé de capteurs appartenant à chaque catégorie de capteur indiquée au paragraphe 1 du présent Article, ayant une aussi grande capacité maximale et étant aussi nombreux que le précise le paragraphe 2 du présent Article, sous réserve des dispositions de la Section II de l'Article XVIII, à moins que les Parties observatrice et observée n'en conviennent autrement. Le module et la configuration de ces capteurs doivent être tels qu'ils permettent d'assurer la couverture au sol visés au paragraphe 2 du présent Article. Dans le cas où l'avion d'observation est fourni par la Partie observée, celle-ci fournit un radar d'ouverture synthétique à visée latérale ayant une résolution-sol de six mètres au plus, déterminée par la méthode d'écartement des objets.

10. En désignant un avion en tant qu'avion d'observation conformément aux dispositions de l'Article V du présent Traité,

D. bij zijwaarts gerichte radars met synthetische apertuur, een grondresolutie van niet beter dan drie meter, berekend door middel van de impulsresponsmethode, die, met toepassing van de objectscheidingsmethode, overeenkomt met het vermogen om op een radarbeeld twee hoekreflectoren te onderscheiden waarvan de middelpunten ten minste vijf meter uit elkaar liggen, zulks over een strookbreedte van ten hoogste 25 kilometer, verkregen met één radareenheid die aan weerszijden van het vliegtuig kan worden ingesteld, doch niet aan beide zijden tegelijk.

3. De invoering van extra categorieën sensoren en verbeteringen van het vermogen van de bestaande categorieën sensoren als genoemd in dit artikel zal worden besproken door de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie in overeenstemming met artikel X van dit Verdrag.

4. Alle sensoren dienen te zijn voorzien van apertuurkappen of andere inrichtingen die het gebruik van de sensoren verhinderen, teneinde te voorkomen dat gegevens worden verzameld gedurende de transitvluchten of de vluchten naar de punten van binnenkomst of vanaf de punten van vertrek boven het grondgebied van de geobserveerde Partij. Deze kappen of andere richtingen dienen slechts van buiten het observatievliegtuig te kunnen worden verwijderd of bediend.

5. Apparatuur die door de sensoren verzamelde gegevens van verklarende aantekeningen kan voorzien in overeenstemming met Bijlage B, Afdeling II, is toegestaan aan boord van het observatievliegtuig. De Staat-Partij die het observatievliegtuig voor een observatievlucht ter beschikking stelt, voorziet de door de sensoren verzamelde gegevens van de verklarende aantekeningen als bedoeld in Afdeling II van Bijlage B bij dit Verdrag.

6. Apparatuur die de door de sensoren verzamelde gegevens direct kan weergeven, is toegestaan aan boord van het observatievliegtuig om de werking en de bediening van de sensoren tijdens het uitvoeren van een observatievlucht te kunnen controleren.

7. Behalve indien het bedienen van toegelaten sensoren of het vliegen met het observatievliegtuig zulks vereist of indien zulks is bepaald in het vijfde en zesde lid van dit artikel, is het verzamelen, verwerken, doorgeven of registreren van elektronische signalen van elektromagnetische golven aan boord van het observatievliegtuig verboden en is het niet toegestaan apparatuur hiervoor aan boord van het observatievliegtuig te hebben.

8. Ingeval het observatievliegtuig ter beschikking wordt gesteld van de observerende Partij, heeft de observerende Partij het recht een observatievliegtuig te gebruiken dat is uitgerust met sensoren van elke categorie sensoren die het in het tweede lid van dit artikel omschreven prestatievermogen niet te boven gaan.

9. Ingeval het voor een observatievlucht gebruikte observatievliegtuig ter beschikking wordt gesteld door de geobserveerde Partij, is de geobserveerde Partij verplicht een observatievliegtuig ter beschikking te stellen dat is uitgerust met sensoren van elke in het eerste lid van dit artikel genoemde categorie sensoren, met het grootste vermogen en in de aantallen als genoemd in het tweede lid van dit artikel, met inachtneming van de bepalingen van artikel XVIII, Afdeling II, tenzij de observerende en geobserveerde Partij anders zijn overeengekomen. De behuizing en opstelling van die sensoren dienen zodanig te zijn, dat de in het tweede lid van dit artikel voorgeschreven gronddekking kan worden bereikt. Ingeval het observatievliegtuig ter beschikking wordt gesteld door de geobserveerde Partij, stelt laatstgenoemde Partij een zijwaarts gerichte radar met synthetische apertuur ter beschikking met een grondresolutie van niet slechter dan zes meter, bepaald aan de hand van de objectscheidingsmethode.

10. Elke Staat-Partij stelt, wanneer een vliegtuig overeenkomstig artikel V van dit Verdrag als observatievliegtuig wordt

chaque Etat Partie communique à tous les autres Etats Parties les renseignements techniques relatifs à chaque capteur installé à bord de cet avion, ainsi qu'il est prévu à l'Annexe B au présent Traité.

11. Chaque Etat Partie a le droit de prendre part à la certification des capteurs installés à bord d'un avion d'observation conformément aux dispositions de l'Annexe D. Aucun avion d'observation d'un type donné n'est utilisé pour des vols d'observation avant que ce type d'avion d'observation et de capteurs ait été certifié conformément aux dispositions de l'Annexe D au présent Traité.

12. A condition de le notifier 90 jours à l'avance à tous les autres Etats Parties et sous réserve des dispositions de l'Annexe D au présent Traité, un Etat Partie désignant un avion en tant qu'avion d'observation a le droit d'éliminer, de remplacer ou d'ajouter des capteurs, ou d'apporter des modifications aux renseignements techniques qu'il a fournis conformément aux dispositions du paragraphe 10 du présent Article et de l'Annexe B au présent Traité. Les capteurs remplacés et les capteurs supplémentaires font l'objet d'une certification conformément aux dispositions de l'Annexe D au présent Traité avant d'être utilisés au cours d'un vol d'observation.

13. Dans le cas où un Etat Partie ou un groupe d'Etats Parties, compte tenu de l'expérience acquise de l'utilisation d'un avion d'observation particulier, estime qu'un capteur installé à bord d'un avion ou le matériel qui lui est associé ne correspondent pas à ceux qui ont été certifiés conformément aux dispositions de l'Annexe D, les Etats Parties concernés notifient à tous les autres Etats Parties leur préoccupation à ce sujet. L'Etat Partie qui a désigné l'avion:

A. fait en sorte, en prenant les mesures nécessaires, que le capteur installé à bord de l'avion d'observation et le matériel qui lui est associé correspondent à ceux qui ont été certifiés conformément aux dispositions de l'Annexe D, notamment, le cas échéant, en réparant, en réglant ou en remplaçant le capteur particulier ou le matériel qui lui est associé; et

B. à la demande d'un Etat Partie intéressé, prouve, en procédant à un vol de démonstration organisé en fonction du moment où l'avion d'observation susmentionné sera à nouveau utilisé, conformément aux dispositions de l'Annexe F, que les capteurs installés à bord de l'avion d'observation et le matériel qui leur est associé correspondent à ceux qui ont été certifiés conformément aux dispositions de l'Annexe D. Les autres Etats Parties qui expriment leur préoccupation au sujet d'un capteur installé à bord d'un avion d'observation et du matériel qui lui est associé ont le droit d'envoyer du personnel afin de participer à un tel vol de démonstration.

14. Dans le cas où, après que les mesures mentionnées au paragraphe 13 du présent Article ont été prises, les Etats Parties n'ont toujours pas la certitude qu'un capteur installé à bord d'un avion d'observation ou le matériel qui lui est associé correspond à ceux qui ont été certifiés conformément aux dispositions de l'Annexe D, la question peut être renvoyée à la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert ».

Art. V

DESIGNATION DE L'AVION

1. Chaque Etat Partie a le droit de désigner comme avion(s) d'observation un ou plusieurs types ou modèles d'avion enregistrés par les autorités compétentes d'un Etat Partie.

2. Chaque Etat Partie a le droit de désigner des types ou modèles d'avion comme avions d'observation ou d'ajouter de

aangewezen, alle andere Staten-Partijen in kennis van de in Bijlage B bij dit Verdrag bedoelde technische gegevens betreffende elke sensor die aan boord van dat vliegtuig is aangebracht.

11. Elke Staat-Partij heeft het recht deel te nemen aan de certificering van aan boord van een observatievliegtuig aangebrachte sensoren in overeenstemming met de bepalingen van Bijlage D. Een observatievliegtuig van een bepaald type mag niet voor observatievluchten worden gebruikt voordat dit type observatievliegtuig en de sensoren daarvan zijn gecertificeerd in overeenstemming met de bepalingen van Bijlage D bij dit Verdrag.

12. Een Staat-Partij die een vliegtuig als observatievliegtuig aanwijst, heeft, mits hij 90 dagen van tevoren alle andere Staten-Partijen daarvan in kennis stelt en met inachtneming van de bepalingen van Bijlage D bij dit Verdrag, het recht hetzij sensoren te verwijderen, te vervangen of toe te voegen, hetzij de in overeenstemming met de bepalingen van het tiende lid van dit artikel en Bijlage B bij dit Verdrag verstrekte technische gegevens te wijzigen. Vervangende of toegevoegde sensoren dienen te worden gecertificeerd in overeenstemming met de bepalingen van Bijlage D bij dit Verdrag alvorens tijdens een observatievlucht te worden gebruikt.

13. Ingeval een Staat-Partij of groep Staten-Partijen op grond van zijn ervaring met het gebruik van een bepaald type observatievliegtuig, van oordeel is dat een aan boord van een vliegtuig aangebrachte sensor of de bijbehorende apparatuur niet overeenstemt met de overeenkomstig de bepalingen van Bijlage D gecertificeerde exemplaren, stellen de betrokken Staten-Partijen alle andere Staten-Partijen in kennis van hun bedenkingen. De Staat-Partij die het vliegtuig heeft aangewezen:

A. onderneemt de nodige stappen om te verzekeren dat de aan boord van een observatievliegtuig aangebrachte sensor en de bijbehorende apparatuur overeenstemmen met de overeenkomstig de bepalingen van Bijlage D gecertificeerde exemplaren, onder andere door, indien nodig, de bepaalde sensor of de bijbehorende apparatuur te repareren, bij te stellen of te vervangen; en

B. toont op verzoek van een belanghebbende Staat-Partij aan, door middel van een demonstratievlucht, in overeenstemming met de bepalingen van Bijlage F, te houden bij de volgende gelegenheid dat bedoeld observatievliegtuig wordt gebruikt, dat de aan boord van het observatievliegtuig aangebrachte sensor en de bijbehorende apparatuur overeenstemmen met de overeenkomstig de bepalingen van Bijlage D gecertificeerde exemplaren. Andere Staten-Partijen die bedenkingen uiten met betrekking tot een aan boord van een observatievliegtuig aangebrachte sensor en de bijbehorende apparatuur, zijn gerechtigd personeel te zenden om aan een zodanige demonstratievlucht deel te nemen.

14. Ingeval, nadat de in het dertiende lid van dit artikel bedoelde stappen zijn ondernomen, de Staten-Partijen blijven betwijfelen of de aan boord van een observatievliegtuig aangebrachte sensor of de bijbehorende apparatuur overeenstemt met de overeenkomstig de bepalingen van Bijlage D gecertificeerde exemplaren, kan de kwestie worden voorgelegd aan de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie.

Art. V

AANWIJZING VAN VLIEGTUIGEN

1. Elke Staat-Partij heeft het recht één of meer typen of modellen vliegtuigen die bij de desbetreffende autoriteiten van een Staat-Partij zijn ingeschreven, als observatievliegtuigen aan te wijzen.

2. Elke Staat-Partij heeft het recht typen of modellen vliegtuigen als observatievliegtuigen aan te wijzen, dan wel nieuwe typen

nouveaux types ou modèles d'avion à ceux qu'il a désignés auparavant, à condition qu'il le notifie à tous les autres Etats Parties 30 jours à l'avance. La notification de la désignation d'un avion d'un certain type ou modèle contient les informations visées à l'Annexe C au présent Traité.

3. Chaque Etat Partie a le droit de supprimer des types ou modèles d'avion désignés par lui antérieurement, à condition qu'il le notifie à tous les autres Etats Parties 90 jours à l'avance.

4. Un seul exemplaire d'un avion d'un type et d'un modèle particulier, avec un ensemble identique de capteurs associés, doit être soumis à certification conformément aux dispositions de l'Annexe D au présent Traité.

5. Chaque avion d'observation doit avoir une capacité suffisante pour transporter l'équipage et le personnel visés à la Section III de l'Article VI.

Art. VI

CHOIX DES AVIONS D'OBSERVATION, DISPOSITIONS GENERALES POUR LA CONDUITE DES VOLS D'OBSERVATION ET PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX PLANS DE MISSION

SECTION I

Choix des avions d'observation et dispositions générales pour la conduite des vols d'observation

1. Les vols d'observation sont effectués à l'aide d'avions d'observation désignés par un Etat Partie conformément aux dispositions de l'Article V. A moins que la Partie observée n'exerce son droit de fournir un avion d'observation qu'elle a elle-même désigné, la Partie observatrice a le droit de fournir l'avion d'observation. Dans le cas où la Partie observatrice fournit l'avion d'observation, elle a le droit de fournir un avion qu'elle a elle-même désigné ou un avion désigné par un autre Etat Partie. Dans le cas où la Partie observée fournit l'avion d'observation, la Partie observatrice est en droit d'obtenir un avion ayant une autonomie de vol minimum, y compris les réserves de combustible nécessaires, équivalent à la moitié de la distance de vol notifiée aux termes de l'alinéa (G) du paragraphe 5 de la présente Section.

2. Chaque Etat Partie a le droit, conformément aux dispositions du paragraphe 1^{er} de la présente Section, d'utiliser un avion d'observation désigné par un autre Etat Partie pour des vols d'observation. Les arrangements pour l'utilisation d'un tel avion sont définis par les Etats Parties concernés afin de tenir compte d'une participation active au régime « Ciel ouvert ».

3. Les Etats Parties ayant le droit d'effectuer des vols d'observation peuvent coordonner leurs plans relatifs à la conduite des vols d'observation, conformément aux dispositions de l'Annexe H au présent Traité. Aucun Etat Partie n'est tenu d'accepter plus d'un vol d'observation à un moment quelconque au cours de la période de 96 heures mentionnée au paragraphe 9 de la présente Section, à moins que cet Etat Partie n'ait demandé que soit effectuée un vol de démonstration conformément aux dispositions de l'Annexe F au présent Traité. Dans ce cas, la Partie observée est tenue d'accepter un chevauchement des vols d'observation

of modellen toe te voegen aan de eerder door hem aangewezen typen of modellen vliegtuigen, mits hij 30 dagen van tevoren alle andere Staten-Partijen daarvan in kennis stelt. De kennisgeving van de aanwijzing van vliegtuigen van een bepaald type of model dient de in Bijlage C bij dit Verdrag genoemde gegevens te bevatten.

3. Elke Staat-Partij heeft het recht eerder door hem aangewezen typen of modellen vliegtuigen te schrappen, mits hij 90 dagen van tevoren alle andere Staten-Partijen daarvan in kennis stelt.

4. Er behoeft slechts één exemplaar van een bepaald type of model vliegtuig met een identiek stel bijbehorende sensoren te worden aangeboden ter certificering overeenkomstig de bepalingen van Bijlage D bij dit Verdrag.

5. Elk observatievliegtuig moet de bemanning en het personeel als genoemd in Artikel VI, Afdeling III, kunnen vervoeren.

Art. VI

KEUZE VAN DE OBSERVATIEVLIEGTUIGEN, ALGEMENE BEPALINGEN VOOR HET UITVOEREN VAN OBSERVATIEVLUCHTEN EN VEREISTEN BETREFFENDE HET MISSIEPLAN

AFDELING I

Keuze van de observatievliegtuigen en algemene bepalingen voor het uitvoeren van observatievluchten

1. Observatievluchten worden uitgevoerd met observatievliegtuigen die overeenkomstig artikel V door een Staat-Partij zijn aangewezen. Tenzij de geobserveerde Partij gebruik maakt van haar recht een door haarzelf aangewezen observatievliegtuig ter beschikking te stellen, heeft de observerende Partij het recht het observatievliegtuig ter beschikking te stellen. Ingeval de observerende Partij het observatievliegtuig ter beschikking stelt, heeft deze het recht een door haarzelf aangewezen vliegtuig of een door een andere Staat-Partij aangewezen vliegtuig ter beschikking te stellen. Ingeval de geobserveerde Partij het observatievliegtuig ter beschikking stelt, heeft de observerende Partij het recht te beschikken over een vliegtuig dat in staat is met volle tanks, met inbegrip van de nodige brandstofreserves, zonder bijtanken een minimumafstand af te leggen die gelijk is aan de helft van de maximale vliegafstand die voor de geobserveerde Partij geldt, waarvan kennisgeving is gedaan overeenkomstig het vijfde lid, letter G, van deze Afdeling.

2. Elke Staat-Partij heeft het recht, overeenkomstig het eerste lid van deze Afdeling, een observatievliegtuig te gebruiken dat door een andere Staat-Partij voor observatievluchten is aangewezen. Door de betrokken Staten-Partijen worden regelingen inzake het gebruik van bedoelde vliegtuigen opgesteld, teneinde actieve deelneming aan het « open luchtruim »-regime mogelijk te maken.

3. Staten-Partijen die het recht hebben observatievluchten uit te voeren, kunnen hun plannen voor het uitvoeren van observatievluchten coördineren in overeenstemming met Bijlage H bij dit Verdrag. Een Staat-Partij is niet verplicht meer dan één observatievlucht te dulden op enig tijdstip gedurende het in het negende lid van deze Afdeling genoemde tijdvak van 96 uur, tenzij die Staat-Partij heeft verzocht om een demonstratievlucht overeenkomstig Bijlage F bij dit Verdrag. In dat geval is de geobserveerde Partij verplicht een overlapping van de observatievluchten tot ten hoogste 24 uur te aanvaarden. Na in kennis te zijn gesteld van de

de 24 heures au plus. Après avoir reçu notification des résultats de la coordination des plans relatifs à la conduite des vols d'observation, chaque Etat Partie au-dessus du territoire duquel des vols d'observation seront effectués fait savoir aux autres Etats Parties, conformément aux dispositions de l'Annexe H, s'il a l'intention ou non, à propos de chaque vol d'observation particulier, d'exercer son droit de fournir son propre avion d'observation.

4. Au plus tard 90 jours après la signature du présent Traité, chaque Etat Partie donne notification à tous les autres Etats Parties:

A. du numéro d'autorisation diplomatique permanente des vols d'observation « Ciel ouvert », des vols d'appareils de transport et des vols de transit;

B. de la langue ou des langues de la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » précisées au paragraphe 7 de la Section I de l'Annexe L au présent Traité qui seront utilisées par le personnel pour s'acquitter de toutes les tâches liées à la conduite des vols d'observation au-dessus de son territoire et pour rédiger le plan de mission et le rapport de mission, à moins que la langue utilisée soit celle qui est recommandée au paragraphe 5.2.1.1.2 de l'Annexe 10 (Volume II) de la Convention relative à l'aviation civile internationale.

5. La Partie observatrice notifie à la Partie observée son intention de conduire un vol d'observation au moins 72 heures avant l'heure estimée d'arrivée de la Partie observatrice au point d'entrée de la Partie observée. Les Etats Parties qui font de telles notifications doivent s'efforcer d'éviter d'appliquer le délai minimum de notification aux fins de semaine. Cette notification comprend:

A. le point d'entrée et, le cas échéant, l'aérodrome « Ciel ouvert » souhaités à partir desquels le vol d'observation doit commencer;

B. la date et l'heure estimée d'arrivée de la Partie observatrice au point d'entrée, ainsi que la date et l'heure estimée de départ du point d'entrée pour gagner l'aérodrome « Ciel ouvert », le cas échéant, avec indication des besoins particuliers en matière d'hébergement;

C. le lieu, mentionné dans l'Appendice 1 à l'Annexe E, où il est souhaité que soit effectuée l'inspection préalable au vol ainsi que la date et l'heure du début de cette inspection, conformément aux dispositions de l'Annexe F;

D. Le mode de transport et, le cas échéant, le type et le modèle de l'avion de transport utilisé pour gagner le point d'entrée dans le cas où l'avion d'observation servant au vol d'observation est fourni par la Partie observée;

E. le numéro de l'autorisation diplomatique du vol d'observation ou du vol de l'appareil de transport utilisé pour amener le personnel sur le territoire de la Partie observée afin d'effectuer un vol d'observation et pour le reconduire hors de ce territoire;

F. l'identification de l'avion d'observation, comme précisé dans l'Annexe C;

G. la distance approximative du vol d'observation; et

H. le nom des membres du personnel, leur sexe, leurs date et lieu de naissance, le numéro de leur passeport et le nom de l'Etat Partie qui l'a délivré, ainsi que leur fonction.

6. La Partie observée qui reçoit une notification conformément aux dispositions du paragraphe 5 de la présente Section accuse

resultaten van de coördinatie van de plannen tot het uitvoeren van observatievluchten, stelt elke Staat-Partij over het grondgebied waarvan observatievluchten zullen worden uitgevoerd andere Staten-Partijen overeenkomstig de bepalingen van Bijlage H ervan in kennis of hij met betrekking tot een bepaalde observatievlucht al dan niet gebruik maakt van zijn recht zijn eigen observatievliegtuig ter beschikking te stellen.

4. Uiterlijk 90 dagen na ondertekening van dit Verdrag stelt elke Staat-Partij alle andere Staten-Partijen in kennis van:

A. het nummer van de permanente diplomatieke toestemming voor « open luchtruim »-observatievluchten, vluchten van transportvliegtuigen en transitvluchten;

B. welke taal of talen van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie als genoemd in Afdeling I, paragraaf 7, van Bijlage L, bij dit Verdrag door het personeel zal worden gebruikt voor alle werkzaamheden in verband met het uitvoeren van observatievluchten boven zijn grondgebied en voor het opstellen van het missieplan en het missierapport, tenzij de te gebruiken taal de taal is die wordt aanbevolen in Bijlage 10 bij het Verdrag inzake de internationale burgerlijke luchtvaart, band II, paragraaf 5.2.1.1.2.

5. De observerende Partij stelt de geobserveerde Partij in kennis van haar voornemen een observatievlucht uit te voeren, zulks ten minste 72 uur vóór het verwachte tijdstip van aankomst van de observerende Partij op het punt van binnenkomst van de geobserveerde Partij. Staten-Partijen die bedoelde kennisgevingen doen, stellen alles in het werk om te vermijden dat de voor de kennisgeving in acht te nemen minimumtermijn in een weekeinde valt. Bedoelde kennisgeving dient te omvatten:

A. het gewenste punt van binnenkomst en, indien van toepassing, het « open luchtruim »-vliegveld waar de observatievlucht aanvangt;

B. de datum en het verwachte tijdstip van aankomst van de observerende Partij op het punt van binnenkomst en de datum en het verwachte tijdstip van vertrek van de vlucht vanaf het punt van binnenkomst naar het « open luchtruim »-vliegveld, indien van toepassing onder vermelding van specifieke accommodatiebehoeften;

C. de plaats, genoemd in Bijlage E, Aanhangsel 1, waar de uitvoering van de aan de vlucht voorafgaande inspectie wordt verlangd en de datum en het tijdstip van aanvang van bedoelde aan de vlucht voorafgaande inspectie in overeenstemming met de bepalingen van Bijlage F;

D. het vervoermiddel en, indien van toepassing, het type en model transportvliegtuig waarmee naar het punt van binnenkomst zal worden gereisd ingeval het observatievliegtuig dat voor de observatievlucht wordt gebruikt, door de geobserveerde Partij ter beschikking wordt gesteld;

E. het nummer van de diplomatieke toestemming voor de observatievlucht of voor de vlucht van het transportvliegtuig dat wordt gebruikt om personeel te vervoeren van en naar het grondgebied van de geobserveerde Partij ter uitvoering van een observatievlucht;

F. de kenmerken van het observatievliegtuig, als omschreven in Bijlage C;

G. de afstand van de observatievlucht, bij benadering; en

H. de namen van de leden van het personeel, hun geslacht, geboortedatum en -plaats, paspoortnummer en de Staat-Partij die het paspoort heeft afgegeven, alsmede hun functie.

6. De geobserveerde Partij die in overeenstemming met het vijfde lid van deze Afdeling in kennis wordt gesteld, bevestigt de

réception de la notification dans les 24 heures. Dans le cas où la Partie observée exerce son droit de fournir l'avion d'observation, l'accusé de réception doit inclure les renseignements sur l'avion d'observation mentionnés à l'alinéa (F) du paragraphe 5 de la présente Section. La Partie observatrice est autorisée à arriver au point d'entrée à l'heure estimée d'arrivée, telle qu'elle a été notifiée conformément aux dispositions du paragraphe 5 de la présente Section. L'heure estimée de départ du point d'entrée à destination de l'aérodrome « Ciel ouvert » à partir duquel le vol d'observation doit commencer et le lieu, la date et l'heure du début de l'inspection préalable au vol doivent faire l'objet d'une confirmation par la Partie observée.

7. Le personnel de la Partie observatrice peut comprendre des personnes désignées conformément aux dispositions de l'Article XIII par d'autres Etats Parties.

8. Lorsqu'elle adresse une notification à la Partie observée conformément aux dispositions du paragraphe 5 de la présente Section, la Partie observatrice notifie simultanément à tous les autres Etats Parties son intention de conduire le vol d'observation.

9. La période allant de l'heure estimée d'arrivée au point d'entrée au moment où le vol d'observation est achevé ne doit pas excéder 96 heures, à moins qu'il n'en soit convenu autrement. Au cas où la Partie observée demande que soit effectué un vol de démonstration conformément aux dispositions de l'Annexe F au présent Traité, elle prolonge la période de 96 heures conformément aux dispositions du paragraphe 4 de la Section III de l'Annexe F au présent Traité, si l'exécution sans restriction du plan de mission par la Partie observatrice l'exige.

10. A l'arrivée de l'avion d'observation au point d'entrée, la Partie observée inspecte les caches des ouvertures des capteurs ou les autres dispositifs empêchant le fonctionnement des capteurs afin de confirmer qu'ils sont en position correcte, conformément aux dispositions de l'Annexe E, à moins qu'il n'en soit convenu autrement par tous les Etats Parties concernés.

11. Dans le cas où l'avion d'observation est fourni par la Partie observatrice, la Partie observée a le droit d'effectuer l'inspection préalable au vol, conformément aux dispositions de la Section I de l'Annexe F, à l'arrivée dudit avion au point d'entrée ou à l'aérodrome « Ciel ouvert » où doit commencer le vol d'observation. Dans le cas où, conformément aux dispositions du paragraphe 1^{er} de la présente Section, un avion d'observation est fourni par la Partie observée, la Partie observatrice a le droit d'effectuer l'inspection préalable au vol des capteurs conformément aux dispositions de la Section II de l'Annexe F. A moins qu'il n'en soit convenu autrement, ces inspections prennent fin au plus tard quatre heures avant le moment où il est prévu, selon les indications du plan de vol, de commencer le vol d'observation.

12. La Partie observatrice veille à ce qu'au moins un membre de son équipage ait les capacités linguistiques nécessaires pour communiquer librement avec le personnel de la Partie observée et avec ses responsables du contrôle de la circulation aérienne dans la langue ou les langues notifiées par la Partie observée conformément aux dispositions du paragraphe 4 de la présente Section.

13. A son arrivée au point d'entrée ou à l'aérodrome « Ciel ouvert » où doit commencer le vol d'observation, la Partie observée fournit à l'équipage les prévisions météorologiques et les informations en matière de navigation aérienne les plus récentes, ainsi que les informations sur la sécurité de vol et Avis aux naviga-

ontvangst van de kennisgeving binnen 24 uur. Ingeval de geobserveerde Partij gebruik maakt van haar recht het observatievliegtuig ter beschikking te stellen, omvat de ontvangstbevestiging de in het vijfde lid, letter F, van deze Afdeling bedoelde gegevens over het observatievliegtuig. Het is de observerende Partij toegestaan op het punt van binnenkomst aan te komen op het verwachte tijdstip van aankomst als bekendgemaakt in overeenstemming met het vijfde lid van deze Afdeling. Het verwachte tijdstip van vertrek van de vlucht vanaf het punt van binnenkomst naar het « open luchtruim »-vliegveld waar de observatievlucht zal aanvangen, alsmede de plaats, de datum en het tijdstip van aanvang van de aan de vlucht voorafgaande inspectie dienen te worden bevestigd door de geobserveerde Partij.

7. Het personeel van de observerende Partij mag overeenkomstig artikel XIII door andere Staten-Partijen aangewezen personeel omvatten.

8. De observerende Partij stelt wanneer zij, in overeenstemming met het vijfde lid van de Afdeling, kennisgeving doet aan de geobserveerde Partij tegelijkertijd alle andere Staten-Partijen in kennis van haar voornemen de observatievlucht uit te voeren.

9. Het tijdvak tussen het verwachte tijdstip van aankomst op het punt van binnenkomst en de voltooiing van de observatievlucht mag niet langer zijn dan 96 uur, tenzij anders is overeengekomen. Ingeval de geobserveerde Partij om een demonstratievlucht verzoekt overeenkomstig Bijlage F bij het Verdrag, dient zij het tijdvak van 96 uur te verlengen overeenkomstig Bijlage F, Afdeling III, paragraaf 4, indien de extra tijd door de observerende Partij wordt verlangd voor de onbelemmerde uitvoering van het missieplan.

10. Na aankomst van het observatievliegtuig op het punt van binnenkomst inspecteert de geobserveerde Partij de kappen van de sensoraperturen of andere inrichtingen die het gebruik van de sensoren verhinderen, teneinde zich ervan te vergewissen dat deze op de juiste wijze zijn aangebracht overeenkomstig Bijlage E, tenzij door alle betrokken Staten-Partijen anders is overeengekomen.

11. Ingeval het observatievliegtuig ter beschikking wordt gesteld door de observerende Partij, heeft de geobserveerde Partij, na aankomst van het observatievliegtuig op het punt van binnenkomst of op het « open luchtruim »-vliegveld waar de observatievlucht aanvangt, het recht de aan de vlucht voorafgaande inspectie uit te voeren overeenkomstig Bijlage F, Afdeling I. Ingeval in overeenstemming met het eerste lid van deze Afdeling een observatievliegtuig ter beschikking wordt gesteld door de geobserveerde Partij, heeft de observerende Partij het recht de aan de vlucht voorafgaande inspectie van de sensoren uit te voeren overeenkomstig Bijlage F, Afdeling II. Tenzij anders is overeengekomen, eindigen bedoelde inspecties ten minste vier uur vóór de geplande aanvang van de observatievlucht als genoemd in het vliegplan.

12. De observerende Partij ziet erop toe dat haar bemanning ten minste één persoon omvat die over de nodige talenkennis beschikt om gemakkelijk te kunnen communiceren met het personeel van de geobserveerde Partij en met de autoriteiten die zijn belast met de luchtverkeersleiding in de taal of talen waarvan door de geobserveerde Partij kennisgeving is gedaan in overeenstemming met het vierde lid van deze Afdeling.

13. De geobserveerde Partij verstrekt de bemanning na aankomst op het punt van binnenkomst of op het « open luchtruim »-vliegveld waar de observatievlucht aanvangt, de meest recente informatie over de weersverwachting en de luchtvaartnavigatie, alsmede informatie betreffende de vliegveiligheid, met inbe-

teurs aériens (N.O.T.A.M.s.). La mise à jour de ces informations est fournie sur demande. Les procédures de vol et les informations sur les aérodomes de déroutement situés sur l'itinéraire du vol sont fournies une fois que le plan de mission a été approuvé, conformément aux prescriptions énoncées dans la Section II du présent article.

14. Pendant la conduite de vols d'observation en vertu du présent Traité, tous les avions d'observation sont utilisés conformément aux dispositions du présent Traité et conformément au plan de vol approuvé. Sans qu'il soit porté préjudice aux dispositions du paragraphe 2 de la Section II du présent Article, les vols d'observation sont aussi conduits conformément:

A. aux normes et pratiques recommandées publiées par l'O.A.C.I.; et

B. aux règlements nationaux publiés concernant le contrôle de la circulation aérienne et aux procédures et directives relatives à la sécurité des vols dans l'Etat Partie dont le territoire est survolé.

15. Les vols d'observation ont priorité sur toute circulation aérienne régulière. La Partie observée fait en sorte que ses autorités de contrôle de la circulation aérienne facilitent la conduite des vols d'observation conformément aux dispositions du présent Traité.

16. Dans l'avion, le commandant de bord est le seul maître à bord en ce qui concerne la sécurité de la conduite du vol et il est responsable de l'application du plan de vol.

17. La Partie observée fournit:

A. une cible d'étalonnage qui permette de confirmer la capacité des capteurs conformément aux méthodes indiquées à la Section III de l'Annexe D au présent Traité, et devant être survolée au cours du vol de démonstration ou du vol d'observation à la demande de l'une ou l'autre Partie pour chaque capteur qui sera utilisé pendant le vol d'observation. La cible d'étalonnage est située à proximité de l'aérodrome où est effectuée l'inspection préalable au vol conformément aux dispositions de l'Annexe F au présent Traité;

B. à l'avion d'observation ou à l'avion de transport, que ce soit au point d'entrée, à l'aérodrome « Ciel ouvert », à tout aérodrome d'avitaillement ou au point de sortie indiqués dans le plan de vol, conformément aux spécifications publiées sur l'aérodrome désigné, les mêmes services d'avitaillement et d'entretien que ceux qui sont fournis habituellement aux avions commerciaux;

C. des repas et des possibilités d'hébergement au personnel de la Partie observatrice; et

D. à la demande de la Partie observatrice, d'autres services qui pourront être convenus entre les Parties observatrice et observée afin de faciliter la conduite du vol d'observation.

18. Tous les frais découlant de la conduite du vol d'observation, y compris les frais relatifs aux supports d'enregistrement et au traitement des données recueillies par les capteurs, sont remboursés conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la Section I de l'Annexe L au présent Traité.

19. Avant le départ de l'avion d'observation du point de sortie, la Partie observée confirme que les caches des ouvertures des capteurs ou les autres dispositifs empêchant le fonctionnement des capteurs sont en position correcte, conformément aux dispositions de l'Annexe E au présent Traité.

20. A moins qu'il n'en soit convenu autrement, la Partie observatrice quitte le point de sortie au plus tard 24 heures après

grip van Berichten aan Luchtverreken (N.O.T.A.M.'s). Deze informatie wordt op verzoek bijgewerkt. Vliegvoorschriften en informatie over uitwijkvliegvelden langs de vliegroute worden verstrekt na goedkeuring van het missieplan in overeenstemming met de vereisten van Afdeling II van dit artikel.

14. Tijdens de uitvoering van observatievluchten ingevolge dit Verdrag, worden alle observatievliegtuigen gebruikt in overeenstemming met de bepalingen van dit Verdrag en in overeenstemming met het goedgekeurde vliegplan. Onverminderd de bepalingen van Afdeling II, tweede lid, van dit artikel worden de observatievluchten tevens uitgevoerd in overeenstemming met:

A. bekendgemaakte normen en aanbevelingen van de I.C.A.O.; en

B. bekendgemaakte nationale regels inzake de luchtverkeersleiding, voorschriften en richtlijnen inzake de vliegveiligheid van de Staat-Partij boven het grondgebied waarvan wordt gevlogen.

15. Observatievluchten hebben voorrang boven het gewone luchtverkeer. De geobserveerde Partij ziet erop toe dat haar met de luchtverkeersleiding belaste autoriteiten de uitvoering van observatievluchten in overeenstemming met dit Verdrag vergemakkelijken.

16. Aan boord van het vliegtuig is de gezagvoerder de enige die is bekleed met het gezag ter zake van de veilige uitvoering van de vlucht en verantwoordelijk is voor de uitvoering van het vliegplan.

17. De geobserveerde Partij stelt ter beschikking:

A. een ijkdoel dat geschikt is om het vermogen van de sensoren te bevestigen in overeenstemming met de in Afdeling III van Bijlage D bij dit Verdrag uiteengezette procedures, waarboven op verzoek van een van beide Partijen dient te worden gevlogen tijdens de demonstratievlucht of de observatievlucht, zulks voor iedere sensor die tijdens de observatievlucht wordt gebruikt. Het ijkdoel dient te zijn gelegen in de nabijheid van het vliegveld waar de aan de vlucht voorafgaande inspectie wordt uitgevoerd overeenkomstig Bijlage F bij dit Verdrag;

B. de gebruikelijke aan commerciële vliegtuigen ter beschikking gestelde brandstoffen en onderhoudsdiensten voor het observatievliegtuig of transportvliegtuig op het punt van binnenkomst, op het « open luchtruim »-vliegveld, op een bijtankvliegveld en het punt van vertrek als vermeld in het vliegplan, overeenkomstig de gegevens die over het aangewezen vliegveld zijn bekendgemaakt;

C. maaltijden en onderdak voor het personeel van de observerende Partij; en

D. op verzoek van de observerende Partij, andere diensten, als overeen te komen tussen de observerende en de geobserveerde Partij, teneinde het uitvoeren van de observatievlucht te vergemakkelijken.

18. Alle kosten verbonden aan de uitvoering van de observatievlucht, met inbegrip van de kosten van de gegevensdragers en de verwerking van de door de sensoren verzamelde gegevens, worden vergoed in overeenstemming met Afdeling I, paragraaf 9, van Bijlage L bij dit Verdrag.

19. Vóór het vertrek van het observatievliegtuig van het punt van vertrek vergewist de geobserveerde Partij zich ervan dat de kappen van sensoraperturen of andere inrichtingen die het gebruik van sensoren verhinderen op de juiste wijze zijn aangebracht overeenkomstig Bijlage E bij dit Verdrag.

20. Voor zover niet anders is overeengekomen, vertrekt de observerende Partij ten hoogste 24 uur na voltooiing van de obser-

l'achèvement du vol d'observation, à moins que les conditions météorologiques ou l'état de l'avion d'observation ou de l'avion de transport ne le permettent pas, auquel cas le départ du vol doit avoir lieu dès que cela devient possible.

21. La Partie observatrice rédige un rapport de mission du vol d'observation en se servant du modèle approprié mis au point par la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert ». Le rapport de mission contient les informations pertinentes relatives à la date et à l'heure du vol d'observation, à son itinéraire et son profil, aux conditions météorologiques, à l'heure et au lieu de chaque période d'observation, pour chaque capteur, au volume approximatif des informations recueillies par les capteurs et au résultat de l'inspection des caches des ouvertures des capteurs ou des autres dispositifs empêchant le fonctionnement des capteurs, conformément aux dispositions de l'Article VII et de l'Annexe E. Le rapport de mission est signé par les Parties observatrice et observée au point de sortie et est communiqué par la Partie observatrice à tous les autres Etats Parties dans les sept jours suivant le départ de la Partie observatrice du point de sortie.

SECTION II

Prescriptions relatives aux plans de mission

1. A moins qu'il n'en soit convenu autrement, la Partie observatrice, après l'arrivée sur l'aérodrome « Ciel ouvert », remet à la Partie observée un plan de mission pour le vol d'observation proposé, qui doit satisfaire aux prescriptions des paragraphes 2 et 4 de la présente Section.

2. Le plan de mission peut prévoir un vol d'observation permettant l'observation de tout point de l'ensemble du territoire de la Partie observée, y compris des zones désignées par la Partie observée, dans les informations provenant de la source précisée dans l'Annexe I, comme étant des secteurs dangereux de l'espace aérien. L'itinéraire d'un avion d'observation peut passer jusqu'à une distance de dix kilomètres, mais pas moins, de la frontière d'un Etat limitrophe qui n'est pas un Etat Partie.

3. Le plan de mission peut prévoir que l'aérodrome « Ciel ouvert » où le vol d'observation s'achève, ainsi que le point de sortie, puissent être différents de l'aérodrome « Ciel ouvert » à partir duquel le vol d'observation commence ou du point d'entrée. Le plan de mission précise, le cas échéant, l'heure du début du vol d'observation, l'heure et le lieu souhaités des escales d'avitaillement et des périodes de repos prévues et l'heure de reprise du vol d'observation après une escale d'avitaillement ou une période de repos, dans les limites de la période de 96 heures spécifiée au paragraphe 9 de la Section I du présent Article.

4. Le plan de mission comprend toutes les informations nécessaires à l'enregistrement du plan de vol et prévoit que:

A. le vol d'observation ne doit pas dépasser la distance de vol maximum applicable, comme indiqué à la Section I de l'Annexe A;

B. l'itinéraire et le profil du vol d'observation doivent satisfaire aux conditions de sécurité des vols d'observation, conformément aux normes et pratiques recommandées de l'O.A.C.I., compte tenu des différences qui existent entre les règles nationales applicables aux vols, sans préjudice des dispositions du paragraphe 2 de la présente Section;

C. le plan de mission doit tenir compte des informations sur les secteurs dangereux de l'espace aérien, telles qu'elles sont fournies conformément aux dispositions de l'Annexe I;

vatievvlucht van het punt van vertrek, tenzij de weersomstandigheden of de luchtwaardigheid van het observatievliegtuig of het transportvliegtuig zulks niet toelaten, in welk geval de vlucht aanvangt zodra zulks mogelijk is.

21. De observerende Partij stelt een missierapport van de observatievlucht in de desbetreffende door de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie vast te stellen vorm. Het missierapport bevat relevante gegevens over de datum en het tijdstip van de observatievlucht, de route en het profiel ervan, de weersomstandigheden, de tijd- en plaatsaanduiding van elke observatieperiode van elke sensor, bij benadering de door de sensoren verzamelde hoeveelheid gegevens, en de resultaten van de inspectie van de kappen voor sensoraperturen of andere inrichtingen die het gebruik van sensoren verhinderen in overeenstemming met artikel VII en Bijlage E. Het missierapport wordt ondertekend door de observerende en de geobserveerde Partij op het punt van vertrek en wordt door de observerende Partij aan alle andere Staten-Partijen verstrekt binnen zeven dagen na het vertrek van de observerende Partij van het punt van vertrek.

AFDELING II

Vereisten betreffende het missieplan

1. Tenzij anders is overeengekomen, overhandigt de observerende Partij na aankomst op het « open luchtruim »-vliegveld aan de geobserveerde Partij een missieplan voor de voorgestelde observatievlucht dat voldoet aan de vereisten van het tweede en vierde lid van deze Afdeling.

2. Het missieplan kan voorzien in een observatievlucht die observatie mogelijk maakt van elk punt op het gehele grondgebied van de geobserveerde Partij, met inbegrip van gebieden die door de geobserveerde Partij zijn aangewezen als gevaarlijke delen van het luchtruim, vermeld in de in Bijlage I genoemde bron. De vliegbaan van een observatievliegtuig mag de grens met een aangrenzende Staat die geen Staat-Partij is naderen, doch niet dichter dan 10 kilometer.

3. Het missieplan kan bepalen dat het « open luchtruim »-vliegveld waar de observatievlucht eindigt, alsmede het punt van vertrek, niet dezelfde zijn als het « open luchtruim »-vliegveld waar de vlucht aanvangt, dan wel het punt van binnenkomst. Het missieplan vermeldt, indien van toepassing, de aanvangstijd van de observatievlucht, de gewenste tijd en plaats van geplande tussenlandingen om bij te tanken of ten behoeve van rustperiodes, en het tijdstip van voortzetting van de observatievlucht na een tussenlanding of rustperiode binnen het in Afdeling I, negende lid, van dit artikel genoemde tijdvak van 96 uur.

4. Het missieplan bevat alle benodigde informatie voor het indienen van het vliegplan en bepaalt dat:

A. de observatievlucht de desbetreffende maximale vliegafstand als genoemd in Bijlage A, Afdeling I, niet overschrijdt;

B. de route en het profiel van de observatievlucht voldoen aan de bepalingen inzake de veiligheid van de observatievluchten overeenkomstig de normen en aanbevelingen van de I.C.A.O., rekening houdend met bestaande verschillen in nationale regels ter zake van vluchten, zulks onverminderd de bepalingen van het tweede lid van deze Afdeling;

C. in het missieplan rekening wordt gehouden met informatie over gevaarlijke delen van het luchtruim, verstrekt in overeenstemming met Bijlage I;

D. la hauteur par rapport au sol de l'avion d'observation ne doit pas permettre à la Partie observatrice de dépasser les limites de résolution-sol imposées à chaque capteur, telles qu'elles sont fixées au paragraphe 2 de l'Article IV;

E. l'heure estimée de début du vol d'observation doit se situer au plus tôt 24 heures après la présentation du plan de mission, à moins qu'il n'en soit convenu autrement;

F. l'avion d'observation doit suivre un itinéraire direct entre les points de report ou les repères de navigation indiqués dans le plan de mission, dans la séquence déclarée; et

G. l'itinéraire de vol ne doit pas se recouper plus d'une fois au même point, à moins qu'il n'en soit convenu autrement, et que l'avion d'observation ne doit pas décrire de cercles autour d'un seul et même point, à moins qu'il n'en soit convenu autrement. Les dispositions du présent alinéa ne s'appliquent pas aux fins du décollage de l'avion d'observation, de son survol des cibles d'établissement ou de son atterrissage.

5. Dans le cas où le plan de mission présenté par la Partie observatrice prévoit des vols à travers des secteurs dangereux de l'espace aérien, la Partie observée:

A. précise le danger auquel s'expose l'avion d'observation;

B. facilite la conduite du vol d'observation en coordonnant ou en suspendant les activités précisées aux termes de l'alinéa A du présent paragraphe; ou

C. propose d'autres paramètres concernant l'altitude, l'itinéraire ou l'horaire du vol.

6. Au plus tard quatre heures après la présentation du plan de mission, la Partie observée accepte le plan de mission ou propose des modifications à ce plan conformément aux dispositions du paragraphe 4 de la Section I de l'Article VIII et du paragraphe 5 de la présente Section. Ces modifications n'excluent pas l'observation de tout point sur le territoire tout entier de la Partie observée, y compris des zones désignées par la Partie observée, dans les informations provenant de la source précisée dans l'Annexe I au présent Traité comme étant des secteurs dangereux de l'espace aérien. Après accord, le plan de mission est signé par la Partie observatrice et la Partie observée. Dans le cas où les Parties ne se mettent pas d'accord sur le plan de mission dans les huit heures suivant la présentation du plan de mission d'origine, la Partie observatrice a le droit de refuser de procéder au vol d'observation conformément aux dispositions de l'Article VIII du présent Traité.

7. Si l'itinéraire prévu du vol d'observation passe à proximité de la frontière d'autres Etats Parties ou d'autres Etats, la Partie observée peut notifier à cet Etat ou à ces Etats l'itinéraire, la date et l'heure estimée du vol d'observation.

8. Sur la base du plan de mission convenu, l'Etat Partie qui fournit l'avion d'observation enregistre immédiatement, en liaison avec l'autre Etat Partie, le plan de vol qui doit avoir le contenu spécifié dans l'Annexe 2 à la Convention sur l'aviation civile internationale et doit être présenté selon les modalités spécifiées dans le document 4444 R.A.C./501/12 de l'O.A.C.I. intitulé « Règles de l'air et services de la circulation aérienne », tel que modifié ou révisé.

SECTION III

Dispositions spéciales

1. Dans le cas où l'avion d'observation est fourni par la Partie observatrice, la Partie observée a le droit d'avoir à bord de l'avion

D. de hoogte boven de grond van het observatievliegtuig de observerende Partij niet toestaat de voor elke sector geldende limiet voor de grondresolutie, als genoemd in artikel IV, tweede lid, te overschrijden;

E. de verwachte aanvangstijd van de observatievlucht ten vroegste 24 uur na de indiening van het missieplan valt, tenzij anders is overeengekomen;

F. het observatievliegtuig een rechtstreekse route aflegt tussen de in het missieplan aangewezen coördinaten of navigatiepunten in de opgegeven volgorde; en

G. de vliegbaan hetzelfde punt niet vaker dan eenmaal kruist, tenzij anders is overeengekomen, en het observatievliegtuig niet om één enkel punt cirkelt, tenzij anders is overeengekomen. De bepalingen van deze letter zijn niet van toepassing op het opstijgen, het vliegen boven ijkdoelen en het landen van het observatievliegtuig.

5. Ingeval het door de observerende Partij ingediende missieplan voorziet in vluchten door gevaarlijke delen van het luchtruim, dient de geobserveerde Partij:

A. het gevaar voor het observatievliegtuig aan te geven;

B. het uitvoeren van de observatievlucht te vergemakkelijken door de ingevolge letter A van dit lid aangegeven activiteit te coördineren of op te schorten; of

C. een andere vlieghoogte, route of tijd voor te stellen.

6. Uiterlijk vier uur na de indiening van het missieplan aanvaardt de geobserveerde Partij het missieplan of stelt zij wijzigingen daarvan voor in overeenstemming met artikel VIII, Afdeling I, vierde lid, en het vijfde lid van deze Afdeling. Deze wijzigingen mogen niet de observatie onmogelijk maken van enig punt op het gehele grondgebied van de geobserveerde Partij, met inbegrip van gebieden die door de geobserveerde Partij zijn aangewezen als gevaarlijke delen van het luchtruim, vermeld in de in Bijlage I bij dit Verdrag genoemde bron. Na het bereiken van overeenstemming wordt het missieplan ondertekend door de observerende en de geobserveerde Partij. Ingeval de Partijen binnen acht uur na indiening van het oorspronkelijke missieplan geen overeenstemming bereiken over het missieplan, heeft de observerende Partij het recht af te zien van de uitvoering van de observatievlucht in overeenstemming met de bepalingen van artikel VIII van dit Verdrag.

7. Indien de geplande route van de observatievlucht in de nabijheid ligt van de grens van andere Staten-Partijen of andere Staten, stelt de geobserveerde Partij die Staat of Staten in kennis van de verwachte route, datum en tijd van de observatievlucht.

8. Op basis van het overeengekomen missieplan dient de Staat-Partij die het observatievliegtuig ter beschikking stelt, in overleg met de andere Staat-Partij, onmiddellijk het vliegplan in, waarvan de inhoud overeenstemt met Bijlage 2 bij het Verdrag inzake de internationale burgerlijke luchtvaart en waarvan de vorm overeenstemt met I.C.A.O.-document nr. 4444-R.A.C./501, « Rules of the Air and Air Traffic Services », zoals herzien of gewijzigd.

AFDELING III

Bijzondere bepalingen

1. Ingeval het observatievliegtuig ter beschikking wordt gesteld door de observerende Partij, heeft de geobserveerde Partij

d'observation deux contrôleurs en vol et un interprète, en plus d'un contrôleur en vol pour chaque poste de contrôle des capteurs à bord de l'avion d'observation, à moins qu'il n'en soit convenu autrement. Les contrôleurs en vol et les interprètes ont les droits et obligations spécifiés dans l'Annexe G au présent Traité.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1^{er} de la présente Section, dans le cas où une Partie observatrice utilise un avion d'observation dont la masse maximale au décollage n'excède pas 35 000 kilogrammes pour un vol d'observation sur une distance de 1 500 kilomètres au plus, ainsi que notifié aux termes de l'alinéa G du paragraphe 5 de la Section I du présent Article, la Partie observatrice n'est tenue d'accepter que deux contrôleurs en vol et un interprète à bord de l'avion d'observation, à moins qu'il n'en soit convenu autrement.

3. Dans le cas où l'avion d'observation est fourni par la Partie observée, cette dernière autorise le personnel de la Partie observatrice à se rendre dans les plus brefs délais au point d'entrée de la Partie observée. Le personnel de la Partie observatrice peut choisir de se rendre au point d'entrée par voie terrestre, maritime ou aérienne, y compris en utilisant un avion appartenant à un quelconque des Etats Parties. Les modalités relatives à ces déplacements sont indiquées dans l'Annexe E au présent Traité.

4. Dans le cas où l'avion d'observation est fourni par la Partie observée, la Partie observatrice a le droit d'avoir à bord de l'avion d'observation deux représentants en vol et un interprète, en plus d'un représentant en vol pour chaque poste de contrôle des capteurs à bord de l'avion, à moins qu'il n'en soit convenu autrement. Les représentants en vol et les interprètes ont les droits et obligations spécifiés dans l'Annexe G au présent Traité.

5. Dans le cas où la Partie observatrice fournit un avion d'observation désigné par un Etat Partie qui n'est ni la Partie observatrice ni la Partie observée, la Partie observatrice a le droit d'avoir à bord de l'avion d'observation deux représentants et un interprète, en plus d'un représentant pour chaque poste de contrôle des capteurs à bord de l'avion, à moins qu'il n'en soit convenu autrement. Dans ce cas, les dispositions relatives aux contrôleurs en vol énoncées au paragraphe 1^{er} de la présente Section s'appliquent également. Les représentants et les interprètes ont les droits et obligations spécifiés dans l'Annexe G au présent Traité.

Art. VII

VOLS DE TRANSIT

1. Les vols de transit effectués par une Partie observatrice en direction et en provenance du territoire d'une Partie observée aux fins du présent Traité commencent sur le territoire de la Partie observatrice ou d'un autre Etat Partie.

2. Chaque Etat Partie accepte les vols de transit. Ces vols de transit sont effectués en empruntant les itinéraires internationalement reconnus des services de la circulation aérienne, à moins qu'il n'en soit convenu autrement par les Etats Parties intéressés, et conformément aux instructions des autorités du contrôle de la circulation aérienne de chaque Etat Partie dans l'espace aérien duquel s'effectue le transit. La Partie observatrice adresse une notification à chaque Etat Partie dans l'espace aérien duquel s'effectue le transit en même temps qu'elle adresse une notification à la Partie observée conformément aux dispositions de l'Article VI.

3. L'utilisation de capteurs à bord d'un avion d'observation pendant les vols de transit est interdite. Dans le cas où, au cours du

het recht twee vluchtwaarnemers en een tolk aan boord van het observatievliegtuig te hebben, naast een vluchtwaarnemer voor elke bedieningspost voor sensoren aan boord van het observatievliegtuig, tenzij anders is overeengekomen. Vluchtwaarnemers en tolken hebben de in Bijlage G bij dit Verdrag omschreven rechten en plichten.

2. Niettegenstaande het eerste lid van deze Afdeling is de observerende Partij, ingeval deze een observatievliegtuig gebruikt dat bij het opstijgen een maximum-brutogewicht van ten hoogste 35 000 kilogram heeft bij een observatievlucht over een afstand van ten hoogste 1 500 kilometer, als bekendgemaakt in overeenstemming met Afdeling I, vijfde lid, letter F, van dit artikel, slechts verplicht twee vluchtwaarnemers en een tolk toe te laten aan boord van het observatievliegtuig, tenzij anders is overeengekomen.

3. Ingeval het observatievliegtuig ter beschikking wordt gesteld door de geobserveerde Partij, staat deze het personeel van de observerende Partij toe op de snelste manier naar het punt van binnenkomst van de geobserveerde Partij te reizen. Het personeel van de observerende Partij heeft de keuze over land, over zee of door de lucht, onder meer per vliegtuig van ongeacht welke Staat-Partij, naar het punt van binnenkomst te reizen. Procedures betreffende deze reis zijn uiteengezet in Bijlage E bij dit Verdrag.

4. Ingeval het observatievliegtuig ter beschikking wordt gesteld door de geobserveerde Partij, heeft de observerende Partij het recht twee vluchtvertegenwoordigers en een tolk aan boord van het observatievliegtuig te hebben, naast een vluchtvertegenwoordiger voor elke bedieningspost voor sensoren aan boord van het vliegtuig, tenzij anders is overeengekomen. Vluchtvertegenwoordigers en tolken hebben de in Bijlage G bij dit Verdrag omschreven rechten en plichten.

5. Ingeval de observerende Partij een observatievliegtuig ter beschikking stelt dat is aangewezen door een andere Staat-Partij dan de observerende en de geobserveerde Partij, heeft de observerende Partij het recht twee vertegenwoordigers en een tolk aan boord van het observatievliegtuig te hebben, naast een vertegenwoordiger voor elke bedieningspost voor sensoren aan boord van het vliegtuig, tenzij anders is overeengekomen. In dat geval zijn de in het eerste lid van deze Afdeling uiteengezette bepalingen inzake vluchtwaarnemers eveneens van toepassing. Vertegenwoordigers en tolken hebben de in Bijlage G bij dit Verdrag omschreven rechten en plichten.

Art. VII

TRANSITVLUCHTEN

1. Transitvluchten, ter toepassing van dit Verdrag uitgevoerd door een observerende Partij naar en van het grondgebied van een geobserveerde Partij, beginnen op het grondgebied van de observerende Partij of een andere Staat-Partij.

2. Elke Staat-Partij laat transitvluchten toe. Deze transitvluchten worden uitgevoerd langs internationale erkende routes voor luchtverkeersdiensten, tenzij anders is overeengekomen door de betrokken Staten-Partijen, en in overeenstemming met de aanwijzingen van de nationale met de luchtverkeersleiding belaste autoriteiten van elke Staat-Partij door wiens luchtruim wordt gevlogen. De observerende Partij stelt elke Staat-Partij door wiens luchtruim wordt gevlogen in kennis op het zelfde tijdstip als de geobserveerde Partij in overeenstemming met artikel VI.

3. Het gebruik van sensoren aan boord van een observatievliegtuig gedurende transitvluchten is verboden. Ingeval het

vol de transit, l'avion d'observation se pose sur le territoire d'un Etat Partie, cet Etat Partie inspecte, à l'atterrissage et avant le décollage, les caches des ouvertures des capteurs ou tout autre dispositif empêchant le fonctionnement des capteurs pour confirmer qu'ils sont en position correcte.

Art. VIII

INTERDICTIONS, DEVIATIONS PAR RAPPORT AUX PLANS DE VOL ET SITUATIONS DE DETRESSE

SECTION I

Interdiction de vols d'observation et changements apportés aux plans de mission

1. La Partie observée a le droit d'interdire un vol d'observation qui n'est pas conforme aux dispositions du présent Traité.

2. La Partie observée a le droit d'interdire un vol d'observation avant qu'il ne commence si la Partie observatrice n'arrive pas au point d'entrée dans les 24 heures à compter de l'heure estimée d'arrivée indiquée dans la notification faite conformément aux dispositions du paragraphe 5 de la Section I de l'Article VI, à moins qu'il n'en soit convenu autrement par les Etats Parties concernées.

3. Dans le cas où un Etat Partie observé interdit un vol d'observation conformément aux dispositions du présent Article ou de l'Annexe F, il expose immédiatement, dans le plan de mission, les faits motivant cette interdiction. La Partie observée fournit à tous les Etats Parties, par la voie diplomatique et dans les sept jours, une explication écrite de cette interdiction dans le rapport de mission présenté conformément aux dispositions du paragraphe 21 de la Section I de l'Article VI. Un vol d'observation qui a été interdit n'est déduit du quota d'aucun des deux Etats Parties.

4. La Partie observée a le droit de proposer des changements au plan de mission dans l'une quelconque des circonstances suivantes:

A. les conditions météorologiques compromettent la sécurité de vol;

B. l'aérodrome « Ciel ouvert » prévu, les aérodromes de déroulement ou les aérodromes d'avitaillement sont inutilisables; ou

C. le plan de mission est incompatible avec les dispositions des paragraphes 2 et 4 de la Section II de l'Article VI.

5. Dans le cas où la Partie observatrice n'est pas d'accord avec les changements qu'il est proposé d'apporter au plan de mission, elle a le droit de soumettre d'autres changements en remplacement de ceux qui sont proposés. En l'absence d'accord sur un plan de mission dans les huit heures qui suivent la présentation du plan de mission initial, et si la Partie observatrice estime que les changements à apporter au plan de mission portent atteinte à ses droits au titre du présent Traité relatifs à la conduite du vol d'observation, la Partie observatrice a le droit de refuser d'effectuer le vol d'observation, qui n'est déduit du quota d'aucun des deux Etats Parties.

6. Dans le cas où une Partie observatrice refuse d'effectuer un vol d'observation conformément aux dispositions du présent

observatievliegtuig gedurende een transitvlucht op het grondgebied van een Staat-Partij landt, inspecteert die Staat-Partij na de landing en vóór het vertrek de kappen van de sensoraperturen of andere inrichtingen die het gebruik van sensoren verhinderen, teneinde zich ervan te vergewissen dat deze op de juiste wijze zijn aangebracht.

Art. VIII

VERBODEN, AFWIJKINGEN VAN HET Vliegplan EN NOODSITUATIES

AFDELING I

Verboden van observatievluchten en wijzigingen in missieplannen

1. De geobserveerde Partij heeft het recht een observatievlucht die niet in overeenstemming met de bepalingen van dit Verdrag is, te verbieden.

2. De geobserveerde Partij heeft het recht een observatievlucht vóór de aanvang daarvan te verbieden ingeval de observerende Partij niet aankomt op het punt van binnenkomst binnen 24 uur na de verwachte tijd van aankomst als vermeld in de in overeenstemming met artikel VI, Afdeling I, vijfde lid, verstrekte kennisgeving, tenzij anders is overeengekomen tussen de betrokken Staten-Partijen.

3. Ingeval een geobserveerde Partij een observatievlucht verbiedt ingevolge dit artikel of Bijlage F, vermeldt zij de feiten die aan het verbod ten grondslag liggen onmiddellijk in het missieplan. Binnen zeven dagen doet de geobserveerde Partij alle Staten-Partijen, langs diplomatieke weg, een schriftelijke toelichting bij dit verbod toekomen in het missierapport, overgelegd ingevolge artikel VI, Afdeling I, lid 21. Een observatievlucht die is verboden, wordt niet in mindering gebracht op de quotums van beide Staten-Partijen.

4. De geobserveerde Partij heeft het recht in de volgende omstandigheden wijzigingen in het missieplan voor te stellen:

A. de weersomstandigheden beïnvloeden de vliegveiligheid;

B. de toestand van het te gebruiken « open luchtruim » vliegveld, de uitwijkvliegvelden of de bijtankvliegvelden belet het gebruik daarvan; of

C. het missieplan is onverenigbaar met artikel VI, Afdeling II, tweede en vierde lid.

5. Ingeval de observerende Partij niet instemt met de voorgestelde wijzigingen in het missieplan, heeft zij het recht alternatieve wijzigingsvoorstellen te doen. Ingeval geen overeenstemming over het missieplan wordt bereikt binnen acht uur na de indiening van het oorspronkelijke missieplan, en indien de observerende Partij de wijzigingen in het missieplan beschouwt als een aantasting van haar rechten uit hoofde van dit Verdrag met betrekking tot de uitvoering van een observatievlucht, heeft de observerende Partij het recht af te zien van de uitvoering van de observatievlucht, welke dan niet in mindering zal worden gebracht op de quotums van beide Staten-Partijen.

6. Ingeval een observerende Partij afziet van de uitvoering van een observatievlucht ingevolge dit artikel of Bijlage F, geeft zij

Article ou de l'Annexe F, elle fournit immédiatement une explication de sa décision, dans le plan de mission, avant le départ de la Partie observatrice. Dans les sept jours qui suivent le départ de la Partie observatrice, cette dernière fournit, par la voie diplomatique, à tous les autres Etats Parties, une explication écrite de cette décision dans le rapport de mission présenté conformément aux dispositions du paragraphe 21 de la Section I de l'Article VI.

SECTION II

Déviations par rapport au plan de vol

1. Des déviations par rapport au plan de vol sont autorisées pendant le vol d'observation si elles sont nécessitées par :

- A. des conditions météorologiques compromettant la sécurité du vol;
- B. des difficultés techniques concernant l'avion d'observation;
- C. une urgence médicale touchant toute personne se trouvant à bord de l'avion; ou
- D. des instructions du contrôle de la circulation aérienne ayant rapport à des circonstances dues à un cas de force majeure.

2. En outre, si les conditions météorologiques empêchent l'utilisation efficace des capteurs optiques et des analyseurs infrarouges à balayage linéaire, des déviations sont autorisées pour autant que :

- A. les conditions de sécurité du vol soient satisfaites;
- B. l'autorisation ait été donnée par le contrôle de la circulation aérienne dans les cas où les règlements nationaux l'exigent; et
- C. les performances des capteurs ne dépassent pas les capacités précisées au paragraphe 2 de l'Article IV, à moins qu'il n'en soit convenu autrement.

3. La Partie observée a le droit d'interdire l'utilisation d'un capteur particulier au cours d'une déviation qui fait descendre l'avion d'observation en dessous de la hauteur minimum par rapport au sol requise pour l'utilisation de ce capteur, conformément aux limites de résolution-sol précisées au paragraphe 2 de l'Article IV. Dans le cas où, du fait d'une déviation, l'avion d'observation doit modifier sa trajectoire de plus de 50 kilomètres par rapport à l'itinéraire indiqué dans le plan de vol, la Partie observée a le droit d'interdire l'utilisation de tous les capteurs installés à bord de l'avion d'observation au-delà de cette limite de 50 kilomètres.

4. La Partie observatrice a le droit d'abrèger un vol d'observation en cours d'exécution en cas de défaillance de capteur. Le commandant de bord a le droit d'abrèger un vol d'observation en cas de difficultés techniques compromettant la sécurité de l'avion d'observation.

5. Dans le cas où une déviation par rapport au plan de vol, autorisée aux termes du paragraphe 1^{er} de la présente Section, a pour effet d'abrèger le vol d'observation ou si un vol est abrégé en application des dispositions du paragraphe 4 de la présente Section, un vol d'observation est déduit du quota de chacun des deux Etats Parties, à moins que cet abrègement ne soit dû à :

- A. une défaillance de capteur à bord d'un avion d'observation fourni par la Partie observée;

onmiddellijk een toelichting bij haar besluit in het missieplan vóór haar vertrek. Binnen zeven dagen na het vertrek van de observerende Partij doet de observerende Partij alle andere Staten-Partijen, langs diplomatieke weg, een schriftelijke toelichting bij haar besluit toekomen in het missierapport, overlegd overeenkomstig artikel VI, Afdeling I, lid 21.

AFDELING II

Afwijking van het vliegplan

1. Afwijkingen van het vliegplan zijn gedurende de observatievlucht toegestaan indien daartoe de noodzaak bestaat op grond van :

- A. weersomstandigheden die de vliegveiligheid beïnvloeden;
- B. technische problemen met betrekking tot het observatievliegtuig;
- C. een medisch spoedgeval betreffende een persoon aan boord;
- D. aanwijzingen van de luchtverkeersleiding verband houdende met omstandigheden die het gevolg zijn van overmacht.

2. Bovendien zijn afwijkingen toegestaan indien de weersomstandigheden een doelmatig gebruik van optische sensoren en infrarood-lijnafsttoestellen beletten, mits :

- A. wordt voldaan aan de vereisten ter zake van de vliegveiligheid;
- B. ingeval de nationale regels zulks vereisen, toestemming wordt verleend door de met de luchtverkeersleiding belaste autoriteiten; en
- C. de prestatie van de sensoren het in artikel IV, tweede lid, omschreven vermogen niet te boven gaat, tenzij anders is overeengekomen.

3. De geobserveerde Partij heeft het recht het gebruik van een bepaalde sensor te verbieden gedurende een afwijking die ertoe leidt dat het observatievliegtuig onder de voor de bediening van die bepaalde sensor geldende minimumhoogte boven de grond komt, in overeenstemming met de in artikel IV, tweede lid, bedoelde limiet voor de grondresolutie. Ingeval de afwijking vereist dat het observatievliegtuig zijn vliegbaan verlegt met meer dan 50 kilometer ten opzichte van de in het vliegplan omschreven vliegbaan, heeft de geobserveerde Partij het recht het gebruik van alle aan boord van het observatievliegtuig aangebrachte sensoren voorbij die 50 kilometer te verbieden.

4. De observerende Partij heeft het recht een observatievlucht tijdens de uitvoering daarvan te bekorten in geval van een defecte sensor. De gezagvoerder heeft het recht een observatievlucht te bekorten in geval van technische problemen die de veiligheid van het observatievliegtuig beïnvloeden.

5. Ingeval een op grond van het eerste lid van deze Afdeling toegestane afwijking van het vliegplan leidt tot bekorting van de observatievlucht, of indien er een bekorting plaatsvindt in overeenstemming met het vierde lid van deze Afdeling, wordt de observatievlucht in mindering gebracht op de quotums van beide Staten-Partijen, tenzij de bekorting het gevolg is van :

- A. een defecte sensor aan boord van een door de geobserveerde Partij ter beschikking gesteld observatievliegtuig;

B. des difficultés techniques concernant l'avion d'observation fourni par la Partie observée;

C. une urgence médicale touchant un membre de l'équipage de la Partie observée ou un des contrôleurs en vol; ou

D. des instructions du contrôle de la circulation aérienne ayant rapport à des circonstances dues à un cas de force majeure.

Dans de tels cas, la Partie observatrice a le droit de décider si le vol est déduit ou non du quota de chacun des deux Etats Parties.

6. Les données recueillies par les capteurs ne sont conservées par la Partie observatrice que si le vol d'observation est déduit du quota de chacun des deux Etats Parties.

7. Dans le cas où une déviation a lieu par rapport au plan de vol, le commandant de bord agit conformément aux règlements aériennes nationaux publiés de la Partie observée. Une fois que les facteurs entraînant la déviation ont cessé d'exister, l'avion d'observation peut, avec l'autorisation des autorités du contrôle de la circulation aérienne, poursuivre le vol d'observation conformément au plan de vol. La distance additionnelle du vol effectué par l'avion d'observation du fait de la déviation ne sera pas prise en compte dans la distance maximale de vol.

8. Le personnel des deux Etats Parties à bord de l'avion d'observation est immédiatement informé de toutes les déviations par rapport au plan de vol.

9. Les dépenses supplémentaires résultant des dispositions du présent Article sont remboursées conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la Section I de l'Annexe L au présent Traité.

SECTION III

Situations de détresse

1. Dans une situation de détresse, le commandant de bord suit les « Procédures pour les services de navigation aérienne — Règles de l'air et services de la circulation aérienne », document n° 4444-R.A.C./501/12 de l'O.A.C.I., tel que révisé ou modifié, les règlements aériens nationaux de la Partie observée et le manuel des opérations en vol de l'avion d'observation.

2. La Partie observée accorde à tout avion d'observation déclarant une situation d'urgence tout l'éventail des moyens de secours et de navigation dont elle dispose afin de garantir le retour le plus rapide possible de l'avion jusqu'à l'aérodrome le plus proche qui convienne.

3. Dans le cas où l'avion d'observation est victime d'un accident aérien sur le territoire de la Partie observée, les opérations de recherche et de sauvetage sont conduites par la Partie observée conformément à ses propres règlements et procédures applicables à de telles opérations.

4. L'enquête relative à un accident ou un incident aérien dont un avion d'observation est victime est conduite par la Partie observée, avec la participation de la Partie observatrice, conformément aux recommandations de l'O.A.C.I. énoncées dans l'Annexe 13 à la Convention relative à l'aviation civile internationale, dans sa version révisée ou modifiée, qui a trait aux enquêtes sur les accidents d'aviation, et selon les règlements nationaux de la Partie observée.

5. Dans le cas où l'avion d'observation n'est pas enregistré auprès de la Partie observée, la totalité de l'épave et tous les débris

B. technische problemen met betrekking tot het door de geobserveerde Partij ter beschikking gestelde observatievliegtuig;

C. een medisch spoedgeval betreffende een lid van de bemanning van de geobserveerde Partij of de vluchtwarnemers; of

D. aanwijzingen van de luchtverkeersleiding verband houdende met omstandigheden die het gevolg zijn van overmacht.

In dergelijke gevallen heeft de observerende Partij het recht te beslissen of de vlucht in mindering wordt gebracht op de quotums van beide Staten-Partijen.

6. De door de sensoren verzamelde gegevens worden slechts door de observerende Partij bewaard indien de observatievlucht in mindering wordt gebracht op de quotums van beide Staten-Partijen.

7. Ingeval van het vliegplan wordt afgeweken, handelt de gezagvoerder in overeenstemming met de bekendgemaakte nationale vliegvoorschriften van de geobserveerde Partij. Zodra de factoren die aanleiding gaven tot de afwijking niet langer bestaan, kan het observatievliegtuig, met toestemming van de met de luchtverkeersleiding belaste autoriteiten, de observatievlucht voortzetten in overeenstemming met het vliegplan. De extra vliegafstand van het observatievliegtuig ten gevolge van de afwijking wordt niet verrekend met de maximale vliegafstand.

8. Het personeel van beide Staten-Partijen aan boord van het observatievliegtuig wordt onmiddellijk in kennis gesteld van alle afwijkingen van het vliegplan.

9. Extra kosten voortvloeiende uit de bepalingen van dit artikel worden vergoed in overeenstemming met Afdeling I, paragraaf 9, van Bijlage L bij dit Verdrag.

AFDELING III

Noodsituaties

1. Ingeval zich een noodsituatie voordoet, neemt de gezagvoerder de « Procedures for Air Navigation Services — Rules of the Air and Air Traffic Services, I.C.A.O.-document nr. 4444-R.A.C./501/12, zoals herzien of gewijzigd, de nationale vliegvoorschriften van de geobserveerde Partij en de vlieghandleiding van het observatievliegtuig in acht.

2. De geobserveerde Partij stelt een observatievliegtuig dat een noodsituatie meldt alle hulpverlenings- en navigatievoorzieningen ter beschikking teneinde zorg te dragen voor de snelst mogelijke landing van het vliegtuig op het dichtstbijzijnde daarvoor in aanmerking komende vliegveld.

3. Ingeval het observatievliegtuig op het grondgebied van de geobserveerde Partij betrokken raakt bij een vliegtuigongeval, voert de geobserveerde Partij zoekacties en reddingsoperaties uit in overeenstemming met haar eigen voorschriften en procedures ter zake.

4. Het onderzoek betreffende een ongeval of voorval waarbij een observatievliegtuig betrokken is, wordt door de geobserveerde Partij, met medewerking van de observerende Partij, verricht in overeenstemming met de aanbevelingen van de I.C.A.O. als uiteengezet in Bijlage 13 bij het Verdrag inzake de internationale burgerlijke luchtvaart („Investigation of Aviation Accidents”), zoals herzien of gewijzigd, en in overeenstemming met de nationale voorschriften van de geobserveerde Partij.

5. Ingeval een observatievliegtuig niet bij de geobserveerde Partij is ingeschreven, worden na afronding van het onderzoek

de l'avion d'observation et des capteurs éventuellement trouvés et récupérés sont remis sur demande, à l'issue de l'enquête, à la Partie observatrice ou à la Partie à laquelle appartient l'avion.

Art. IX

DONNEES RECUEILLIES PAR LES CAPTEURS AU COURS DES VOLS D'OBSERVATION

SECTION I

Dispositions générales

1. Afin d'enregistrer les données recueillies par les capteurs au cours des vols d'observation, les supports d'enregistrement ci-après sont utilisés :

A. dans le cas de caméras optiques panoramiques et à prise de vues image par image, pellicule photographique noir et blanc;

B. dans le cas de caméras vidéo, bande magnétique;

C. dans le cas d'analyseurs infrarouges à balayage linéaire, pellicule photographique noir et blanc ou bande magnétique; et

D. dans le cas de radars d'ouverture synthétique à visée latérale, bande magnétique.

Le format agréé selon lequel ces données seront enregistrées et échangées sur d'autres supports d'enregistrement fait l'objet d'une décision prise dans le cadre de la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » pendant la période d'application provisoire du présent Traité.

2. Les données recueillies par les capteurs au cours des vols d'observation restent à bord de l'avion d'observation jusqu'à la fin du vol d'observation. La transmission à partir de l'avion d'observation de données recueillies par les capteurs au cours du vol d'observation est interdite.

3. Chacun des rouleaux de pellicule photographique et cassettes ou bobines de bande magnétique ayant servi à recueillir les données fournies par un capteur au cours d'un vol d'observation est placé dans un conteneur et scellé en présence des Etats Parties aussitôt que possible après avoir été retiré du capteur.

4. Les données recueillies par les capteurs au cours des vols d'observation sont mises à la disposition des Etats Parties conformément aux dispositions du présent Article et sont utilisées exclusivement aux fins du présent Traité.

5. Dans le cas où, sur la base des informations fournies conformément aux dispositions de la Section I de l'Annexe B au présent Traité, un support d'enregistrement des données devant être utilisé par un Etat Partie au cours d'un vol d'observation est incompatible avec le matériel utilisé par un autre Etat Partie pour la manipulation de ce type de support d'enregistrement des données, les Etats Parties concernés mettent au point des méthodes pour garantir que toutes les données recueillies au cours des vols d'observation puissent être traitées par eux en termes de développement, de duplication et de stockage.

alle wrakken en wrakstukken van het observatievliegtuig en de sensoren, indien gevonden en geborgen, teruggegeven aan de observerende Partij of aan de Partij waaraan het vliegtuig toebehoort, indien daarom wordt verzocht.

Art. IX

TIJDENS OBSERVATIEVLUCHTEN DOOR SENSOREN VERZAMELDE GEGEVENS

AFDELING I

Algemene bepalingen

1. Voor het registreren van de tijdens observatievluchten door sensoren verzamelde gegevens worden de volgende gegevensdragers gebruikt:

A. bij optische panorama- en fotocamera's: zwart/wit-fotofilm;

B. bij videocamera's: magneetband;

C. bij infrarood-lijnaftasttoestellen: zwart/wit-fotofilm of magneetband; en

D. bij zijwaarts gerichte radars met synthetische apparatuur: magneetband.

Het overeengekomen formaat waarin deze gegevens worden geregistreerd en uitgewisseld op andere gegevensdragers wordt vastgesteld binnen de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie gedurende het tijdvak van voorlopige toepassing van dit Verdrag.

2. Tijdens observatievluchten door sensoren verzamelde gegevens blijven aan boord van het observatievliegtuig totdat de observatievlucht is voltooid. De doorgifte van door sensoren verzamelde gegevens vanuit het observatievliegtuig is tijdens de observatievlucht verboden.

3. Elke filmrol en elke cassette of spoel met magneetband die is gebruikt voor het verzamelen van gegevens door een sensor tijdens een observatievlucht wordt zo spoedig mogelijk na verwijdering ervan uit de sensor in aanwezigheid van de Staten-Partijen in een houder geplaatst en verzegeld.

4. Tijdens observatievluchten door sensoren verzamelde gegevens worden aan Staten-Partijen ter beschikking gesteld in overeenstemming met de bepalingen van dit artikel en worden uitsluitend gebruikt ter verwezenlijking van de doelstellingen van dit Verdrag.

5. Ingeval op grond van ingeolge Afdeling I van Bijlage B bij dit Verdrag verstrekte gegevens een door een Staat-Partij tijdens een observatievlucht te gebruiken gegevensdrager incompatibel blijkt te zijn met de apparatuur van een andere Staat-Partij voor de gebruikmaking van die gegevensdrager, stellen de betrokken Staten-Partijen procedures vast om te verzekeren dat alle tijdens observatievluchten verzamelde gegevens door hen kunnen worden verwerkt, verveelvoudigd en opgeslagen.

SECTION II

Données recueillies par les capteurs
utilisant des pellicules photographiques

1. Dans le cas où les données recueillies par des caméras optiques jumelées doivent être échangées, les caméras, les pellicules et le traitement des pellicules doivent être d'un type identique.

2. Etant entendu que les informations recueillies par une caméra optique unique peuvent faire l'objet d'échanges, les Etats Parties examinent dans le cadre de la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert », pendant la période d'application provisoire du présent Traité, la question de l'attribution de la responsabilité du développement du négatif original soit à la Partie observatrice soit à l'Etat Partie qui fournit l'avion d'observation. L'Etat Partie qui développe le négatif original est responsable de la qualité du traitement de ce négatif et de la réalisation des épreuves ou négatifs reproduits. Dans le cas où les Etats Parties conviennent que la pellicule utilisée au cours du vol d'observation effectué sur un avion d'observation fourni par la Partie observée doit être traitée par la Partie observatrice, la Partie observée n'assume aucune responsabilité quant à la qualité du traitement du négatif original.

3. Toutes les pellicules utilisées au cours du vol d'observation doivent être développées :

A. dans le cas où le négatif original est développé dans un laboratoire prévu par la Partie observée, trois jours au plus tard, à moins qu'il n'en soit convenu autrement, après l'arrivée de l'avion d'observation au point de sortie; ou

B. dans le cas où le négatif original est développé dans un laboratoire prévu par la Partie observatrice, dix jours au plus tard après le départ de l'avion d'observation du territoire de l'Etat Partie observé.

4. L'Etat Partie qui développe le négatif original est tenu d'accepter que deux représentants officiels, au plus, de l'autre Etat Partie contrôlent, au laboratoire, chaque opération, y compris l'ouverture du chargeur ou du conteneur, ainsi que chaque étape du stockage, du développement et de la manipulation du négatif original, conformément aux dispositions de la Section II de l'Annexe K au présent Traité. L'Etat Partie qui contrôle le développement des pellicules a le droit de désigner ces représentants officiels parmi ses ressortissants présents sur le territoire où se situe le laboratoire prévu par l'autre Etat Partie, sous réserve qu'ils figurent sur la liste du personnel désigné conformément aux dispositions de la Section I de l'Article XIII du présent Traité. L'Etat Partie qui développe les pellicules assiste les représentants officiels de l'autre Etat Partie dans leurs fonctions visées au présent paragraphe dans toute la mesure possible.

5. Une fois un vol d'observation achevé, la Partie qui doit développer le négatif original joint une bande d'essai sensitométrique à 21 graduations du même type que la pellicule utilisée au cours du vol d'observation ou impressionne une échelle de référence optique à 21 graduations sur le début et la fin de bande de chaque rouleau de négatif original utilisé au cours du vol d'observation. Après le développement du négatif original et la réalisation de négatifs ou d'épreuves reproduits, les Etats Parties évaluent la qualité d'image des bandes d'essai sensitométrique à

AFDELING II

Gegevens verzameld door sensoren
die werken met fotofilms

1. Ingeval de gegevens die zijn verzameld door twee tegelijk werkende optische camera's dienen te worden uitgewisseld, moeten de camera's, de films en de ontwikkelingswijze van de films van een identiek type zijn.

2. Ervan uitgaande dat de door één optische camera verzamelde gegevens moeten kunnen worden uitgewisseld, buigen de Staten-Partijen zich gedurende het tijdvak van voorlopige toepassing van dit Verdrag in het kader van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie over de vraag of de verantwoordelijkheid voor het ontwikkelen van het oorspronkelijke negatief berust bij de observerende Partij dan wel bij de Staat-Partij die het observatievliegtuig ter beschikking stelt. De Staat-Partij die het oorspronkelijke negatief ontwikkelt, is verantwoordelijk voor de kwaliteit met betrekking tot het ontwikkelen van het oorspronkelijke negatief en het vervaardigen van duplicaatpositieven of -negatieven. Ingeval de Staten-Partijen overeenkomen dat de film die is gebruikt tijdens een observatievlucht die is uitgevoerd met een observatievliegtuig dat ter beschikking is gesteld door de geobserveerde Partij, zal worden ontwikkeld door de observerende Partij, draagt de geobserveerde Partij geen verantwoordelijkheid voor de kwaliteit met betrekking tot het ontwikkelen van het oorspronkelijke negatief.

3. Alle tijdens de observatievlucht gebruikte films dienen te worden ontwikkeld :

A. ingeval het oorspronkelijke negatief wordt ontwikkeld in een door de geobserveerde Partij ter beschikking gestelde ontwikkelinrichting, uiterlijk drie dagen na de aankomst van het observatievliegtuig op het punt van vertrek, tenzij anders is overeengekomen; of

B. ingeval het oorspronkelijke negatief wordt ontwikkeld in een door de observerende Partij ter beschikking gestelde ontwikkelinrichting, uiterlijk tien dagen na het verstreken van het observatievliegtuig van het grondgebied van de geobserveerde Partij.

4. De Staat-Partij die het oorspronkelijke negatief ontwikkelt, is verplicht ten hoogste twee functionarissen van de andere Staat-Partij toe te laten tot de ontwikkelinrichting, teneinde het openen van de filmcassette of houder en elke etappe van de opslag, ontwikkeling, verveelvoudiging of gebruikmaking van het oorspronkelijke negatief te controleren in overeenstemming met de bepalingen van Afdeling II van Bijlage K bij dit Verdrag. De Staat-Partij die het ontwikkelen en verveelvoudigen van de film controleert, heeft het recht deze functionarissen aan te wijzen te midden van haar onderdanen die zich bevinden op het grondgebied waarop de door de andere Staat-Partij ter beschikking gestelde ontwikkelinrichting is gelegen, mits deze personen zijn vermeld op de lijst van aangewezen personeel in overeenstemming met artikel XIII, Afdeling I, van dit Verdrag. De Staat-Partij die de film ontwikkelt, assisteert de functionarissen van de andere Staat-Partij in de grootst mogelijke mate bij de verrichting van de in dit lid bedoelde taken.

5. Na afloop van een observatievlucht wordt door de Staat-Partij die het oorspronkelijke negatief zal ontwikkelen op de aan- of uitloopstrook van elke rol van het oorspronkelijke negatief dat tijdens de observatievlucht is gebruikt hetzij een sensitometrische proefstrook van 21 trappen — van hetzelfde filmtypen als dat wat tijdens de observatievlucht is gebruikt — bevestigd, hetzij een 21 trappenwijd belicht. Nadat het oorspronkelijke negatief is ontwikkeld en duplicaatnegatieven of -positieven zijn vervaardigd, beoordelen de Staten-Partijen de beeldkwaliteit van de

21 graduations ou les images de l'échelle de référence optique à 21 graduations au regard des caractéristiques fournies pour ce type de négatif original ou de négatif ou épreuve reproduit, conformément aux dispositions de la Section I de l'Annexe K du présent Traité.

6. Dans le cas où un seul négatif original est développé :

A. la Partie observatrice a le droit de conserver ou de recevoir le négatif original; et

B. la Partie observée a le droit de choisir et de recevoir un jeu complet de reproductions de première génération, ou une partie de celui-ci, sous forme d'épreuves ou de négatifs, du négatif original. A moins qu'il n'en soit convenu autrement, ces reproductions sont :

1. du même format et de mêmes dimensions que le négatif original;
2. réalisées immédiatement après le développement du négatif original; et
3. fournies aux représentants officiels de la Partie observée immédiatement après la réalisation des reproductions.

7. Dans le cas où deux négatifs originaux sont développés :

A. si l'avion d'observation est fourni par la Partie observatrice, la Partie observée a le droit, à l'issue du vol d'observation, de choisir l'un ou l'autre des deux négatifs originaux et le négatif original qui n'a pas été choisi est conservé par l'Etat Partie observateur; ou

B. si l'avion d'observation est fourni par la Partie observée, la Partie observatrice a le droit de choisir l'un ou l'autre des négatifs originaux et le négatif original qui n'a pas été choisi est conservé par l'Etat Partie observé.

SECTION III

Données recueillies par les capteurs utilisant d'autres supports d'enregistrement

1. L'Etat Partie qui fournit l'avion d'observation enregistre au moins un jeu original des données recueillies par les capteurs utilisant d'autres supports d'enregistrement.

2. Dans le cas où un seul jeu original est constitué :

A. si l'avion d'observation est fourni par la Partie observatrice, celle-ci a le droit de conserver le jeu original et la Partie observée a le droit d'en recevoir une reproduction de première génération; ou

B. si l'avion d'observation est fourni par la Partie observée, la Partie observatrice a le droit de recevoir le jeu original et la Partie observée a le droit d'en recevoir une reproduction de première génération.

3. Dans le cas où deux jeux originaux sont constitués :

A. si l'avion d'observation est fourni par la Partie observatrice, la Partie observée a le droit, à l'issue du vol d'observation, de choisir l'un ou l'autre des deux jeux de supports d'enregistrement et le jeu qui n'a pas été choisi est conservé par la Partie observatrice; ou

sensitométrische proefstroken van 21 trappen of de beelden van de 21-trappenwig aan de hand van de overeenkomstig Afdeling I van Bijlage K bij dit Verdrag verstrekte sensitométrische eigenschappen van dat type oorspronkelijke negatief, dan wel duplicaatnegatief of -positief.

6. Ingeval slechts één oorspronkelijk negatief wordt ontwikkeld :

A. heeft de observerende Partij het recht het oorspronkelijke negatief te behouden of te ontvangen; en

B. heeft de geobserveerde Partij het recht een volledig duplicaat van de eerste generatie, of een gedeelte daarvan, positief dan wel negatief, van het oorspronkelijke negatief uit te kiezen en te ontvangen. Tenzij anders is overeengekomen, dient dit duplicaat :

1. hetzelfde formaat en dezelfde afmetingen te hebben als het oorspronkelijke negatief;
2. onmiddellijk na het ontwikkelen van het oorspronkelijke negatief te zijn vervaardigd; en
3. onmiddellijk na de vervaardiging van het duplicaat aan de functionarissen van de geobserveerde Partij te worden overhandigd.

7. Ingeval twee oorspronkelijke negatieven worden ontwikkeld :

A. heeft de geobserveerde Partij, indien het observatievliegtuig ter beschikking wordt gesteld door de observerende Partij, het recht, na afloop van de observatievlucht, één van de twee oorspronkelijke negatieven uit te kiezen, waarna de observerende Partij het niet gekozen oorspronkelijke negatief behoudt; of

B. heeft de observerende Partij, indien het observatievliegtuig ter beschikking wordt gesteld door de geobserveerde Partij, het recht één van de twee oorspronkelijke negatieven uit te kiezen, waarna de geobserveerde Partij het niet gekozen oorspronkelijke negatief behoudt.

AFDELING III

Gegevens verzameld door sensoren die werken met andere gegevensdragers

1. De Staat-Partij die het observatievliegtuig ter beschikking stelt, registreert ten minste één oorspronkelijke versie van de gegevens die worden verzameld door sensoren die werken met andere gegevensdragers.

2. Ingeval slechts één oorspronkelijke versie wordt vervaardigd :

A. heeft de observerende Partij, indien het observatievliegtuig ter beschikking wordt gesteld door de observerende Partij, het recht de oorspronkelijke versie te behouden, terwijl de geobserveerde Partij het recht heeft een duplicaat van de eerste generatie te ontvangen; of

B. heeft de observerende Partij, indien het observatievliegtuig ter beschikking wordt gesteld door de geobserveerde Partij, het recht de oorspronkelijke versie te ontvangen, terwijl de geobserveerde Partij het recht heeft een duplicaat van de eerste generatie te ontvangen.

3. Ingeval twee oorspronkelijke versies worden vervaardigd :

A. heeft de geobserveerde Partij, indien het observatievliegtuig ter beschikking wordt gesteld door de observerende Partij, het recht, na afloop van de observatievlucht, één van de twee gegevensdragers uit te kiezen, waarna de observerende Partij de andere behoudt; of

B. si l'avion d'observation est fourni par la Partie observée, la Partie observatrice a le droit de choisir l'un ou l'autre des deux jeux de supports d'enregistrement et le jeu qui n'a pas été choisi est conservé par la Partie observée.

4. Dans le cas où l'avion d'observation est fourni par la Partie observatrice, la Partie observée a le droit de recevoir les données recueillies par un radar d'ouverture synthétique à visée latérale sous forme soit d'informations en phase initiale soit d'images radar, à sa discrétion.

5. Dans le cas où l'avion d'observation est fourni par la Partie observée, la Partie observatrice a le droit de recevoir les données recueillies par un radar d'ouverture synthétique à visée latérale sous forme soit d'informations en phase initiale soit d'images radar, à sa discrétion.

SECTION IV

Accès aux données recueillies par les capteurs

Chaque Etat Partie a le droit de demander à recevoir de la Partie observatrice des copies des données recueillies par les capteurs au cours d'un vol d'observation. Ces copies se présentent sous la forme de reproductions de première génération, réalisées à partir des premières données recueillies par les capteurs au cours d'un vol d'observation. L'Etat Partie qui demande des copies doit aussi le notifier à la Partie observée. Une demande de duplicatas de données comprendra les informations suivantes:

- A. la Partie observatrice;
- B. la Partie observée;
- C. la date du vol d'observation;
- D. le capteur qui a recueilli les données;
- E. la portion ou les portions de période d'observation au cours de laquelle les données ont été recueillies; et
- F. le type et le format du support d'enregistrement utilisé pour la reproduction, soit un négatif ou une épreuve, soit une bande magnétique.

Art. X

COMMISSION CONSULTATIVE POUR LE REGIME « CIEL OUVERT »

1. Afin de promouvoir les objectifs du présent Traité et de faciliter l'application des dispositions qu'il contient, les Etats Parties créent par le présent acte la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert ».

2. La Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » prend des décisions ou fait des recommandations par voie de consensus. On entend par consensus l'absence de toute objection de la part de tout Etat Partie à l'adoption d'une décision ou d'une recommandation.

3. Chaque Etat Partie a le droit de saisir la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » de toute question relative au présent Traité et de faire inscrire cette question à son ordre du jour, y compris toute question liée au cas où la Partie observée fournit un avion d'observation.

B. heeft de observerende Partij, indien het observatievliegtuig ter beschikking wordt gesteld door de geobserveerde Partij, het recht één van de twee gegevensdragers uit te kiezen, waarna de geobserveerde Partij de andere behoudt.

4. Ingeval het observatievliegtuig ter beschikking wordt gesteld door de observerende Partij, heeft de geobserveerde Partij het recht de door een zijwaarts gerichte radar met synthetisch apertuur verzamelde gegevens te ontvangen in de vorm van hetzij onverwerkte gegevens, hetzij een radarbeeld, naar keuze.

5. Ingeval het observatievliegtuig ter beschikking wordt gesteld door de geobserveerde Partij, heeft de observerende Partij het recht de door een zijwaarts gerichte radar met synthetische apertuur verzamelde gegevens te ontvangen in de vorm van hetzij onverwerkte gegevens, hetzij een radarbeeld, naar keuze.

AFDELING IV

Toegang tot door sensoren verzamelde gegevens

Elke Staat-Partij heeft het recht de observerende Partij te verzoeken om kopieën van de tijdens een observatievlucht door sensoren verzamelde gegevens, en deze te ontvangen. Deze kopieën dienen duplicaten van de eerste generatie te zijn die zijn vervaardigd van de oorspronkelijke gegevens die tijdens een observatievlucht door sensoren zijn verzameld. De Staat-Partij die om kopieën verzoekt, stelt de geobserveerde Partij daarvan in kennis. Een verzoek om duplicaten dient de volgende informatie te bevatten:

- A. de observerende Partij;
- B. de geobserveerde Partij;
- C. de datum van de observatievlucht;
- D. de sensor waardoor de gegevens werden verzameld;
- E. het gedeelte of de gedeelten van de observatieperiode in de loop waarvan de gegevens werden verzameld; en
- F. het type en het formaat van de duplicaat-gegevensdrager, hetzij een negatieve of een positieve film, hetzij een magneetband.

Art. X

« OPEN LUCHTRUIM »- OVERLEGCOMMISSIE

1. Ter bevordering van de doelstellingen van dit Verdrag en ter vergemakkelijking van de toepassing van de bepalingen daarvan, stellen de Staten-Partijen hierbij een « Open Luchtruim »-Overlegcommissie in.

2. De « Open Luchtruim »-Overlegcommissie neemt besluiten en doet aanbevelingen bij consensus. Onder consensus wordt verstaan het ontbreken van enig bezwaar van een Staat-Partij tegen het nemen van een besluit of het doen van een aanbeveling.

3. Elke Staat-Partij heeft het recht een vraagstuk met betrekking tot dit Verdrag, met inbegrip van een vraagstuk in verband met gevallen waarin de geobserveerde Partij het observatievliegtuig ter beschikking stelt, aan de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie voor te leggen en op haar agenda te plaatsen.

4. Dans le cadre de la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert », les Etats Parties du présent Traité :

A. examinent des questions ayant trait au respect des dispositions du présent Traité;

B. s'efforcent de résoudre des ambiguïtés et des différences d'interprétation pouvant apparaître dans la façon d'appliquer les dispositions du présent Traité;

C. examinent des demandes d'adhésion au présent Traité et prennent des décisions à ce sujet; et

D. conviennent des mesures d'ordre technique et administratif, conformément aux dispositions du présent Traité, qui sont jugées nécessaires à la suite de l'adhésion d'autres Etats au présent Traité.

5. La Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » peut proposer des amendements au présent Traité pour examen et approbation conformément aux dispositions de l'Article XVI. La Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » peut aussi convenir d'améliorations à la viabilité et à l'efficacité du présent Traité, qui soient conformes aux dispositions qu'il contient. Les améliorations ne portant que sur la modification de la répartition annuelle des quotas actifs conformément aux dispositions de l'Article III et de l'annexe A, sur la mise à jour des catégories ou capacités de capteurs et l'adoption de nouvelles catégories ou capacités conformément aux dispositions de l'Article IV, sur la révision du barème de répartition des dépenses conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la Section I de l'Annexe L, sur les arrangements relatifs à la mise en commun et à la mise à disposition des données conformément aux dispositions des Sections III et IV de l'Article IX et sur le traitement des rapports de mission conformément aux dispositions du paragraphe 21 de la Section I de l'Article VI, ainsi que sur des questions mineures d'ordre administratif ou technique, font l'objet de décisions prises au sein de la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » et ne sont pas considérés comme des amendements au présent Traité.

6. La Commission demande à utiliser les installations et à bénéficier de l'appui administratif du Centre de prévention des conflits de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ou à disposer d'autres installations situées à Vienne, à moins qu'elle n'en décide autrement.

7. Les dispositions relatives à l'activité de la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » sont énoncées dans l'annexe L au présent Traité.

Art. XI

NOTIFICATIONS ET RAPPORTS

Les Etats Parties transmettent sous forme écrite les notifications et rapports requis aux termes du présent Traité. Les Etats Parties transmettent ces notifications et rapports par la voie diplomatique ou, à leur gré, par d'autres voies officielles telles que le réseau de communication de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

Art. XII

RESPONSABILITE

Tout Etat Partie, conformément au droit et à la pratique internationaux, est tenu de verser une compensation pour les dommages qu'il a pu causer à d'autres Etats Parties ou à leurs personnes physiques ou morales ou à leurs biens, au cours de l'application du présent Traité.

4. In het kader van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie zullen de Staten die Partij zijn bij dit Verdrag :

A. vraagstukken met betrekking tot de inachtneming van de bepalingen van dit Verdrag bestuderen;

B. trachten onduidelijkheden en verschillen in interpretatie op te lossen die aan het licht kunnen treden bij de wijze waarop het Verdrag wordt toegepast;

C. verzoeken om toetreding tot dit Verdrag bestuderen en besluiten nemen ter zake; en

D. de technische en bestuurlijke maatregelen overeenkomen, ingevolge de bepalingen van dit Verdrag, die noodzakelijk worden geacht ten gevolge van de toetreding van andere Staten tot dit Verdrag.

5. De « Open Luchtruim »-Overlegcommissie kan wijzigingen op dit Verdrag voorstellen ter overweging en goedkeuring in overeenstemming met artikel XVI. De « Open Luchtruim »-Overlegcommissie kan tevens verbeteringen overeenkomen met betrekking tot de uitvoerbaarheid en de doelmatigheid van dit Verdrag, welke verenigbaar zijn met de bepalingen daarvan. Verbeteringen die slechts betrekking hebben op wijziging van de jaarlijkse verdeling van actieve quotums ingevolge Artikel III en Bijlage A, het bijwerken of aanvullen van de categorieën sensoren, of het vermogen daarvan, ingevolge artikel IV, herziening van het aandeel in de kosten ingevolge Bijlage L, Afdeling I, paragraaf 9, regelingen betreffende de doorgifte en beschikbaarheid van gegevens ingevolge artikel IX, Afdelingen III en IV, en het hanteren van missierapporten ingevolge artikel VI, Afdeling I, lid 21, alsmede ondergeschikte aangelegenheden van bestuurlijke of technische aard worden overeengekomen binnen de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie en worden niet beschouwd als wijzigingen op dit Verdrag.

6. De « Open Luchtruim »-Overlegcommissie verzoekt om gebruikmaking van de faciliteiten en administratieve ondersteuning van het Conflict Preventie Centrum van de Conferentie over Veiligheid en Samenwerking in Europa, of andere bestaande faciliteiten te Wenen, tenzij zij anders besluit.

7. Bepalingen betreffende de werkwijze van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie zijn uiteengezet in Bijlage L bij dit Verdrag.

Art. XII

KENNISGEVINGEN EN RAPPORTEN

De Staten-Partijen doen de op grond van dit Verdrag vereiste kennisgevingen en rapporten toekomen in schriftelijke vorm. De Staten-Partijen verzenden bedoelde kennisgevingen en rapporten langs diplomatieke weg of, naar keuze, langs andere officiële kanalen, zoals het communicatienetwerk van de Conferentie over Veiligheid en Samenwerking in Europa.

Art. XIII

AANSPRAKELIJKHEID

Een Staat-Partij is, in overeenstemming met het internationale recht en de internationale gebruiken, verplicht schadevergoeding te betalen voor schade die hij heeft toegebracht aan andere Staten-Partijen, of aan hun natuurlijke personen of rechtspersonen of hun eigendommen, bij de toepassing van dit Verdrag.

Art. XIII

DESIGNATION DU PERSONNEL ET PRIVILEGES ET IMMUNITES

SECTION I

Désignation du personnel

1. Chaque Etat Partie, au moment où il dépose son instrument de ratification auprès de l'un ou l'autre des Dépositaires, communiqué à tous les autres Etats Parties, pour examen, une liste du personnel désigné pour s'acquitter de toutes les tâches relatives à la conduite des vols d'observation pour cet Etat Partie, y compris le contrôle du traitement de l'information fournie par les capteurs. Ces listes du personnel désigné ne doivent comprendre à aucun moment plus de 400 personnes; elles doivent mentionner, pour chaque personne y figurant, le nom, le sexe, la date et le lieu de naissance, le numéro de passeport et la description des fonctions. Chaque Etat Partie a le droit de modifier sa propre liste du personnel désigné dans un délai de 30 jours à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité et, par la suite, une fois tous les six mois.

2. Dans le cas où une personne figurant sur la liste d'origine ou sur toute liste modifiée est récusée par un Etat Partie lors de l'examen de la liste, cet Etat Partie notifie, au plus tard 30 jours après réception de chaque liste, à l'Etat Partie qui a communiqué la liste qu'en ce qui concerne l'Etat Partie qui a formulé l'objection cette personne est récusée. Les personnes qui n'ont pas été récusées dans les 30 jours à compter de la réception de la liste sont considérées comme étant agréées. Dans le cas où un Etat Partie décide ultérieurement qu'une personne ne peut être agréée, cet Etat Partie le notifie à l'Etat Partie qui a désigné cette personne. Le nom des personnes récusées est ôté de la liste soumise antérieurement à l'Etat Partie qui a soulevé l'objection.

3. L'Etat Partie observé délivre les visas et tous autres documents requis pour que chaque personne agréée puisse entrer sur le territoire de cet Etat Partie et y demeurer afin de s'acquitter de tâches relatives à la conduite des vols d'observation, y compris le contrôle du traitement de l'information fournie par les capteurs. Ces visas et autres documents nécessaires sont fournis soit:

A. au plus tard 30 jours après que la personne est considérée comme agréée, auquel cas le visa est valide pour une période d'au moins 24 mois; soit

B. au plus tard une heure après l'arrivée de la personne au point d'entrée, auquel cas le visa est valide pour la durée des activités de ladite personne; soit

C. à tout autre moment, par voie d'accord mutuel entre les Etats Parties concernés.

SECTION II

Privileges et immunités

1. Pour qu'ils puissent exercer leurs fonctions efficacement aux fins de l'application du présent Traité et non dans leur intérêt personnel, les membres du personnel désigné conformément aux dispositions du paragraphe 1^{er} de la Section I du présent Article, bénéficient des privilèges et immunités accordés aux agents diplomatiques, conformément à l'Article 29; au paragraphe 2 de

Art. XIII

AANWIJZING VAN PERSONEEL EN VOORRECHTEN EN IMMUNITeiten

AFDELING I

Aanwijzing van personeel

1. Elke Staat-Partij verstrekt op het tijdstip van nederlegging van zijn akte van bekrachtiging bij één van beide Depositariissen aan alle andere Staten-Partijen, ter beoordeling, een lijst van het aangewezen personeel dat alle met het uitvoeren van observatievluchten verband houdende taken zal verrichten voor die Staat-Partij, met inbegrip van de controle op de verwerking van de door sensoren verzamelde gegevens. Bedoelde lijst van aangewezen personeel mag nimmer meer dan 400 personen omvatten. In de lijst dient voor iedere daarin opgenomen persoon te zijn vermeld de naam, het geslacht, de geboortedatum en -plaats, het paspoortnummer en de functie. Elke Staat-Partij heeft het recht zijn lijst van aangewezen personeel te wijzigen tot 30 dagen na de inwerkingtreding van dit Verdrag en daarna eenmaal per zes maanden.

2. Ingeval een in de oorspronkelijke of gewijzigde lijst opgenomen persoon onaanvaardbaar is voor een Staat-Partij die de lijst beoordeelt, stelt die Staat-Partij uiterlijk 30 dagen na de ontvangst van elke lijst de Staat-Partij die de lijst heeft verstrekt ervan in kennis dat de betrokken persoon niet wordt aanvaard wat de bezwaar makende Staat-Partij betreft. Personen die niet binnen die termijn van 30 dagen onaanvaardbaar zijn verklaard, worden geacht te zijn aanvaard. Ingeval een Staat-Partij later bepaalt dat een persoon onaanvaardbaar is, stelt hij de Staat-Partij die de betrokken persoon heeft aangewezen daarvan in kennis. Personen die onaanvaardbaar zijn verklaard, worden verwijderd van de lijst die eerder was voorgelegd aan de bezwaar makende Staat-Partij.

3. De geobserveerde Partij verstrekt de visa en andere documenten die vereist zijn om te verzekeren dat elke aanvaarde persoon kan worden toegelaten tot het grondgebied van die Staat-Partij en aldaar kan verblijven met het oog op de verrichting van taken verband houdende met het uitvoeren van observatievluchten, met inbegrip van het controleren van het verwerken van de door sensoren verzamelde gegevens. Deze visa en andere documenten worden verstrekt:

A. hetzij uiterlijk 30 dagen nadat de persoon wordt geacht te zijn aanvaard, in welk geval het visum geldig is voor een tijdvak van ten minste 24 maanden; of

B. hetzij uiterlijk één uur na aankomst van de persoon op het punt van binnenkomst, in welk geval het visum geldig is voor de duur van de taken van die persoon; of

C. hetzij op enig ander tijdstip, met wederzijdse instemming van de betrokken Staten-Partijen.

AFDELING II

Voorrechten en immunititeiten

1. Teneinde hun functies doeltreffend te kunnen uitoefenen, worden aan de leden van het in overeenstemming met de bepalingen van Afdeling I, eerste lid, van dit artikel aangewezen personeel, ten behoeve van de toepassing van dit Verdrag en niet in hun persoonlijk voordeel, de voorrechten en immunititeiten verleend die diplomatieke ambtenaren genieten op grond van artikel 29,

l'Article 30; aux paragraphes 1^{er}, 2 et 3 de l'Article 31; et aux Articles 34 et 35 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961, ci-après dénommée la convention de Vienne. En outre, le personnel désigné bénéficie des privilèges accordés aux agents diplomatiques en vertu de l'alinéa *b*) du paragraphe 1^{er} de l'Article 36 de la Convention de Vienne, sauf en ce qui concerne les articles dont l'importation ou l'exportation est interdite par la loi ou soumise à des mesures quaranténaires.

2. Ces privilèges et immunités sont accordés au personnel désigné pour toute la période comprise entre l'arrivée sur le territoire de la Partie observée et le départ de ce territoire, et par la suite en ce qui concerne des activités exécutées antérieurement dans l'exercice de leurs fonctions officielles. Les privilèges et immunités dont jouissent les agents diplomatiques en vertu des dispositions du paragraphe 1^{er} de l'Article 40 de la Convention de Vienne sont également accordés à ces personnes, lorsqu'elles transitent par le territoire d'autres Etats Parties.

3. L'immunité de juridiction peut être levée par la Partie observatrice dans les cas où cette immunité entraverait le cours de la justice et où elle peut être levée sans préjudice des dispositions du présent Traité. L'immunité des membres du personnel qui ne sont pas des ressortissants de la Partie observatrice peut être levée seulement par les Etats Parties dont ces personnes sont des ressortissants. La levée d'immunité doit toujours être explicitement formulée.

4. Sans préjudice de leurs privilèges et immunités ou des droits de la Partie observatrice tels qu'ils sont définis dans le présent Traité, il est du devoir du personnel désigné de respecter les lois et règlements de la Partie observée.

5. Les moyens de transport du personnel bénéficient de la même immunité en ce qui concerne les investigations, les réquisitions, les saisies, les mesures exécutoires que celle qui est accordée à une mission diplomatique en vertu des dispositions du paragraphe 3 de l'Article 22 de la Convention de Vienne, sauf si le présent Traité en dispose autrement.

Art. XIV

BENELUX

1. Aux seules fins des Articles II à IX et de l'Article XI, ainsi que des Annexes A à I et de l'Annexe K du présent Traité, le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas sont considérés comme un seul Etat Partie, ci-après dénommé le Bénélux.

2. Sans préjudice des dispositions de l'Article XIV, les Etats Parties susmentionnés peuvent mettre fin à cet arrangement en en donnant notification à tous les Etats Parties. L'arrangement sera considéré comme n'ayant plus effet le 31 décembre suivant la période de 60 jours à compter d'une telle notification.

Art. XV

DUREE ET RETRAIT

1. Le présent Traité est de durée illimitée.

2. Tout Etat Partie a le droit de se retirer du présent Traité. Un Etat Partie qui envisage de se retirer donne notification de sa décision de se retirer à l'un ou l'autre des Dépositaires au plus tard six

artikel 30, tweede lid, artikel 31, eerste, tweede en derde lid, en de artikelen 34 en 35 van het Verdrag van Wenen inzake diplomatiek verkeer van 18 april 1961, hierna te noemen het Verdrag van Wenen. Bovendien worden aan het aangewezen personeel de voorrechten verleend die diplomatieke ambtenaren genieten op grond van artikel 36, eerste lid, letter *b*, van het Verdrag van Wenen, behalve met betrekking tot goederen waarvan de invoer of uitvoer is verboden door de wet of is onderworpen aan quarantainebepalingen.

2. Bedoelde voorrechten en immuniteten worden aan de leden van het aangewezen personeel verleend voor het gehele tijdvak vanaf de binnenkomst op tot het vertrek van het grondgebied van de geobserveerde Partij, en daarna ten aanzien van handelingen die eerder zijn verricht in de uitoefening van hun officiële functies. Bedoeld personeel geniet ook tijdens de doorreis over het grondgebied van andere Staten-Partijen de voorrechten en immuniteten die aan diplomatieke ambtenaren worden verleend op grond van artikel 40, eerste lid, van het Verdrag van Wenen.

3. Van de immunitet van rechtsmacht kan afstand worden gedaan door de observerende Partij ingeval deze de rechtsgang zou belemmeren en daarvan afstand kan worden gedaan zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van dit Verdrag. Van de immunitet van leden van het personeel die geen onderdaan zijn van de observerende Partij kan slechts afstand worden gedaan door Staten-Partijen waarvan zij onderdaan zijn. Het doen van afstand van immunitet dient uitdrukkelijk te geschieden.

4. Onverminderd hun voorrechten en immuniteten of de in dit Verdrag vervatte rechten van de observerende Partij, is het aangewezen personeel verplicht de wetten en voorschriften van de geobserveerde Partij te eerbiedigen.

5. De vervoermiddelen van het personeel genieten dezelfde immuniteten van onderzoek, vordering, beslaglegging of executoriale maatregelen als die van een diplomatieke zending op grond van artikel 22, derde lid, van het Verdrag van Wenen, tenzij in dit Verdrag anders is bepaald.

Art. XIV

BENELUX

1. Uitsluitend voor de toepassing van de artikelen II tot en met IX en artikel XI, alsmede de Bijlagen A tot en met I en Bijlage K bij dit Verdrag, worden het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden beschouwd als één Staat-Partij, hierna te noemen de Benelux.

2. Onverminderd de bepalingen van artikel XV, kunnen de bovengenoemde Staten-Partijen deze regeling beëindigen door middel van een kennisgeving aan alle andere Staten-Partijen. Deze regeling wordt dan geacht te eindigen op de eerstvolgende 31 december na de termijn van 60 dagen te rekenen vanaf die kennisgeving.

Art. XV

DUUR EN TERUGTREKKING

1. Dit Verdrag wordt voor onbepaalde tijd gesloten.

2. Een Staat-Partij heeft het recht zich uit dit Verdrag terug te trekken. Een Staat-Partij die voornemens is zich terug te trekken, doet ten minste zes maanden vóór de datum van zijn voorgeno-

mois avant la date prévue de son retrait et la notifie à tous les autres Etats parties. Les Dépositaires informent sans délai tous les autres Etats Parties d'une telle notification.

3. Lorsqu'un Etat Partie notifie la décision qu'il a prise de se retirer du présent Traité conformément au paragraphe 2 du présent Article, les Dépositaires convoquent une conférence des Etats Parties au moins 30 jours et au plus 60 jours après avoir reçu une telle notification, afin d'examiner les effets de ce retrait sur le présent Traité.

Art. XVI

AMENDEMENTS ET EXAMEN PERIODIQUE

1. Chaque Etat Partie a le droit de proposer des amendements au présent Traité. Le texte de chaque amendement proposé est remis à l'un ou l'autre des Dépositaires, qui le communique à tous les Etats Parties pour examen. Si une demande est formulée en ce sens par au moins trois Etats Parties dans un délai de 90 jours après la date de communication de l'amendement proposé, les Dépositaires convoquent une conférence des Etats Parties en vue d'examiner l'amendement proposé. Une telle conférence débute au plus tôt 30 jours et au plus tard 60 jours après réception de la troisième de ces demandes.

2. Un amendement au présent Traité est soumis à l'approbation de tous les Etats Parties, soit par l'envoi d'une notification écrite de leur approbation adressée à un Dépositaire dans un délai de 90 jours à compter de la date de communication de l'amendement proposé, soit par l'expression de leur approbation lors de la conférence convoquée en vertu du paragraphe 1^{er} du présent Article. Un amendement ainsi approuvé sera soumis à une procédure de ratification, conformément aux dispositions du paragraphe 1^{er} de l'Article XVII et il entrera en vigueur 60 jours après le dépôt des instruments de ratification par les Etats Parties.

3. A moins que trois Etats Parties au moins demandent une date plus rapprochée, les Dépositaires convoquent une conférence des Etats Parties en vue d'examiner l'application du présent Traité trois ans après la date de l'entrée en vigueur du présent Traité et, par la suite, des intervalles de cinq ans.

Art. XVII

DEPOSITAIRES, ENTREE EN VIGUEUR ET ADHESION

1. Le présent Traité est soumis à ratification pour chaque Etat Partie conformément à ses procédures constitutionnelles. Les instruments de ratification et les instruments d'adhésion sont déposés auprès du Gouvernement du Canada ou du Gouvernement de la République de Hongrie, ou après de ces deux gouvernements, désignés comme Dépositaires par le présent Article. Le Traité est enregistré par les Dépositaires conformément aux dispositions de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

2. Le présent Traité entre en vigueur 60 jours après le dépôt de 20 instruments de ratification, y compris ceux des Dépositaires et des Etats Parties dont l'allocation individuelle de quotas passifs, telle qu'elle est indiquée dans l'Annexe A, est égale ou supérieure à huit.

3. Le présent Traité est ouvert à la signature de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, du Kazakhstan, de la Kirghizie, de la

men terugtrekking kennisgeving van zijn besluit zich terug te trekken aan één van beide Depositariissen, alsmede aan alle andere Staten-Partijen. De Depositariissen stellen alle andere Staten-Partijen op de hoogte van deze kennisgeving.

3. Ingeval een Staat-Partij in overeenstemming met het tweede lid van dit artikel kennisgeving doet van zijn besluit zich uit dit Verdrag terug te trekken, beleggen de Depositariissen ten minste 30 dagen en ten hoogste 60 dagen na de ontvangst van die kennisgeving een conferentie van de Staten-Partijen, teneinde de gevolgen van die terugtrekking voor het Verdrag te bestuderen.

Art. XVI

WIJZIGINGEN EN PERIODIEKE TOETSING

1. Elke Staat-Partij heeft het recht wijzigingen op dit Verdrag voor te stellen. De tekst van elk wijzigingsvoorstel wordt ingediend bij één van beide Depositariissen, die het ter bestudering toezendt aan alle Staten-Partijen. Indien daarom door ten minste drie Staten-Partijen wordt verzocht binnen een termijn van 90 dagen na de toezending van het wijzigingsvoorstel, beleggen de Depositariissen een conferentie van de Staten-Partijen teneinde het wijzigingsvoorstel te bestuderen. Deze conferentie begint ten vroegste 30 dagen en uiterlijk 60 dagen na de ontvangst van het derde daartoe strekkende verzoek.

2. Een wijziging op dit Verdrag dient te worden goedgekeurd door alle Staten-Partijen, hetzij door middel van een schriftelijke kennisgeving van hun goedkeuring, gericht aan een Depositaris binnen een termijn van 90 dagen na de toezending van het wijzigingsvoorstel, hetzij door middel van de uitdrukking van hun goedkeuring tijdens een in overeenstemming met het eerste lid van dit artikel belegde conferentie. Een aldus goedgekeurde wijziging dient te worden bekrachtigd in overeenstemming met de bepalingen van artikel XVII, eerste lid, en wordt van kracht 60 dagen na de nederlegging van de akten van bekrachtiging door de Staten-Partijen.

3. Tenzij ten minste drie Staten-Partijen reeds eerder daarom verzoeken, beleggen de Depositariissen drie jaar na de inwerkingtreding van dit Verdrag, en daarna eens in de vijf jaar, een conferentie van de Staten-Partijen ter toetsing van de toepassing van dit Verdrag.

Art. XVII

DEPOSITARIISSEN, INWERKINGTREDING EN TOETREDING

1. Dit Verdrag dient door elke Staat-Partij te worden bekrachtigd in overeenstemming met zijn constitutionele procedures. De akten van bekrachtiging en de akten van toetreding worden nedergelegd bij de Regering van Canada of de Regering van de Republiek Hongarije, of bij beide, die hierbij als Depositariissen worden aangewezen. Dit Verdrag wordt door de Depositariissen geregistreerd ingevolge artikel 102 van het Handvest van de Verenigde Naties.

2. Dit Verdrag treedt in werking 60 dagen na de nederlegging van 20 akten van bekrachtiging met inbegrip van die van de Depositariissen en van de Staten-Partijen waarvan het toegekende individuele passieve quotum als neergelegd in Bijlage A acht of meer bedraagt.

3. Dit Verdrag staat open voor ondertekening door Armenië, Azerbaïdjan, Georgië, Kazachstan, Kirgizstan, Moldavië, Tadz-

Moldavie, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan et de la Turkménie et est soumis à ratification par ces Etats. Tout Etat, parmi ceux-ci, qui ne signe pas le présent Traité avant son entrée en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent Article peut y adhérer à tout moment en déposant un instrument d'adhésion auprès d'un des Dépositaires.

4. Pendant six mois à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité, tout autre Etat participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe peut faire une demande d'adhésion en soumettant une demande par écrit à l'un des dépositaires. Le Dépositaire qui reçoit une telle demande la transmet sans délai à tous les Etats Parties. Les Etats qui demandent à adhérer au présent Traité sur le régime « Ciel ouvert » peuvent aussi, s'ils le souhaitent, demander qu'un quota passif leur soit alloué et proposer un niveau pour un tel quota.

La question est examinée à la session ordinaire suivante de la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » et fait l'objet d'une décision en temps utile.

5. A la suite d'une période de six mois à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité, la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » peut examiner la question de l'adhésion au présent Traité de tout Etat qui, de l'avis de la Commission, est capable de contribuer aux objectifs du présent Traité et disposé à le faire.

6. Pour tout Etat qui n'a pas déposé d'instrument de ratification avant la date d'entrée en vigueur mais qui ultérieurement ratifie le présent Traité ou y adhère, le présent Traité entre en vigueur 60 jours après la date de dépôt par cet Etat de ses instruments de ratification ou d'adhésion.

7. Les Dépositaires informent sans délai tous les Etats Parties de:

A. la date de dépôt de chaque instrument de ratification et de la date d'entrée en vigueur du présent Traité;

B. la date de présentation d'une demande d'adhésion, du nom de l'Etat qui a présenté la demande et du résultat de la procédure;

C. la date de dépôt de chaque instrument d'adhésion et la date d'entrée en vigueur du présent Traité pour chaque Etat qui y adhère ultérieurement;

D. la convocation d'une conférence conformément aux dispositions des Articles XV et XVI;

E. tout retrait conformément aux dispositions de l'Article XV et de la date à laquelle il prend effet;

F. la date d'entrée en vigueur de toute modification au présent Traité; et

G. toute autre question que les Dépositaires sont tenus, en vertu du présent Traité, de faire connaître aux Etats Parties.

Art. XVIII

APPLICATION PROVISOIRE ET MISE EN ŒUVRE PAR ETAPES DU PRESENT TRAITE

Afin de faciliter la mise en œuvre du présent Traité, certaines de ses dispositions sont appliquées à titre provisoire et d'autres le sont par étapes.

jikistan, Turkmenistan en Oezbekistan en dient door hen te worden bekrachtigd. Elk van deze Staten die dit Verdrag niet ondertekent voordat het in werking treedt in overeenstemming met de bepalingen van het tweede lid van dit artikel, kan hiertoe te allen tijde toetreden door middel van de nederlegging van een akte van toetreding bij één van de Depositariissen.

4. Gedurende zes maanden na de inwerkingtreding van dit Verdrag kan elke Staat die deelneemt aan de Conferentie over Veiligheid en Samenwerking in Europa verzoeken om toetreding door een daartoe strekkend schriftelijk verzoek in te dienen bij één van de Depositariissen. De Depositaris die dit verzoek ontvangt, zendt het onverwijld toe aan alle Staten-Partijen. De Staten die verzoeken om toetreding tot het Verdrag inzake het open luchtruim kunnen ook, indien zij zulks wensen, verzoeken om toekenning van een passief quotum en de hoogte daarvan voorstellen.

Deze aangelegenheid wordt bestudeerd tijdens de volgende gewone vergadering van de «Open Luchtruim»-Overlegcommissie en hierover wordt te geleger tijd beslist.

5. Na een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit Verdrag kan de «Open Luchtruim»-Overlegcommissie beraadslagen over de toetreding tot het Verdrag van een Staat die, naar het oordeel van de Commissie, in staat en bereid is bij te dragen tot de doelstellingen van het Verdrag.

6. Voor elke Staat die op het tijdstip van inwerkingtreding geen akte van bekrachtiging heeft nedergelegd, doch dit Verdrag later bekrachtigt of hiertoe toetreedt, treedt dit Verdrag in werking 60 dagen na de datum van nederlegging van zijn akte van bekrachtiging of toetreding.

7. De Depositaris stelt alle Staten-Partijen onverwijld in kennis van:

A. de datum van nederlegging van elke akte van bekrachtiging en de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag;

B. de datum van een verzoek om toetreding, de naam van de verzoekende Staat en het resultaat van de procedure;

C. de datum van nederlegging van elke akte van toetreding en de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag voor elke Staat die hiertoe later toetreedt;

D. de belegging van een conferentie ingevolge de artikelen XV en XVI;

E. een terugtrekking in overeenstemming met artikel XV en de datum van vankrachtwording;

F. de datum van vankrachtwording van elke wijziging op het Verdrag;

G. elke andere aangelegenheid waarvan de Depositariissen krachtens dit Verdrag de Staten-Partijen in kennis dienen te stellen.

Art. XVIII

VOORLOPIGE TOEPASSING EN GEFASEERDE TOEPASSING VAN HET VERDRAG

Ter vergemakkelijking van de toepassing van dit Verdrag worden enkele bepalingen daarvan voorlopig toegepast en worden andere in fasen toegepast.

SECTION I

Application provisoire

1. Sans préjudice des dispositions de l'Article XVII, les Etats signataires appliquent provisoirement les dispositions suivantes du présent Traité :

- A. paragraphe 4 de la Section I de l'Article VI;
- B. paragraphes 1, 2, 3, 6 et 7 de l'Article X;
- C. article XI;
- D. paragraphes 1 et 2 de la Section I de l'Article XIII;
- E. article XIV; et
- F. Section I de l'Annexe L.

2. La durée de cette application provisoire est de 12 mois à compter de la date à laquelle le présent Traité est ouvert à la signature. Dans le cas où le présent Traité n'entre pas en vigueur avant l'expiration de la période d'application provisoire, cette période peut être prolongée si tous les Etats signataires en décident ainsi. La période d'application provisoire prend de toute façon fin lorsque le présent Traité entre en vigueur. Cependant, les Etats Parties peuvent alors décider de prolonger la période d'application provisoire pour les Etats membres signataires qui n'auront pas ratifié le présent Traité.

SECTION II

Mise en œuvre par étapes

1. Après être entré en vigueur, le présent Traité est mis en œuvre par étapes conformément aux dispositions énoncées dans la présente Section. Les dispositions des paragraphes 2 à 6 de la présente Section s'appliquent au cours de la période allant de la date d'entrée en vigueur du présent Traité au 31 décembre de la troisième année suivant l'année de l'entrée en vigueur.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de l'Article IV, aucun Etat Partie n'utilise, pendant la période indiquée au paragraphe 1 ci-dessus, d'analyseur infrarouge à balayage linéaire, si un tel capteur est installé à bord d'un avion d'observation, à moins que les Parties observatrice et observée n'en conviennent autrement. De tels capteurs ne sont pas soumis à certification conformément aux dispositions de l'Annexe D. S'il est difficile d'enlever un tel capteur de l'avion d'observation, ce capteur doit alors être pourvu de caches ou autres dispositifs qui empêchent le fonctionnement, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'Article IV, pendant la conduite des vols d'observation.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 9 de l'Article IV, aucun Etat Partie n'est tenu, au cours de la période visée au paragraphe 1 de la présente Section, de fournir d'avion d'observation équipé de capteurs appartenant à chaque catégorie de capteur, ayant une aussi grande capacité maximale et étant aussi nombreux que le précise le paragraphe 2 de l'Article IV, à condition que l'avion d'observation soit équipé :

- A. d'une caméra optique panoramique unique; ou
- B. d'au moins une paire de caméras optiques à prise de vue image par image.

4. Nonobstant les dispositions de l'alinéa A du paragraphe 2 de la Section II de l'Annexe B, les supports d'enregistrement des

AFDELING I

Voorlopige toepassing

1. Onverminderd het in artikel XVII bepaalde, passen de ondertekenende Staten de volgende bepalingen van het Verdrag voorlopig toe:

- A. artikel VI, Afdeling I, vierde lid;
- B. artikel X, eerste, tweede, derde, zesde en zevende lid;
- C. artikel XI;
- D. artikel XIII, Afdeling I, eerste en tweede lid;
- E. artikel XIV; en
- F. Bijlage L, Afdeling I.

2. Deze voorlopige toepassing geldt voor een termijn van 12 maanden, te rekenen vanaf de datum waarop dit Verdrag ter ondertekening wordt opengesteld. Ingeval het Verdrag niet in werking treedt vóór het verstrijken van de termijn van voorlopige toepassing, kan die termijn worden verlengd indien alle ondertekenende Staten daartoe besluiten. De termijn van voorlopige toepassing eindigt in elk geval wanneer dit Verdrag in werking treedt. De Staten-Partijen kunnen dan evenwel besluiten de termijn van voorlopige toepassing te verlengen ten aanzien van ondertekenende Staten die dit Verdrag niet hebben bekrachtigd.

AFDELING II

Gefaseerde toepassing

1. Na de inwerkingtreding wordt dit Verdrag in fasen toegepast in overeenstemming met de bepalingen van deze Afdeling. De bepalingen van het tweede tot en met het zesde lid van deze Afdeling zijn van toepassing gedurende het tijdvak vanaf de inwerkingtreding van dit Verdrag tot 31 december van het derde jaar volgend op het jaar waarin de inwerkingtreding plaatsvindt.

2. Onverminderd de bepalingen van artikel IV, eerste lid, mag een Staat-Partij gedurende het in het eerste lid hierboven genoemde tijdvak niet een infrarood-lijnaftasttoestel gebruiken, indien er één in het observatievliegtuig is aangebracht, tenzij anders is overeengekomen tussen de observerende en de geobserveerde Partij. Dergelijke sensoren behoeven niet te worden gecertificeerd in overeenstemming met Bijlage D. Indien het moeilijk is bedoelde sensor uit het observatievliegtuig te verwijderen, dient deze tijdens het uitvoeren van de observatievluchten te zijn voorzien van kappen of andere inrichtingen die het gebruik ervan verhinderen, zulks in overeenstemming met de bepalingen van artikel IV, vierde lid.

3. Onverminderd de bepalingen van artikel IV, negende lid, is een Staat-Partij gedurende het in het eerste lid van deze Afdeling genoemde tijdvak niet verplicht een observatievliegtuig ter beschikking te stellen dat is uitgerust met sensoren uit elke categorie sensoren, met het maximumvermogen en in de aantallen als genoemd in artikel IV, tweede lid, mits het observatievliegtuig is uitgerust met:

- A. één optische panorama-camera; of
- B. ten minste één paar optische fotocamera's.

4. Onverminderd de bepalingen van Afdeling II, paragraaf 2, letter A, van Bijlage B bij dit Verdrag worden de gegevensdragers

données portent en note des informations conformément à la pratique suivie par les Etats Parties pendant la période indiquée au paragraphe 1 de la présente Section.

5. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de la Section I de l'Article VI, aucun Etat Partie n'est en droit, pendant la période indiquée au paragraphe 1 de la présente Section, d'obtenir un avion ayant quelque autonomie de vol spécifiée que ce soit.

6. Pendant la période indiquée au paragraphe 1 de la présente Section, la répartition des quotas actifs est établie conformément aux dispositions du paragraphe 2 de la Section II de l'annexe A au présent Traité.

7. La mise en place d'étapes ultérieures concernant l'adoption de nouvelles catégories de capteurs ou l'amélioration des capacités des capteurs appartenant aux catégories existantes doit être examinée par la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'Article IV concernant cette adoption ou cette amélioration.

Art. XIX

Textes faisant foi

Les originaux du présent Traité, dont les textes allemand, anglais, espagnol, français, italien et russe font également foi, sont versés aux archives des Depositaires. Chacun des Etats Parties reçoit des Depositaires une copie certifiée conforme du présent traité.

van verklarende aantekeningen voorzien in overeenstemming met de bestaande gebruiken van de Staten-Partijen gedurende het in het eerste lid van deze Afdeling genoemde tijdvak.

5. Onverminderd de bepalingen van artikel VI, Afdeling I, eerste lid, heeft geen enkele Staat-Partij gedurende het in het eerste lid van deze Afdeling genoemde tijdvak het recht te beschikken over een vliegtuig dat een bepaalde afstand zonder bijtanken kan afleggen.

6. Gedurende het in het eerste lid van deze Afdeling genoemde tijdvak wordt de verdeling van de actieve quotums vastgesteld in overeenstemming met de bepalingen van Afdeling II, paragraaf 2, van Bijlage A bij dit Verdrag.

7. De instelling van volgende fasen met betrekking tot de invoering van extra categorieën sensoren of verbeteringen van het vermogen van bestaande categorieën sensoren wordt besproken door de « Open Luchtruim » Overlegcommissie in overeenstemming met de bepalingen van artikel IV, derde lid, inzake die invoering of verbetering.

Art. XIX

Authentieke teksten

De oorspronkelijke exemplaren van dit Verdrag, waarvan de Duitse, de Franse, de Engelse, de Italiaanse, de Russische en de Spaanse tekst gelijkelijk authentiek zijn, worden nedergelegd in het archief van de Depositairissen. De Depositairissen doen alle Staten-Partijen voor eensluidend gewaarmerkte afschriften van dit Verdrag toekomen.

TEN BLIJKE WAARVAN, de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd, dit Verdrag hebben ondertekend.

GEDAAN te Helsinki op 24 maart 1992.

(Voor de ondertekeningen zie blz. 000 van Trb. 1992, 142)

ANNEXE A

Quotas et distances de vol maximales

SECTION I

Allocation des quotas passifs

1. L'allocation des quotas passifs individuels est indiquée ci-après et ne vaut que pour les Etats Parties qui ont ratifié le Traité:

Pour la République fédérale d'Allemagne: 12;

Pour les Etats-Unis d'Amérique: 42;

Pour le Groupe d'Etats Parties de la République du Bélarus et de la Fédération de Russie: 42;

Pour le Bénélux: 6;

Pour la République de Bulgarie: 4;

Pour le Canada: 12;

Pour le Royaume du Danemark: 6;

Pour le Royaume d'Espagne: 4;

Pour la République française: 12;

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: 12;

Pour la République hellénique: 4;

Pour la République de Hongrie: 4;

Pour la République d'Islande: 4;

Pour la République italienne: 12;

Pour le Royaume de Norvège: 7;

Pour la République de Pologne: 6;

Pour la République portugaise: 2;

Pour la Roumanie: 6;

Pour la République fédérative tchèque et slovaque: 4;

Pour la République turque: 12;

Pour l'Ukraine: 12.

2. Dans le cas où un nouvel Etat ratifie le Traité ou y adhère conformément aux dispositions de l'Article XVII et de l'alinéa C du paragraphe 4 de l'Article X, et compte tenu de l'alinéa D du paragraphe 4 de l'Article X, la question d'une allocation de quotas passifs à cet Etat est examinée au cours de la session ordinaire de la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » suivant la date de dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

SECTION II

Première répartition des quotas actifs
pour les vols d'observation

1. La première répartition des quotas actifs, conformément aux dispositions du paragraphe 6 de la Section I de l'Article III du Traité, est telle que chaque Etat Partie est tenu d'accepter au-dessus de son territoire un nombre de vols d'observation ne dépassant pas 75 p.c., arrondi à l'unité inférieure la plus proche, du

BIJLAGE A

Quotums en maximale vliegafstanden

AFDELING I

Toekenning van passieve quotums

1. De toekenning van de individuele passieve quotums wordt hieronder uiteengezet en geldt slechts voor de Staten-Partijen die het Verdrag hebben bekrachtigd:

Voor de Bondsrepubliek Duitsland: 12;

Voor de Verenigde Staten van Amerika: 42;

Voor de groep Staten-Partijen Wit-Rusland en de Russische Federatie: 42;

Voor de Benelux: 6;

Voor de Republiek Bulgarije: 4;

Voor Canada: 12;

Voor het Koninkrijk Denemarken: 6;

Voor het Koninkrijk Spanje: 4;

Voor de Franse Republiek: 12;

Voor het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland: 12;

Voor de Griekse Republiek: 4;

Voor de Republiek Hongarije: 4;

Voor de Republiek IJsland: 4;

Voor de Italiaanse Republiek: 12;

Voor het Koninkrijk Noorwegen: 7;

Voor de Republiek Polen: 6;

Voor de Portugese Republiek: 2;

Voor Roemenië: 6;

Voor de Tsjechische en Slowaakse Federatieve Republiek: 4;

Voor de Republiek Turkije: 12;

Voor Oekraïne: 12.

2. Ingeval een nieuwe Staat dit Verdrag bekrachtigt of hiertoe toetreedt in overeenstemming met de bepalingen van artikel XVII en artikel X, vierde lid, letter C, wordt, met inachtneming van het vierde lid, letter D, van laatstgenoemd artikel over de toekenning van een passief quotum aan die Staat beraadslaagd gedurende de gewone vergadering van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie na de datum van nederlegging van zijn akte van bekrachtiging of toetreding.

AFDELING II

Eerste verdeling van actieve quotums
voor observatievluchten

1. De eerste verdeling van actieve quotums ingevolge artikel III, Afdeling I, zesde lid, van het Verdrag geschiedt op zodanige wijze, dat elke Staat-Partij verplicht is over zijn grondgebied een aantal observatievluchten te dulden dat niet groter is dan 75 pct., naar beneden afgerond op het eerstvolgende hele getal,

quota passif individuel qui lui est alloué, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 1 de la Section I de la présente Annexe. Sur cette base et pour les Etats Parties qui ont pris part aux négociations menées à Vienne dans le cadre de la Conférence sur le régime « Ciel ouvert », la première répartition réciproque est valable à partir de la date de l'entrée en vigueur du Traité jusqu'au 31 décembre suivant l'année de l'entrée en vigueur du Traité et ne vaut que pour les Etats Parties ayant ratifié le Traité. La première répartition se présente comme suit:

La République fédérale d'Allemagne a le droit de conduire trois vols d'observation au-dessus du territoire du groupe d'Etats Parties de la République du Bélarus et de la Fédération de Russie et un vol d'observation au-dessus du territoire de l'Ukraine;

Les Etats-Unis d'Amérique ont le droit de conduire huit vols d'observation au-dessus du territoire du groupe d'Etats Parties de la République du Bélarus et de la Fédération de Russie et un vol d'observation, partagé avec le Canada, au-dessus du territoire de l'Ukraine;

Le groupe d'Etats Parties de la République du Bélarus et de la Fédération de Russie a le droit de conduire deux vols d'observation au-dessus du territoire du Bénélux, tel qu'il est défini à l'Article XIV du Traité, deux vols d'observation au-dessus du territoire du Canada, deux vols d'observation au-dessus du territoire du Royaume du Danemark, trois vols d'observation au-dessus du territoire de la République française, trois vols d'observation au-dessus du territoire de la République fédérale d'Allemagne, un vol d'observation au-dessus du territoire de la République hellénique, deux vols d'observation au-dessus du territoire de la République italienne, deux vols d'observation au-dessus du territoire du Royaume de Norvège, deux vols d'observation au-dessus du territoire de la République turque, trois vols d'observation au-dessus du territoire du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et quatre vols d'observation au-dessus du territoire des Etats-Unis d'Amérique;

Le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, dénommés le Bénélux, ont le droit de conduire un vol d'observation au-dessus du territoire du groupe d'Etats Parties de la République du Bélarus et de la Fédération de Russie et un vol d'observation au-dessus du territoire de la République de Pologne;

La République de Bulgarie a le droit de conduire un vol d'observation au-dessus du territoire de la République hellénique, un vol d'observation au-dessus du territoire de la République italienne et un vol d'observation au-dessus du territoire de la République turque;

Le Canada a le droit de conduire deux vols d'observation au-dessus du territoire du groupe d'Etats Parties de la République du Bélarus et de la Fédération de Russie, un vol d'observation au-dessus du territoire de la République fédérative tchèque et slovaque, un vol d'observation au-dessus du territoire de la République de Pologne et un vol d'observation, partagé avec les Etats-Unis d'Amérique, au-dessus du territoire de l'Ukraine;

Le Royaume du Danemark a le droit de conduire un vol d'observation au-dessus du territoire du groupe des Etats Parties de la République du Bélarus et de la Fédération de Russie et un vol d'observation au-dessus du territoire de Pologne;

Le Royaume d'Espagne a le droit de conduire un vol d'observation au-dessus du territoire de la République fédérative tchèque et slovaque;

La République française a le droit de conduire trois vols d'observation au-dessus du territoire du groupe d'Etats Parties de la République du Bélarus et de la Fédération de Russie et un vol d'observation au-dessus du territoire de la Roumanie;

van het individuele passieve quotum, toegekend als uiteengezet in Afdeling 1, paragraaf 1, van deze Bijlage. Op deze grondslag, en voor de Staten-Partijen die onderhandelingen hebben gevoerd in het kader van de « Open Luchtruim »-Conferentie te Wenen, is de eerste wederzijdse verdeling geldig vanaf de datum van inwerkingtreding van het Verdrag tot 31 december van het daaropvolgende jaar; zij geldt slechts ten aanzien van de Staten-Partijen die het Verdrag hebben bekrachtigd. De eerste verdeling wordt hieronder uiteengezet:

De Bondsrepubliek Duitsland heeft het recht drie observatievluchten uit te voeren boven het grondgebied van de groep Staten-Partijen de Republiek Wit-Rusland en de Russische Federatie, en één observatievlucht boven het grondgebied van Oekraïne;

De Verenigde Staten van Amerika hebben het recht acht observatievluchten uit te voeren boven het grondgebied van de groep Staten-Partijen de Republiek Wit-Rusland en de Russische Federatie, en één observatievlucht, te zamen met Canada, boven het grondgebied van Oekraïne;

De groep Staten-Partijen de Republiek Wit-Rusland en de Russische Federatie heeft het recht twee observatievluchten uit te voeren boven het grondgebied van de Benelux, als genoemd in artikel XIV van het Verdrag, twee observatievluchten boven het grondgebied van Canada, twee observatievluchten boven het grondgebied van het Koninkrijk Denemarken, drie observatievluchten boven het grondgebied van de Franse Republiek, drie observatievluchten boven het grondgebied van de Bondsrepubliek Duitsland, één observatievlucht boven het grondgebied van de Griekse Republiek, twee observatievluchten boven het grondgebied van de Italiaanse Republiek, twee observatievluchten boven het grondgebied van het Koninkrijk Noorwegen, twee observatievluchten boven het grondgebied van de Republiek Turkije, drie observatievluchten boven het grondgebied van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, en vier observatievluchten boven het grondgebied van de Verenigde Staten van Amerika;

Het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, de Benelux genoemd, hebben het recht één observatievlucht uit te voeren boven het grondgebied van de groep Staten-Partijen de Republiek Wit-Rusland en de Russische Federatie, en één observatievlucht boven het grondgebied van de Republiek Polen;

De Republiek Bulgarije heeft het recht één observatievlucht uit te voeren boven het grondgebied van de Griekse Republiek, één observatievlucht boven het grondgebied van de Italiaanse Republiek, en één observatievlucht boven het grondgebied van de Republiek Turkije;

Canada heeft het recht twee observatievluchten uit te voeren boven het grondgebied van de groep Staten-Partijen de Republiek Wit-Rusland en de Russische Federatie, één observatievlucht boven het grondgebied van de Tsjechische en Slowaakse Federatieve Republiek, één observatievlucht boven het grondgebied van de Republiek Polen, en één observatievlucht, te zamen met de Verenigde Staten van Amerika, boven het grondgebied van Oekraïne;

Het Koninkrijk Denemarken heeft het recht één observatievlucht uit te voeren boven het grondgebied van de groep Staten-Partijen de Republiek Wit-Rusland en de Russische Federatie, en één observatievlucht boven het grondgebied van de Republiek Polen;

Het Koninkrijk Spanje heeft het recht één observatievlucht uit te voeren boven het grondgebied van de Tsjechische en Slowaakse Federatieve Republiek;

De Franse Republiek heeft het recht drie observatievluchten uit te voeren boven het grondgebied van de groep Staten-Partijen de Republiek Wit-Rusland en de Russische Federatie, en één observatievlucht boven het grondgebied van Roemenië;

Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a le droit de conduire trois vols d'observation au-dessus du territoire du groupe d'Etats Parties de la République du Bélarus et de la Fédération de Russie et un vol d'observation au-dessus du territoire de l'Ukraine;

La République hellénique a le droit de conduire un vol d'observation au-dessus du territoire de la République de Bulgarie et un vol d'observation au-dessus du territoire de la Roumanie;

La République de Hongrie a le droit de conduire un vol d'observation au-dessus du territoire de la Roumanie et un vol d'observation au-dessus du territoire de l'Ukraine;

La République italienne a le droit de conduire deux vols d'observation au-dessus du territoire du groupe d'Etats Parties de la République du Bélarus et de la Fédération de Russie, un vol d'observation au-dessus du territoire de la République de Hongrie et un vol d'observation, partagé avec la République turque, au-dessus du territoire de l'Ukraine;

Le Royaume de Norvège a le droit de conduire deux vols d'observation au-dessus du territoire du groupe d'Etats Parties de la République du Bélarus et de la Fédération de Russie et un vol d'observation au-dessus du territoire de la République de Pologne;

La République de Pologne a le droit de conduire un vol d'observation au-dessus du territoire de la République fédérale d'Allemagne, un vol d'observation au-dessus du territoire du groupe d'Etats Parties de la République du Bélarus et de la Fédération de Russie et un vol d'observation au-dessus du territoire de l'Ukraine;

La Roumanie a le droit de conduire un vol d'observation au-dessus du territoire de la République de Bulgarie, un vol d'observation au-dessus du territoire de la République hellénique, un vol d'observation au-dessus du territoire de la République de Hongrie et un vol d'observation au-dessus du territoire de l'Ukraine;

La République fédérative tchèque et slovaque a le droit de conduire un vol d'observation au-dessus du territoire de la République fédérale d'Allemagne et un vol d'observation au-dessus du territoire de l'Ukraine;

La République turque a le droit de conduire deux vols d'observation au-dessus du territoire du groupe d'Etats Parties de la République du Bélarus et de la Fédération de Russie, un vol d'observation au-dessus du territoire de la République de Bulgarie et deux vols d'observation, dont l'un est partagé avec la République italienne, au-dessus du territoire de l'Ukraine;

L'Ukraine a le droit de conduire deux vols d'observation au-dessus du territoire de la République fédérative tchèque et slovaque, un vol d'observation au-dessus du territoire de la République de Hongrie, un vol d'observation au-dessus du territoire de la République de Pologne, un vol d'observation au-dessus du territoire de la Roumanie et deux vols d'observation au-dessus du territoire de la République turque.

2. A la suite de cette première répartition et jusqu'à la date de l'application intégrale du Traité précisée à cet effet à l'Article XVIII en ce qui concerne l'utilisation des quotas actifs, les répartitions annuelles sont fondées sur la règle des 75 p.c. énoncée au paragraphe 1^{er} de la présente Section à propos de l'allocation des quotas passifs individuels.

3. A partir de la date d'application intégrale du Traité, chaque Etat Partie doit accepter durant les répartitions ultérieures de quotas actifs au-dessus de son territoire, si la demande lui en est faite, un nombre de vols d'observation qui ne doit pas dépasser le chiffre total de son quota passif individuel. Chaque fois que cela

Het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland heeft het recht drie observatievluchten uit te voeren boven het grondgebied van de groep Staten-Partijen de Republiek Wit-Rusland en de Russische Federatie, en één observatievlucht boven het grondgebied van Oekraïne;

De Griekse Republiek heeft het recht één observatievlucht uit te voeren boven het grondgebied van de Republiek Bulgarije, en één observatievlucht boven het grondgebied van Roemenië;

De Republiek Hongarije heeft het recht één observatievlucht uit te voeren boven het grondgebied van Roemenië, en één observatievlucht boven het grondgebied van Oekraïne;

De Italiaanse Republiek heeft het recht twee observatievluchten uit te voeren boven het grondgebied van de groep Staten-Partijen de Republiek Wit-Rusland en de Russische Federatie, één observatievlucht boven het grondgebied van de Republiek Hongarije, en één observatievlucht, te zamen met de Republiek Turkije, boven het grondgebied van Oekraïne;

Het Koninkrijk Noorwegen heeft het recht twee observatievluchten uit te voeren boven het grondgebied van de groep Staten-Partijen de Republiek Wit-Rusland en de Russische Federatie, en één observatievlucht boven het grondgebied van de Republiek Polen;

De Republiek Polen heeft het recht één observatievlucht uit te voeren boven het grondgebied van de Bondsrepubliek Duitsland, één observatievlucht boven het grondgebied van de groep Staten-Partijen de Republiek Wit-Rusland en de Russische Federatie, en één observatievlucht boven het grondgebied van Oekraïne;

Roemenië heeft het recht één observatievlucht uit te voeren boven het grondgebied van de Republiek Bulgarije, één observatievlucht boven het grondgebied van de Griekse Republiek, één observatievlucht boven het grondgebied van de Republiek Hongarije, en één observatievlucht boven het grondgebied van Oekraïne;

De Tsjechische en Slowaakse Federatieve Republiek heeft het recht één observatievlucht uit te voeren boven het grondgebied van de Bondsrepubliek Duitsland, en één observatievlucht boven het grondgebied van Oekraïne;

De Republiek Turkije heeft het recht twee observatievluchten uit te voeren boven het grondgebied van de groep Staten-Partijen de Republiek Wit-Rusland en de Russische Federatie, één observatievlucht boven het grondgebied van de Republiek Bulgarije, en twee observatievluchten, waarvan één te zamen met de Italiaanse Republiek, boven het grondgebied van Oekraïne;

Oekraïne heeft het recht één observatievlucht uit te voeren boven het grondgebied van de Tsjechische en Slowaakse Federatieve Republiek, één observatievlucht boven het grondgebied van de Republiek Hongarije, één observatievlucht boven het grondgebied van de Republiek Polen, één observatievlucht boven het grondgebied van Roemenië, en twee observatievluchten boven het grondgebied van de Republiek Turkije.

2. Na deze eerste verdeling tot de in artikel XVIII met het oog hierop voor het gebruik van de actieve quotums genoemde datum van volledige toepassing van het Verdrag, geschiedt de jaarlijkse verdeling op grond van de in paragraaf 1 van deze Afdeling met betrekking tot de toekenning van de individuele passieve quotums vastgelegde 75 pct.-regel.

3. Vanaf de datum van volledige toepassing duldt elke Staat-Partij, indien daarom wordt verzocht, bij volgende verdelingen van actieve quotums boven zijn grondgebied een aantal observatievluchten tot ten hoogste de totale hoeveelheid van zijn individuele passieve quotum. Wanneer zulks mogelijk is of daarom

est possible ou que la demande en est faite et à moins qu'il n'en soit convenu autrement, ces répartitions sont fondées sur une augmentation proportionnelle des quotas actifs distribués selon la première répartition.

4. Dans le cas où un nouvel Etat ratifie le Traité ou y adhère conformément aux dispositions de l'Article XVII, la répartition des quotas actifs alloués à cet Etat est examinée durant la session ordinaire de la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » qui suit la date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion dudit Etat, sous réserve des dispositions suivantes:

A. l'Etat qui ratifie le Traité ou y adhère a le droit de demander à effectuer des vols d'observation au-dessus des territoires d'Etats Parties dans les limites du quota passif alloué à cet Etat conformément aux dispositions du paragraphe 2 de la Section I de la présente Annexe et dans les limites des quotas passifs des Etats Parties auxquels s'adressent ces demandes de vols d'observation, à moins qu'il n'en soit convenu autrement par les Etats Parties concernés; et

B. tous les Etats Parties ont en même temps le droit de demander à effectuer des vols d'observation au-dessus du territoire de l'Etat qui signe le Traité ou y adhère, dans les limites de leurs quotas actifs et dans celles du quota passif alloué à cet Etat.

SECTION III

Distances maximales des vols d'observation

Les distances maximales des vols d'observation au-dessus des territoires des Parties observées qui commencent à partir de chaque aéroport « Ciel ouvert » sont les suivantes:

République fédérale d'Allemagne:

Wunstorf: 1 200 kilomètres;

Landsberg-Lech: 1 200 kilomètres.

Etats-Unis d'Amérique:

Washington-Dulles: 4 000 kilomètres;

Travis A.F.B.: 4 000 kilomètres;

Almendorf A.F.B.: 3 000 kilomètres;

Lincoln-Municipal: 4 000 kilomètres.

Groupe d'Etats Parties de la République du Bélarus et de la Fédération de Russie:

Kubinka: 5 000 kilomètres;

Ulan Ude: 5 000 kilomètres;

Vorkuta: 5 000 kilomètres;

Magadan: 6 500 kilomètres.

Benelux:

Zaventem-Melsbroek: 945 kilomètres.

République de Bulgarie:

Sofia: 660 kilomètres;

Burgas: 660 kilomètres.

wordt verzocht en tenzij niet anders is overeengekomen, geschieden die verdelingen op grond van een evenredige vermeerdering van de bij de eerste verdeling vastgelegde actieve quotums.

4. Ingeval een nieuwe Staat het Verdrag bekrachtigt, of hiertoe toetreedt, in overeenstemming met de bepalingen van artikel XVII, wordt over de verdeling van de aan die Staat toe te kennen actieve quotums beraadslaagd tijdens de gewone vergadering van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie na de datum van nederlegging van zijn akte van bekrachtiging of toetreding, behoudens de volgende bepalingen:

A. de bekrachtigende of toetredende Staat heeft het recht te verzoeken om observatievluchten boven de grondgebieden van Staten-Partijen binnen het in overeenstemming met Afdeling I, paragraaf 2, van deze Bijlage aan die Staat toegekende passieve quotum, en binnen de passieve quotums van de Staten-Partijen waarop een verzoek om observatievluchten betrekking heeft, tenzij door de betrokken Staten-Partijen anders is overeengekomen; en

B. alle Staten-Partijen hebben tegelijkertijd het recht te verzoeken om observatievluchten boven het grondgebied van die onderkenende of toetredende Staat binnen hun actieve quotums en binnen het aan die Staat toegekende passieve quotum.

AFDELING III

Maximale vliegafstanden van observatievluchten

De maximale vliegafstanden van observatievluchten boven de grondgebieden van geobserveerde Partijen, die aanvangen op een « Open luchtruim »-vliegveld, zijn de volgende:

De Bondsrepubliek Duitsland:

Wunstorf: 1 200 kilometer;

Landsberg-Lech: 1 200 kilometer.

De Verenigde Staten van Amerika:

Washington-Dulles: 4 000 kilometer;

Travis A.F.B.: 4 000 kilometer;

Almendorf A.F.B.: 3 000 kilometer;

Lincoln-Municipal: 4 000 kilometer.

De groep Staten-Partijen de Republiek Wit-Rusland en de Russische Federatie:

Kubinka: 5 000 kilometer;

Ulan Ude: 5 000 kilometer;

Vorkuta: 5 000 kilometer;

Magadan: 6 500 kilometer.

De Benelux:

Zaventem-Melsbroek: 945 kilometer.

De Republiek Bulgarije:

Sofia: 660 kilometer;

Burgas: 660 kilometer.

Canada :

Ottawa : 5 000 kilomètres;

Iqaluit : 6 000 kilomètres;

Yellowknife : 5 000 kilomètres.

Royaume du Danemark :

Métropolitain : 800 kilomètres;

Iles Faeroe : 250 kilomètres;

Groenland : 5 600 kilomètres.

Royaume d'Espagne :

Getafe : 1 300 kilomètres;

Gando : 750 kilomètres;

Valencia : 1 300 kilomètres;

Valladolid : 1 300 kilomètres;

Morón : 1 300 kilomètres.

République française :

Orléans-Brice : 1 400 kilomètres;

Nice-Côte-d'Azur : 800 kilomètres;

Toulouse-Blagnac : 700 kilomètres.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

Brize Norton : 1 150 kilomètres;

Scampton : 1 150 kilomètres;

Leuchars : 1 150 kilomètres;

avec îles Scilly : 1 500 kilomètres;

avec îles Shetland : 1 500 kilomètres.

République hellénique :

Thessaloniki : 900 kilomètres;

Elefsis : 900 kilomètres;

avec îles de Crète, Karpathos, Rhodes et Kos : 1 100 kilomètres.

République de Hongrie :

Budapest-Ferihegy : 860 kilomètres.

République d'Islande : 1 500 kilomètres.

République italienne :

Milano-Malpensa : 1 130 kilomètres;

Palermo-Punta Raisi : 1 400 kilomètres.

Royaume de Norvège :

Oslo-Gardermoen : 1 700 kilomètres;

Tromsø-Langnes : 1 700 kilomètres.

République de Pologne :

Warszawa-Okęcie : 1 400 kilomètres.

Canada :

Ottawa : 5 000 kilometer;

Iqaluit : 6 000 kilometer;

Yellowknife : 5 000 kilometer.

Het Koninkrijk Denemarken :

Moederland : 800 kilometer;

Faerøer-eilanden : 250 kilometer;

Groenland : 5 600 kilometer.

Het Koninkrijk Spanje :

Getafe : 1 300 kilometer;

Gando : 750 kilometer;

Valencia : 1 300 kilometer;

Valladolid : 1 300 kilometer;

Morón : 1 300 kilometer.

De Franse Republiek :

Orléans-Brice : 1 400 kilometer;

Nice-Côte-d'Azur : 800 kilometer;

Toulouse-Blagnac : 700 kilometer.

Het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland :

Brize Norton : 1 150 kilometer;

Scampton : 1 150 kilometer;

Leuchars : 1 150 kilometer;

met de Scilly-eilanden : 1 500 kilometer;

met de Shetland-eilanden : 1 500 kilometer.

De Griekse Republiek :

Thessaloniki : 900 kilometer;

Elefsis : 900 kilometer;

met de eilanden Kreta, Karpathos, Rhodos, Kos : 1 100 kilometer.

De Republiek Hongarije :

Budapest-Ferihegy : 860 kilometer.

De Republiek IJsland : 1 500 kilometer.

De Italiaanse Republiek :

Milano-Malpensa : 1 130 kilometer;

Palermo-Punta Raisi : 1 400 kilometer.

Het Koninkrijk Noorwegen :

Oslo-Gardermoen : 1 700 kilometer;

Tromsø-Langnes : 1 700 kilometer.

De Republiek Polen :

Warszawa-Okęcie : 1 400 kilometer.

République portugaise :

Lisboa: 1 200 kilomètres;

Sta. Maria: 1 700 kilomètres;

Porto Santo: 1 030 kilomètres.

Roumanie :

Bucuresti-Otopeni: 900 kilomètres;

Timisoara: 900 kilomètres;

Bacau: 900 kilomètres.

République fédérative tchèque et slovaque :

Praha: 600 kilomètres;

Bratislava: 700 kilomètres;

Kosice: 400 kilomètres.

République turque :

Eskisehir: 1 500 kilomètres;

Diyarbakir: 1 500 kilomètres.

Ukraine :

Borispol: 2 100 kilomètres.

De Portugese Republiek :

Lisboa: 1 200 kilometer;

Sta. Maria: 1 700 kilometer;

Porto Santo: 1 030 kilometer.

Roemenië :

Bucuresti-Otopeni: 900 kilometer;

Timisoara: 900 kilometer;

Bacau: 900 kilometer.

De Tsjechische en Slowaakse Federatieve Republiek :

Praha: 600 kilometer;

Bratislava: 700 kilometer;

Kosice: 400 kilometer.

De Republiek Turkije :

Eskisehir: 1 500 kilometer;

Diyarbakir: 1 500 kilometer.

Oekraïne :

Borispol: 2 100 kilometer.

ANNEXE B

Informations sur les capteurs

SECTION I

Renseignements techniques

1. Conformément aux dispositions du paragraphe 10 de l'Article IV, chaque Etat Partie communique à tous les autres Etats Parties les renseignements techniques appropriés énumérés dans la présente Section et relatifs à chaque capteur installé à bord de l'avion désigné par cet Etat Partie, conformément aux dispositions de l'Article V du Traité.

2. Pour les caméras optiques panoramiques et à prise de vues image par image, les renseignements techniques ci-après doivent être fournis :

- A. type et modèle;
- B. champ dans le sens de la trajectoire de vol et perpendiculairement à celle-ci ou angles de balayage, en degrés;
- C. dimensions de l'image en millimètres par millimètres;
- D. temps d'exposition, en secondes;
- E. types et couleurs des filtres optiques utilisés et leur facteur filtrant;
- F. pour chaque objectif:
 - 1. dénomination;
 - 2. distance focale, en millimètres;
 - 3. ouverture relative maximale de l'objectif;
 - 4. pouvoir de résolution à un rapport de contraste de 1 000 pour 1 ou modulation équivalente de 1,0 à l'ouverture relative maximale de l'objectif, en lignes par millimètre;
- G. intervalles photographiques minimal et maximal, en secondes, ou fréquence des cycles, en images par seconde, le cas échéant;
- H. rapport de la vitesse maximale à la hauteur, le cas échéant;
- I. pour les caméras optiques à prise de vues image par image, angle maximal mesuré par rapport à l'horizontale ou angle minimal mesuré par rapport à la verticale, en degrés; et
- J. altitude maximale de fonctionnement, en mètres, le cas échéant.

3. Pour les caméras vidéo, les renseignements techniques ci-après doivent être fournis :

- A. type et modèle;
- B. champ dans le sens de la trajectoire de vol et perpendiculairement à celle-ci, en degrés;
- C. pour l'objectif:
 - 1. distance focale, en millimètres;
 - 2. ouverture relative maximale;
 - 3. pouvoir de résolution à un rapport de contraste de 1 000 pour 1 ou modulation équivalente de 1,0 à l'ouverture relative maximale de l'objectif, en lignes par millimètre;
- D. taille de l'élément détecteur, en micromètres, ou renseignements équivalents sur le tube;
- E. nombre d'éléments détecteurs;

BIJLAGE B

Gegevens betreffende sensoren

AFDELING I

Technische gegevens

1. Ingevolge artikel IV, tiende lid, stelt elke Staat-Partij alle andere Staten-Partijen in kennis van de toepasselijke, in deze Afdeling genoemde, technische gegevens betreffende elke sensor die is aangebracht in een door die Staat-Partij ingevolge artikel V van het Verdrag aangewezen observatievliegtuig.

2. De volgende technische gegevens dienen te worden verstrekt voor panorama- en fotocamera's :

- A. het type en het model;
- B. het gezichtsveld, in lengte- en dwarsrichting van de vliegbaan, of de aftasthoeken, in graden;
- C. het beeldformaat, in millimeters bij millimeters;
- D. de belichtingstijd in seconden;
- E. het type en de kleuren van de gebruikte optische filters en hun filterfactor;
- F. voor elk objectief:
 - 1. de naam;
 - 2. de brandpuntsafstand in millimeters;
 - 3. de maximale openingsverhouding van het objectief;
 - 4. het oplossend vermogen bij een contrastverhouding van 1 000 : 1, of bij een gelijkwaardige modulatie van 1,0 bij de maximale openingsverhouding, in lijnen per millimeter;
- G. het minimale en maximale fotografische tijdsinterval in seconden, of de frequentie van de bewegingscyclus in beelden per seconde;
- H. indien van toepassing, de maximale verhouding snelheid/hogte;
- I. voor optische fotocamera's, de grootste hoek ten opzichte van het horizontale vlak, of de kleinste hoek ten opzichte van het verticale vlak, in graden; en
- J. indien van toepassing, de maximale gebruikshoogte in meters.

3. De volgende technische gegevens dienen te worden verstrekt voor videocamera's :

- A. het type en het model;
- B. het gezichtsveld, in lengte- en breedterichting van de vliegbaan, in graden;
- C. voor het objectief:
 - 1. de brandpuntsafstand, in millimeters;
 - 2. de maximale openingsverhouding;
 - 3. het oplossend vermogen bij een contrastverhouding van 1 000 : 1, of bij een gelijkwaardige modulatie van 1,0 bij de maximale openingsverhouding, in lijnen per millimeter;
- D. de grootte van het detectie-element in micrometers, of gelijkwaardige gegevens betreffende de buis;
- E. het aantal detectie-elementen;

F. sensibilité du système à la lumière, en lux ou en watts par centimètre carré; et

G. largeur de la bande spectrale en nanomètres.

4. Pour les analyseurs infrarouges à balayage linéaire, les renseignements techniques ci-après doivent être fournis:

A. type et modèle;

B. champ ou angles de balayage, en degrés;

C. champ instantané minimal, dans le sens de la trajectoire de vol et perpendiculairement à celle-ci, en milliradians;

D. largeur de la bande spectrale, en micromètres;

E. différence de température minimale décelable, en degrés Celsius;

F. température du détecteur pendant le fonctionnement, en degrés Celsius;

G. temps nécessaire à partir du déclenchement, pour démarrer le système et le refroidir à sa température normale de fonctionnement, en minutes;

H. durée maximale de fonctionnement, le cas échéant, en minutes;

I. rapport de la vitesse maximale à la hauteur; et

J. altitude maximale de fonctionnement, en mètres, le cas échéant.

5. Pour les radars d'ouverture synthétique à visée latérale, les renseignements techniques ci-après doivent être fournis:

A. type et modèle;

B. bandes de fréquence radar et fréquence spécifique de fonctionnement en mégahertz;

C. polarisation;

D. nombre d'impulsions radar par mètre ou seconde;

E. limite angulaire d'utilisation au plus près de la verticale, en degrés;

F. couverture de bande, en kilomètres;

G. résolution-sol en distance et en azimuth, dans le plan oblique, en mètres;

H. altitude maximale d'utilisation, en mètres, le cas échéant; et

I. puissance de sortie du transmetteur, en watts.

6. Pour les capteurs qui enregistrent les données sur pellicule photographique, les renseignements techniques ci-après doivent être fournis:

A. types de pellicule qui peuvent être utilisés avec chaque capteur;

B. largeur de la pellicule, en millimètres;

C. pouvoir de résolution de la pellicule à un rapport de contraste de 1 000 pour 1 ou modulation équivalente de 1,0 en lignes par millimètre; et

D. capacité du chargeur pour chaque type de pellicule, en mètres.

7. Pour les capteurs qui enregistrent les données sur d'autres supports, les renseignements techniques ci-après doivent être fournis:

A. type et modèle du matériel d'enregistrement des données;

F. lichtgevoeligheid van het systeem in lux of watt per vierkante centimeter; en

G. de spectrale bandbreedte in nanometers.

4. De volgende technische gegevens dienen te worden verstrekt voor infrarood-lijnaftasttoestellen:

A. het type en het model;

B. het gezichtsveld of de aftasthoeken in graden;

C. het minimale onmiddellijke gezichtsveld, in lengte- of breedterichting van de vliegbaan, in milliradianen;

D. de spectrale bandbreedte in micrometers;

E. het minimale waarneembare temperatuurverschil in graden Celsius;

F. de temperatuur van de werkende detector in graden Celsius;

G. de tijd die het systeem na het in werking stellen nodig heeft om op gang te komen en af te koelen tot de normale werkteemperatuur, in minuten;

H. indien van toepassing, de maximale gebruiksduur;

I. de maximale verhouding snelheid/hoogte; en

J. indien van toepassing, de maximale gebruikshoogte in meters.

5. De volgende technische gegevens dienen te worden verstrekt voor zijwaarts gerichte radars met synthetische apertuur:

A. het type en het model;

B. de radarfrequentiebanden en de specifieke werkfrequentie in megahertz;

C. de polarisaties;

D. het aantal radarpulsén per meter of seconde;

E. de begrenziingshoek van de werking op korte afstand, uitgedrukt in graden ten opzichte van het verticale vlak;

F. de aftaststrookbreedte in kilometers;

G. de grondresolutie in bereik en azimuth, op het schuine vlak, in meters;

H. indien van toepassing, de maximale gebruikshoogte; en

I. het uitgangsvermogen van de zender in watt.

6. De volgende technische gegevens dienen te worden verstrekt voor sensoren die gegevens vastleggen op fotofilm:

A. de typen film die in elke sensor kunnen worden gebruikt;

B. de breedte van de film in millimeters;

C. het oplossend vermogen van de film bij een contrastverhouding van 1 000: 1, of bij een gelijkwaardige modulatie van 1,0, in lijnen per millimeter; en

D. de capaciteit van het filmchassis voor elk type film in meters.

7. De volgende technische gegevens dienen te worden verstrekt voor sensoren die gegevens vastleggen op andere gegevensdragers:

A. het type en het model van de opname-apparatuur;

- B. type et format des supports d'enregistrement des données;
- C. largeur de la bande, en hertz, le cas échéant;
- D. vitesse d'enregistrement des données, en mégabits par seconde, le cas échéant;
- E. capacité des supports d'enregistrement, en minutes ou mégabits; et
- F. format de stockage des données recueillies par les capteurs et d'annotation des données.

SECTION II

Annotation des données

1. Les éléments d'information ci-après sont portés en note sur les données recueillies par les capteurs au cours d'une période d'observation sur le début et la fin de bande de chaque rouleau du négatif original ou au début de chacun des autres supports d'enregistrement conformément aux dispositions de l'Appendice 1 à la présente Annexe:

- A. numéro de référence du vol d'observation;
- B. date du vol d'observation;
- C. description du capteur;
- D. configuration du capteur; et
- E. distance focale, le cas échéant.

2. Les éléments d'information ci-après sont enregistrés manuellement ou électroniquement à partir des systèmes de navigation et de l'appareillage électronique de l'avion d'observation et portés en note sur les données recueillies par les capteurs au cours d'une période d'observation d'une manière qui n'occulte pas les détails, conformément aux dispositions de l'Appendice 1 à la présente Annexe:

- A. pour les caméras optiques:

1. au début de la période d'observation et, au cours de la période d'observation, à toute position intermédiaire où a lieu un changement important de hauteur par rapport au sol, de cap ou de vitesse-sol, ainsi qu'à des intervalles qui seront déterminés par la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » pendant la période d'application provisoire de Traité:

- a. hauteur par rapport au sol;
- b. position;
- c. cap vrai, et
- d. angle de balayage;

2. sur chaque image de pellicule photographique:

- a. numéro de l'image;
- b. date et heure, et
- c. angle de roulis;

B. pour les caméras vidéo et les analyseurs infrarouges à balayage linéaire, au début de la période d'observation et, au cours de la période d'observation, à toute position intermédiaire où a lieu un changement important de hauteur par rapport au sol, de cap ou de vitesse-sol, ainsi qu'à des intervalles qui seront déterminés par la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » pendant la période d'application provisoire du Traité:

- 1. date et heure;
- 2. hauteur par rapport au sol;

- B. het type en het formaat van de gegevensdragers;
- C. indien van toepassing, de bandbreedte in hertz;
- D. indien van toepassing, de opnamesnelheid in megabits per seconde;
- E. de capaciteit van de gegevensdragers in minuten of megabits; en
- F. het formaat voor de opslag van de door de sensoren verzamelde gegevens en voor het voorzien van verklarende aantekeningen.

AFDELING II

Het van verklarende aantekeningen voorzien

1. De gedurende een observatieperiode door sensoren verzamelde gegevens dienen van de volgende verklarende aantekeningen te worden voorzien op de aanloopstrook van elke rol van het oorspronkelijke negatief of aan het begin van elke andere gegevensdrager, zulks in overeenstemming met de bepalingen van Aanhangsel I bij deze Bijlage:

- A. het referentienummer van de observatievlucht;
- B. de datum van de observatievlucht;
- C. een omschrijving van de sensor;
- D. de opstelling van de sensor; en
- E. indien van toepassing, de brandpuntsafstand.

2. De gedurende een observatieperiode door sensoren verzamelde gegevens dienen van de volgende verklarende aantekeningen te worden voorzien, die hetzij met de hand, hetzij elektronisch zijn geregistreerd met behulp van het navigatiesysteem of de luchtvaartelektronica van het observatievliegtuig, op een wijze die geen details verhuult, zulks in overeenstemming met de bepalingen van Aanhangsel I bij deze Bijlage:

- A. bij optische camera's:

1. aan het begin van de observatieperiode en op elke positie in de loop van de observatieperiode waar een aanmerkelijke verandering optreedt met betrekking tot de hoogte boven de grond, de koers, of de snelheid ten opzichte van een punt op de grond, alsmede op de binnen het tijdvak van voorlopige toepassing door de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie vast te stellen tijdstippen:

- a. de hoogte boven de grond;
- b. de positie;
- c. de werkelijke koers;
- d. de aftasthoek;

2. op elk filmbeeld:

- a. het beeldnummer;
- b. het tijdstip; en
- c. de rolhoek;

B. bij videocamera's en infrarood-lijnaftasttoestellen, aan het begin van de observatieperiode en op elke positie in de loop van de observatieperiode waar een aanmerkelijke verandering optreedt met betrekking tot de hoogte boven de grond, de koers, of de snelheid ten opzichte van een punt op de grond, alsmede op de binnen het tijdvak van voorlopige toepassing door de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie vast te stellen tijdstippen:

- 1. de datum en het tijdstip;
- 2. de hoogte boven de grond;

- 3. position;
- 4. cap vrai; et
- 5. angle de balayage;

C. pour les radars d'ouverture synthétique à visée latérale:

1. au début de la période d'observation et, au cours de la période d'observation, à toute position intermédiaire où a lieu un changement important de hauteur par rapport au sol, de cap ou de vitesse-sol, ainsi qu'à des intervalles qui seront déterminés par la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » pendant la période d'application provisoire du Traité:

- a. date et heure;
- b. hauteur par rapport au sol;
- c. position;
- d. cap vrai;
- e. angle d'incidence en début de couverture de bande;

- f. couverture de bande, et
- g. polarisations;

2. chaque fois que la mesure en est faite en vue d'assurer un traitement correct de l'image:

- a. vitesse-sol;
- b. dérive;
- c. angle de tangage, et
- d. angle de roulis;

3. pour les copies d'images uniques ou de bandes d'images réalisées à partir du négatif original ou d'autres supports d'enregistrement, les éléments d'information énumérés aux paragraphes 1 et 2 de la présente Section sont portés en note sur chaque épreuve;

4. les Etats Parties ont le droit d'annoter les données recueillies au cours d'un vol d'observation en employant soit des caractères alphanumériques, soit des codes qui seront agréés par la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » pendant la période d'application provisoire.

- 3. de positie;
- 4. de werkelijke koers; en
- 5. de aftasthoek;

C. bij zijwaarts gerichte radars met synthetische apertuur:

1. aan het begin van de observatieperiode en op elke positie in de loop van de observatieperiode waar een aanmerkelijke verandering optreedt met betrekking tot de hoogte boven de grond, de koers, of de snelheid ten opzichte van een punt op de grond, alsmede op de binnen het tijdvak van voorlopige toepassing door de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie vast te stellen tijdstippen:

- a. de datum en het tijdstip;
- b. de hoogte boven de grond;
- c. de positie;
- d. de werkelijke koers;
- e. openingshoek ten opzichte van het dichtbij gelegen punt van de aftaststrookbreedte;
- f. de aftaststrookbreedte; en
- g. de polarisaties;

2. telkens wanneer zij worden gemeten ter verzekering van een juiste bewerking van het beeld:

- a. de snelheid ten opzichte van een punt op de grond;
- b. de drift;
- c. de langshoek; en
- d. de rolhoek;

3. bij kopieën of beeldstroken, vervaardigd van het oorspronkelijke negatief of andere gegevensdragers, dienen de in de paragrafen 1 en 2 van deze Afdeling genoemde verklarende aantekeningen op elk positief te worden aangebracht;

4. Staten-Partijen hebben het recht de gedurende een observatievlucht verzamelde gegevens van verklarende aantekeningen te voorzien met behulp van alfanumerieke tekens, dan wel met behulp van tijdens het tijdvak van voorlopige toepassing door de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie overeen te komen codes.

APPENDICE I A L'ANNEXE B

Annotation des données recueillies
au cours d'un vol d'observation

1. Le numéro de référence du vol d'observation est représenté par un seul groupe de six caractères alphanumériques, selon la convention suivante :

A. les lettres « O.S. » ;

B. le dernier chiffre de l'année civile à laquelle le quota actif individuel se rapporte ; et

C. un nombre de trois chiffres représentant chaque vol d'observation compris dans le quota actif attribué à un Etat Partie pour une année civile et pour le survol du territoire d'un Etat Partie, lors de l'examen qui a lieu chaque année dans le cadre de la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert ».

2. La description du capteur est représentée par un seul ensemble de six caractères alphanumériques au maximum, divisé en deux groupes, selon la convention suivante :

A. un groupe de quatre caractères au maximum représentant la catégorie du capteur selon la convention suivante :

1. « O.P. » - caméra optique panoramique ;
2. « O.F. » - caméra optique à prise de vues image par image ;
3. « T.V. » - caméra vidéo ;
4. « I.R.L.S. » - analyseur infrarouge à balayage linéaire ; ou
5. « S.A.R. » - radar d'ouverture synthétique à visée latérale ;

B. un groupe de deux caractères représentant le type du support d'enregistrement selon la convention suivante :

1. « B.I. » - noir et blanc, iso-panchromatique ;
2. « B.M. » - noir et blanc, monochromatique ;
3. « B.P. » - noir et blanc, panchromatique ;
4. « B.R. » - noir et blanc, inversible ;
5. « T.A. » - bande, analogique ; ou
6. « T.D. » - bande, numérique.

3. La configuration du capteur est représentée par un seul ensemble de neuf caractères alphanumériques au maximum comprenant trois groupes selon la convention suivante :

A. un groupe de quatre caractères alphanumériques représentant l'installation du capteur à bord de l'avion d'observation, s'agissant soit :

1. d'une installation intérieure, symbolisée par le code « I.N.T. » suivi d'un nombre indiquant l'emplacement relatif d'installation du capteur à bord de l'avion d'observation dans une séquence allant du nez à la queue de l'avion d'observation ; soit

2. d'une installation en nacelle, symbolisée par le code « P.O.D. » suivi d'une des trois lettres suivantes :

- a) « L » - montage sous l'aile gauche,
- b) « R » - montage sous l'aile droite, ou
- c) « C » - montage sur l'axe longitudinale de l'avion ;

B. un groupe de trois caractères alphanumériques au maximum représentant le type d'installation selon la convention suivante :

1. une installation verticale dans laquelle le capteur n'est pas incliné de plus de cinq degrés par rapport à la verticale est symbolisée par la lettre « V » ;

AANHANGSEL I BIJ BIJLAGE B

De wijze waarop gedurende een observatievlucht verzamelde
gegevens van verklarende aantekeningen worden voorzien

1. Het referentienummer van de observatievlucht wordt op de volgende wijze aangegeven door middel van één reeks van zes alfanumerieke tekens :

A. de letters « O.S. » ;

B. het laatste cijfer van het kalenderjaar waarop het individuele actieve quorum van toepassing is ; en

C. een getal van drie cijfers ter aanduiding van elke afzonderlijke observatievlucht, waaruit het actieve quorum blijkt dat tijdens de jaarlijkse toetsing in het kader van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie voor een kalenderjaar is toegekend aan een Staat-Partij met betrekking tot het grondgebied van een andere Staat-Partij.

2. De omschrijving van de sensor wordt op de volgende wijze aangegeven door middel van één blok van ten hoogste zes alfanumerieke tekens, bestaande uit twee reeksen :

A. een reeks van ten hoogste vier tekens ter aanduiding van de categorie van de sensor, zulks op de volgende wijze :

1. « O.P. » - optische panorama-camera ;
2. « O.F. » - optische fotocamera ;
3. « T.V. » - videocamera ;
4. « I.R.L.S. » - infrarood-lijnaftasttoestel ; of
5. « S.A.R. » - zijwaarts gerichte radar met synthetische apertuur ;

B. een reeks van twee tekens ter aanduiding van het type gegevensdrager, zulks op de volgende wijze :

1. « B.I. » - zwart/wit, iso-panchromatisch ;
2. « B.M. » - zwart/wit, monochromatisch ;
3. « B.P. » - zwart/wit, panchromatisch ;
4. « B.R. » - zwart/wit, omkeerbaar ;
5. « T.A. » - band, analoog ; of
6. « T.D. » - band, digitaal.

3. De opstelling van de sensoren wordt op de volgende wijze aangegeven door middel van één blok van ten hoogste negen alfanumerieke tekens, bestaande uit drie reeksen :

A. een reeks van vier alfanumerieke tekens ter aanduiding van de wijze van aanbrenging van de sensor aan boord van het observatievliegtuig, hetzij :

1. binnenin, hetgeen wordt aangegeven met de code « I.N.T. », gevolgd door een getal ter aanduiding van de relatieve plaats waar de sensor in het observatievliegtuig is aangebracht, in volgorde van de neus tot de staart van het observatievliegtuig ; hetzij

2. in gondels, hetgeen wordt aangegeven met de code « P.O.D. », gevolgd door één van de volgende letters :

- a) « L » - gemonteerd onder de linkervleugel ;
- b) « R » - gemonteerd onder de rechtervleugel ; of
- c) « C » - gemonteerd onder de middellijn van het vliegtuig ;

B. een reeks van ten hoogste drie alfanumerieke tekens ter aanduiding van het type opstelling, zulks op de volgende wijze :

1. een verticale opstelling, waarbij de sensor niet meer dan vijf graden is gekanteld ten opzichte van het verticale vlak, wordt aangeduid met de letter « V » ;

2. une installation oblique dans laquelle le capteur est incliné de plus de cinq degrés par rapport à la verticale est symbolisée par l'une des quatre lettres ci-après, suivie de la valeur de l'angle de dépression, en degrés:

- a) « L » - visée vers la gauche;
- b) « R » - visée vers la droite;

3. une installation en éventail de deux ou plusieurs capteurs est symbolisée par la lettre « F »;

C. pour une installation en éventail, un groupe de deux nombres au maximum pour indiquer le nombre et l'emplacement des capteurs de la façon suivante:

1. le premier nombre indique le nombre total de capteurs dans l'installation; et

2. le deuxième nombre indique l'emplacement spécifique du capteur, en séquence de la gauche vers la droite par rapport à la direction de vol de l'avion d'observation.

4. La focale d'un objectif est exprimée en millimètres.

5. La date et l'heure sont indiquées en arrondissant à la minute la plus proche en temps universel coordonné.

6. La hauteur moyenne de l'avion d'observation par rapport au sol est symbolisée par un nombre de cinq chiffres suivi d'un code représentant l'unité de mesure, à savoir la lettre « F » pour les pieds ou la lettre « M » pour les mètres.

7. La position en latitude et longitude de l'avion d'observation est exprimée en degrés et arrondie au centième de degré le plus proche, sous la forme « dd.dd(N ou S) ddd.dd(E ou W) », ou en degrés et minutes et arrondie à la minute la plus proche, sous la forme « dd.mm(N ou S) ddd.mm(E ou W) ».

8. Le cap vrai de l'avion d'observation est exprimé en degrés et arrondi au degré le plus proche.

9. L'angle de roulis de l'avion d'observation, exprimé en degrés, est suivi d'un code, à savoir la lettre « L », s'il s'agit d'un roulis à gauche, ou la lettre « R », s'il s'agit d'un roulis à droite.

10. L'angle de tangage de l'avion d'observation, exprimé en degrés, est suivi d'un code, à savoir la lettre « U », s'il s'agit d'un tangage vers le haut, ou la lettre « D », s'il s'agit d'un tangage vers le bas, par rapport à l'horizontale.

11. L'angle de dérive de l'avion d'observation, exprimé en degrés, est suivi d'un code, à savoir la lettre « L », s'il s'agit d'une dérive vers la gauche, ou la lettre « R », s'il s'agit d'une dérive vers la droite, par rapport à la trajectoire de vol de l'avion d'observation.

12. La vitesse-sol de l'avion d'observation est symbolisée par un nombre de trois chiffres suivi d'un code comprenant deux lettres indiquant l'unité de mesure, à savoir les lettres « N.M. » pour les milles ou les lettres « K.M. » pour les kilomètres, par heure.

13. La distance du point de couverture de bande le plus proche est exprimée en kilomètres.

14. L'angle d'incidence est exprimé en degrés par rapport à la verticale.

2. een schuine opstelling, waarbij de sensor meer dan vijf graden is gekanteld ten opzichte van het verticale vlak, wordt aangeduid met één van de volgende twee letters, gevolgd door de kantenhoek in graden:

- a) « L » - naar links gericht;
- b) « R » - naar rechts gericht;

3. een waaivormige opstelling met twee of meer sensoren wordt aangeduid met de letter « F »;

C. een waaivormige opstelling, een reeks van ten hoogste twee getallen ter aanduiding van het aantal en de plaats van de sensoren, zulks op de volgende wijze:

1. het eerste getal ter aanduiding van het totale aantal sensoren in die opstelling; en

2. het tweede getal ter aanduiding van de afzonderlijke plaats van de sensor, in volgorde van links naar rechts ten opzichte van de vliegrichting van het observatievliegtuig.

4. De brandpuntsafstand van een objectief wordt aangegeven in millimeters.

5. De datum en het tijdstip worden tot op de minuut aangegeven in de Gecoördineerde Wereldtijd.

6. De gemiddelde hoogte van het observatievliegtuig boven de grond wordt aangegeven door middel van een getal van vijf cijfers, gevolgd door een code ter aanduiding van de maateenheid, hetzij in voeten, door middel van de letter « F », hetzij in meters, door middel van de letter « M ».

7. De positie in lengte- en breedtegraden van het observatievliegtuig wordt aangegeven in graden, afgerond op de dichtstbijzijnde honderdste van een graad, als « gg.gg (N of S) ggg.gg (E of W) », of in graden en minuten, afgerond op de dichtstbijzijnde minuut, als « gg. mm (N of S) ggg. mm (E of W) ».

8. De werkelijke koers van het observatievliegtuig wordt aangegeven in graden, afgerond op de dichtstbijzijnde graad.

9. De rolhoek van het observatievliegtuig wordt aangegeven in graden, gevolgd door een code die aanduidt of de rolhoek naar links, aangegeven door middel van de letter « L », dan wel naar rechts, aangegeven door middel van de letter « R », is gericht.

10. De langshoek van het observatievliegtuig wordt aangegeven in graden, gevolgd door een code die aanduidt of de langshoek naar boven, aangegeven door middel van de letter « U », dan wel naar beneden, aangegeven door middel van de letter « D », is gericht ten opzichte van het horizontale vlak.

11. De drifhoek van het observatievliegtuig wordt aangegeven in graden, gevolgd door een code die aanduidt of de drifhoek naar links, aangegeven door middel van de letter « L », dan wel naar rechts, aangegeven door middel van de letter « R », is gericht ten opzichte van de vliegbaan van het observatievliegtuig.

12. De snelheid van het observatievliegtuig ten opzichte van een punt op de grond wordt aangegeven door middel van een getal van drie cijfers, gevolgd door een code van twee letters die de maateenheid aanduidt, hetzij in zeemijlen, door middel van de letters « N.M. », hetzij in kilometers, door middel van de letters « K.M. », per uur.

13. Het dichtstbijgelegen punt van de aftaststrookbreedte wordt aangegeven in kilometers.

14. De openingshoek wordt aangegeven in graden, gemeten vanaf het verticale vlak.

15. La couverture de bande est exprimée en kilomètres.

16. Pour les pellicules photographiques, chaque chargeur utilisé dans un même capteur au cours d'un vol d'observation est numéroté en séquence à partir du numéro un. Chaque image du négatif original impressionné par chaque capteur porte un numéro spécifique qui se suit d'image en image, de la première à la dernière image de chaque chargeur du capteur considéré. Chaque fois que la pellicule porte un ou deux numéros par image, une seule image est repérée sans ambiguïté par l'indication soit du numéro qui est le plus proche du centre de l'image soit, dans le cas où les numéros sont équidistants du centre, du plus petit numéro entier.

15. De aftaststrookbreedte wordt aangegeven in kilometers.

16. Bij films wordt elk filmchassis dat gedurende een observatievlucht door dezelfde sensor is gebruikt, doorlopend genummerd, te beginnen bij één. Elk beeld op het oorspronkelijke negatief dat door elke sensor werd belicht, wordt doorlopend genummerd, van het eerste tot het laatste beeld van het desbetreffende chassis van die sensor. Wanneer een film is genummerd met één of twee getallen per beeld, wordt een afzonderlijk beeld eenduidig benoemd door middel van ofwel het getal dat het dichtst bij het middelpunt van het beeld is gelegen, ofwel, indien beide getallen even ver van het middelpunt zijn gelegen, het kleinste hele getal.

ANNEXE C

Informations sur les avions d'observation

Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'Article V du Traité, les Etats Parties, lorsqu'ils désignent un avion comme avion d'observation, notifient à tous les autres Etats Parties les informations précisées ci-dessous.

1. Identification:

A. type et modèle; et

B. numéro, catégorie, type et configuration de chaque capteur installé à bord de l'avion d'observation, ainsi que stipulé dans l'Annexe B au Traité.

2. Planification de la mission:

A. pour chaque type et configuration de capteur installé à bord de l'avion d'observation:

1. si la résolution-sol est fonction de la hauteur par rapport au sol, la hauteur en mètres par rapport au sol à laquelle la résolution-sol du capteur considéré est celle qui est indiquée, pour la catégorie de capteur considérée, au paragraphe 2 de l'Article IV du Traité;

2. si la résolution-sol n'est pas fonction de la hauteur par rapport au sol, l'altitude pour la distance maximale;

B. la vitesse optimale de croisière en kilomètres par heure à chaque altitude précisée conformément aux dispositions de l'alinéa A du présent paragraphe;

C. la consommation de carburant en kilogrammes par heure à la vitesse optimale de croisière à chaque altitude précisée conformément aux dispositions de l'alinéa A du présent paragraphe.

3. Aides à la navigation aérienne, aux communications et à l'atterrissage:

A. chaque type de matériel de navigation installé à bord de l'avion d'observation, y compris la précision du point obtenu, en mètres; et

B. le matériel de radiocommunication et d'aide à l'approche et à l'atterrissage installé à bord de l'avion d'observation, conformément aux pratiques recommandées de l'O.A.C.I.

4. Services au sol:

A. longueur, envergure, hauteur maximale, train d'atterrissage et rayon de braquage;

B. masse maximale au décollage et masse maximale à l'atterrissage;

C. longueur de la piste de l'aérodrome et dureté du revêtement requises en fonction des masses maximales au décollage et à l'atterrissage, y compris toute aptitude à l'atterrissage sur des pistes sommaires;

BIJLAGE C

Gegevens betreffende het observatievliegtuig

Overeenkomstig artikel V, tweede lid, van het Verdrag stellen de Staten-Partijen, wanneer zij een vliegtuig als observatievliegtuig aanwijzen, de andere Staten-Partijen in kennis van de onderstaande gegevens:

1. Identificatie:

A. het type en het model; en

B. het aantal, de categorie, het type en de opstelling van elke aan boord van het observatievliegtuig aangebrachte sensor, zulks in overeenstemming met de bepalingen van Bijlage B bij het Verdrag;

2. Missieplanning:

A. Voor elk type en elke opstelling van aan boord van het observatievliegtuig aangebrachte sensoren:

1. waarvan de grondresolutie afhankelijk is van de hoogte boven de grond, de hoogte boven de grond in meters waarbij de sensor de in artikel IV, tweede lid, van het Verdrag voor die categorie omschreven grondresolutie kan bereiken;

2. waarvan de grondresolutie niet afhankelijk is van de hoogte boven de grond, de vlieghoogte bij het maximale bereik;

B. de optimale kruissnelheid in kilometers per uur bij elke vlieghoogte, aangegeven in overeenstemming met het in letter A van deze paragraaf bepaalde;

C. het brandstofverbruik in kilogrammen per uur bij de optimale kruissnelheid bij elke vlieghoogte, aangegeven in overeenstemming met het in letter A van deze paragraaf bepaalde.

3. Navigatie-, communicatie- en landingshulpmiddelen:

A. elk type navigatie-apparatuur aan boord van het observatievliegtuig, met inbegrip van de positienuwkeurigheid in meters; en

B. de radio-apparatuur en naderings- en landingshulpmiddelen aan boord van het observatievliegtuig, zulks in overeenstemming met de normen en aanbevelingen van de I.C.A.O.

4. Gronddiensten:

A. de lengte, de spanwijdte, de maximale hoogte, de wielbasis en de draaicirkel;

B. het maximale startgewicht en het maximale landingsgewicht;

C. de lengte van de start- en landingsbaan van het vliegveld en de vereiste weerstand van de verharding bij het maximale start- en landingsgewicht, met inbegrip van de mogelijkheid te landen op onverharde landingsstroken;

D. quantités et types de carburant, huile, hydraulique et oxygène;

E. types d'unités d'alimentation électrique pour les services et le démarrage; et

F. toutes conditions particulières.

5. Installations à l'usage du personnel:

A. nombre de membres d'équipage;

B. nombre d'opérateurs de capteurs;

C. nombre de places assises dont peuvent disposer, à bord de l'avion, les représentants en vol, contrôleurs en vol ou représentants; et

D. nombre de couchettes.

D. soorten en hoeveelheden brandstof, olie, hydraulische vloeistof en zuurstof;

E. typen elektrische bedienings- en startapparatuur;

F. bijzondere vereisten.

5. Accommodatie:

A. het aantal bemanningsleden;

B. het aantal sensorbedieners;

C. het aantal vluchtvertegenwoordigers, vluchtwarnemers of vertegenwoordigers dat kan plaatsnemen aan boord; en

D. het aantal slaappleatsen.

ANNEXE D

Certification d'avions d'observation et de capteurs

SECTION I

Dispositions générales

1. Chaque Etat Partie a le droit de prendre part à la certification d'un avion d'observation de chaque type et modèle et de l'ensemble de capteurs qui lui est associé, désignés par tout autre Etat Partie en application de l'Article V du Traité; pendant cette opération, l'avion d'observation et ses capteurs sont examinés aussi bien au sol qu'en vol.

2. Chaque certification est effectuée afin d'établir:

A. que l'avion est d'un type et d'un modèle désignés en application de l'Article V du Traité;

B. que les capteurs installés à bord de l'avion d'observation appartiennent aux catégories spécifiées au paragraphe 1 de l'Article IV du Traité et qu'ils répondent aux critères énoncés au paragraphe 2 de l'Article IV du Traité;

C. que les renseignements techniques sur les capteurs ont été communiqués conformément aux dispositions de la Section I de l'Annexe B au Traité;

D. dans les cas où la résolution-sol d'un capteur est fonction de la hauteur par rapport au sol, la hauteur minimale par rapport au sol à partir de laquelle chaque capteur de ce type installé à bord d'un avion d'observation de ce type et modèle peut être utilisé pendant un vol d'observation, conformément aux limites de résolution-sol spécifiées au paragraphe 2 de l'Article IV du Traité;

E. dans le cas où la résolution-sol n'est pas fonction de la hauteur par rapport au sol, la résolution-sol de chaque capteur de ce type installé à bord d'un avion d'observation de ce type et modèle, conformément aux limites de résolution-sol spécifiées au paragraphe 2 de l'Article IV du Traité; et

F. que les caches des ouvertures des capteurs ou les autres dispositifs qui empêchent le fonctionnement des capteurs sont en position correcte conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'Article IV du Traité.

3. Chaque Etat Partie procédant à une certification donne notification à tous les autres Etats Parties, au moins 60 jours à l'avance, de la période de sept jours au cours de laquelle la certification dudit avion d'observation et de ses capteurs aura lieu. Cette notification doit préciser:

A. l'Etat Partie qui effectue la certification de l'avion d'observation et de ses capteurs;

B. le point d'entrée auquel les membres du personnel des Etats Parties prenant part à la certification doivent arriver;

C. le lieu où la certification doit être effectuée;

D. les dates auxquelles la certification doit commencer et prendre fin;

E. le nombre d'avions d'observation devant faire l'objet de la certification et le type et le modèle de chacun d'eux; et

F. le type et le modèle, ainsi que la description et la configuration de chaque capteur installé à bord de l'avion d'observation soumis à la certification, conformément aux dispositions de l'Appendice 1 à l'Annexe B au Traité.

BIJLAGE D

Certificering van observatievliegtuigen en sensoren

AFDELING I

Algemene bepalingen

1. Elke Staat-Partij heeft het recht deel te nemen aan de certificering van elk type en model observatievliegtuig en de bijbehorende sensoren dat door een andere Staat-Partij is aangewezen overeenkomstig artikel V van het Verdrag; daarbij worden het observatievliegtuig en de sensoren daarvan zowel op de grond als tijdens een vlucht aan een onderzoek onderworpen.

2. Elke certificering wordt verricht teneinde vast te stellen:

A. dat het vliegtuig van een type en model is dat is aangewezen overeenkomstig artikel V van het Verdrag;

B. dat de aan boord van het observatievliegtuig aangebrachte sensoren van een categorie zijn die is genoemd in artikel IV, eerste lid, van het Verdrag en dat zij voldoen aan de in artikel IV, tweede lid, van het Verdrag genoemde vereisten;

C. dat de technische gegevens zijn verstrekt in overeenstemming met de bepalingen van Afdeling I van Bijlage B bij het Verdrag;

D. de minimumhoogte boven de grond waarbij elke aan boord van een observatievliegtuig van dat type en model aangebrachte sensor gedurende een observatievlucht kan worden bediend, overeenkomstig de in artikel IV, tweede lid, van het Verdrag genoemde limiet voor de grondresolutie, zulks ingeval de grondresolutie van de sensor afhankelijk is van de hoogte boven de grond;

E. de grondresolutie van elke aan boord van een observatievliegtuig van dat type en model aangebrachte sensor overeenkomstig de in artikel IV, tweede lid, van het Verdrag genoemde limiet voor de grondresolutie, zulks ingeval de grondresolutie niet afhankelijk is van de hoogte boven de grond; en

F. dat de kappen voor sensoraperturen of andere inrichtingen die het gebruik van de sensoren verhinderen op de juiste wijze zijn aangebracht in overeenstemming met de bepalingen van artikel IV, vierde lid, van het Verdrag.

3. Elke Staat-Partij die een certificering verricht, stelt alle andere Staten-Partijen ten minste 60 dagen van tevoren in kennis van het tijdvak van zeven dagen gedurende hetwelk de certificering van het desbetreffende vliegtuig en de sensoren daarvan zal plaatsvinden. In de kennisgeving dient te zijn vermeld:

A. de Staat-Partij die de certificering van het observatievliegtuig en de sensoren daarvan verricht;

B. het punt van binnenkomst waar het personeel van de Staten-Partijen die aan de certificering deelnemen, dient aan te komen;

C. de plaats waar de certificering zal worden verricht;

D. de datum waarop de certificering begint en de datum waarop deze eindigt;

E. het aantal, type en model van elk te certificeren observatievliegtuig; en

F. het type en het model, alsmede een omschrijving en de opstelling van elke aan boord van het te certificeren observatievliegtuig aangebrachte sensor, zulks in overeenstemming met de in Aanhangsel I bij Bijlage B bij dit Verdrag voorgeschreven aanduidingen.

4. Au plus tard dix jours après la réception de la notification donnée conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la présente Section, chaque Etat Partie notifie à tous les autres Etats Parties son intention de prendre part à la certification d'un tel avion et de ses capteurs conformément aux dispositions du paragraphe 11 de l'Article IV. Le nombre de personnes qui prennent part à la certification pour le compte des Etats Parties qui ont fait connaître leur intention de participer fait l'objet d'une décision au sein de la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert ». A moins qu'il n'en soit convenu autrement, le nombre de ces participants ne doit pas être supérieur à 40 et ne doit comprendre plus de quatre personnes pour l'un quelconque des Etats Parties.

Lorsque deux ou plusieurs Etats Parties notifient leur intention d'effectuer une certification pendant la même période, il est décidé au sein de la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » lequel d'entre eux effectuera la certification pendant la période considérée.

5. Chaque Etat Partie prenant part à la certification fournit à l'Etat Partie qui la conduit, au moins 30 jours avant la date fixée, conformément au paragraphe 3 de la présente Section, comme étant celle à laquelle la certification de l'avion d'observation doit commencer, les renseignements suivants :

A. les noms des personnes prenant part à la certification et, dans le cas où un avion de transport non commercial doit être utilisé pour gagner le point d'entrée, une liste nominative des membres de l'équipage, avec indication, dans chaque cas, du sexe, de la date et du lieu de naissance et du numéro de passeport. Toutes ces personnes doivent figurer sur la liste des personnes désignées conformément aux dispositions de la Section 1 de l'Article XIII du Traité;

B. la date et l'heure estimée d'arrivée de ces personnes au point d'entrée; et

C. le mode de transport utilisé pour gagner le point d'entrée.

6. Au moins 14 jours avant la date à laquelle doit commencer la certification de l'avion d'observation, communiquée conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la présente Section, l'Etat Partie qui effectue la certification fournit aux Etats Parties qui prennent part à la certification les renseignements ci-après, pour chaque capteur installé à bord de l'avion d'observation et pour le matériel connexe utilisé pour l'annotation des données recueillies par les capteurs :

A. une description de chaque partie constitutive du capteur, avec mention de sa fonction et de toute jonction au matériel connexe utilisé pour l'annotation des données;

B. des photographies de chaque capteur, prises hors installation à bord de l'avion d'observation et conformes aux spécifications suivantes :

1. la représentation de chaque capteur doit remplir au moins 80 p.c. de la photographie, que ce soit horizontalement ou verticalement;

2. ces photographies peuvent être en couleurs ou en noir et blanc et doivent mesurer 18 centimètres sur 24 centimètres, bordure non comprise; et

3. chaque photographie doit porter en note la catégorie du capteur, son type et son modèle, ainsi que le nom de l'Etat Partie qui soumet le capteur à la certification;

C. des instructions relatives au fonctionnement de chaque capteur en vol.

7. Dans le cas où aucun Etat Partie ne donne notification de son intention de prendre part à la certification conformément aux

4. Uiterlijk tien dagen na ontvangst van de kennisgeving ingevolge de bepalingen van paragraaf 3 van deze Afdeling stelt elke Staat-Partij alle andere Staten-Partijen in kennis van zijn voornemen deel te nemen aan de certificering van het desbetreffende vliegtuig en de sensoren daarvan overeenkomstig de bepalingen van artikel IV, elfde lid. Over het aantal personen uit de Staten-Partijen die kennisgeving van hun voorgenomen deelneming hebben gedaan, dat aan de certificering zal deelnemen, wordt besloten in het kader van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie. Tenzij anders is overeengekomen, mag het aantal personen niet meer bedragen dan 40 in totaal en niet meer dan vier per Staat-Partij.

Ingeval twee of meer Staten-Partijen kennisgeving doen van hun voornemen een certificering te verrichten gedurende hetzelfde tijdvak, wordt in het kader van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie besloten wie van hen de certificering zal verrichten in dit tijdvak.

5. Elke Staat-Partij die aan de certificering deelneemt, stelt de Staat-Partij die de certificering verricht ten minste 30 dagen vóór de aanvangsdatum van de certificering van het observatievliegtuig, als bekendgemaakt in overeenstemming met paragraaf 3 van deze Afdeling, in kennis van het volgende :

A. de namen van de personen die aan de certificering deelnemen en, ingeval een niet-commercieel transportvliegtuig wordt gebruikt om naar het punt van binnenkomst te reizen, een lijst met de namen van de bemanningsleden, telkens onder vermelding van het geslacht, de geboortedatum, de geboorteplaats en het paspoortnummer. Al deze personen dienen voor te komen op de lijst van aangewezen personen als bedoeld in artikel XIII, Afdeling I, van het Verdrag;

B. de datum en het verwachte tijdstip van aankomst van deze personen op het punt van binnenkomst; en

C. het vervoermiddel dat wordt gebruikt om het punt van binnenkomst te bereiken.

6. Ten minste 14 dagen vóór de datum waarop de certificering van het observatievliegtuig begint, als bekendgemaakt in overeenstemming met paragraaf 3 van deze Afdeling, stelt de Staat-Partij die de certificering verricht de Staten-Partijen die aan de certificering deelnemen in kennis van de volgende informatie betreffende elke aan boord van het observatievliegtuig aangebrachte sensor en de bijbehorende apparatuur waarmee de door de sensoren verzamelde gegevens van verklarende aantekeningen worden voorzien :

A. een beschrijving van elk onderdeel van de sensor, waaronder het doel ervan, en elke aansluitmogelijkheid voor bijbehorende apparatuur waarmee de gegevens van verklarende aantekeningen worden voorzien;

B. foto's van elke sensor, genomen los van het observatievliegtuig, zulks met inachtneming van het volgende :

1. elke sensor moet ten minste 80 pct. van de foto vullen, hetzij horizontaal, hetzij verticaal;

2. deze foto's mogen kleuren- dan wel zwart/wit-foto's zijn en moeten een afmeting hebben van 18 bij 24 centimeter, de rand niet meegerekend; en

3. op elke foto dient de categorie, het type en het model van de sensor, alsmede de Staat-Partij die de sensor ter certificering aanbiedt, te zijn aangetekend.

C. aanwijzingen betreffende de bediening van de sensor tijdens de vlucht.

7. Ingeval geen enkele Staat-Partij kennisgeving doet van zijn voornemen deel te nemen aan de certificering in overeenstemming

dispositions du paragraphe 5 de la présente Section, l'Etat Partie procédant à la certification effectue lui-même un examen en vol conformément aux dispositions de la Section III de la présente Annexe et établit un rapport de certification conformément aux dispositions de la Section IV de la présente Annexe.

8. Les dispositions de la Section II de l'Article XIII du Traité s'appliquent aux membres du personnel de chaque Etat Partie prenant part à la certification pendant toute la durée de leur séjour sur le territoire de l'Etat Partie qui conduit la certification.

9. Les membres du personnel de chaque Etat Partie prenant part à la certification quittent le territoire de l'Etat Partie qui conduit la certification dans les meilleurs délais après la signature du rapport de certification.

SECTION II

Examen au sol

1. Les examens au sol par plus d'un Etat Partie peuvent être effectués simultanément avec l'approbation de l'Etat Partie qui conduit la certification. Les Etats Parties ont le droit d'effectuer en commun un examen au sol de l'avion d'observation et de ses capteurs. L'Etat Partie qui conduit la certification a le droit de déterminer le nombre de personnes occupées en un moment quelconque à l'examen au sol d'un avion d'observation et de ses capteurs.

2. A moins qu'il n'en soit convenu autrement, la durée de l'examen au sol ne dépasse pas trois périodes de huit heures pour chaque avion d'observation et ses capteurs.

3. Avant le début de l'examen au sol, l'Etat Partie qui conduit la certification doit donner aux Etats Parties prenant part à la certification les renseignements suivants:

A. pour des caméras optiques panoramiques et à prise de vues image par image:

1. la courbe de transfert de modulation de la réponse de l'objectif à des fréquences spatiales (caractéristique de fréquence/contraste) à l'ouverture relative maximale de l'objectif considéré, en lignes par millimètre;

2. les caractéristiques techniques de la pellicule pour prises de vues aériennes noir et blanc qui sera utilisée pour recueillir des données pendant un vol d'observation ou pour reproduire ces données, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de la Section I de l'Annexe K au Traité;

3. les caractéristiques techniques des appareils de développement qui seront utilisés pour développer les négatifs originaux et des contre-typeuses qui seront utilisés pour réaliser des épreuves ou des négatifs, conformément aux dispositions du paragraphe 1^{er} de la Section I de l'Annexe K au Traité; et

4. des données résultant d'essais en vol et montrant la résolution-sol en fonction de la hauteur par rapport au sol pour chaque type de pellicule pour prises de vues aériennes qui sera utilisée avec la caméra optique;

B. pour des caméras vidéo, des données résultant d'essais en vol et fournies par toutes les unités périphériques de sortie, montrant la résolution-sol en fonction de la hauteur par rapport au sol;

C. pour des analyseurs infrarouges à balayage linéaire, des données résultant d'essais en vol et fournies par toutes les unités périphériques de sortie, montrant la résolution-sol en fonction de la hauteur par rapport au sol; et

met de bepalingen van paragraaf 5 van deze Afdeling, verricht de Staat-Partij zelf een onderzoek tijdens een vlucht in overeenstemming met de bepalingen van Afdeling III van deze Bijlage en stelt deze een certificeringsrapport op in overeenstemming met de bepalingen van Afdeling IV van deze Bijlage.

8. De bepalingen van artikel XIII, Afdeling II, van het Verdrag zijn op de leden van het personeel van elke Staat-Partij die aan de certificering deelneemt van toepassing gedurende hun gehele verblijf op het grondgebied van de Staat-Partij die de certificering verricht.

9. Het personeel van elke Staat-Partij die aan de certificering deelneemt, verlaat het grondgebied van de Staat-Partij die de certificering verricht onmiddellijk na het ondertekenen van het certificeringsrapport.

AFDELING II

Onderzoek op de grond

1. Met instemming van de Staat-Partij die de certificering verricht, kunnen gelijktijdig onderzoeken op de grond worden verricht door meer dan één Staat-Partij. Staten-Partijen hebben het recht gezamenlijk een onderzoek op de grond te verrichten van het observatievliegtuig en de sensoren daarvan. De Staat-Partij die de certificering verricht, heeft het recht het aantal personen vast te stellen dat op een bepaald tijdstip bezig mag zijn met een onderzoek op de grond van het observatievliegtuig en de sensoren daarvan.

2. Tenzij anders is overeengekomen, mag het onderzoek op de grond niet langer duren dan drie tijdvakken van 8 uur per observatievliegtuig en de sensoren daarvan.

3. Voor het begin van het onderzoek op de grond verstrekt de Staat-Partij die de certificering verricht de Staten-Partijen die aan de certificering deelnemen de volgende informatie:

A. voor optische panorama- en fotocamera's;

1. de curve van de modulatie-overbrengingsfunctie van het objectief ten opzichte van ruimtelijke frequenties (frequentie/contrastkarakteristiek) bij de maximale openingsverhouding van dat objectief in lijnen per millimeter;

2. gegevens betreffende de zwart/wit-film voor luchtopnamen die zal worden gebruikt ter verzameling van de gegevens tijdens de observatievlucht, of voor het vervoelvullen van die gegevens, in overeenstemming met de bepalingen van Afdeling I, paragraaf 2, van Bijlage K bij het Verdrag;

3. gegevens betreffende de filmontwikkelingsapparatuur die zal worden gebruikt ter ontwikkeling van het oorspronkelijke negatief en de duplicators die zullen worden gebruikt ter vervaardiging van positieven en negatieven in overeenstemming met Afdeling I, paragraaf 1, van Bijlage K bij het Verdrag; en

4. vliegproefgegevens waaruit de grondresolutie in verhouding tot de hoogte boven de grond blijkt voor elk type film voor luchtopnamen dat met de optische camera zal worden gebruikt;

B. voor videocamera's, vliegproefgegevens afkomstig uit alle uitvoerapparatuur, waaruit de grondresolutie in verhouding tot de hoogte boven de grond blijkt;

C. voor infrarood-lijnaftasttoestellen, vliegproefgegevens afkomstig uit alle uitvoerapparatuur, waaruit de grondresolutie in verhouding tot de hoogte boven de grond blijkt; en

D. pour des radars d'ouverture synthétique à visée latérale, des données résultant d'essais en vol et fournies par toutes les unités périphériques de sortie, montrant la résolution-sol en fonction du degré d'inclinaison de l'avion.

4. Avant le début de l'examen au sol, l'Etat Partie qui conduit la certification donne des renseignements aux Etats Parties prenant part à la certification en ce qui concerne :

A. son plan pour l'organisation de l'examen au sol de l'avion d'observation et de ses capteurs;

B. l'avion d'observation, de même que ses capteurs, le matériel connexe et les caches des ouvertures des capteurs ou les autres dispositifs qui empêchent le fonctionnement des capteurs, en indiquant leur emplacement sur l'avion d'observation à l'aide de diagrammes, photographies, diapositives et autres données visuelles;

C. toutes les précautions de sécurité nécessaires qui sont prises pendant l'examen au sol de l'avion d'observation et de ses capteurs; et

D. les modalités comptables que les accompagnateurs de l'Etat Partie qui conduit la certification ont l'intention d'utiliser, en application du paragraphe 6 de la présente Section.

5. Avant le début de l'examen au sol, chaque Etat Partie prenant part à la certification remet à l'Etat Partie qui conduit la certification une liste de tous les éléments du matériel qui sera utilisé pendant l'examen au sol ou l'examen en vol. Les Etats Parties prenant part à la certification sont autorisés à emporter à bord de l'avion d'observation et à utiliser des lampes de poche, des caméras vidéo, des magnétoscopes portatifs et des ordinateurs portatifs. Les Etats Parties prenant part à la certification sont aussi autorisés à utiliser d'autres éléments de matériel, sous réserve de l'approbation de l'Etat Partie qui conduit la certification.

6. Les Etats Parties prenant part à la certification inventorier, de concert avec l'Etat Partie qui conduit la certification, chacun des éléments du matériel visé au paragraphe 5 de la présente Section et passent en revue les modalités comptables appliquées pour confirmer que tous les éléments du matériel apporté à bord de l'avion d'observation par les Etats Parties prenant part à la certification ont été enlevés de l'avion d'observation à l'issue de l'examen.

7. Les membres du personnel de chaque Etat Partie prenant part à la certification ont le droit, pendant l'examen au sol de l'avion d'observation et de chaque capteur installé à bord de l'avion d'observation, de mener les activités suivantes :

A. confirmer que le nombre de capteurs installés à bord de l'avion d'observation et la configuration de chacun d'eux correspondent aux renseignements fournis conformément aux dispositions du paragraphe 6 de la Section I de la présente Annexe, de l'Annexe C et de la Section I de l'Annexe B;

B. se familiariser avec l'installation de chaque capteur à bord de l'avion d'observation, y compris les éléments constitutifs des capteurs et leurs jonctions, ainsi que tout matériel connexe servant à l'annotation des données;

C. obtenir qu'une démonstration soit faite du réglage et du fonctionnement de chaque capteur; et

D. se familiariser avec les données résultant d'essais en vol fournies conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la présente Section.

8. A la demande de tout Etat Partie prenant part à la certification, l'Etat Partie qui conduit la certification photographie tout

D. voor zijwaarts gerichte radars met synthetische apertuur, vliegproefgegevens afkomstig uit alle uitvoerapparatuur, waaruit de grondresolutie in verhouding tot het schuine zicht vanuit het vliegtuig blijkt.

4. Voor het begin van het onderzoek op de grond geeft de Staat-Partij die de certificering verricht de Staten-Partijen die aan de certificering deelnemen, voorlichting over :

A. zijn plan voor het verrichten van het onderzoek op de grond van het observatievliegtuig en de sensoren daarvan;

B. het observatievliegtuig, alsmede de sensoren, de bijbehorende apparatuur en de kappen voor de sensoraperturen of de andere inrichtingen die het gebruik van de sensoren verhinderen, waarbij hun plaats in het observatievliegtuig wordt aangegeven met behulp van schema's, foto's, dia's en ander beeldmateriaal;

C. alle noodzakelijke veiligheidsmaatregelen die tijdens het onderzoek op de grond van het observatievliegtuig en de sensoren daarvan in acht moeten worden genomen; en

D. de inventarisatieprocedures die de begeleiders van de Staat-Partij die de certificering verricht, beogen toe te passen overeenkomstig paragraaf 6 van deze Afdeling.

5. Voor het begin van het onderzoek op de grond verstrekt elke Staat-Partij die aan de certificering deelneemt aan de Staat-Partij die de certificering verricht een lijst van alle apparatuur die zal worden gebruikt gedurende het onderzoek op de grond of tijdens een vlucht. Het is de Staten-Partijen die het onderzoek verrichten toegestaan videocamera's, draagbare geluidsopname-apparatuur en draagbare computers mee aan boord te nemen en deze aldaar te gebruiken. Onder voorbehoud van goedkeuring door de Staat-Partij die de certificering verricht, is het de Staten-Partijen die aan de certificering deelnemen toegestaan andere apparatuur te gebruiken.

6. De Staten-Partijen die aan de certificering deelnemen, gaan te zamen met de Staat-Partij die de certificering verricht over tot inventarisatie van alle in paragraaf 5 van deze Afdeling bedoelde apparatuur en gaan de in acht te nemen inventarisatieprocedures na teneinde zich ervan te vergewissen dat alle apparatuur die door de Staten-Partijen die aan de certificering deelnemen aan boord van het observatievliegtuig is gebracht, na afloop van het onderzoek uit het observatievliegtuig is verwijderd.

7. Het personeel van elke Staat-Partij die aan de certificering deelneemt heeft het recht gedurende het onderzoek op de grond van het observatievliegtuig en van elke aan boord van het observatievliegtuig aangebrachte sensor :

A. zich ervan te vergewissen dat het aantal en de opstelling van elke aan boord van het observatievliegtuig aangebrachte sensor overeenstemt met de overeenkomstig de bepalingen van Afdeling I, paragraaf 6, van deze Bijlage, Bijlage C en Bijlage B, Afdeling I, verstrekte gegevens;

B. zichzelf vertrouwd te maken met de wijze van aanbrenging van elke sensor aan boord van het observatievliegtuig, met inbegrip van de onderdelen daarvan en de onderlinge aansluitmogelijkheden en de aansluitmogelijkheden voor bijbehorende apparatuur waarmee de gegevens van verklarende aantekeningen worden voorzien;

C. zich de bediening en de werking van elke sensor te doen demonstreren; en

D. zichzelf vertrouwd te maken met de in overeenstemming met de bepalingen van paragraaf 3 van deze Afdeling verstrekte vliegproefgegevens.

8. Op verzoek van een Staat-Partij die aan de certificering deelneemt, fotografeert de Staat-Partij die de certificering verricht

capteur installé à bord de l'avion d'observation, l'équipement connexe se trouvant à bord de l'avion d'observation ou les ouvertures des capteurs et leurs caches ou d'autres dispositifs empêchant le fonctionnement des capteurs. Ces photographies doivent correspondre aux spécifications des alinéas 6, B, 1, 2 et 3 du paragraphe 6 de la Section I de la présente Annexe.

9. L'Etat Partie qui conduit la certification a le droit de désigner des personnes chargées d'accompagner pendant tout l'examen au sol le personnel des Etats Parties qui prennent part à la certification afin de confirmer le respect des dispositions de la présente Section. Le personnel de l'Etat Partie qui conduit la certification ne doit pas gêner les activités des Etats Parties qui prennent part à la certification, à moins que de telles activités ne contreviennent aux précautions de sécurité visées à l'alinéa C du paragraphe 4 de la présente Section.

10. L'Etat Partie qui conduit la certification fait en sorte que les Etats Parties prenant part à la certification aient accès à l'ensemble de l'avion d'observation, de ses capteurs et du matériel connexe et leur fournit de l'énergie en quantité suffisante pour faire fonctionner les capteurs et le matériel connexe. L'Etat Partie qui conduit la certification ouvre les compartiments ou enlève les portes de visite ou obstacles de façon suffisante pour permettre l'examen de tout capteur et tout matériel connexe soumis à certification.

11. Sans préjudice des dispositions de la présente Section, l'examen au sol est effectué de manière à ne pas :

A. détériorer ou endommager l'avion d'observation ou ses capteurs, ou en empêcher l'utilisation ultérieure;

B. modifier la structure électrique ou mécanique de l'avion d'observation ou de ses capteurs; ou

C. compromettre la navigabilité de l'avion d'observation.

12. Les Etats Parties prenant part à la certification ont le droit de prendre des mesures, faire des enregistrements, schémas et relevés similaires et prendre des notes à l'aide des éléments du matériel énuméré au paragraphe 5 de la présente Section, au sujet de l'avion d'observation, de ses capteurs et du matériel qui leur est associé. Ces données de travail peuvent être conservées par les Etats Parties prenant part à l'examen au sol et ne sont soumises à aucun inventaire ni à aucun examen par l'Etat Partie qui conduit la certification.

13. L'Etat Partie qui conduit la certification fait tout son possible pour répondre aux questions des Etats Parties prenant part à la certification, dans la mesure où ces questions s'y rapportent.

14. Une fois l'examen au sol terminé, les Etats Parties prenant part à la certification quittent l'avion d'observation et l'Etat Partie qui conduit la certification a le droit d'appliquer ses propres modalités comptables, établies conformément aux dispositions du paragraphe 6 de la présente Section, pour confirmer que tous les éléments de matériel utilisés pendant l'examen au sol conformément aux dispositions du paragraphe 5 de la présente Section ont été enlevés de l'avion d'observation.

SECTION III

Examen en vol

1. En plus de l'examen au sol de l'avion d'observation et de ses capteurs, l'Etat Partie qui conduit la certification effectue un examen en vol des capteurs suffisant pour :

iedere aan boord van het observatievliegtuig aangebrachte sensor, de bijbehorende apparatuur aan boord van het observatievliegtuig, of de sensoraperturen met hun kappen of inrichtingen die het gebruik van de sensoren verhinderen. Deze foto's dienen te voldoen aan de in Afdeling I, paragraaf 6, letter B, punten 1, 2 en 3, van de Bijlage genoemde vereisten.

9. De Staat-Partij die de certificering verricht, heeft het recht personeel aan te wijzen dat de Staten-Partijen die aan de certificering deelnemen gedurende het gehele onderzoek op de grond begeleidt om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van deze Afdeling worden nageleefd. Het personeel van de Staat-Partij die de certificering verricht, bemoeit zich niet met de werkzaamheden van de Staten-Partijen die aan de certificering deelnemen, tenzij deze werkzaamheden in strijd zijn met de in paragraaf 4, letter C, van deze Afdeling bedoelde veiligheidsmaatregelen.

10. De Staat-Partij die de certificering verricht, verleent de Staten-Partijen die aan de certificering deelnemen toegang tot het gehele observatievliegtuig, alsmede de sensoren daarvan en de bijbehorende apparatuur en levert voldoende energie om deze te bedienen. De Staat-Partij die de certificering verricht, stelt afgeschermdede gedeelten open of verwijdert panelen of obstakels voor zover zulks noodzakelijk is om de te certificeren sensoren en bijbehorende apparatuur aan een onderzoek te kunnen onderwerpen.

11. Onverminderd de bepalingen van deze Afdeling dient het onderzoek op de grond te worden verricht op een wijze die niet leidt tot :

A. aantasting of beschadiging van het observatievliegtuig of de sensoren daarvan, dan wel verhindering van het verdere gebruik ervan;

B. verandering van de elektrische of mechanische constructie van het observatievliegtuig of de sensoren daarvan; of

C. beïnvloeding van de luchtvaardigheid van het observatievliegtuig.

12. De Staten-Partijen die aan de certificering deelnemen, hebben het recht maten te nemen en met behulp van de in paragraaf 5 van deze Afdeling genoemde apparatuur notities, tekeningen of soortgelijke verslagen en opnamen te maken betreffende het observatievliegtuig, de sensoren daarvan en de bijbehorende apparatuur. Dit werkmateriaal mag worden behouden door de Staat-Partij die aan de certificering deelneemt en wordt niet onderworpen aan een controle of onderzoek door de Staat-Partij die de certificering verricht.

13. De Staat-Partij die de certificering verricht, stelt alles in het werk om op het onderzoek op de grond betrekking hebbende vragen van de Staten-Partijen die aan de certificering deelnemen te beantwoorden.

14. Na afloop van het onderzoek op de grond, verlaten de Staten-Partijen die aan de certificering deelnemen het observatievliegtuig, waarna de Staat-Partij die de certificering verricht het recht heeft zijn eigen inventarisatieprocedures als bedoeld in paragraaf 6 van deze Afdeling toe te passen, teneinde zich ervan te vergewissen dat alle apparatuur die overeenkomstig paragraaf 5 van deze Afdeling gedurende het onderzoek op de grond is gebruikt, uit het observatievliegtuig is verwijderd.

AFDELING III

Onderzoek tijdens een vlucht

1. Naast het verrichten van een onderzoek op de grond van het observatievliegtuig en de sensoren daarvan, verricht de Staat-Partij die de certificering verricht een onderzoek van de sensoren tijdens een vlucht, dat volstaat om :

A. permettre d'observer le fonctionnement de tous les capteurs installés à bord de l'avion d'observation;

B. dans le cas où la résolution-sol d'un capteur est fonction de la hauteur par rapport au sol, déterminer la hauteur minimale par rapport au sol à partir de laquelle chaque capteur installé à bord d'un avion d'observation de ce type et modèle peut être utilisé pendant un vol d'observation, conformément aux limites de résolution-sol spécifiées au paragraphe 2 de l'Article IV du Traité; et

C. dans le cas où la résolution-sol d'un capteur n'est pas fonction de la hauteur par rapport au sol, établir que la résolution-sol de chaque capteur installé à bord d'un avion d'observation de ce type et modèle est conforme aux limites de résolution-sol spécifiées au paragraphe 2 de l'Article IV du Traité.

2. Avant de commencer l'examen en vol des capteurs, l'Etat Partie qui conduit la certification fait un exposé aux Etats Parties prenant part à la certification au sujet du plan qu'il a adopté pour la conduite de l'examen en vol. Les informations ci-après doivent être données au cours de cet exposé:

A. un schéma représentant les cibles d'étalonnage qu'il a l'intention d'utiliser aux fins de l'examen en vol conformément aux dispositions du paragraphe 5 de la Section I de l'Appendice 1 à la présente Annexe;

B. une estimation de l'heure, les conditions météorologiques, le cap et la hauteur par rapport au sol de chaque passage, ainsi que le nombre de ces passages, au-dessus de la cible d'étalonnage correspondant à chaque catégorie de capteur installé à bord de l'avion d'observation;

C. toutes les consignes de sécurité qui sont à respecter pendant l'examen en vol de l'avion d'observation et de ses capteurs.

3. Avant et pendant la conduite de l'examen en vol, les Etats Parties prenant part à la certification ont le droit de visiter l'emplacement des cibles d'étalonnage. L'Etat Partie qui conduit la certification fournit les éléments de matériel requis pour vérifier que les cibles d'étalonnage sont conformes aux spécifications indiquées à la Section I de l'Appendice 1 à la présente Annexe.

4. L'examen en vol a lieu de jour, par temps clair, à moins qu'il n'en soit convenu autrement, au-dessus des cibles d'étalonnage correspondant à chaque catégorie de capteur installé à bord de l'avion d'observation conformément aux dispositions de la Section II de l'Appendice 1 à la présente Annexe, afin de déterminer la résolution-sol de chaque capteur.

5. L'Etat Partie qui conduit la certification fournit les renseignements sur les conditions météorologiques à l'emplacement des cibles d'étalonnage pendant l'examen en vol nécessaires pour effectuer les calculs conformément aux méthodes indiquées à la Section III de l'Appendice 1 à la présente Annexe.

6. Chaque Etat Partie a le droit de désigner des personnes pour qu'elles prennent part à l'examen en vol. Dans le cas où le nombre de personnes ainsi désignées dépasse la capacité de l'avion d'observation, les Etats Parties prenant part à la certification décident lesquelles de ces personnes doivent participer à l'examen en vol.

7. Le personnel des Etats Parties désigné conformément aux dispositions du paragraphe 6 de la présente Section a le droit d'observer de quelle manière les membres du personnel de l'Etat Partie conduisant la certification font fonctionner les capteurs.

A. observatie van alle aan boord van het observatievliegtuig aangebrachte sensoren mogelijk te maken;

B. de minimumhoogte boven de grond vast te stellen waarbij elke aan boord van het observatievliegtuig van dat type en model aangebrachte sensor moet worden bediend voor een observatievlucht, in overeenstemming met de in artikel IV, tweede lid, van het Verdrag genoemde limiet van de grondresolutie, zulks ingeval de grondresolutie van een sensor afhankelijk is van de hoogte boven de grond; en

C. de grondresolutie van elke aan boord van het observatievliegtuig van dat type en model aangebrachte sensor vast te stellen, in overeenstemming met de in artikel IV, tweede lid, van het Verdrag genoemde limiet van de grondresolutie, zulks ingeval de grondresolutie van een sensor niet afhankelijk is van de hoogte boven de grond.

2. Voor het begin van het onderzoek van de sensoren tijdens een vlucht geeft de Staat-Partij die de certificering verricht de Staten-Partijen die aan de certificering deelnemen, voorlichting over zijn plan voor het verrichten van het onderzoek tijdens een vlucht. Deze voorlichting dient de volgende informatie te omvatten:

A. een schema van de ijkdoelen die hij beoogt te gebruiken voor het onderzoek tijdens een vlucht in bepalingen van Afdeling I, paragraaf 5, van Aanhangsel I bij deze Bijlage;

B. het verwachte tijdstip, de weersomstandigheden, het aantal, de richting en de hoogte boven de grond van elke maal dat het desbetreffende ijkdoel van elke te certificeren sensor wordt gepasseerd; en

C. alle noodzakelijke veiligheidsmaatregelen die tijdens het onderzoek tijdens een vlucht van het observatievliegtuig en de sensoren daarvan in acht moeten worden genomen.

3. Voor en tijdens het verrichten van het onderzoek tijdens een vlucht hebben de Staten-Partijen die aan de certificering deelnemen het recht de plaats van de ijkdoelen te bezoeken. De Staat-Partij die de certificering verricht, stelt de apparatuur ter beschikking die nodig is om zich ervan te vergewissen dat de ijkdoelen voldoen aan de in Afdeling I van Aanhangsel I bij deze Bijlage uiteengezette voorschriften.

4. Tenzij anders is overeengekomen, wordt het onderzoek tijdens een vlucht overdag bij helder weer verricht boven de desbetreffende ijkdoelen van elke categorie aan boord van het observatievliegtuig aangebrachte sensoren, zulks in overeenstemming met de bepalingen van Afdeling II, Aanhangsel I bij deze Bijlage, ten einde de grondresolutie van elke sensor vast te stellen.

5. De Staat-Partij die de certificering verricht, verstrekt de gegevens betreffende de weersomstandigheden op de plaats van de ijkdoelen gedurende het onderzoek van de sensoren tijdens een vlucht die nodig zijn om de berekeningen te kunnen maken in overeenstemming met de in Afdeling III van Aanhangsel I bij deze Bijlage omschreven methoden.

6. Elke Staat-Partij heeft het recht personeel aan te wijzen om deel te nemen aan het onderzoek tijdens een vlucht. Ingeval het aantal aldus aangewezen personen de passagierscapaciteit van het observatievliegtuig overschrijdt, komen de Staten-Partijen die aan de certificering deelnemen overeen welk personeel aan het onderzoek tijdens een vlucht deelneemt.

7. Het overeenkomstig paragraaf 6 van deze Afdeling aangewezen personeel van de Staten-Partijen heeft het recht de bediening van de sensoren door personeel van de Staat-Partij die de certificering verricht te observeren.

8. Le personnel des Etats Parties prenant part à la certification a le droit de contrôler l'ouverture du chargeur de pellicules et le stockage, le développement et le traitement du négatif original exposé au cours de l'examen en vol, conformément aux dispositions de la Section II de l'Annexe K au Traité.

SECTION IV

Rapport de certification

1. Une fois les examens au sol et en vol terminés, les données recueillies par les capteurs et par les cibles d'étalonnage sont examinées en commun par l'Etat Partie qui conduit la certification et par les Etats Parties qui y ont pris part. Tous ces Etats Parties établissent conjointement un rapport de certification établissant:

A. que l'avion d'observation appartient à un type et un modèle désignés en application de l'Article V du Traité;

B. que les capteurs installés à bord de l'avion d'observation appartiennent aux catégories visées au paragraphe 1 de l'Article IV du Traité et sont conformes aux spécifications indiquées au paragraphe 2 de l'Article IV du Traité;

C. que les renseignements techniques sur les capteurs ont été communiqués conformément aux dispositions de la Section I de l'Annexe B au Traité;

D. dans le cas où la résolution-sol d'un capteur est fonction de la hauteur par rapport au sol, la hauteur minimale par rapport au sol à partir de laquelle chaque capteur de ce type installé à bord d'un avion d'observation de ce type et modèle peut être utilisé pendant un vol d'observation conformément aux limites de résolution-sol spécifiées au paragraphe 2 de l'Article IV du Traité;

E. dans le cas où la résolution-sol n'est pas fonction de la hauteur par rapport au sol, la résolution-sol de chaque capteur de ce type installé à bord d'un avion d'observation de ce type et modèle, conformément aux limites de résolution-sol spécifiées au paragraphe 2 de l'Article IV du Traité;

F. que les caches des ouvertures des capteurs ou d'autres dispositifs empêchant le fonctionnement des capteurs sont conformes aux dispositions du paragraphe 4 de l'Article IV du Traité.

2. Une copie des renseignements fournis pour chaque capteur conformément aux dispositions du paragraphe 6 de la Section I et des paragraphes 3 et 8 de la Section II de la présente Annexe est jointe au rapport de certification.

3. L'Etat Partie qui conduit la certification remet des exemplaires du rapport de certification à tous les autres Etats Parties. Les Etats Parties qui n'ont pas pris part à la certification n'ont pas le droit de rejeter les conclusions contenues dans le rapport de certification.

4. Un avion d'observation et l'ensemble de capteurs qui lui est associé sont considérés comme étant certifiés à moins que les Etats Parties prenant part à la certification ne puissent se mettre d'accord sur le contenu du rapport de certification.

5. Dans le cas où l'Etat Partie qui conduit la certification et les Etats Parties y prenant part ne peuvent se mettre d'accord sur le contenu du rapport de certification, l'avion d'observation n'est pas utilisé pour effectuer des vols d'observation au titre du Traité jusqu'à ce que la question soit résolue.

8. Personeel van de Staten-Partijen die aan de certificering deelnemen heeft het recht het openen van de filmcassette, alsmede de opslag, ontwikkeling en gebruikmaking van het oorspronkelijke negatief, dat gedurende het onderzoek tijdens een vlucht is belicht, te controleren, zulks in overeenstemming met de bepalingen van Afdeling II van Bijlage K bij het Verdrag.

AFDELING IV

Certificeringsrapport

1. Na afloop van het onderzoek op de grond en tijdens een vlucht worden de door de sensoren en met behulp van de ijkdoelen verzamelde gegevens gezamenlijk bestudeerd door de Staat-Partij die de certificering verricht en de Staten-Partijen die aan de certificering deelnemen. Deze Staten-Partijen stellen een certificeringsrapport op waarin wordt vastgelegd:

A. dat het observatievliegtuig van een type en een model is dat is aangewezen overeenkomstig artikel V van het Verdrag;

B. dat de aan boord van het observatievliegtuig aangebrachte sensoren behoren tot de in artikel IV, eerste lid, van het Verdrag bedoelde categorieën en voldoen aan de vereisten van artikel IV, tweede lid, van het Verdrag;

C. dat de technische gegevens betreffende de sensoren zijn verstrekt in overeenstemming met Afdeling I van Bijlage B bij het Verdrag;

D. de minimumhoogte boven de grond waarbij elke sensor aan boord van een observatievliegtuig van dat type en model gedurende een observatievlucht kan worden bediend overeenkomstig de in artikel IV, tweede lid, van het Verdrag genoemde limiet voor de grondresolutie, zulks ingeval de grondresolutie afhankelijk is van de hoogte boven de grond;

E. de grondresolutie van elke aan boord van een observatievliegtuig van dat type en model aangebrachte sensor overeenkomstig de in artikel IV, tweede lid, van het Verdrag bedoelde limiet voor de grondresolutie, zulks ingeval de grondresolutie niet afhankelijk is van de hoogte boven de grond; en

F. dat de kappen voor de sensoraperturen of de andere inrichtingen die het gebruik van de sensoren verhinderen, in overeenstemming zijn met de bepalingen van artikel IV, vierde lid, van het Verdrag.

2. Aan het certificeringsrapport wordt een kopie gehecht van de overeenkomstig Afdeling I, paragraaf 6, en Afdeling II, paragrafen 3 en 8, van deze Bijlage verstrekte gegevens betreffende elke sensor.

3. De Staat-Partij die de certificering verricht, verstrekt exemplaren van het certificeringsrapport aan alle andere Staten-Partijen. Staten-Partijen die niet aan de certificering hebben deelgenomen, hebben niet het recht de in het certificeringsrapport vervatte conclusies te verwerpen.

4. Een observatievliegtuig en de bijbehorende sensoren worden geacht te zijn gecertificeerd, tenzij de Staten-Partijen die aan de certificering deelnemen niet in staat zijn overeenstemming te bereiken over de inhoud van het certificeringsrapport.

5. Ingeval de Staat-Partij die de certificering verricht en de Staten-Partijen die aan de certificering deelnemen niet in staat zijn overeenstemming te bereiken over het certificeringsrapport, mag het observatievliegtuig niet voor observatievluchten worden gebruikt totdat de kwestie is opgelost.

APPENDICE 1 A L'ANNEXE D

Méthodes de vérification des performances des capteurs installés à bord d'un avion d'observation

La résolution-sol de chaque capteur installé à bord de l'avion d'observation et, lorsque les performances du capteur sont fonction de la hauteur par rapport au sol, la hauteur minimum au-dessus du sol à laquelle ce capteur peut être utilisé au cours d'un vol d'observation sont déterminées et confirmées à partir des données recueillies au-dessus de cibles d'étalonnage correspondant à chaque catégorie de capteur selon les spécifications figurant à la Section I et calculées conformément aux méthodes qui seront définies au sein de la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert ».

SECTION I

Spécifications applicables aux cibles d'étalonnage

1. Les cibles d'étalonnage sont fournies par l'Etat Partie qui conduit la certification conformément aux dispositions de l'Annexe D au Traité. Ces cibles d'étalonnage sont utilisées pour déterminer la résolution-sol des capteurs d'un type correspondant à chaque catégorie de capteur et sont conçues selon les caractéristiques précisées ci-dessous.

2. Les cibles d'étalonnage servant à déterminer la résolution-sol des caméras optiques se composent d'une série de groupes de barres noires et blanches en alternance. Chaque groupe de barres se compose d'au moins deux barres noires séparées par une barre blanche. La largeur des barres noires et blanches à l'intérieur d'un même groupe reste constante. La largeur des barres appartenant aux groupes de barres d'une cible d'étalonnage change par étapes en nombre suffisamment grand pour permettre une mesure précise de la résolution-sol. La longueur des barres reste constante à l'intérieur de chaque groupe. Le rapport de contraste des barres noires par rapport aux barres blanches est le même dans toute la cible et il est de 5 pour 1 au moins (ce qui équivaut à une modulation de 0,66).

3. Les cibles d'étalonnage servant à déterminer la résolution-sol des analyseurs infrarouges à balayage linéaire seront définies par la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » durant la période d'application provisoire.

4. Les cibles d'étalonnage servant à déterminer la résolution-sol des radars d'ouverture synthétique à visée latérale se composent de batteries de réflecteurs métalliques triédres déployés selon une configuration conforme aux méthodes définies par la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » durant la période d'application provisoire.

5. Chaque Etat Partie fournit à tous les autres Etats Parties un schéma des cibles d'étalonnage qu'il a l'intention d'utiliser aux fins de l'examen en vol. Sur ces schémas sont portés en note les dimensions globales des cibles d'étalonnage, leurs emplacements et le type de terrain sur lequel elles sont déployées, de même que les informations correspondant à chaque type de cible d'étalonnage telles qu'elles seront définies par la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » durant la période d'application provisoire.

SECTION II

Conduite de l'examen en vol

1. Afin de déterminer la résolution-sol des caméras panoramiques ou des caméras à prise de vues image par image installées

AANHANGSEL I BIJ BIJLAGE D

Methoden ter verificatie van de prestaties van aan boord van een observatievliegtuig aangebrachte sensoren

De grondresolutie van elke aan boord van het observatievliegtuig aangebrachte sensor en, wanneer de prestaties ervan afhangen van de hoogte boven de grond, de minimumhoogte boven de grond waarbij die sensor kan worden bediend gedurende een observatievlucht, worden bepaald en bevestigd aan de hand van de gegevens die zijn verzameld met behulp van de desbetreffende ijkdoelen van elke categorie sensoren, zulks in overeenstemming met de Afdeling I genoemde voorschriften, en deze worden berekend in overeenstemming met de in het kader van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie vastgestelde methoden.

AFDELING I

Voorschriften betreffende ijkdoelen

1. Door de Staat-Partij die de certificering verricht in overeenstemming met de bepalingen van Bijlage D bij het Verdrag worden ijkdoelen ter beschikking gesteld. Deze ijkdoelen worden gebruikt ter vaststelling van de grondresolutie van sensoren; elke categorie sensoren heeft zijn eigen type ijkdoel, ontworpen in overeenstemming met de hieronder aangegeven kenmerken.

2. Ijkdoelen voor het vaststellen van de grondresolutie van optische camera's bestaan uit een reeks groepen van elkaar afwisselende zwarte en witte strepen. Elke groep strepen bestaat uit ten minste twee zwarte strepen, gescheiden door een witte streep. De breedte van de zwarte en de witte strepen binnen een groep blijft constant. De breedte van de strepen van tot een ijkdoel behorende groepen strepen verandert geleidelijk, zulks in een mate die toereikend is om een accurate meting van de grondresolutie mogelijk te maken. De lengte van de strepen blijft binnen elke groep constant. De contrastverhouding van de zwarte ten opzichte van de witte strepen blijft over het gehele ijkdoel gelijk en bedraagt ten minste 5 : 1 (overeenkomend met een modulatie van 0,66).

3. Ijkdoelen voor het vaststellen van de grondresolutie van infraroodlijnaftasttoestellen worden in het kader van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie bepaald gedurende het tijdvak voor voorlopige toepassing.

4. IJdoelen voor het vaststellen van de grondresolutie van zijwaarts gerichte radars met synthetische apertuur bestaan uit groepen drievlakkige hoekreflectoren, waarvan de opstelling in overeenstemming dient te zijn met de in het kader van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie gedurende het tijdvak van voorlopige toepassing bepaalde methoden.

5. Elke Partij-Staat verstrekt alle andere Staten-Partijen een schema van de ijkdoelen die hij beoogt te gebruiken ten behoeve van het onderzoek tijdens een vlucht. Op deze schema's dienen de totale afmetingen van de ijkdoelen, de ligging en het soort terrein waarop zij zijn gelegen, alsmede de informatie betreffende elk type ijkdoel, als bepaald in het kader van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie gedurende het tijdvak van voorlopige toepassing te zijn vermeld.

AFDELING II

Het verrichten van het onderzoek tijdens een vlucht

1. Teneinde de grondresolutie van panoramama-camera's of verticaal aangebrachte fotocamera's vast te stellen, loopt de

verticalement, la ligne de vol de l'avion d'observation passe directement au-dessus de la cible d'étalonnage et parallèlement à celle-ci. Afin de déterminer la résolution-sol des caméras à prise de vues image par image en montage oblique, la ligne de vol de l'avion d'observation est parallèle à la cible d'étalonnage à une distance telle que l'image de la cible d'étalonnage apparaît au premier plan du champ de la caméra optique réglée à son angle maximum mesuré par rapport à l'horizontale ou minimum par rapport à la verticale.

2. Afin d'établir la résolution-sol d'un analyseur infrarouge à balayage linéaire, la ligne de vol de l'avion d'observation passe directement au-dessus de la cible d'étalonnage et parallèlement à celle-ci, à différentes hauteurs convenues par rapport au sol.

3. Afin de déterminer la résolution-sol d'un radar d'ouverture synthétique à visée latérale, la ligne de vol de l'avion passe à côté de la batterie de réflecteurs métalliques.

SECTION III

Analyse des données recueillies au cours de l'examen en vol

1. A la suite de l'examen en vol, l'Etat Partie qui conduit la certification et les Etats Parties qui y prennent part analysent ensemble les données recueillies au cours de l'examen en vol conformément aux dispositions du paragraphe 1^{er} de la Section IV de l'Annexe D au Traité.

2. Les méthodes servant à calculer la hauteur minimum par rapport au sol à laquelle chaque caméra optique installée à bord de l'avion d'observation peut être utilisée durant un vol d'observation, y compris la valeur du rapport de contraste ou de la modulation équivalente à utiliser dans ce calcul, qui n'est pas inférieure à 1,6 pour 1 (soit 0,23) ni supérieure à 4 pour 1 (soit 0,6), seront déterminées par la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » durant la période d'application provisoire et avant le 30 juin 1992. La résolution-sol des caméras optiques est déterminée à partir d'une analyse visuelle de l'image de la cible étalonnage sur le négatif original. La valeur numérique de la résolution-sol est égale à la largeur de la plus petite des barres de la cible d'étalonnage qu'il est possible de distinguer en tant que barre séparée.

3. Les méthodes servant à calculer la hauteur minimum par rapport au sol à laquelle chaque caméra vidéo installée à bord de l'avion d'observation peut être utilisée au cours d'un vol d'observation seront déterminées par la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » durant la période d'application provisoire.

4. Les méthodes servant à calculer la hauteur minimum par rapport au sol à laquelle un analyseur infrarouge à balayage linéaire installé à bord d'un avion d'observation peut être utilisé au cours d'un vol d'observation, y compris la valeur de la différence de température minimum décelable à utiliser dans ce calcul seront déterminées par la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » durant la période d'application provisoire.

5. Les méthodes servant à calculer la résolution-sol d'un radar d'ouverture synthétique à visée latérale, y compris la comparaison des résultats de la méthode de réponse aux impulsions et de la méthode d'écartement des objets, seront définies par la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » durant la période d'application provisoire.

vluchtlijn van het observatievliegtuig rechtstreeks over en parallel aan het ijkdoel. Teneinde de grondresolutie van schuin aangebrachte fotocamera's vast te stellen, loopt de vluchtlijn van het observatievliegtuig op zodanige afstand parallel aan het ijkdoel, dat het beeld van het ijkdoel op de voorgrond van het gezichtsveld van de optische camera verschijnt, ingesteld op de grootste hoek ten opzichte van het horizontale vlak, dan wel op de kleinste hoek ten opzichte van het verticale vlak.

2. Teneinde de grondresolutie van een infrarood-lijnaftasttoestel vast te stellen, loopt de vluchtlijn van het observatievliegtuig rechtstreeks over een parallel aan het ijkdoel op overeengekomen hoogten boven de grond.

3. Teneinde de grondresolutie van zijwaarts gerichte radars met synthetische apertuur vast te stellen, loopt de vluchtlijn van het observatievliegtuig ter zijde van de groep hoekreflectoren.

AFDELING III

Analyse van de in de loop van het onderzoek tijdens een vlucht verzamelde gegevens

1. Na het onderzoek tijdens een vlucht analyseren de Staat-Partij die de certificering verricht en de Staten-Partijen die aan de certificering deelnemen gezamenlijk de gegevens die zijn verzameld in de loop van het onderzoek tijdens een vlucht overeenkomstig Afdeling IV, paragraaf 1, Bijlage D bij het Verdrag.

2. De methode voor de berekening van de minimumhoogte boven de grond waarbij elke aan boord van het observatievliegtuig aangebrachte optische camera tijdens een observatievlucht mag worden bediend, met inbegrip van de bij deze berekening te hanteren contrastverhouding dan wel de daarmee overeenkomende modulatie, die ten minste 1,6: 1 (overeenkomend met 0,23) en ten hoogste 4: 1 (overeenkomend met 0,6) bedraagt, wordt in het kader van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie bepaald gedurende het tijdvak van voorlopige toepassing, doch vóór 30 juni 1992. De grondresolutie van optische camera's wordt bepaald door middel van een visuele analyse van het beeld van het ijkdoel op het oorspronkelijke negatief. De getalswaarde van de grondresolutie moet gelijk zijn aan de breedte van de smalste streep van het ijkdoel die als afzonderlijke streep te onderscheiden is.

3. De methode voor de berekening van de minimumhoogte boven de grond waarbij elke aan boord van het observatievliegtuig aangebrachte videocamera tijdens een observatievlucht mag worden bediend, wordt in het kader van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie bepaald gedurende het tijdvak van voorlopige toepassing.

4. De methode voor de berekening van de minimumhoogte boven de grond waarbinnen aan boord van het observatievliegtuig aangebracht infrarood-lijnaftasttoestel tijdens een observatievlucht mag worden bediend, met inbegrip van de waarde van het bij deze berekening te hanteren minimale waarneembare temperatuurverschil, wordt in het kader van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie bepaald gedurende het tijdvak van voorlopige toepassing.

5. De methode voor de berekening van de grondresolutie van een zijwaarts gerichte radar met synthetische apertuur, met inbegrip van het resultaat van de vergelijking van de impulsresponsmethode met de objectscheidingsmethode, wordt in het kader van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie bepaald gedurende het tijdvak van voorlopige toepassing.

ANNEXE E

Procédures d'arrivée et de départ

1. Chaque Etat Partie désigne un ou plusieurs points d'entrée, un ou plusieurs points de sortie et un ou plusieurs aérodrômes « Ciel ouvert » sur son territoire. Les points d'entrée et les points de sortie peuvent être des aérodrômes « Ciel ouvert ». A moins qu'il n'en soit convenu autrement, si un aérodrôme « Ciel ouvert » est différent d'un point d'entrée, l'aérodrôme « Ciel ouvert » est désigné de telle sorte que la Partie observatrice puisse atteindre l'aérodrôme « Ciel ouvert » à partir du point d'entrée en cinq heures au moyen de son propre avion d'observation ou par un mode de transport fourni par la Partie observée. La Partie observatrice, après son arrivée à un point d'entrée ou à un aérodrôme « Ciel ouvert », a droit à une période de repos, compte tenu des dispositions de l'Article VI du présent Traité.

2. Chaque Etat Partie a le droit de désigner des repères d'entrée et des repères de sortie. Si un Etat Partie choisit de désigner des repères d'entrée et des repères de sortie, ceux-ci doivent faciliter les vols en provenance du territoire de la Partie observatrice jusqu'au point d'entrée de la Partie observée. Les vols prévus entre des repères d'entrée et des points d'entrée et entre des points de sortie et des repères de sortie doivent être effectués conformément aux normes publiées de l'O.A.C.I. et selon les pratiques recommandées et les règlements nationaux. Si les vols entre des repères d'entrée et des points d'entrée ou entre des points de sortie et des repères de sortie comprennent des portions situées dans l'espace aérien international, la traversée de l'espace international doit être effectuée conformément aux règlements internationaux publiés.

3. Les renseignements relatifs aux points d'entrée et aux points de sortie, aux aérodrômes « Ciel ouvert », aux repères d'entrée et aux repères de sortie, aux aérodrômes d'avitaillement et aux cibles d'étalonnage sont initialement ceux qui sont mentionnés à l'Appendice 1 à la présente Annexe.

4. Un Etat Partie a le droit d'apporter des changements à l'Appendice 1 à la présente Annexe en notifiant ces changements par écrit à tous les autres Etats Parties au moins 90 jours avant qu'ils ne prennent effet.

5. Chaque Etat Partie veille à ce que l'ensemble de son territoire puisse être effectivement observé de la manière suivante:

A. pour son territoire continental, les aérodrômes « Ciel ouvert » sont désignés de telle manière qu'aucun point de son territoire ne soit éloigné d'un ou de plusieurs de ces aérodrômes de plus de 35 p.c. de la distance ou des distances maximale(s) de vol établie(s) pour cet Etat Partie conformément aux dispositions de l'Annexe A au Traité;

B. pour des portions de son territoire qui sont séparées du territoire continental:

1. cet Etat Partie applique les dispositions de l'alinéa A du présent paragraphe; ou

2. dans le cas où la portion ou les portions du territoire sont séparées du territoire continental par plus de 600 kilomètres, ou s'il en est convenu ainsi entre cet Etat Partie et la Partie observatrice, ou s'il en est disposé autrement à l'Annexe A, cet Etat Partie met au point des procédures spéciales, y compris l'utilisation possible des aérodrômes d'avitaillement; ou

3. dans le cas où une portion ou des portions du territoire sont séparées du territoire continental par moins de 600 kilomètres et

BIJLAGE E

Procedures inzake de aankomst en het vertrek

1. Elke Staat-Partij wijst één of meer punten van binnenkomst, één of meer punten van vertrek en één of meer « open luchtruim »-vliegvelden op zijn grondgebied aan. De punten van binnenkomst en de punten van vertrek kunnen, « open luchtruim »-vliegvelden zijn. Indien een « open luchtruim »-vliegveld geen punt van binnenkomst is, dient — tenzij anders is overeengekomen — een « open luchtruim »-vliegveld te worden aangewezen dat de observerende Partij binnen vijf uur kan bereiken vanaf het punt van binnenkomst, hetzij met haar eigen observatievliegtuig, hetzij met het door de geobserveerde Partij ter beschikking gestelde vervoermiddel. De observerende Partij heeft na aankomst op een punt van binnenkomst of een « open luchtruim »-vliegveld het recht op een rustperiode, zulks met inachtneming van de bepalingen van artikel VI van het Verdrag.

2. Elke Staat-Partij heeft het recht binnenkomstposities en vertrekposities aan te wijzen. Indien een Staat-Partij besluit binnenkomst- en vertrekposities aan te wijzen, dienen deze posities de vlucht van het grondgebied van de observerende Partij naar het punt van de binnenkomst van de geobserveerde Partij te vergemakkelijken. Geplande vluchten tussen binnenkomstposities en punten van binnenkomst en tussen punten van vertrek en vertrekposities worden uitgevoerd in overeenstemming met bekendgemaakte normen en aanbevelingen van de I.C.A.O. en nationale voorschriften. Ingeval delen van de vluchten tussen binnenkomstposities en punten van binnenkomst en punten van vertrek en vertrekposities in het internationale luchtruim zijn gelegen, wordt de vlucht door het internationale luchtruim, uitgevoerd in overeenstemming met bekendgemaakte internationale voorschriften.

3. Informatie over de punten van binnenkomst en de punten van vertrek, de « open luchtruim »-vliegvelden, de binnenkomstposities en de vertrekposities, de bijtankvliegvelden en de ijkdoelen is vooralsnog de informatie als vermeld in Aanhangsel I bij deze Bijlage.

4. Een Staat-Partij heeft het recht wijzigingen aan te brengen in Aanhangsel I bij deze Bijlage door alle andere Staten-Partijen daarvan schriftelijk in kennis te stellen, zulks ten minste 90 dagen voordat die wijzigingen van kracht worden.

5. Elke Staat-Partij waarborgt een doeltreffende observatie van zijn gehele grondgebied op de volgende wijze:

A. op het vasteland worden de « open luchtruim »-vliegvelden zo aangewezen, dat geen enkel punt op zijn grondgebied op grotere afstand van één of meer van deze vliegvelden is gelegen dan 35 pct. van de maximale vliegafstand(en) van die Staat-Partij overeenkomstig Bijlage A bij het Verdrag;

B. op delen van zijn grondgebied die van het vasteland zijn gescheiden:

1. past die Staat-Partij de bepalingen van letter A van deze paragraaf toe; of

2. past die Staat-Partij, ingeval dat gebiedsdeel of die gebiedsdelen meer dan 600 kilometer van het vasteland is c.q. zijn gelegen, of indien zulks is overeengekomen tussen die Staat-Partij en de observerende Partij, dan wel indien anders is bepaald in Bijlage A, bijzondere procedures toe, waaronder het eventuele gebruik van bijtankvliegvelden; of

3. kan die Staat-Partij, ingeval dat gebiedsdeel of die gebiedsdelen minder dan 600 kilometer van het vasteland is c.q. zijn gele-

où cette portion ou ces portions de territoire ne sont pas couvertes par les dispositions de l'alinéa A du présent paragraphe, cet Etat Partie peut préciser une distance maximale de vol distincte à l'Annexe A pour couvrir cette portion ou ces portions de son territoire.

6. Dès l'arrivée d'un avion d'observation au point d'entrée et juste avant le départ d'un avion d'observation du point de sortie, la Partie observée et la Partie observatrice inspectent les caches des ouvertures des capteurs et, s'il y a lieu, les autres dispositifs empêchant le fonctionnement des capteurs mis en place conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'Article IV. Dans le cas où le point d'entrée est différent de l'aérodrome « Ciel ouvert » à partir duquel le vol d'observation commence, la Partie observée et la Partie observatrice inspectent les caches des ouvertures des capteurs et, s'il y a lieu, les autres dispositifs empêchant le fonctionnement des capteurs juste avant le départ de l'avion d'observation du point d'entrée en direction de l'aérodrome « Ciel ouvert » à partir duquel commence le vol d'observation. Dans le cas où le point de sortie est différent de l'aérodrome « Ciel ouvert » où se termine le vol d'observation, la Partie observée et la Partie observatrice inspectent les caches des ouvertures des capteurs et, s'il y a lieu, les autres dispositifs empêchant le fonctionnement des capteurs juste avant le départ de l'avion d'observation de cet aérodrome en direction du point de sortie.

7. Un Etat Partie a le droit d'examiner et d'inventorier les éléments du matériel que l'autre Etat Partie a l'intention d'utiliser pour effectuer préalablement au vol une inspection des capteurs et, le cas échéant, de l'avion d'observation, de même que les éléments que les représentants en vol ont l'intention d'apporter à bord de l'avion d'observation. Cette opération d'examen et inventaire :

A. commence une heure au plus tard après l'arrivée de ces éléments au point d'entrée ou à l'aérodrome « Ciel ouvert », à la discrétion de l'Etat Partie qui procède à l'inventaire, et est achevée en une heure au plus; et

B. est effectuée en présence d'une ou de plusieurs personnes désignées de l'autre Etat Partie.

8. Si, au cours de l'examen et inventaire des éléments du matériel qui doit être utilisé pour l'inspection des capteurs et, le cas échéant, de l'avion d'observation, de même que des éléments que les représentants en vol ont l'intention d'apporter à bord de l'avion d'observation, l'Etat Partie qui procède à l'examen et inventaire détermine que les éléments ne sont pas conformes à la liste du matériel autorisé figurant au paragraphe 5 de la Section II de l'Annexe D, ou aux éléments décrits au paragraphe 4 de la Section I de l'Annexe G, il a le droit de refuser que ces éléments soient utilisés. Les éléments en cause qui ont été apportés par la Partie observatrice sur le territoire de la Partie observée sont, à moins qu'il n'en soit convenu autrement :

A. placés dans un conteneur scellé pour être mis en sûreté;

B. emportés par la suite hors du territoire de la Partie observée, dès que possible mais pas plus tard qu'au moment du départ de la Partie observatrice du territoire de la Partie observée.

9. Dans le cas où la Partie observatrice gagne le point d'entrée précisé dans la notification fournie conformément aux dispositions du paragraphe 5 de la Section I de l'Article VI du présent Traité au moyen d'un aéronef de transport immatriculé auprès de la Partie observatrice ou d'un autre Etat Partie, il est permis à cet aéronef de :

gen en niet onder de bepalingen van letter A van deze paragraaf valt c.q. vallen, daarvoor een afzonderlijke maximale vliegafstand aangeven in Bijlage A.

6. Onmiddellijk na de aankomst van een observatievliegtuig op het punt van binnenkomst en onmiddellijk vóór het vertrek van een observatievliegtuig van het punt van vertrek inspecteren de observerende en de geobserveerde Partij de overeenkomstig artikel IV, Afdeling 1, vierde lid, aangebrachte kappen voor de sensoraperturen en de andere inrichtingen die het gebruik van de sensoren verhinderen. Ingeval het punt van binnenkomst niet het « open luchtruim »-vliegveld is waar de observatievlucht aanvangt, inspecteren de observerende en de geobserveerde Partij de kappen voor de sensoraperturen en de andere inrichtingen die het gebruik van de sensoren verhinderen onmiddellijk vóór het vertrek van het observatievliegtuig van het punt van binnenkomst naar het « open luchtruim »-vliegveld waar de observatievlucht aanvangt. Ingeval het punt van vertrek niet het « open luchtruim »-vliegveld is waar de observatievlucht eindigt, inspecteren de observerende en de geobserveerde Partij de kappen voor de sensoraperturen en de andere inrichtingen die het gebruik van de sensoren verhinderen onmiddellijk vóór het vertrek van het observatievliegtuig van het vliegveld naar het punt van vertrek.

7. Een Staat-Partij heeft het recht een onderzoek en een inventarisatie te verrichten met betrekking tot de voorwerpen die de andere Staat-Partij voornemens is te gebruiken ten behoeve van het verrichten van een aan de vlucht voorafgaande inspectie van de sensoren en, indien van toepassing, van het observatievliegtuig, alsmede met betrekking tot de voorwerpen die de vluchtwaarnemers voornemens zijn mede aan boord te nemen. Dit onderzoek en deze inventarisatie :

A. dienen uiterlijk een half uur na de aankomst van de desbetreffende voorwerpen op het punt van binnenkomst of het « open luchtruim »-vliegveld, naar keuze van de Staat-Partij die de inventarisatie verricht, te beginnen en binnen één uur te zijn beëindigd; en

B. dienen te worden uitgevoerd in aanwezigheid van één of meer door de andere Staat-Partij aangewezen personen.

8. Indien de Staat-Partij die het onderzoek en de inventarisatie verricht gedurende het onderzoek en de inventarisatie met betrekking tot voorwerpen die worden gebruikt bij de inspectie van de sensoren en, indien van toepassing, van het observatievliegtuig, alsmede met betrekking tot de voorwerpen die de vluchtwaarnemers voornemens zijn mede aan boord van het observatievliegtuig te nemen, vaststelt dat de voorwerpen niet in overeenstemming zijn met de lijst van toegestane voorwerpen als bedoeld in Bijlage D, Afdeling II, paragraaf 5, of met de voorwerpen als omschreven in Bijlage G, Afdeling I, paragraaf 4, heeft deze het recht te weigeren toestemming te verlenen voor het gebruik van die voorwerpen. Voorwerpen ten aanzien waarvan zulks is vastgesteld en die door de observerende Partij op het grondgebied van de geobserveerde Partij zijn gebracht, worden, tenzij anders is overeengekomen :

A. in een verzegelde houder op een veilige plaats bewaard; en

B. vervolgens bij de eerstkomende gelegenheid, doch uiterlijk bij het vertrek van de observerende Partij, van het grondgebied van de geobserveerde Partij verwijderd.

9. Ingeval de observerende Partij reist naar het punt van binnenkomst, als genoemd in de ingevolge artikel VI, Afdeling I, vijfde lid, van dit Verdrag verstrekte kennisgeving, met gebruikmaking van een transportvliegtuig dat is ingeschreven bij de observerende Staat-Partij of bij een andere Staat-Partij, mag dit transportvliegtuig :

A. quitter le territoire de la Partie observée;

B. demeurer au point d'entrée jusqu'au départ de la Partie observatrice du territoire de la Partie observée dans le cas où le point d'entrée est le même que le point de sortie; ou

C. se rendre au point de sortie dans un délai suffisant pour permettre à l'équipage de prendre un repos supplémentaire avant le départ de tous les membres du personnel de la Partie observatrice du territoire de la Partie observée dans le cas où le point d'entrée n'est pas le même que le point de sortie.

10. Dans le cas où l'avion d'observation est fourni par la Partie observée et où la Partie observatrice n'utilise pas son propre aéronef de transport pour conduire les membres de son personnel du point d'entrée à l'aérodrome « Ciel ouvert », la Partie observée veille à ce que les membres du personnel de la Partie observatrice soient conduits du point d'entrée à l'aérodrome « Ciel ouvert » et de l'aérodrome « Ciel ouvert » au point de sortie.

A. vertrekken van het grondgebied van de geobserveerde Partij;

B. ingeval het punt van binnenkomst hetzelfde is als het punt van vertrek, op het punt van binnenkomst blijven tot het vertrek van de observerende Partij van het grondgebied van de geobserveerde Partij; of

C. ingeval het punt van binnenkomst niet hetzelfde is als het punt van vertrek, tijdig naar het punt van vertrek vliegen, zodat de bemanning nog voldoende rust kan nemen vóór het vertrek van al het personeel van de observerende Partij van het grondgebied van de geobserveerde Partij.

10. Ingeval het observatievliegtuig door de geobserveerde Partij ter beschikking wordt gesteld en de observerende Partij geen gebruik maakt van haar eigen transportvliegtuig om haar personeel te vervoeren van het punt van binnenkomst naar het « open luchtruim »-vliegveld, draagt de geobserveerde Partij er zorg voor dat het personeel van de observerende Partij wordt vervoerd van het punt van binnenkomst naar het « open luchtruim »-vliegveld en van het « open luchtruim »-vliegveld naar het punt van vertrek.

APPENDICE I A L'ANNEXE E

SECTION I

Désignation des sites

Les sites à utiliser comme points d'entrée, points de sortie, aérodromes « Ciel ouvert », aérodromes d'avitaillement, cibles d'étalonnage et, le cas échéant, repères d'entrée et repères de sortie sont initialement ceux qui sont indiqués à la Section II du présent Appendice. La désignation comprend :

A. site: nom du point d'entrée, du point de sortie, de l'aérodrome « Ciel ouvert », du repère d'entrée, du repère de sortie, de l'aérodrome d'avitaillement et de la cible d'étalonnage;

B. emplacement: latitude et longitude de chaque site, arrondies à la seconde la plus proche; et

C. inspection: possibilité ou non d'effectuer préalablement au vol l'inspection de l'avion ou des capteurs sur le site considéré.

AANHANGSEL I BIJ BIJLAGE E

AFDELING I

Aanduiding van plaatsen

De plaatsen die worden gebruikt als punten van binnenkomst, punten van vertrek, « open luchtruim »-vliegvelden, bijtankvliegvelden, ijkdoelen en, indien van toepassing, binnenkomstposities en vertrekposities, zijn vooralsnog de plaatsen als vermeld in Afdeling II van dit Aanhangsel. De aanduiding omvat :

A. plaats: de naam van het punt van binnenkomst, het punt van vertrek, het « open luchtruim »-vliegveld, de binnenkomstpositie, de vertrekpositie, het bijtankvliegveld en het ijkdoel;

B. ligging: de breedte- en lengtegraad van de desbetreffende plaats, op de seconde nauwkeurig; en

C. inspectie: de vermelding of de aan de vlucht voorafgaande inspectie van het vliegtuig of de sensoren op deze plaats kan worden uitgevoerd.

SECTION II

Points d'entrée, points de sortie, aérodromes « Ciel ouvert », repères d'entrée, repères de sortie, aérodromes d'avitaillement et cibles d'étalonnage

Etat partie: République fédérale d'Allemagne

Point d'entrée/de sortie

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
------	-------------	--------------------------------

Köln/Bonn (EDDK)	N 50-52-02 E 007-08-37	Oui
------------------	---------------------------	-----

Aérodromes « Ciel ouvert »

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
------	-------------	--------------------------------

Wunstorf (EDNW)	N 52-27-48 E 009-25-70	Non
Landsberg/Lech (EDSA)	N 48-04-28 E 010-54-42	Non

Repères d'entrée/de sortie

A déterminer

Aérodromes d'avitaillement

Cibles d'étalonnage

Site	Emplacement	
------	-------------	--

Köln/Bonn	A déterminer	
-----------	--------------	--

Etat partie: Etats-Unis d'Amérique

Points d'entrée/de sortie

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
------	-------------	--------------------------------

Washington Dulles International, DC	N 38-56-36 O 077-27-24	Oui
Travis AFB Californie	N 38-15-48 O 121-55-48	Oui

Aérodromes « Ciel ouvert »

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
------	-------------	--------------------------------

Washington Dulles International, DC	N 38-56-36 O 077-27-24	Oui
Travis AFB Californie	N 38-15-48 O 121-55-48	Oui
Elmendorf AFB Alaska	N 61-15-12 O 149-47-30	Oui
Lincoln Municipal Nebraska	N 40-51-00 O 096-45-30	Non

AFDELING II

Punten van binnenkomst, punten van vertrek, « open luchtruim »-vliegvelden, binnenkomstposities, vertrekposities, bijtankvliegvelden en ijkdoelen

Staat-Partij: De Bondsrepubliek Duitsland

Punt van binnenkomst/vertrek

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
--------	---------	------------------------------------

Köln-Bonn (EDDK)	N 50-52-02 O 007-08-37	Ja
------------------	---------------------------	----

« Open luchtruim »-vliegvelden

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
--------	---------	------------------------------------

Wunstorf (EDNW)	N 52-27-48 O 009-25-70	Nee
Landsberg/Lech (EDSA)	N 48-04-28 O 010-54-42	Nee

Binnenkomst-/vertrekposities

Nog te bepalen

Bijtankvliegvelden

Ijkdoelen

Plaats	Ligging	
--------	---------	--

Köln/Bonn	Nog te bepalen	
-----------	----------------	--

Staat-Partij: De Verenigde Staten van Amerika

Punten van binnenkomst/vertrek

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
--------	---------	------------------------------------

Washington Dulles International, DC	N 38-56-36 W 077-27-24	Ja
Travis AFB California	N 38-15-48 W 121-55-48	Ja

« Open luchtruim »-vliegvelden

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
--------	---------	------------------------------------

Washington Dulles International, DC	N 38-56-36 W 077-27-24	Ja
Travis AFB California	N 38-15-48 W 121-55-48	Ja
Elmendorf AFB Alaska	N 61-15-12 W 149-47-30	Ja
Lincoln Municipal Nebraska	N 40-51-00 W 096-45-30	Nee

Repères d'entrée/de sortie

A déterminer

Aérodromes d'avitaillement

Site	Emplacement	
Honolulu International	N 21-19-06	
Hawaii	O 157-55-24	
Malmstrom AFB	N 47-30-18	
Montana	O 111-11-00	
Phoenix-Sky Harbor	N 33-26-12	
International Arizona	O 112-00-24	
General Mitchell	N 42-56-48	
International Wisconsin	O 087-53-36	
McGhee Tyson	N 35-48-48	
Tennessee	O 083-59-36	

Cibles d'étalonnage

Site	Emplacement	
Washington Dulles	A déterminer	
Travis AFB	A déterminer	
Elmendorf AFB	A déterminer	

Etat partie: Groupe d'Etats Parties de la République du Bélarus
et de la Fédération de Russie

Points d'entrée/de sortie

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Kubinka	N 55-36-30 E 036-39-10	Oui
Ulan-Ude	N 51-48-00 E 107-27-00	Oui

Aérodromes « Ciel ouvert »

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Kubinka	N 55-36-30 E 036-39-10	Oui
Ulan-Ude	N 51-48-00 E 107-27-00	Oui
Magadan	N 59-54-06 E 150-03-01	Non
Vorkuta	N 67-29-00 E 063-59-00	Non

Repères d'entrée/de sortie

A déterminer

Aérodromes d'avitaillement

Cibles d'étalonnage

Etat partie: Bénélux

Point d'entrée/de sortie

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Zaventem/ Melsbroek	N 50-54-01 O 004-59-09	Oui

Binnenkomst-/vertrekposities

Nog te bepalen

Bijtankvliegvelden

Plaats	Ligging	
Honolulu International	N 21-19-06	
Hawaii	W 157-55-24	
Malmstrom AFB	N 47-30-18	
Montana	W 111-11-00	
Phoenix-Sky Harbor	N 33-26-12	
International Arizona	W 112-00-24	
General Mitchell	N 42-56-48	
International Wisconsin	W 087-53-36	
McGhee Tyson	N 35-48-48	
Tennessee	W 083-59-36	

Ijkdelen

Plaats	Ligging	
Washington Dulles	Nog te bepalen	
Travis AFB	Nog te bepalen	
Elmendorf AFB	Nog te bepalen	

Staat-Partij: De groep Staten-Partijen de Republiek Wit-Rusland
en de Russische Federatie

Punten van binnenkomst/vertrek

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Kubinka	N 55-36-30 O 036-39-10	Ja
Ulan-Ude	N 51-48-00 O 107-27-00	Ja

« Open luchtruim »-vliegvelden

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Kubinka	N 55-36-30 O 036-39-10	Ja
Ulan-Ude	N 51-48-00 O 107-27-00	Ja
Magadan	N 59-54-06 O 150-03-01	Nee
Vorkuta	N 67-29-00 O 063-59-00	Nee

Binnenkomst-/vertrekposities

Nog te bepalen

Bijtankvliegvelden

Ijkdelen

Staat-Partij: De Benelux

Punt van binnenkomst/vertrek

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Zaventem/ Melsbroek	N 50-54-01 O 004-59-09	Ja

Aérodromes « Ciel ouvert »

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
------	-------------	--------------------------------

Zaventem/ Melsbroek	N 50-54-01 O 004-59-09	Oui
------------------------	---------------------------	-----

Repères d'entrée/de sortie

A déterminer

Aérodromes d'avitaillement

Cibles d'étalonnage

Site	Emplacement	
------	-------------	--

Volkel	N 54-39-03 O 005-42-02	
--------	---------------------------	--

Etat partie: République de Bulgarie

Point d'entrée/de sortie

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
------	-------------	--------------------------------

Sofia	N 42-41-07 E 023-24-05	Oui
-------	---------------------------	-----

Aérodromes « Ciel ouvert »

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
------	-------------	--------------------------------

Sofia	N 42-41-07 E 023-24-05	Oui
Burgas	N 42-34-00 E 027-30-00	Non

Repères d'entrée/de sortie

A déterminer

Aérodromes d'avitaillement

Site	Emplacement	
------	-------------	--

Sofia	N 42-41-07 O 023-24-05	
Burgas	N 42-34-00 E 027-30-00	

« Open luchtruim »-vliegvelden

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
--------	---------	------------------------------------

Zaventem/ Melsbroek	N 50-54-01 O 004-59-09	Ja
------------------------	---------------------------	----

Binnenkomst-/vertrekposities

Nog te bepalen

Bijtankvliegvelden

Ijkdooien

Plaats	Ligging	
--------	---------	--

Volkel	N 51-39-03 O 005-43-02	
--------	---------------------------	--

Staat-Partij: De Republiek Bulgarije

Punt van binnenkomst/vertrek

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
--------	---------	------------------------------------

Sofia	N 42-41-07 O 023-24-05	Ja
-------	---------------------------	----

« Open luchtruim »-vliegvelden

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
--------	---------	------------------------------------

Sofia	N 42-41-07 O 023-24-95	Ja
Burgas	N 42-34-00 O 027-30-00	Nee

Binnenkomst-/vertrekposities

Nog te bepalen

Bijtankvliegvelden

Plaats	Ligging	
--------	---------	--

Sofia	N 42-41-07 O 023-24-05	
Burgas	N 42-34-00 O 027-30-00	

Cibles d'étalonnage

Etat partie: Canada

Point d'entrée/de sortie

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Ottawa (CYOW)	N 45-19-21 O 075-40-10	Oui

Aérodromes « Ciel ouvert »

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Ottawa	N 45-19-21 O 075-40-10	Oui
Igaluit	N 63-45-22 O 068-33-25	Non
Yellowknife	N 62-27-45 O 114-26-20	Non

Repères d'entrée/de sortie

A déterminer

Aérodromes d'avitaillement

Site	Emplacement	
Edmonton	N 53-18-35 O 113-34-43	
Halifax	N 44-52-51 O 063-30-33	
Winnipeg	N 49-54-39 O 097-14-35	
Churchill	N 58-44-13 O 094-03-26	

Cibles d'étalonnage

Site	Emplacement	
Région d'Ottawa	A déterminer	

Etat partie: Royaume du Danemark

Points d'entrée/de sortie

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Aéroport international de Copenhague (EKCH)	N 55-37-07 E 012-39-26	Non
Aéroport militaire de Vaerloese	N 55-46-09 E 012-19-34	Oui

Ijldoelen

Staat-Partij: Canada

Punt van binnenkomst/vertrek

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Ottawa (CYOW)	N 45-19-21 W 075-40-10	Ja

« Open luchtruim »-vliegvelden

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Ottawa	N 45-19-21 W 075-40-10	Ja
Igaluit	N 63-45-22 W 068-33-25	Nee
Yellowknife	N 62-27-45 W 114-26-20	Nee

Binnenkomst-/vertrekposities

Nog te bepalen

Bijtankvliegvelden

Plaats	Ligging	
Edmonton	N 53-18-35 W 113-34-43	
Halifax	N 44-52-51 W 063-30-33	
Winnipeg	N 49-54-39 W 097-14-35	
Churchill	N 58-44-13 W 094-03-26	

Ijldoelen

Plaats	Ligging	
Regio Ottawa	Nog te bepalen	

Staat-Partij: Het Koninkrijk Denemarken

Punten van binnenkomst/vertrek

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Internationale Luchthaven Kopenhagen (EKCH)	N 55-37-07 O 012-39-26	Nee
Militair Vliegveld Vaerloese	N 55-46-09 O 012-19-34	Ja

Aérodrome « Ciel ouvert »

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
------	-------------	--------------------------------

Aéroport militaire de Vaerloese	N 55-46-09 E 012-19-34	Oui
---------------------------------	---------------------------	-----

Repères d'entrée/de sortie

A déterminer

Aérodromes d'avitaillement

Site	Emplacement	
------	-------------	--

Aéroport de Vagar (EKVG)	N 62-03-51 O 007-16-26	
Aéroport international de Soendre Sroemfjord (BGSF)	N 67-01-05 O 050-41-39	

Cibles d'étalonnage

Site	Emplacement	
------	-------------	--

Aéroport militaire de Vaerloese	N 55-46-09 E 012-19-34	
---------------------------------	---------------------------	--

Etat partie: Royaume d'Espagne

Point d'entrée/de sortie

Site	Emplacement	Inspection des avions capteurs
------	-------------	--------------------------------

Getafe	N 40-17-43 O 003-43-21	Oui
--------	---------------------------	-----

Point d'entrée/de sortie pour les Iles Canaries

Site	Emplacement	Inspection des avions capteurs
------	-------------	--------------------------------

Gando	N 27-55-49 O 015-23-05	Oui
-------	---------------------------	-----

Aérodromes « Ciel ouvert »

Site	Emplacement	Inspection des avions capteurs
------	-------------	--------------------------------

Getafe	N 40-17-43 O 003-43-21	Oui
Valence	N 39-29-26 O 000-28-50	Non
Valladolid	N 41-42-26 O 004-51-002	Non
Moron	N 37-10-34 O 005-36-53	Non

« Open luchtruim »-vliegveld

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
--------	---------	------------------------------------

Militair Vliegveld Vaerloese	N 55-46-09 O 012-19-34	Ja
------------------------------	---------------------------	----

Binnenkomst-/vertrekposities

Nog te bepalen

Bijtankvliegvelden

Plaats	Ligging	
--------	---------	--

Luchthaven Vagar (EKVG)	N 62-03-51 W 007-16-26	
Internationale Luchthaven Soendre Sroemfjord (BGSF)	N 67-01-05 W 050-41-39	

Ijkdelen

Plaats	Ligging	
--------	---------	--

Militair Vliegveld Vaerloese	N 55-46-09 O 012-19-34	
------------------------------	---------------------------	--

Staat-Partij: Het Koninkrijk Spanje

Punt van binnenkomst/vertrek

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
--------	---------	------------------------------------

Getafe	N 40-17-43 W 003-43-21	Ja
--------	---------------------------	----

Punt van binnenkomst/vertrek voor de Canarische Eilanden

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
--------	---------	------------------------------------

Gando	N 27-55-49 W 015-23-05	Ja
-------	---------------------------	----

« Open luchtruim »-vliegvelden

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
--------	---------	------------------------------------

Getafe	N 40-17-43 W 003-43-21	Ja
Valencia	N 39-29-26 W 000-28-50	Nee
Valladolid	N 41-42-26 W 004-51-02	Nee
Moron	N 37-10-34 W 005-36-53	Nee

Repères d'entrée/de sortie

A déterminer

Aérodromes d'avitaillement

Aucun

Cibles d'étalonnage

Etat partie: République française

Point d'entrée/de sortie

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Orléans-Bricy	N 47-59-12 E 001-45-43	Oui

Aérodromes « Ciel ouvert »

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Orléans-Bricy	N 47-59-12 E 001-45-43	Oui
Toulouse-Blagnac	N 43-37-26 E 001-22-53	Non
Nice-Côte d'Azur	N 43-39-47 E 007-12-09	Non

Repères d'entrée/de sortie

A déterminer

Aérodromes d'avitaillement

Aucun

Cibles d'étalonnage

Etat partie: Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord

Points d'entrée/de sortie

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Brize Norton	N 51-44-97 O 001-34-93	Oui
Heathrow	N 51-28-72 O 000-27-47	Non

Note: Heathrow sert à l'arrivée du personnel sur les vols commerciaux prévus seulement. Ne sert pas aux avions d'observation et de transport.

Binnenkomst-/vertrekposities

Nog te bepalen

Bijtankvliegvelden

Geen

Ijkdelen

Staat-Partij: De Franse Republiek

Punt van binnenkomst/vertrek

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Orléans-Bricy	N 47-59-12 O 001-45-43	Ja

« Open luchtruim »-vliegvelden

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Orléans-Bricy	N 47-59-12 O 001-45-43	Ja
Toulouse-Blagnac	N 43-37-26 O 001-22-53	Nee
Nice-Côte d'Azur	N 43-39-47 O 007-12-09	Nee

Binnenkomst-/vertrekposities

Nog te bepalen

Bijtankvliegvelden

Geen

Ijkdelen

Staat-Partij: Het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië
en Noord-Ierland

Punten van binnenkomst/vertrek

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Brize Norton	N 51-44-97 W 001-34-93	Ja
Heathrow	N 51-28-72 W 000-27-47	Nee

N.B.: Heathrow is slechts bedoeld voor de aankomst van personeel via geregelde passagiersdiensten. Niet voor observatie- of transportvliegtuigen.

Aérodromes « Ciel ouvert »

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Brize Norton	N 51-44-97 O 001-34-93	Oui
Scampton	N 53-18-45 O 000-32-95	Oui
Leuchars	N 55-22-38 O 000-52-03	Oui

Repères d'entrée/de sortie

Seront déterminés par FAA

Aérodromes d'avitaillement

Aucun

Cibles d'étalonnage

Site	Emplacement	
Boscombe Down	N 51-09-10 O 001-44-76	

Etat partie: République hellénique

Point d'entrée/de sortie

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Thessaloniki International	N 40-27-22 E 022-59-21	Oui

Aérodromes « Ciel ouvert »

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Thessaloniki International	N 40-27-22 E 022-59-21	Oui
Elefsis	N 38-04-00 E 023-33-38	Oui

Repère d'entrée/de sortie

Site	Emplacement	
Chouchouligovo	N 41-24-40 E 023-22-02	

« Open luchtruim »-vliegvelden

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Brize Norton	N 51-44-97 W 001-34-93	Ja
Scampton	N 53-18-45 W 000-32-95	Ja
Leuchars	N 55-22-38 W 000-52-03	Ja

Binnenkomst-/vertrekposities

Nog te bepalen

Bijtankvliegvelden

Geen

Ijkdelen

Plaats	Ligging	
Boscombe Down	N 51-09-10 W 001-44-76	

Staat-Partij: De Griekse Republiek

Punt van binnenkomst/vertrek

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Thessaloniki International	N 40-27-22 O 022-59-21	Ja

« Open luchtruim »-vliegvelden

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Thessaloniki International	N 40-27-22 O 022-59-21	Ja
Elefsis	N 38-04-00 E 023-33-38	Ja

Binnenkomst-/vertrekpositie

Plaats	Ligging	
Chouchouligovo	N 41-24-40 O 023-22-02	

Aérodromes d'avitaillement

Cibles d'étalonnage

Etat partie: République de Hongrie

Points d'entrée/de sortie

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Budapest/Ferihegy (LHBP)	N 47-26-18 E 019-15-48	Oui
Tokol (LHTL)	N 47-21-14 E 018-58-08	Oui

Aérodromes « Ciel ouvert »

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Budapest/Ferihegy (LHBP)	N 47-26-18 E 019-15-48	Oui
Tokol (LHTL)	N 47-21-14 E 018-58-08	Oui

Repère d'entrée/de sortie

A déterminer

Aérodromes d'avitaillement

Aucun

Cibles d'étalonnage

Emplacement: A déterminer

Etat partie: République d'Islande

Point d'entrée/de sortie

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Keflavik	N 63-59-48 O 022-36-30	Oui

Aérodromes « Ciel ouvert »

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
	N 63-59-07 O 022-36-20	

Bijtankvliegvelden

Ijkdooelen

Staat-Partij: De Republiek Hongarije

Punten van binnenkomst/vertrek

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Budapest/Ferihegy (LHBP)	N 47-26-18 O 019-15-48	Ja
Tokol (LHTL)	N 47-21-14 O 018-58-08	Ja

« Open luchtruim »-vliegvelden

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Budapest/Ferihegy (LHBP)	N 47-26-18 O 019-15-48	Ja
Tokol (LHTL)	N 47-21-14 O 018-58-08	Ja

Binnenkomst-/vertrekposities

Nog te bepalen

Bijtankvliegvelden

Geen

Ijkdooelen

Ligging: Nog te bepalen

Staat-Partij: De Republiek IJsland

Punt van binnenkomst/vertrek

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Keflavik	N 63-59-48 W 022-36-30	Ja

« Open luchtruim »-vliegvelden

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
	N 63-59-07 W 022-36-20	

Repères d'entrée/de sortie

A déterminer

Aérodromes d'avitaillement

Cibles d'étalonnage

Etat partie: République italienne

Points d'entrée/de sortie

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Milano-Malpensa	N 45-38-00 E 008-44-00	Oui
Palermo Punta Raisi	N 38-10-40 E 013-05-20	Oui

Aérodromes « Ciel ouvert »

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Milano-Malpensa	N 45-38-00 E 008-44-00	Oui
Palermo Punta Raisi	N 38-10-40 E 013-05-20	Oui

Repères d'entrée/de sortie

A déterminer

Aérodromes d'avitaillement

Les aérodromes « Ciel ouvert » susmentionnés

Cibles d'étalonnage

Etat partie: Royaume de Norvège

Point d'entrée/de sortie

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Oslo-Gardermoen (ENGM)	N 60-12-10 E 011-05-08	Oui

Aérodromes « Ciel ouvert »

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Oslo-Gardermoen (ENGM)	N 60-12-10 E 011-05-08	Oui
Tromsøe-Langnes (ENTC)	N 69-40-53 E 018-55-10	Non

Binnenkomst-/vertrekposities

Nog te bepalen

Bijtankvliegvelden

Ijkdoelen

Staat-Partij: De Italiaanse Republiek

Punten van binnenkomst/vertrek

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Milano-Malpensa	N 45-38-00 O 008-44-00	Ja
Palermo Punta Raisi	N 38-10-40 O 013-05-20	Ja

« Open luchtruim »-vliegvelden

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Milano-Malpensa	N 45-38-00 O 008-44-00	Ja
Palermo Punta Raisi	N 38-10-40 O 013-05-20	Ja

Binnenkomst-/vertrekposities

Nog te bepalen

Bijtankvliegvelden

De bovengenoemde « open luchtruim »-vliegvelden

Ijkdoelen

Staat-Partij: Het Koninkrijk Noorwegen

Punt van binnenkomst/vertrek

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Oslo-Gardermoen (ENGM)	N 60-12-10 O 011-05-08	Ja

« Open luchtruim »-vliegvelden

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Oslo-Gardermoen (ENGM)	N 60-12-10 O 011-05-08	Ja
Tromsøe-Langnes (ENTC)	N 69-40-53 O 018-55-10	Nee

Repères d'entrée/de sortie

A déterminer

Aérodromes d'avitaillement

Site	Emplacement	
Trondheim-Vaernes (ENVA)	N 63-27-29 E 010-55-33	

Cibles d'étalonnage

Etat partie: République de Pologne

Point d'entrée/de sortie

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Warszawa-Okecie	N 52-13-10 E 021-01-10	Oui

Aérodromes « Ciel ouvert »

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Warszawa-Okecie	N 52-13-10 E 021-01-10	Oui

Repères d'entrée/de sortie

A déterminer

Aérodromes d'avitaillement

Cibles d'étalonnage

Etat partie: République portugaise

Point d'entrée/de sortie

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Lisboa International	N 38-46-22 O 009-07-58	Oui

Aérodromes « Ciel ouvert »

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Sta. Maria	N 36-58-22 O 025-10-17	Non
Porto Santo	N 33-04-01 O 016-20-44	Non

Binnenkomst-/vertrekposities

Nog te bepalen

Bijtankvliegvelden

Plaats	Ligging	
Trondheim-Vaernes (ENVA)	N 63-27-29 O 010-55-33	

Ijkdelen

Staat-Partij: De Republiek Polen

Punt van binnenkomst/vertrek

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Warszawa-Okecie	N 52-13-10 O 021-01-10	Ja

« Open luchtruim »-vliegvelden

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Warszawa-Okecie	N 52-13-10 O 021-01-10	Ja

Binnenkomst-/vertrekposities

Nog te bepalen

Bijtankvliegvelden

Ijkdelen

Staat-Partij: De Portugese Republiek

Punt van binnenkomst/vertrek

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Lisboa International	N 38-46-22 W 009-07-58	Ja

« Open luchtruim »-vliegvelden

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Sta. Maria	N 36-58-22 W 025-10-17	Nee
Porto Santo	N 33-04-01 W 016-20-44	Nee

Repères d'entrée/de sortie

A déterminer

Aérodromes d'avitaillement

Site	Emplacement	
Lisboa International	N 38-46-22 O 009-07-58	
Sta. Maria	N 36-58-22 O 025-10-17	
Porto Santo	N 33-04-01 O 016-20-44	

Cibles d'étalonnage

Site	Emplacement	
------	-------------	--

Lisboa International A déterminer

Etat partie: Roumanie

Points d'entrée/de sortie

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Aéroport international de Bucaresti-Otopeni	N 44-34-30 E 026-05-10	Oui
Aéroport de Timisoara	N 45-48-37 E 021-20-22	Oui

Aérodromes « Ciel ouvert »

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Aéroport international de Bucaresti-Otopeni	N 44-34-30 E 026-05-10	Oui
Aéroport de Timisoara	N 45-48-37 E 021-20-22	Oui
Aéroport de Bacau	N 46-31-19 E 026-54-41	Non

Repères d'entrée/de sortie

A déterminer

Aérodromes d'avitaillement

Site	Emplacement	
Aéroport international de Bucaresti-Otopeni	N 44-34-30 E 026-05-10	
Aéroport de Timisoara	N 45-48-37 E 021-20-22	

Binnenkomst-/vertrekposities

Nog te bepalen

Bijtankvliegvelden

Plaats	Ligging	
Lisboa International	N 38-46-22 W 009-07-58	
Sta. Maria	N 36-58-22 W 025-10-17	
Porto Santo	N 33-04-01 W 016-20-44	

Ijkdelen

Plaats	Ligging	
--------	---------	--

Lisboa International Nog te bepalen

Staat-Partij: Roemenie

Punten van binnenkomst/vertrek

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Internationale Luchthaven Bucaresti-Otopeni	N 44-34-30 O 026-05-10	Ja
Luchthaven Timisoara	N 45-48-37 O 021-20-22	Ja

« Open luchtruim »-vliegvelden

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Internationale Luchthaven Bucaresti-Otopeni	N 44-34-30 O 026-05-10	Ja
Luchthaven Timisoara	N 45-48-37 O 021-20-22	Ja
Luchthaven Bacau	N 46-31-19 O 026-54-41	Nee

Binnenkomst-/vertrekposities

Nog te bepalen

Bijtankvliegvelden

Plaats	Ligging	
Internationale Luchthaven Bucaresti-Otopeni	N 44-34-30 O 026-05-10	
Luchthaven Timisoara	N 45-48-37 O 021-20-22	

Cibles d'étalonnage

Site	Emplacement	
Urlati	N 45-55-45 E 026-05-11	
Dunavat	N 45-02-10	
Nord Murighiol	E 029-13-20	

Etat partie: République fédérative tchèque et slovaque

Point d'entrée/de sortie

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Praha International	N 50-06-10 E 014-15-40	Oui

Aérodromes « Ciel ouvert »

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Praha International	N 50-06-10 E 014-15-40	Oui
Bratislava International	N 49-10-10 E 017-12-50	Non
Kosice International	N 48-40-10 E 021-14-40	Non

Repères d'entrée/de sortie

A déterminer

Aérodromes d'avitaillement

Site	Emplacement	
Bratislava International	N 49-10-10 E 017-12-50	
Kosice International	N 48-40-10 E 021-14-40	

Cibles d'étalonnage

Site	Emplacement	
Praha International	A déterminer	

Etat partie: République turque

Points d'entrée/de sortie

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
Eskisehir	N 39-47-00 E 030-35-00	Oui
Diyarbakir	N 30-50-00 E 040-05-00	Oui

Ijkdooelen

Plaats	Ligging	
Urlati	N 45-55-45 O 026-05-11	
Dunavat	N 45-02-10	
Nord Murighiol	O 029-13-20	

Staat-Partij: De Tsjechische en Slowaakse Federatieve Republiek

Punt van binnenkomst/vertrek

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Praha International	N 50-06-10 O 014-15-40	Ja

« Open luchtruim »-vliegvelden

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Praha International	N 50-06-10 O 014-15-40	Ja
Bratislava International	N 49-10-10 O 017-12-50	Nee
Kosice International	N 48-40-10 O 021-14-40	Nee

Binnenkomst-/vertrekposities

Nog te bepalen

Bijtankvliegvelden

Plaats	Ligging	
Bratislava International	N 49-10-10 O 017-12-50	
Kosice International	N 48-40-10 O 021-14-40	

Ijkdooelen

Plaats	Ligging	
Praha International	Nog te bepalen	

Staat-Partij: De Republiek Turkije

Punten van binnenkomst/vertrek

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
Eskisehir	N 39-47-00 O 030-35-00	Ja
Diyarbakir	N 30-50-00 O 040-05-00	Ja

Aérodromes « Ciel ouvert »

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
------	-------------	--------------------------------

Eskisehir	N 39-47-00 E 030-35-00	Oui
Diyarbakir	N 30-50-00 E 040-05-00	Oui

Repères d'entrée/de sortie

A déterminer

Aérodromes d'avitaillement

A déterminer

Cibles d'étalonnage

Site	Emplacement	
------	-------------	--

Eskisehir	A déterminer	
Diyarbakir	A déterminer	

Etat partie: Ukraine

Point d'entrée/de sortie

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
------	-------------	--------------------------------

Borispol/Kiev	N 50-20-07 E 030-53-07	Oui
---------------	---------------------------	-----

Aérodromes « Ciel ouvert »

Site	Emplacement	Inspection des avions/capteurs
------	-------------	--------------------------------

Borispol/Kiev	N 50-20-07 E 030-53-07	Oui
---------------	---------------------------	-----

Repères d'entrée/de sortie

A déterminer

Aérodromes d'avitaillement

Site	Emplacement	
------	-------------	--

Lvov	N 49-48-07 E 023-57-03	
Odessa	N 46-25-06 E 030-40-07	

Cibles d'étalonnage

« Open luchtruim »-vliegvelden

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
--------	---------	------------------------------------

Eskisehir	N 39-47-00 O 030-35-00	Ja
Diyarbakir	N 30-50-00 O 040-05-00	Ja

Binnenkomst-/vertrekposities

Nog te bepalen

Bijtankvliegvelden

Nog te bepalen

Ijkdelen

Plaats	Ligging	
--------	---------	--

Eskisehir	Nog te bepalen	
Diyarbakir	Nog te bepalen	

Staat-Partij: Oekraïne

Punt van binnenkomst/vertrek

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
--------	---------	------------------------------------

Borispol/Kiev	N 50-20-07 O 030-53-07	Ja
---------------	---------------------------	----

« Open luchtruim »-vliegvelden

Plaats	Ligging	Inspectie van vliegtuigen/sensoren
--------	---------	------------------------------------

Borispol/Kiev	N 50-20-07 O 30-53-07	Ja
---------------	--------------------------	----

Binnenkomst-/vertrekposities

Nog te bepalen

Bijtankvliegvelden

Plaats	Ligging	
--------	---------	--

Lvov	N 49-48-07 O 023-57-03	
Odessa	N 46-25-06 O 030-40-07	

Ijkdelen

ANNEXE F

Inspections préalables au vol et vols de démonstration

SECTION I

Inspection préalable au vol des avions d'observation et des capteurs de la Partie observatrice

1. L'objet de l'inspection préalable au vol de l'avion d'observation et des capteurs fournis par la Partie observatrice est de confirmer que l'avion d'observation, ses capteurs et le matériel connexe correspondent à ceux qui ont été certifiés conformément aux dispositions de l'Annexe D au Traité. La Partie observée a le droit d'effectuer une inspection préalable au vol d'un avion d'observation et de ses capteurs, fournis par la Partie observatrice, pour confirmer que :

A. l'avion d'observation, ses capteurs et le matériel connexe, y compris, le cas échéant, les objectifs et les pellicules photographiques, correspondent à ceux qui ont été certifiés conformément aux dispositions de l'Annexe D au Traité; et

B. l'avion d'observation n'a à son bord aucun autre élément de matériel que ceux qui sont autorisés en vertu de l'Article IV du Traité.

2. A l'arrivée de l'avion d'observation au point d'entrée, la Partie observée :

A. fournit une liste des inspecteurs, dont le nombre ne doit pas dépasser dix personnes, à moins qu'il n'en soit convenu autrement, en y faisant mention de la fonction générale de chacun des inspecteurs;

B. fournit une liste des éléments de matériel que les inspecteurs ont l'intention d'utiliser au cours de l'inspection préalable au vol, comme prévu au paragraphe 5 de la Section II de l'Annexe D au Traité; et

C. informe la Partie observatrice de ses plans en ce qui concerne l'inspection préalable au vol de l'avion d'observation et de ses capteurs.

3. Avant le début de l'inspection préalable au vol, une personne désignée par la Partie observatrice :

A. informe la Partie observée des modalités comptables qui seront appliquées pour confirmer que tout le matériel d'inspection, y compris tout matériel servant à des essais non destructifs tel que visé au paragraphe 7 de la présente Section, apporté par les inspecteurs à bord de l'avion d'observation, a été débarqué de l'avion d'observation à la fin de l'inspection préalable au vol;

B. examine et inventorie, de concert avec les inspecteurs, chaque élément du matériel à utiliser au cours de l'inspection préalable au vol; et

C. avertit les inspecteurs de toutes les précautions de sécurité qu'ils doivent prendre pendant l'inspection préalable au vol de l'avion d'observation et de ses capteurs.

4. L'inspection préalable au vol ne commence pas avant l'achèvement des formalités d'arrivée et ne dure pas plus de huit heures.

5. La Partie observatrice a le droit de fournir ses propres accompagnateurs qui se joindront aux inspecteurs pendant toute

BIJLAGE F

Aan de vlucht voorafgaande inspecties en demonstratievluchten

AFDELING I

Aan de vlucht voorafgaande inspectie van observatievliegtuigen en sensoren van de observerende Partij

1. De aan de vlucht voorafgaande inspectie van door de observerende Partij ter beschikking gestelde observatievliegtuigen en sensoren heeft tot doel zich ervan te vergewissen dat het observatievliegtuig, de sensoren en de bijbehorende apparatuur overeenstemmen met die welke zijn gecertificeerd overeenkomstig de bepalingen van Bijlage D bij het Verdrag. De geobserveerde Partij heeft het recht een aan de vlucht voorafgaande inspectie te verrichten van een door de observerende Partij ter beschikking gesteld observatievliegtuig en de sensoren daarvan, teneinde zich ervan te vergewissen dat :

A. het observatievliegtuig, de sensoren en de bijbehorende apparatuur, indien van toepassing met inbegrip van het objectief en de fotofilm, overeenstemmen met die welke zijn gecertificeerd overeenkomstig de bepalingen van Bijlage D bij het Verdrag; en

B. zich geen andere apparatuur aan boord van het observatievliegtuig bevindt dan die welke is toegestaan op grond van artikel IV van het Verdrag.

2. Na aankomst van het observatievliegtuig op het punt van binnenkomst dient de geobserveerde Partij;

A. een lijst te verstrekken van de inspecteurs, wier aantal niet groter mag zijn dan tien, tenzij anders is overeengekomen, onder vermelding van de algemene taak van elk der inspecteurs;

B. een lijst te verstrekken van de in Afdeling II, paragraaf 5, van Bijlage D bij het Verdrag bedoelde apparatuur die zij voornemens zijn te gebruiken gedurende de aan de vlucht voorafgaande inspectie; en

C. de observerende Partij te informeren over haar plan voor de aan de vlucht voorafgaande inspectie van het observatievliegtuig en de sensoren daarvan.

3. Vóór het begin van de aan de vlucht voorafgaande inspectie dient een aangewezen persoon van de observerende Partij :

A. de geobserveerde Partij voor te lichten over de inventarisatie-procedures die moeten worden gevolgd om zich ervan te vergewissen dat alle door de inspecteurs aan boord van het observatievliegtuig gebrachte inspectie-apparatuur, alsmede alle niet tot vernietiging leidende testapparatuur als bedoeld in paragraaf 7 van deze Afdeling, uit het observatievliegtuig is verwijderd na afloop van de aan de vlucht voorafgaande inspectie;

B. te zamen met de inspecteurs een inventarisatie uit te voeren van alle apparatuur die tijdens de aan de vlucht voorafgaande inspectie zal worden gebruikt; en

C. de inspecteurs voor te lichten over alle veiligheidsmaatregelen die tijdens de aan de vlucht voorafgaande inspectie van het observatievliegtuig en de sensoren daarvan in acht moeten worden genomen.

4. De aan de vlucht voorafgaande inspectie begint eerst na afloop van de formele aankomstprocedures en mag niet langer dan acht uur duren.

5. De observerende Partij heeft het recht haar eigen begeleiders te leveren die de inspecteurs gedurende de gehele aan de vlucht

la durée de l'inspection préalable au vol de l'avion d'observation et de ses capteurs pour confirmer que l'inspection est menée conformément aux dispositions de la présente Section. La Partie observatrice facilite l'inspection conformément aux modalités précisées aux paragraphes 7 et 8 de la Section II de l'Annexe D au Traité.

6. En procédant à l'inspection préalable au vol, les inspecteurs ont droit d'accès à l'avion d'observation, à ses capteurs et au matériel connexe dans les mêmes termes que prévu au paragraphe 10 de la Section II de l'Annexe D et se conforment aux dispositions des paragraphes 11 et 12 de la Section II de l'Annexe D au Traité.

7. Aux fins de la présente inspection, la Partie observée a le droit d'apporter à bord et d'utiliser le matériel d'essais non destructifs ci-après:

- A. sonde vidéo (écran de contrôle sur une caméra vidéo);
- B. matériel de numérisation d'images radioscopiques en lecture directe ou avec éclatement;
- C. matériel de numérisation d'images à ultrasons;
- D. analyseur logique/de données;
- E. capteurs infrarouges passifs; et
- F. caméra 35 millimètres.

En outre, la Partie observée a le droit d'apporter à bord et d'utiliser tout autre matériel d'essais non destructifs pouvant être nécessaire pour établir qu'aucun autre élément de matériel que ceux qui sont permis en vertu de l'Article IV du Traité ne se trouve à bord de l'avion d'observation, comme pourrait en convenir la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » avant le 30 juin 1992.

8. Une fois achevée l'inspection préalable au vol, les inspecteurs quittent l'avion d'observation et la Partie observatrice a le droit d'appliquer ses propres méthodes comptables pour confirmer que tout le matériel d'inspection utilisé durant l'inspection préalable au vol a été débarqué de l'avion d'observation. Si la Partie observée ne peut donner satisfaction à la Partie observatrice en lui prouvant que tel est le cas, la Partie observatrice a le droit d'effectuer le vol d'observation ou de l'annuler et, lorsqu'elle estimera qu'il est sûr de le faire, de quitter le territoire de la Partie observée. Dans ce dernier cas, aucun vol d'observation n'est déduit du quota ni de l'un ni de l'autre Etat Partie.

9. Les inspecteurs informent immédiatement la Partie observatrice s'ils établissent que l'avion d'observation, ses capteurs ou le matériel connexe ne correspondent pas à ceux qui sont certifiés conformément aux dispositions de l'Annexe D au Traité ou que des éléments de matériel autres que ceux qui sont autorisés aux termes de l'Article IV du Traité se trouvent à bord de l'avion d'observation. Si la Partie observatrice ne peut prouver que l'avion d'observation, ses capteurs et le matériel connexe correspondent à ceux qui sont certifiés conformément aux dispositions de l'Annexe D au Traité et qu'aucun autre élément de matériel que ceux qui sont autorisés aux termes de l'Article IV du Traité ne se trouve à bord de l'avion d'observation, et si les Parties observatrice et observée n'en conviennent pas autrement, la Partie observée a le droit d'interdire le vol d'observation en vertu de l'article VIII du Traité. Si le vol d'observation est interdit, l'avion d'observation quitte sans délai le territoire de la Partie observée et aucun vol d'observation n'est déduit du quota ni de l'un ni de l'autre Etat Partie.

voorafgaande inspectie van het observatievliegtuig en de sensoren daarvan vergezellen, teneinde zich ervan te vergewissen dat de inspectie geschiedt in overeenstemming met de bepalingen van deze Afdeling. De observerende Partij vergemakkelijkt de inspectie in overeenstemming met de in Afdeling II, paragrafen 7 en 8, van Bijlage D bij dit Verdrag omschreven procedures.

6. Bij de uitvoering van de aan de vlucht voorafgaande inspectie hebben de inspecteurs recht van toegang tot het observatievliegtuig, de sensoren en de bijbehorende apparatuur, zulks op dezelfde wijze als bepaald in Bijlage D, Afdeling II, paragraaf 10, en daarbij dienen zij de bepalingen van Afdeling II, paragrafen 11 en 12, van Bijlage D bij het Verdrag in acht te nemen.

7. Ten behoeve van de inspectie heeft de geobserveerde Partij het recht de volgende niet tot vernietiging leidende testapparatuur mede aan boord te nemen en deze aldaar te gebruiken:

- A. een videosonde (videocamera met endoscoop);
- B. röntgenbeeldapparatuur en röntgenbeeldapparatuur met terugverstrooiing;
- C. ultrasone beeldapparatuur;
- D. een logica-/gegevensanalysator;
- E. passief-infraroodsensoren; en
- F. een 35-millimeter-camera.

Daarnaast heeft de geobserveerde Partij het recht andere niet tot vernietiging leidende testapparatuur mede aan boord te nemen, en aldaar te gebruiken, die nodig is om vast te stellen dat zich aan boord van het observatievliegtuig geen andere apparatuur bevindt dan die welke is toegestaan op grond van artikel IV van het Verdrag, overeen te komen door de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie vóór 30 juni 1992.

8. Na afloop van de aan de vlucht voorafgaande inspectie verlaten de inspecteurs het observatievliegtuig en heeft de observerende Partij het recht haar eigen inventarisatieprocedures toe te passen om zich ervan te vergewissen dat alle gedurende de aan de vlucht voorafgaande inspectie gebruikte inspectie-apparatuur uit het observatievliegtuig is verwijderd. Indien de geobserveerde Partij niet in staat is dit ten genoegen van de observerende Partij aan te tonen, heeft de observerende Partij het recht met de observatievlucht te beginnen of daarvan af te zien en het grondgebied van de geobserveerde Partij te verlaten, wanneer zij meent dat zij zulks veilig kan doen. In het laatstbedoelde geval wordt geen observatievlucht in mindering gebracht op het quotum van beide Staten-Partijen.

9. De inspecteurs lichten de observerende Partij onmiddellijk in indien zij vaststellen dat het observatievliegtuig, de sensoren of de bijbehorende apparatuur niet overeenstemmen met die welke zijn gecertificeerd overeenkomstig de bepalingen van Bijlage D bij het Verdrag, of dat zich aan boord van het observatievliegtuig andere apparatuur bevindt dan die welke is toegestaan op grond van artikel IV van het Verdrag. Indien de observerende Partij niet in staat is aan te tonen dat het observatievliegtuig, de sensoren en de bijbehorende apparatuur overeenstemmen met die welke zijn gecertificeerd overeenkomstig de bepalingen van Bijlage D bij het Verdrag, en dat zich aan boord van het observatievliegtuig geen andere apparatuur bevindt dan die welke is toegestaan op grond van artikel IV van het Verdrag, heeft de geobserveerde Partij, indien de observerende en de geobserveerde Partij niet anders zijn overeengekomen, het recht de observatievlucht te verbieden overeenkomstig artikel VIII van het Verdrag. Indien de observatievlucht wordt verboden, dient het observatievliegtuig het grondgebied van de geobserveerde onverwijld te verlaten en wordt er geen observatievlucht in mindering gebracht op het quotum van beide Staten-Partijen.

10. Une fois achevée l'inspection préalable au vol de l'avion d'observation et des capteurs, les Parties observée et observatrice rédigent un rapport d'inspection préalable au vol dans lequel il est indiqué:

A. que l'avion d'observation, ses capteurs et le matériel connexe correspondent à ceux qui sont certifiés conformément aux dispositions de l'Annexe D au Traité; et

B. qu'aucun élément de matériel autre que ceux qui sont autorisés aux termes de l'Article IV du Traité ne se trouve à bord de l'avion d'observation.

11. La signature du rapport d'inspection préalable au vol par la Partie observée signifie que cette dernière accepte que la Partie observatrice utilise cet avion d'observation pour conduire un vol d'observation au-dessus du territoire de la Partie observée.

SECTION II

Inspection préalable au vol des capteurs de la partie observée

1. L'objet de l'inspection préalable au vol des capteurs installés à bord d'un avion d'observation fourni par la Partie observée est de confirmer que les capteurs et le matériel connexe correspondent à ceux qui sont certifiés conformément aux dispositions de l'Annexe D au Traité. La Partie observatrice a le droit d'effectuer une inspection préalable au vol des capteurs et du matériel connexe installés à bord d'un avion d'observation fourni par la Partie observée afin de confirmer que les capteurs de cet avion et le matériel connexe correspondent à ceux qui sont certifiés conformément aux dispositions de l'Annexe D au Traité.

2. A l'arrivée des inspecteurs de la Partie observatrice au lieu de l'inspection préalable au vol, la Partie observatrice:

A. fournit une liste des inspecteurs, dont le nombre ne doit pas dépasser cinq personnes, à moins qu'il n'en soit convenu autrement, en y faisant mention de la fonction générale de chaque inspecteur;

B. fournit une liste des éléments de matériel que les inspecteurs ont l'intention d'utiliser au cours de l'inspection préalable au vol; et

C. informe la Partie observée de son plan d'inspection au vol des capteurs et du matériel connexe installés à bord de l'avion d'observation.

3. Avant le début de l'inspection préalable au vol, une personne désignée par la Partie observée:

A. informe la Partie observatrice des modalités comptables qui seront appliquées pour confirmer que chaque élément du matériel apporté par les inspecteurs à bord de l'avion d'observation a été débarqué de l'avion d'observation à la fin de l'inspection préalable au vol;

10. Na afloop van de aan de vlucht voorafgaande inspectie van het observatievliegtuig en de sensoren daarvan, stellen de geobserveerde en de observerende Partij een rapport inzake de aan de vlucht voorafgaande inspectie op, waarin wordt vermeld dat:

A. het observatievliegtuig, de sensoren en de bijbehorende apparatuur overeenstemmen met die welke zijn gecertificeerd overeenkomstig de bepalingen van Bijlage D bij het Verdrag; en

B. zich aan boord van het observatievliegtuig geen andere apparatuur bevindt dan die welke is toegestaan op grond van artikel IV van het Verdrag.

11. Ondertekening van het rapport inzake de aan de vlucht voorafgaande inspectie door de geobserveerde Partij betekent dat zij erin toestemt dat de observerende Partij dat observatievliegtuig gebruikt voor het uitvoeren van een observatievlucht boven het grondgebied van de geobserveerde Partij.

AFDELING II

Aan de vlucht voorafgaande inspectie van de sensoren van de geobserveerde partij

1. De aan de vlucht voorafgaande inspectie van de sensoren aan boord van een door de geobserveerde Partij ter beschikking gesteld observatievliegtuig heeft tot doel zich ervan te vergewissen dat de sensoren en de bijbehorende apparatuur overeenstemmen met die welke zijn gecertificeerd overeenkomstig de bepalingen van bijlage D bij het Verdrag. De observerende Partij heeft het recht een aan de vlucht voorafgaande inspectie te verrichten van de sensoren en de bijbehorende apparatuur die zijn aangebracht aan boord van een door de geobserveerde Partij ter beschikking gesteld observatievliegtuig, teneinde zich ervan te vergewissen dat de sensoren en de bijbehorende apparatuur overeenstemmen met die welke zijn gecertificeerd overeenkomstig de bepalingen van Bijlage D bij het Verdrag.

2. Na aankomst van de inspecteurs van de observerende Partij op de plaats waar de aan de vlucht voorafgaande inspectie plaatsvindt, dient de observerende Partij:

A. een lijst te verstrekken van de inspecteurs, wier aantal niet groter mag zijn dan vijf, tenzij anders is overeengekomen, onder vermelding van de algemene taak van elke inspecteur;

B. een lijst te verstrekken van de apparatuur die de inspecteurs voornemens zijn te gebruiken gedurende de aan de vlucht voorafgaande inspectie; en

C. de observerende Partij te informeren over haar plan voor de aan de vlucht voorafgaande inspectie van de sensoren en bijbehorende apparatuur aan boord van het observatievliegtuig.

3. Vóór het begin van de aan de vlucht voorafgaande inspectie dient een aangewezen persoon van de geobserveerde Partij:

A. de observerende Partij voor te lichten over de inventarisatieprocedures die moeten worden gevolgd om zich ervan te vergewissen dat alle door de inspecteurs aan boord van het observatievliegtuig gebrachte apparatuur uit het observatievliegtuig is verwijderd na afloop van de aan de vlucht voorafgaande inspectie;

B. examine et inventorie, de concert avec les inspecteurs, chaque élément du matériel à utiliser au cours de l'inspection préalable au vol; et

C. avertit les inspecteurs de toutes les précautions de sécurité nécessaires qu'ils doivent prendre pendant l'inspection préalable au vol des capteurs et du matériel connexe installés à bord de l'avion d'observation.

4. L'inspection préalable au vol ne commence pas avant l'achèvement des formalités d'arrivée et ne dure pas plus de huit heures.

5. La Partie observée a le droit de fournir ses propres accompagnateurs qui se joindront aux inspecteurs pendant toute la durée de l'inspection préalable au vol des capteurs et du matériel connexe installés à bord de l'avion d'observation pour confirmer que l'inspection est menée conformément aux dispositions de la présente Section. La Partie observée facilite l'inspection, par les inspecteurs, des capteurs et du matériel connexe installés à bord de l'avion d'observation, conformément aux modalités précisées au paragraphe 7 de la Section II de l'Annexe D au Traité.

6. En procédant à l'inspection préalable au vol, les inspecteurs ont droit d'accès aux capteurs et au matériel connexe installés à bord de l'avion d'observation, dans les mêmes termes que prévu au paragraphe 10 de la Section II de l'Annexe D et se conforment aux dispositions des paragraphes 11 et 12 de la Section II de l'Annexe D au Traité.

7. Une fois achevée l'inspection préalable au vol, les inspecteurs quittent l'avion d'observation et la Partie observée a le droit d'appliquer ses propres méthodes comptables pour confirmer que tous les éléments de matériel ont été débarqués de l'avion d'observation. Si la Partie observatrice ne peut donner satisfaction à la Partie observée en lui prouvant que tel est le cas, la Partie observée a le droit d'interdire le vol d'observation conformément aux dispositions de l'Article VIII du Traité, et aucun vol d'observation n'est déduit du quota ni de l'un ni de l'autre Etat Partie.

8. Les inspecteurs informent immédiatement la Partie observée s'ils établissent que l'un quelconque des capteurs ou des éléments de matériel connexe installés à bord de l'avion d'observation ne correspondent pas à ceux qui sont certifiés conformément aux dispositions de l'Annexe D au Traité. Si la Partie observée ne peut prouver que les capteurs ou le matériel connexe installés à bord de l'avion d'observation correspondent à ceux qui sont certifiés conformément aux dispositions de l'Annexe D au Traité, la Partie observatrice a le droit:

A. de convenir d'utiliser un autre ensemble de capteurs dont les types ou les capacités sont tels que le propose la Partie observée;

B. de poursuivre les opérations selon le plan de mission d'origine;

C. d'accepter de retarder le début du vol d'observation pour permettre à la Partie observée de remédier au problème dont la Partie observatrice a déterminé l'existence, conformément aux termes du présent paragraphe. Dans le cas où le problème est résolu à la satisfaction de la Partie observatrice, le vol se déroule alors conformément au plan de mission, révisé au besoin de tout retard. Dans le cas où il n'est pas remédié au problème à la satisfaction de la Partie observatrice, celle-ci quitte le territoire de la Partie observée; ou

D. d'annuler le vol d'observation et de quitter immédiatement le territoire de la Partie observée.

B. te zamen met de inspecteurs een onderzoek en een inventarisatie uit te voeren van alle apparatuur die tijdens de aan de vlucht voorafgaande inspectie zal worden gebruikt; en

C. de inspecteurs voor te lichten over alle noodzakelijke veiligheidsmaatregelen die tijdens de aan de vlucht voorafgaande inspectie van de aan boord van het observatievliegtuig aangebrachte sensoren en bijbehorende apparatuur in acht moeten worden genomen.

4. De aan de vlucht voorafgaande inspectie begint eerst na afloop van de formele aankomstprocedures en mag niet langer dan acht uur duren.

5. De geobserveerde Partij heeft het recht haar eigen begeleiders te leveren die de inspecteurs gedurende de gehele aan de vlucht voorafgaande inspectie van de sensoren en de bijbehorende apparatuur aan boord van het observatievliegtuig vergezellen, teneinde zich ervan te vergewissen dat de inspectie geschiedt in overeenstemming met de bepalingen van deze Afdeling. De geobserveerde Partij vergemakkelijkt de inspectie van de sensoren en de bijbehorende apparatuur aan boord van het observatievliegtuig door de inspecteurs in overeenstemming met de in Afdeling II, paragraaf 7, van Bijlage D bij dit Verdrag omschreven procedures.

6. Bij de uitvoering van de aan de vlucht voorafgaande inspectie hebben de inspecteurs recht van toegang tot de sensoren en de bijbehorende apparatuur aan boord van het observatievliegtuig, zulks op dezelfde wijze als bepaald in Bijlage D, Afdeling II, paragraaf 10, en daarbij dienen zij de bepalingen van Afdeling II, paragrafen 11 en 12, van Bijlage D bij het Verdrag in acht te nemen.

7. Na afloop van de aan de vlucht voorafgaande inspectie verlaten de inspecteurs het observatievliegtuig en heeft de geobserveerde Partij het recht haar eigen inventarisatieprocedures toe te passen om zich ervan te vergewissen dat alle apparatuur uit het observatievliegtuig is verwijderd. Indien de observerende Partij niet in staat is dit ten genoegen van de geobserveerde Partij aan te tonen, heeft de geobserveerde Partij het recht de observatievlucht te verbieden in overeenstemming met artikel VIII van het Verdrag en wordt er geen observatievlucht in mindering gebracht op het quotum van beide Staten-Partijen.

8. De inspecteurs lichten de geobserveerde Partij onmiddellijk in indien zij vaststellen dat een van de sensoren of de bijbehorende apparatuur niet overeenstemt met die welke zijn gecertificeerd overeenkomstig de bepalingen van Bijlage D bij het Verdrag. Indien de geobserveerde Partij niet in staat is aan te tonen dat de sensoren en de bijbehorende apparatuur aan boord van het observatievliegtuig overeenstemmen met die welke zijn gecertificeerd overeenkomstig de bepalingen van Bijlage D bij het Verdrag, heeft de observerende Partij het recht:

A. in te stemmen met het gebruik van andere door de geobserveerde Partij voorgestelde sensortypen of vermogens;

B. te handelen volgens het oorspronkelijke missieplan;

C. in te stemmen met uitstel van de aanvang van de observatievlucht, teneinde de geobserveerde Partij in staat te stellen het overeenkomstig deze paragraaf door de observerende Partij vastgestelde probleem te verhelpen, Ingeval het probleem ten genoegen van de observerende Partij wordt opgelost, vindt de vlucht plaats overeenkomstig het missieplan, indien nodig herzien in verband met uitstel. Ingeval het probleem niet ten genoegen van de observerende Partij wordt opgelost, verlaat de observerende Partij het grondgebied van de geobserveerde Partij; of

D. af te zien van de observatievlucht en het grondgebied van de geobserveerde Partij onmiddellijk te verlaten.

9. Si la Partie observatrice quitte le territoire de la Partie observée sans avoir effectué de vol d'observation, ainsi qu'il est prévu aux alinéas C et D du paragraphe 8 de la présente Section, aucun vol d'observation n'est déduit du quota ni de l'un ni de l'autre Etat Partie.

10. Une fois achevée l'inspection préalable au vol des capteurs et du matériel connexe installés à bord de l'avion d'observation, la Partie observée et la Partie observatrice rédigent un rapport d'inspection préalable au vol dans lequel il est indiqué que les capteurs correspondent à ceux qui sont certifiés conformément aux dispositions de l'Annexe D au Traité. La signature du rapport d'inspection préalable au vol par la Partie observatrice signifie que cette dernière accepte d'utiliser l'avion d'observation considéré pour conduire un vol d'observation au-dessus du territoire de la Partie observée.

SECTION III

Vols de démonstration

1. Dans le cas où l'avion est fourni par la Partie observatrice, à la demande de la Partie observée, la Partie observatrice, à la suite de l'inspection préalable au vol, effectue un vol de démonstration pour permettre aux inspecteurs d'observer le fonctionnement des capteurs qui doivent être utilisés pendant le vol d'observation et pour recueillir suffisamment de données pour leur permettre de confirmer que la capacité de ces capteurs est conforme aux dispositions du paragraphe 8 de l'Article IV du Traité.

2. Dans le cas où l'avion est fourni par la Partie observée, à la demande de la Partie observatrice, la Partie observée, à la suite de l'inspection préalable au vol, effectue un vol de démonstration pour permettre aux inspecteurs d'observer le fonctionnement des capteurs qui doivent être utilisés pendant le vol d'observation et pour recueillir suffisamment de données pour leur permettre de confirmer que la capacité de ces capteurs est conforme aux dispositions du paragraphe 9 de l'Article IV du Traité.

3. Dans le cas où soit la Partie observée, soit la Partie observatrice exerce son droit de demander un vol de démonstration:

A. le vol de démonstration est effectué conformément aux prescriptions de la Section III de l'annexe D;

B. le vol de démonstration ne dure pas plus de deux heures;

C. la Partie observée fournit des cibles d'étalonnage conformément aux spécifications de l'Appendice 1 à l'Annexe D au Traité à proximité de l'aérodrome sur lequel l'inspection préalable au vol doit être effectuée;

D. tout retard dans la réponse à une demande de vol de démonstration causé par des conditions météorologiques ou des problèmes touchant à l'avion ou aux capteurs de la Partie observée n'est pas déduit du temps affecté à ces vols, à moins qu'il n'en soit convenu autrement;

E. la Partie observée effectue le traitement des données recueillies par les capteurs dans une installation à proximité de l'aérodrome sur lequel l'inspection préalable au vol doit être effectuée, en présence de membres du personnel de la Partie observatrice, conformément aux dispositions des Sections II et III de l'Article IX du Traité; et

F. le coût du vol de démonstration, y compris la fourniture des supports d'enregistrement des données et le traitement des données, est réparti conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la Section I de l'Annexe L au Traité.

9. Indien de observerende Partij het grondgebied van de geobserveerde Partij verlaat zonder een observatievlucht te hebben uitgevoerd, zoals bepaald in paragraaf 8, letters C en D, van deze Afdeling, wordt er geen observatievlucht in mindering gebracht op het quotum van beide Staten-Partijen.

10. Na afloop van de aan de vlucht voorafgaande inspectie van de aan boord van het observatievliegtuig aangebrachte sensoren en bijbehorende apparatuur stellen de geobserveerde Partij en de observerende Partij een rapport inzake de aan de vlucht voorafgaande inspectie op, waarin wordt vermeld dat de sensoren overeenstemmen met die welke zijn gecertificeerd overeenkomstig de bepalingen van Bijlage D bij het Verdrag. Ondertekening van het rapport inzake de aan de vlucht voorafgaande inspectie door de observerende Partij betekent dat zij instemt met het gebruik van dat observatievliegtuig voor het uitvoeren van een observatievlucht boven het grondgebied van de geobserveerde Partij.

AFDELING III

Demonstratievluchten

1. Ingeval het vliegtuig ter beschikking wordt gesteld door de observerende Partij voert de observerende Partij, op verzoek van de geobserveerde Partij, na de aan de vlucht voorafgaande inspectie een demonstratievlucht uit teneinde de inspecteurs in staat te stellen de werking van de tijdens de observatievlucht te gebruiken sensoren waar te nemen en voldoende gegevens te verzamelen om hen in staat te stellen zich ervan te vergewissen dat het vermogen van die sensoren in overeenstemming is met de bepalingen van artikel IV, achtste lid, van het Verdrag.

2. Ingeval het vliegtuig ter beschikking wordt gesteld door de geobserveerde Partij voert de geobserveerde Partij, op verzoek van de observerende Partij, na de aan de vlucht voorafgaande inspectie een demonstratievlucht uit teneinde de inspecteurs in staat te stellen de werking van de tijdens de observatievlucht te gebruiken sensoren waar te nemen en voldoende gegevens te verzamelen om hen in staat te stellen zich ervan te vergewissen dat het vermogen van die sensoren in overeenstemming is met de bepalingen van artikel IV, negende lid, van het Verdrag.

3. Ingeval hetzij de geobserveerde Partij, hetzij de observerende Partij gebruik maakt van haar recht te verzoeken om een demonstratievlucht:

A. wordt de demonstratievlucht uitgevoerd in overeenstemming met de vereisten van Bijlage D, Afdeling III;

B. duurt de demonstratievlucht niet langer dan twee uur;

C. stelt de geobserveerde Partij ijkdoelen ter beschikking in overeenstemming met de voorschriften van Aanhangsel I bij Bijlage D bij het Verdrag, zulks in de nabijheid van het vliegveld waar de aan de vlucht voorafgaande inspectie wordt verricht;

D. wordt een vertraging in de uitvoering van een verzoek om een demonstratievlucht, ten gevolge van weersomstandigheden of problemen met het vliegtuig of de sensoren van de geobserveerde Partij, niet in mindering gebracht op de tijd die voor zulke vluchten is voorzien, tenzij anders is overeengekomen;

E. verwerkt de geobserveerde Partij de door sensoren verzamelde gegevens in een inrichting in de nabijheid van het vliegveld waar de aan de vlucht voorafgaande inspectie wordt uitgevoerd, in aanwezigheid van personeel van de observerende Partij in overeenstemming met de bepalingen van artikel IX, Afdelingen II en III, van het Verdrag; en

F. worden de kosten van de demonstratievlucht, met inbegrip van die van de gegevensdragers en het verwerken van de gegevens, gedeeld in overeenstemming met de bepalingen van Afdeling I, paragraaf 9, van Bijlage L bij het Verdrag.

4. Dans le cas où la Partie observée exerce son droit de demander un vol de démonstration, la Partie observatrice a le droit d'ajouter une période allant jusqu'à 24 heures aux 96 heures autorisées pour la conduite du vol d'observation, en application du paragraphe 9 de la Section I de l'Article VI. Cela ne porte pas atteinte au droit d'autres Etats Parties de conduire des vols d'observation après la première période de 96 heures, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 3 de la Section I de l'Article VI du Traité.

5. Dans le cas où la Partie observatrice exerce son droit de demander un vol de démonstration, elle doit le faire dans la période de 96 heures autorisée pour la conduite du vol d'observation, conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la Section I de l'Article VI du Traité.

6. Dans le cas où la Partie observée n'est pas convaincue que la capacité de tout capteur installé à bord de l'avion d'observation fourni par la Partie observatrice est conforme aux dispositions du paragraphe 8 de l'Article IV du présent Traité, la Partie observée a le droit:

A. dans le cas d'un capteur pour lequel la résolution-sol est fonction de la hauteur par rapport au sol, de proposer une hauteur minimale de remplacement par rapport au sol à laquelle il est permis d'utiliser ce capteur durant le vol d'observation;

B. dans le cas de capteurs pour lesquels la résolution-sol n'est pas fonction de la hauteur par rapport au sol, d'interdire l'utilisation de ce capteur durant le vol d'observation; ou

C. d'interdire le vol d'observation conformément aux dispositions de l'Article VIII du Traité.

7. Dans le cas où la Partie observatrice n'est pas convaincue que la capacité de tout capteur installé à bord de l'avion d'observation fourni par la Partie observée est conforme aux dispositions du paragraphe 9 de l'Article IV du Traité, la Partie observatrice a le droit:

A. de donner son accord à l'utilisation en remplacement d'un autre ensemble de types ou capacités de capteurs proposé par la Partie observée;

B. dans le cas d'un capteur pour lequel la résolution-sol est fonction de la hauteur par rapport au sol, de proposer en remplacement une autre hauteur minimale par rapport au sol à laquelle il est permis d'utiliser ce capteur durant le vol d'observation;

C. dans le cas de capteurs pour lesquels la résolution-sol n'est pas fonction de la hauteur par rapport au sol, de conduire le vol d'observation comme prévu, les coûts des supports d'enregistrement des données pour ce capteur étant assumés par la Partie observée;

D. d'accepter de retarder le début du vol d'observation pour permettre à la Partie observée de remédier au problème mis en évidence par la Partie observatrice. Dans le cas où le problème est résolu à la satisfaction de la Partie observatrice, le vol se poursuit conformément au plan de mission, révisé au besoin en raison de tout retard. Dans le cas où il n'est pas remédié au problème à la satisfaction de la Partie observatrice, celle-ci quitte le territoire de la Partie observée; ou

E. d'annuler le vol d'observation conformément aux dispositions de l'Article VIII du Traité et de quitter immédiatement le territoire de la Partie observée.

8. Dans le cas où le vol d'observation est interdit ou annulé par l'Etat Partie qui a demandé le vol de démonstration, aucun vol d'observation n'est déduit du quota d'aucun des deux Etats Parties, et l'Etat Partie qui a demandé le vol de démonstration saisit la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » de cette question.

4. Ingeval de geobserveerde Partij gebruik maakt van haar recht om een demonstratievlucht te verzoeken, heeft de observerende Partij het recht aan het in artikel VI, Afdeling I, negende lid, bepaalde tijdvak van 96 uur voor het uitvoeren van een observatievlucht ten hoogste 24 uur toe te voegen. Dit laat het recht van andere Staten-Partijen om observatievluchten uit te voeren na het oorspronkelijke tijdvak van 96 uur, als bepaald in artikel VI, Afdeling I, derde lid, van het Verdrag, onverlet.

5. Ingeval de observerende Partij gebruik maakt van haar recht om een demonstratievlucht te verzoeken, dient deze plaats te vinden binnen het in artikel VI, Afdeling I, negende lid, van het Verdrag bepaalde tijdvak van 96 uur voor het uitvoeren van de observatievlucht.

6. Ingeval de geobserveerde Partij er niet van overtuigd is dat het vermogen van een sensor aan boord van het door de observerende Partij ter beschikking gestelde observatievliegtuig in overeenstemming is met de bepalingen van artikel IV, achtste lid, van het Verdrag, heeft de geobserveerde Partij het recht:

A. bij een sensor waarvan de grondresolutie afhankelijk is van de hoogte boven de grond, een andere minimumhoogte boven de grond voor te stellen waarbij de sensor gedurende de observatievlucht mag worden bediend;

B. bij een sensor waarvan de grondresolutie niet afhankelijk is van de hoogte boven de grond, de bediening van die sensor gedurende de observatievlucht te verbieden; of

C. de observatievlucht te verbieden overeenkomstig de bepalingen van artikel VIII van het Verdrag.

7. Ingeval de observerende Partij er niet van overtuigd is dat het vermogen van een sensor aan boord van het door de geobserveerde Partij ter beschikking gestelde observatievliegtuig in overeenstemming is met de bepalingen van artikel IV, negende lid, van het Verdrag, heeft de observerende Partij het recht:

A. in te stemmen met het gebruik van andere door de geobserveerde Partij voorgestelde sensortypen of vermogens;

B. bij een sensor waarvan de grondresolutie afhankelijk is van de hoogte boven de grond, een andere minimumhoogte boven de grond voor te stellen waarbij die sensor gedurende de observatievlucht mag worden bediend;

C. bij een sensor waarvan de grondresolutie niet afhankelijk is van de hoogte boven de grond, de observatievlucht uit te voeren zoals gepland, waarbij de kosten van de gegevensdragers voor die sensor worden gedragen door de geobserveerde Partij;

D. in te stemmen met uitstel van de aanvang van de observatievlucht, teneinde de geobserveerde Partij in staat te stellen het door de observerende Partij vastgestelde probleem te verhelpen. Ingeval het probleem ten genoegen van de observerende Partij wordt opgelost, vindt de vlucht plaats overeenkomstig het missieplan, indien nodig herzien in verband met uitstel. Ingeval het probleem niet ten genoegen van de observerende Partij wordt opgelost, verlaat de observerende Partij het grondgebied van de geobserveerde Partij; of

E. af te zien van de observatievlucht overeenkomstig artikel VIII van het Verdrag en het grondgebied van de geobserveerde Partij onmiddellijk verlaten.

8. Ingeval de observatievlucht wordt verboden, of daarvan wordt afgezien door de Staat-Partij die om de demonstratievlucht heeft verzocht, wordt geen observatievlucht in mindering gebracht op het quotum van beide Staten-Partijen en legt de Staat-Partij die om de demonstratievlucht heeft verzocht, de aangelegenheid voor aan de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie.

ANNEXE G

Contrôleurs en vol, représentants en vol
et représentants

SECTION I

Contrôleurs en vol et représentants en vol

1. Les dispositions énoncées dans la présente Annexe s'appliquent au personnel désigné conformément aux dispositions de l'Article XIII. Chaque Etat Partie a le droit d'avoir, à n'importe quel moment, à bord de l'avion d'observation, le nombre de contrôleurs en vol et de représentants en vol précisé à la Section III de l'Article VI. Les dispositions de cette Section régissent leurs activités en ce qui concerne l'organisation et la conduite des vols d'observation. Chaque Etat Partie facilite les activités des contrôleurs en vol et des représentants en vol selon les dispositions de la présente Annexe.

2. La Partie observée nomme un des contrôleurs en vol chef des contrôleurs en vol. Le chef des contrôleurs en vol est un ressortissant de la Partie observée. La Partie observatrice nomme un des représentants en vol chef des représentants en vol. Le Chef des représentants en vol est un ressortissant de la Partie observatrice.

3. Au cours de la préparation du vol d'observation, les contrôleurs en vol et les représentants en vol ont le droit :

A. de se familiariser avec la documentation technique relative au fonctionnement et à l'utilisation des capteurs et avec la manuel d'opérations en vol de l'avion d'observation; et

B. de se familiariser avec le matériel utilisé à bord de l'avion d'observation pour contrôler le régime de vol et le fonctionnement et l'utilisation des capteurs installés à bord de l'avion d'observation.

4. Les contrôleurs en vol et les représentants en vol ont le droit :

A. de rester à bord de l'avion d'observation pendant toute la durée du vol d'observation, y compris toute escale effectuée à des fins d'avitaillement ou en cas d'urgence;

B. de prendre à bord de l'avion d'observation et d'utiliser des cartes, plans aériens, publications et manuels d'opérations;

C. de se déplacer librement à l'intérieur de l'avion d'observation, y compris dans le poste de pilotage, pendant le vol d'observation, sauf pour des raisons de sécurité. Dans l'exercice de leurs droits, les contrôleurs en vol ou les représentants en vol n'entravent pas les activités de l'équipage;

D. de vérifier que le plan de vol est respecté et de surveiller le régime de vol de l'avion d'observation et le fonctionnement et l'utilisation des capteurs;

E. d'écouter les radiocommunications internes et externes à bord de l'avion et de faire des radiocommunications internes; et

F. d'enregistrer les paramètres du régime de vol et le fonctionnement et l'utilisation des capteurs sur des cartes, plans et blocs-notes.

5. En plus des droits précisés au paragraphe 4 de la présente Section, le chef des contrôleurs en vol a le droit :

BIJLAGE G

Vluchtwaarnemers, vluchtvertegenwoordigers
en vertegenwoordigers

AFDELING I

Vluchtwaarnemers en vluchtvertegenwoordigers

1. De bepalingen van deze Bijlage zijn van toepassing op het in overeenstemming met artikel XIII aangewezen personeel. Elke Staat-Partij heeft het recht te allen tijde het in artikel VI, Afdeling III, genoemde aantal vluchtwaarnemers en vluchtvertegenwoordigers aan boord van het observatievliegtuig aanwezig te doen zijn. De bepalingen van die Afdeling regelen hun werkzaamheden met betrekking tot de organisatie en de uitvoering van observatievluchten. Elke Staat-Partij vergemakkelijkt de werkzaamheden van vluchtwaarnemers en vluchtvertegenwoordigers overeenkomstig deze Bijlage.

2. De geobserveerde Partij wijst één van de vluchtwaarnemers aan als hoofdvluchtwaarnemer. De hoofdvluchtwaarnemer dient onderdaan te zijn van de geobserveerde Partij. De observerende partij wijst één van de vluchtvertegenwoordigers aan als hoofdvluchtvertegenwoordiger. De hoofdvluchtvertegenwoordiger dient onderdaan te zijn van de observerende Partij.

3. Bij de voorbereiding van de observatievlucht hebben de vluchtwaarnemers en vluchtvertegenwoordigers het recht :

A. zichzelf vertrouwd te maken met de technische documentatie betreffende de werking en de bediening van de sensoren en de vlieghandleiding van het observatievliegtuig; en

B. zichzelf vertrouwd te maken met de uitrusting van het observatievliegtuig met betrekking tot de controle van het vluchtregime en de werking en bediening van de sensoren aan boord van het observatievliegtuig.

4. Vluchtwaarnemers en vluchtvertegenwoordigers hebben het recht :

A. gedurende de gehele observatievlucht, met inbegrip van tussenlandingen om bij te tanken en in noodgevallen, aan boord van het observatievliegtuig te blijven;

B. landkaarten, vliegkaarten, publikaties en bedieningshandleidingen mede aan boord te nemen en aldaar te gebruiken;

C. zich gedurende de observatievlucht ongehinderd door het observatievliegtuig, met inbegrip van de bemanningsruimte, te bewegen, behoudens redenen verband houdende met de veiligheid van de vlucht. In de uitoefening van hun rechten bemoeien de vluchtwaarnemers of vluchtvertegenwoordigers zich niet met de werkzaamheden van de bemanning;

D. de inachtneming van het vliegplan te controleren en het vluchtregime van het observatievliegtuig en de werking en bediening van de sensoren te observeren;

E. te luisteren naar het interne en externe radioverkeer aan boord van het observatievliegtuig en interne radiomededelingen te doen; en

F. de parameters van het vluchtregime en de werking en bediening van de sensoren aan te tekenen op landkaarten, vliegkaarten en notitieblokken.

5. Naast de in paragraaf 4 van deze Afdeling omschreven rechten heeft de hoofdvluchtwaarnemer het recht :

A. de consulter les membres de l'équipage à propos du respect des règlements aériens nationaux et des dispositions du Traité;

B. d'observer les activités de l'équipage, y compris les activités dans le poste de pilotage, pendant le vol d'observation, et de contrôler le fonctionnement et l'utilisation des instruments de vol et de navigation de l'avion d'observation;

C. de faire des recommandations à l'équipage au sujet du respect du plan de vol;

D. de demander aux membres de l'équipage, sans entraver leurs activités, des informations sur le régime de vol; et

E. de communiquer, le cas échéant, avec le contrôle de la circulation aérienne et d'aider à retransmettre et interpréter des communications des responsables du contrôle de la circulation aérienne à l'équipage et de l'équipage aux responsables du contrôle de la circulation aérienne au sujet de la conduite du vol d'observation; à cette fin, le chef des contrôleurs en vol est autorisé à faire des radiocommunications externes en utilisant le matériel radio de l'avion d'observation.

6. Dans le cas où le chef des contrôleurs en vol estime que l'avion d'observation dévie de son plan de vol, il en avise l'équipage et peut informer le contrôle de la circulation aérienne de toute déviation de l'avion d'observation par rapport au plan de vol qui, selon le chef des contrôleurs en vol, pourrait compromettre la sécurité du vol.

7. En plus des droits précités au paragraphe 4 de la présente section, le chef des représentants en vol a :

A. les droits décrits aux alinéas A, B et D du paragraphe 4 de la présente Section à l'égard de l'équipage; et

B. le droit, en cas de déviation par rapport au plan de vol, d'obtenir de l'équipage une explication quant aux raisons d'une telle déviation.

8. Les représentants en vol ont le droit de diriger l'utilisation des capteurs durant le vol d'observation. De plus, après en avoir notifié la Partie observée avant le commencement du vol d'observation, les représentants en vol ont le droit d'utiliser les capteurs durant le vol d'observation. Dans le cas où les représentants en vol exercent leur droit d'utiliser les capteurs conformément aux dispositions du présent paragraphe, la Partie observée n'est pas responsable de tout défaut ou de toute insuffisance dans la qualité des données recueillies par les capteurs du fait de l'utilisation des capteurs par les représentants en vol.

SECTION II

Représentants

1. Une Partie observatrice utilisant un avion d'observation désigné par un Etat Partie tiers a le droit d'avoir à n'importe quel moment à bord de l'avion d'observation le nombre de représentants précisé à la Section III de l'Article VI du Traité.

2. La Partie observatrice nomme un de ses représentants représentant en chef. Le représentant en chef a les mêmes droits que le chef des représentants en vol tels qu'ils sont précisés à la Section I de la présente Annexe. En outre, le représentant en chef :

A. donne des avis au commandant de bord au sujet du respect des dispositions du Traité;

A. met de la bemanning overleg te plegen over de inachtneming van de nationale vliegvoorschriften en de bepalingen van het Verdrag;

B. gedurende de observatievlucht de werkzaamheden van de bemanning te observeren, met inbegrip van werkzaamheden in de bemanningsruimte, alsmede de werking en bediening van de vlucht- en navigatie-instrumenten van het observatievliegtuig waar te nemen;

C. de bemanning aanbevelingen te doen betreffende de naleving van het vliegplan;

D. de bemanning, zonder zich met haar werkzaamheden te bemoeien, te vragen om informatie over het vluchtre regime; en

E. zich, indien nodig, in verbinding te stellen met de autoriteiten die zijn belast met de luchtverkeersleiding en te helpen mededelingen van de met de luchtverkeersleiding belaste autoriteiten aan de bemanning en mededelingen van de bemanning aan de met de luchtverkeersleiding belaste autoriteiten omtrent het uitvoeren van de observatievlucht door te geven en te interpreteren; hiertoe is het de hoofdvluuchtwarnemer toegestaan externe radiomeldingen te doen met gebruikmaking van de radio-apparatuur van het observatievliegtuig.

6. Ingeval de hoofdvluuchtwarnemer meent dat het observatievliegtuig afwijkt van zijn vliegplan, licht hij de bemanning in en kan hij de met de luchtverkeersleiding belaste autoriteiten op de hoogte brengen van de afwijkingen van het vliegplan van het observatievliegtuig die hij bedreigend acht voor de veiligheid van de vlucht.

7. Naast de in paragraaf 5 van deze Afdeling omschreven rechten heeft de hoofdvluuchtvertegenwoordiger :

A. de in paragraaf 5, letters A, B en D, omschreven rechten ten aanzien van de bemanning; en

B. in geval van afwijking van het vliegplan, het recht om van de bemanning opheldering te verkrijgen met betrekking tot de redenen voor die afwijking.

8. Vluchtvertegenwoordigers hebben het recht leiding te geven aan de bediening van de sensoren tijdens de observatievlucht. Bovendien hebben vluchtvertegenwoordigers het recht de sensoren tijdens de observatievlucht te bedienen, mits de geobserveerde Partij hiervan vóór de aanvang van de observatievlucht in kennis wordt gesteld. Ingeval de vluchtvertegenwoordigers gebruik maken van hun recht om de sensoren te bedienen, overeenkomstig deze paragraaf, is de geobserveerde Partij niet verantwoordelijk voor storingen of gebreken in de door de sensoren verzamelde gegevens ten gevolge van de bediening van de sensoren door de vluchtvertegenwoordigers.

AFDELING II

Vertegenwoordigers

1. Een observerende Partij die een door een derde Staat-Partij aangewezen observatievliegtuig gebruikt, heeft het recht te allen tijde het in artikel VI, Afdeling III, van het Verdrag genoemde aantal vertegenwoordigers aan boord van het observatievliegtuig aanwezig te doen zijn.

2. De observerende Partij wijst één van haar vertegenwoordigers aan als hoofdvluuchtvertegenwoordiger. De hoofdvluuchtvertegenwoordiger heeft de rechten van de hoofdvluuchtvertegenwoordiger als omschreven in Afdeling I van deze Bijlage. Daarnaast :

A. pleegt de hoofdvluuchtvertegenwoordiger overleg met de gezagvoerder over de naleving van de bepalingen van het Verdrag;

B. a le droit de contrôler le respect par la Partie observée des dispositions du Traité; et

C. a le droit, en cas de déviation par rapport au plan de vol, de demander une explication au commandant de bord aux raisons d'une telle déviation.

3. Les représentants ont les mêmes droits que les représentants en vol, tels qu'ils ont précisés à la Section I de la présente Annexe.

B. heeft de hoofdvertegenwoordiger het recht toe te zien op de naleving van de bepalingen van het Verdrag door de geobserveerde Partij; en

C. heeft de hoofdvertegenwoordiger, in geval van afwijking van het vliegplan, het recht van de gezagvoerder opheldering te verkrijgen met betrekking tot de redenen voor de afwijking.

3. Vertegenwoordigers en tolken hebben de rechten van vluchtvertegenwoordigers als omschreven in Afdeling I van deze Bijlage.

ANNEXE H

Coordination des vols d'observation prévus

1. En vue d'éviter d'éventuels problèmes de simultanéité dans la conduite de vols d'observation au-dessus du territoire d'un même Etat Partie, chaque Etat Partie auquel la répartition annuelle de quotas actifs confère le droit d'effectuer des vols d'observation peut notifier à tous les autres Etats Parties, avant le 1^{er} novembre de chaque année, ses prévisions d'utilisation de tout ou partie de son quota actif au cours de l'année suivante. La notification indique le nombre de vols d'observation que l'Etat Partie notifiant prévoit d'effectuer au-dessus de territoire d'autres Etats Parties pendant chaque trimestre de cette année.

2. En aucun cas, le nombre total de vols d'observation prévus et notifiés conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la présente Annexe au-dessus du territoire de l'un quelconque des Etats Parties au cours d'un trimestre donné ne doit dépasser 16. Sauf dans les cas prévus au paragraphe 3 de la Section I de l'Article VI, aucun Etat Partie n'est obligé d'accepter plus d'un vol d'observation à quelque moment que ce soit au cours de la période visée au paragraphe 9 de la Section I de l'Article VI du Traité.

3. Les Etats Parties qui ont notifié, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la présente Annexe, leurs plans d'utilisation d'un ou de plusieurs quotas actifs pour effectuer des vols d'observation au-dessus du territoire d'un même Etat Partie au cours d'un ou de plusieurs trimestres donnés, tiennent des consultations, si besoin est, pour éviter tout problème de simultanéité de leurs vols d'observation prévus. Si les consultations entre les Etats Parties intéressés ne débouchent pas sur un accord permettant d'éviter tout problème de simultanéité, ces Etats Parties résolvent la question en procédant à un tirage au sort. La première de ces consultations, portant sur les vols d'observation qui doivent avoir lieu pendant le trimestre commençant le 1^{er} janvier de l'année suivante, doit s'ouvrir dans les plus brefs délais après la réception de la notification prévue au paragraphe 1 de la présente Annexe. Des consultations ultérieures entre les Etats Parties en cause se tiennent entre le 1^{er} et le 15 février pour le trimestre commençant le 1^{er} avril; entre le 1^{er} et le 15 mai pour le trimestre commençant le 1^{er} juillet; et entre le 1^{er} et le 15 août pour le trimestre commençant le 1^{er} octobre. Les Etats Parties en cause notifient la séquence des vols d'observation, telle qu'elle a été établie à la suite de ces consultations, à tous les Etats Parties au plus tard le 15 novembre, le 15 février, le 15 mai et le 15 août, respectivement.

4. Au plus tard sept jours après la notification de la séquence des vols d'observation établie conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la présente Annexe, chaque Etat Partie notifie à tous les Etats Parties qui prévoient d'effectuer, au cours du trimestre considéré, des vols d'observation au-dessus de son territoire, chaque vol pour lequel il entend exercer le droit de fournir son propre avion d'observation.

5. Tout Etat Partie qui n'a pas adressé de notification en application des dispositions du paragraphe 1 de la présente Annexe, qui n'a pas notifié ses prévisions d'utilisation de tous ses quotas actifs ou qui n'a pas effectué un vol d'observation au cours du trimestre pour lequel il avait notifié un tel vol comme étant prévu, a le droit d'utiliser les quotas actifs qui lui restent de ce fait, pourvu que de tels vols d'observation aient été prévus dans l'accord conclu en application du paragraphe 3 de la présente Annexe.

BIJLAGE H

Coördinatie van geplande observatievluchten

1. Teneinde mogelijk samenvallen van tijdstippen van uitvoering van observatievluchten boven dezelfde Staat-Partij te vermijden, kan elke Staat-Partij die het recht heeft observatievluchten uit te voeren ingevolge de jaarlijkse verdeling van actieve quotums, alle andere Staten-Partijen uiterlijk 1 november van elk jaar in kennis stellen van zijn voornemen om zijn actieve quotum in het daaropvolgende jaar geheel of gedeeltelijk te gebruiken. In de kennisgeving dient te worden vermeld het aantal observatievluchten dat die Staat-Partij voornemens is uit te voeren boven het grondgebied van andere Staten-Partijen gedurende elk kwartaal van dat jaar.

2. Het totale aantal voorgenomen observatievluchten boven het grondgebied van een Staat-Partij gedurende een bepaald kwartaal, waarvan kennisgeving wordt gedaan in overeenstemming met paragraaf 1 van deze Bijlage, mag in geen geval meer bedragen dan 16. Behoudens het in artikel VI, Afdeling I, derde lid, bepaalde, is een Staat-Partij niet verplicht meer dan één vlucht te dulden op enig tijdstip gedurende het in artikel VI, Afdeling I, negende lid, van het Verdrag genoemde tijdvak.

3. Staten-Partijen die in overeenstemming met paragraaf 1 van deze Bijlage kennisgeving hebben gedaan van hun voornemen één of meer actieve quotums te gebruiken voor observatievluchten boven het grondgebied van dezelfde Staat-Partij gedurende een bepaald kwartaal of bepaalde kwartalen, plegen, indien nodig, overleg teneinde samenvallen van hun geplande observatievluchten te vermijden. Ingeval door middel van overleg tussen de betrokken Staten-Partijen geen overeenstemming kan worden bereikt over het vermijden van dit samenvallen, wordt de kwestie opgelost door middel van loting onder die Staten-Partijen. Het eerste overleg, betreffende observatievluchten in het eerste kwartaal, aanvangende op 1 januari van het volgende jaar, begint onmiddellijk na ontvangst van de in paragraaf 1 van deze Bijlage bedoelde kennisgeving. Het daaropvolgende overleg tussen de betrokken Staten-Partijen wordt gevoerd tussen 1 februari en 15 februari betreffende het kwartaal aanvangende op 1 april, tussen 1 mei en 15 mei betreffende het kwartaal aanvangende op 1 juli, en tussen 1 augustus en 15 augustus betreffende het kwartaal aanvangende op 1 oktober. De betrokken Staten-Partijen stellen alle andere Staten-Partijen uiterlijk 15 november, 15 februari, 15 mei, respectievelijk 15 augustus in kennis van de tijdens het overleg vastgestelde volgorde van de observatievluchten.

4. Uiterlijk zeven dagen na de kennisgeving van de ingevolge paragraaf 3 van deze Bijlage vastgestelde volgorde van de observatievluchten stelt elke Staat-Partij alle andere Staten-Partijen die voornemens zijn gedurende dat kwartaal observatievluchten uit te voeren boven zijn grondgebied in kennis van elke vlucht ten aanzien waarvan hij voornemens is gebruik te maken van het recht zijn eigen observatievliegtuig ter beschikking te stellen.

5. Elke Staat-Partij die geen kennisgeving heeft gedaan ingevolge paragraaf 1 van deze Bijlage of die geen kennisgeving heeft gedaan van zijn voornemen al zijn actieve quotums te gebruiken, of die een voor een kwartaal geplande observatievlucht niet heeft uitgevoerd, heeft het recht die resterende actieve quotums alsnog te gebruiken, mits met die observatievluchten rekening is gehouden bij de in paragraaf 3 van deze Bijlage bedoelde overeenstemming.

ANNEXE I

Informations sur l'espace aérien et les vols
dans les secteurs dangereux de l'espace aérien

1. Au plus tôt 90 jours à compter de l'entrée en vigueur du Traité et à la demande de tout autre Etat Partie, un Etat Partie fournit, 30 jours au plus tard suivant la réception d'une telle demande, les informations ci-après, conformément aux dispositions de l'O.A.C.I.:

A. structure de son espace aérien, telle qu'elle est publiée dans les Publications d'informations aéronautiques (A.I.P.);

B. informations détaillées sur tous les secteurs dangereux de l'espace aérien; et

C. informations aéroportuaires et procédures d'arrivée et de départ pour chacun de ses:

1. points d'entrée et points de sortie;

2. aérodromes « Ciel ouvert »; et

3. aérodromes de déroutement et aérodromes d'avitaillement pour ses points d'entrée, points de sortie et aérodromes « Ciel ouvert ».

2. Chaque Partie notifie sans délai aux Etats Parties qui ont demandé des informations conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la présente Annexe toute modification apportée aux informations fournies en application des dispositions du paragraphe 1 de la présente Annexe. Nonobstant les dispositions du présent paragraphe, les Avis aux navigateurs aériens (N.O.T.A.M.s) n'ont pas à être fournis.

3. Au plus tard 90 jours à compter de l'entrée en vigueur du Traité, chaque Etat Partie notifie à tous les autres Etats Parties la source des informations devant être fournies conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la présente Annexe.

BIJLAGE I

Informatie betreffende het luchtruim en vluchten
in gevaarlijke delen van het luchtruim

1. Ten vroegste 90 dagen na de inwerkingtreding van het Verdrag verstrekt een Staat-Partij, op verzoek van een andere Staat-Partij, uiterlijk 30 dagen na ontvangst van dit verzoek de volgende informatie, in overeenstemming met de voorschriften van de I.C.A.O.:

A. de structuur van zijn luchtruim, zoals bekendgemaakt in de Aeronautical Information Publication (A.I.P.);

B. gedetailleerde informatie over alle gevaarlijke delen van het luchtruim; en

C. informatie betreffende de vliegvelden en de aankomst- en vertrekprocedures voor elk van zijn:

1. punten van binnenkomst en punten van vertrek;

2. « open luchtruim »-vliegvelden; en

3. uitwijkvliegvelden en bijtankvliegvelden voor zijn punten van binnenkomst, punten van vertrek en « open luchtruim »-vliegvelden.

2. Elke Staat-Partij stelt Staten-Partijen die overeenkomstig de bepalingen van paragraaf 1 van deze Bijlage om informatie hebben verzocht onmiddellijk in kennis van wijzigingen in de overeenkomstig paragraaf 1 van deze Bijlage verstrekte informatie. Onverminderd de bepalingen van deze paragraaf behoeven geen Berichten aan Luchtvaardenden (N.O.T.A.M.'s) te worden verstrekt.

3. Uiterlijk 90 dagen na de inwerkingtreding van het Verdrag stelt elke Staat-Partij alle andere Staten-Partijen in kennis van de bron van de ingevolge paragraaf 1 van deze Bijlage te verstrekken informatie.

ANNEXE J**Convention de Montreux**

1. Les vols d'observation effectués conformément aux dispositions du Traité qui prévoient l'observation de l'ensemble du territoire des Etats Parties ne portent pas préjudice à la Convention de Montreux du 20 juillet 1936.

2. Les routes et la notification des vols de transit effectués aux fins du Traité et entrant dans le champ d'application de l'Article 23 de la Convention de Montreux sont régies par les dispositions de cet Article.

BIJLAGE J**Verdrag van Montreux**

1. Ingevolge de bepalingen van het Verdrag uitgevoerde observatievluchten die voorzien in observatie van het gehele grondgebied van Staten-Partijen laten het Verdrag van Montreux van 20 juli 1936 onverlet.

2. Op de vaststelling van de route en de kennisgeving van transitvluchten van vliegtuigen ter toepassing van het Verdrag, die onder artikel 23 van het Verdrag van Montreux vallen, zijn de bepalingen van dat artikel van toepassing.

ANNEXE K

Renseignements sur les appareils de développement et de duplication des pellicules et sur les pellicules photographiques; procédures de contrôle du traitement des pellicules photographiques

SECTION I

Renseignements sur les appareils de développement et de duplication des pellicules et sur les pellicules photographiques

1. Aux termes de l'alinéa A, 3, du paragraphe 3 de la Section II de l'Annexe D au Traité, chaque Etat Partie, lorsqu'il notifie aux autres Etats Parties les appareils de développement ou de duplication des pellicules qu'il a l'intention d'utiliser pour développer des négatifs originaux ou faire des reproductions sous forme d'épreuves ou de négatifs, fournit les renseignements ci-après, provenant du fabricant:

A. la dénomination de l'appareil de développement ou de duplication;

B. les largeur et longueur maximale et minimale, le cas échéant, de la pellicule pouvant être développée ou reproduite;

C. chaque type de pellicule pouvant être développée ou reproduite dans l'appareil en question; et

D. chaque étape du processus, y compris le choix de pose, la température, la durée, la vitesse recommandée d'entraînement de la pellicule et les produits et émulsions chimiques, pour chaque type de pellicule.

2. Aux termes de l'alinéa A, 2, du paragraphe 3 de la Section II de l'Annexe D au Traité, chaque Etat Partie, lorsqu'il donne des informations sur les types de pellicule pour prises de vues aériennes noir et blanc qu'il a l'intention d'utiliser pour recueillir des données au cours de l'examen en vol, du vol de démonstration ou du vol d'observation ou pour reproduire ces données, fournit les renseignements ci-après, provenant du fabricant, pour chaque type de pellicule pour prises de vues aériennes pouvant être développée ou reproduite à l'aide des appareils de développement ou de duplication mentionnés au paragraphe 1 de la présente Section, renseignements nécessaires pour confirmer les performances de la pellicule. Selon les pratiques des fabricants de pellicules dans chaque pays, ces renseignements peuvent comprendre:

A. rapidité effective de la pellicule;

B. résolution/modulation;

C. sensibilité spectrale; et

D. densité par réflexion optique ou caractéristiques sensitométriques.

3. En vue de déterminer les caractéristiques sensitométriques de la matière dont sont faites les pellicules pour prises de vues aériennes conformément à ses méthodes nationales propres, chaque Etat Partie a le droit d'obtenir, sur demande, des échantillons vierges de tous les types de pellicule photographique qui seront utilisés en tant que supports d'enregistrement des données, les produits chimiques servant au traitement de ces pellicules et des indications sur le développement et la duplication des dites pellicules photographiques. Ces échantillons et indications sont fournis 30 jours au plus tard après la réception d'une telle demande.

BIJLAGE K

Informatie inzake filmontwikkelapparatuur, duplicators en fotofilms, en procedures voor het controleren van het ontwikkelen van fotofilm

AFDELING I

Informatie over filmontwikkelapparatuur, duplicators en fotofilms

1. Overeenkomstig Afdeling II, paragraaf 3, letter A, punt 3, van Bijlage D bij het Verdrag verstrekt elke Staat-Partij, wanneer hij de andere Staten-Partijen kennisgeving doet van de filmontwikkelapparatuur of duplicators die hij voornemens is te gebruiken om het oorspronkelijke negatief te ontwikkelen of duplicaatpositieven of -negatieven te vervaardigen, de volgende informatie van de producent:

A. de naam van de ontwikkelapparatuur of de duplicator;

B. de maximale en minimale breedte en lengte, indien van toepassing, van de film die daarmee kan worden ontwikkeld of gedupliceerd;

C. elk type film dat in die filmontwikkelapparatuur kan worden ontwikkeld of gedupliceerd; en

D. elke stap van het procédé, met inbegrip van de belichtingsomvang, de temperatuur, de duur, de aanbevolen film-transport snelheid, chemicaliën en chemische mengsels voor elk type film.

2. Overeenkomstig Afdeling II, paragraaf 3, letter B, punt 2, van Bijlage D bij het Verdrag verstrekt elke Staat-Partij, wanneer hij informatie verstrekt over de typen zwart/wit-film voor luchtopnamen die hij voornemens is te gebruiken voor het verzamelen van gegevens gedurende het onderzoek tijdens een vlucht of een observatievlucht, of om die gegevens te dupliceren, de volgende informatie van de producent voor elk type film voor luchtopnamen dat met behulp van de in paragraaf 1 van deze Afdeling bedoelde filmontwikkelapparatuur of duplicators kan worden ontwikkeld of gedupliceerd, voor zover noodzakelijk om de mogelijkheden van de film te bevestigen. Afhankelijk van de nationale gebruiken van de producent van de film kan deze informatie omvatten:

A. de effectieve filmsnelheid;

B. het oplossend vermogen/de modulatie;

C. de spectrale gevoeligheid; en

D. de optische dichtheid, gemeten met evenwijdige lichtstralen, of sensitometrische eigenschappen.

3. Teneinde de sensitometrische eigenschappen van het film-materiaal voor het maken van luchtopnamen vast te stellen overeenkomstig de nationale methoden heeft elke Staat-Partij het recht op verzoek onbelichte monsters te ontvangen van alle typen fotofilm die als gegevensdrager zullen worden gebruikt, alsook de chemicaliën waarmee zij worden ontwikkeld, en aanwijzingen te ontvangen voor het ontwikkelen en dupliceren van die fotofilms. Bedoelde monsters en aanwijzingen dienen uiterlijk 30 dagen na ontvangst van het verzoek daartoe te worden verstrekt.

SECTION II

Contrôle du développement et de la duplication des pellicules

1. Les Etats Parties prenant part à la certification d'un avion d'observation et de ses capteurs ont le droit de contrôler le développement et la duplication des pellicules pour prises de vues aériennes utilisées au cours de l'examen en vol. Le personnel des Etats Parties observé et observateur a le droit de contrôler le développement et la duplication des pellicules pour prises de vues aériennes utilisées au cours d'un vol d'observation ou de démonstration.

2. Lors du contrôle du développement et de la duplication des pellicules pour prises de vues aériennes, les Etats Parties ont le droit de se munir du matériel ci-après et de l'utiliser, sans que cela provoque une interruption du développement ou de la duplication des pellicules:

- A. papier de tournesol;
- B. thermomètres;
- C. matériel pour des essais chimiques, y compris pH-mètres et hydromètres;
- D. chronomètres;
- E. sensitomètres;
- F. densitomètres; et
- G. bandes d'essai sensitométrique et échelle de référence optique à 21 graduations.

3. Avant de procéder au développement des pellicules impressionnées au cours de l'examen en vol, du vol d'observation ou du vol de démonstration, les Etats Parties vérifient le matériel de développement et les produits chimiques en procédant au traitement d'une bande d'essai sensitométrique à 21 graduations et d'une échelle de référence optique à 21 graduations, en vue de confirmer que les données sensitométriques concernant le développement du type de pellicule considéré par la méthode considérée correspondent aux spécifications communiquées conformément aux dispositions de la Section I de la présente Annexe. A moins qu'il n'en soit convenu autrement, les négatifs ou les épreuves des pellicules pour prises de vues aériennes, originaux ou reproduits, ne sont pas développés ni reproduits avant que le traitement de la bande d'essai sensitométrique à 21 graduations ou l'exposition et le traitement de l'échelle de référence optique à 21 graduations ne correspondent aux caractéristiques fournies en application des dispositions de la Section I de la présente Annexe pour le type considéré de pellicule pour prises de vues aérienne et d'appareil de développement et de duplication.

4. Avant de procéder au développement des pellicules impressionnées au cours de l'examen en vol, du vol de démonstration et du vol d'observation, les Etats Parties ont le droit de vérifier le matériel de développement et les produits chimiques en impressionnant et développant une pellicule d'essai du même type que la pellicule utilisée au cours de l'examen en vol, du vol de démonstration et du vol d'observation, afin de confirmer que les procédés de rinçage et de fixage sont adaptés à des fins d'archivage permanent.

AFDELING II

Het controleren van het ontwikkelen en dupliceren van de film

1. Staten-Partijen die deelnemen aan de certificering van een observatievliegtuig en de sensoren daarvan hebben het recht het ontwikkelen en dupliceren te controleren van de film voor luchtopnamen die is gebruikt gedurende het onderzoek tijdens een vlucht. Personeel van de geobserveerde en de observerende Partij heeft het recht het ontwikkelen en dupliceren te controleren van de film voor luchtopnamen die is gebruikt tijdens een demonstratievlucht of een observatievlucht.

2. Tijdens het controleren van het ontwikkelen en dupliceren van de film voor luchtopnamen hebben de Staten-Partijen het recht de volgende apparatuur mede te brengen en te gebruiken, zulks op een wijze die het ontwikkelen of dupliceren van de film niet beïnvloedt:

- A. lakmoespapier;
- B. thermometers;
- C. chemische testapparatuur, met inbegrip van pH-meters en hydrometers;
- D. stopwatches;
- E. sensitometers;
- F. densitometers; en
- G. sensitometrische proefstroken van 21 trappen en grijswigen.

3. Vóór het ontwikkelen van de films die zijn belicht gedurende het onderzoek tijdens een vlucht, een demonstratievlucht of een observatievlucht controleren de Staten-Partijen de filmontwikkelaarapparatuur en de chemicaliën door een sensitometrische proefstrook van 21-trappen te ontwikkelen of een 21-trappenwig te belichten en te ontwikkelen, teneinde te bevestigen dat de sensitometrische gegevens voor het ontwikkelen van dat type film met behulp van dat ontwikkelprocedé overeenstemt met de overeenkomstig Afdeling I van deze Bijlage verstrekte gegevens. Het origineel of het duplicaat van negatieven of positieven van films voor luchtopnamen worden eerst ontwikkeld of gedupliceerd nadat het ontwikkelen van de sensitometrische proefstrook van 21 trappen of het belichten en ontwikkelen van de 21-trappenwig overeenstemt met de overeenkomstig de bepalingen van Afdeling I van deze Bijlage verstrekte eigenschappen van het desbetreffende type film voor luchtopnamen en de desbetreffende filmontwikkelaarapparatuur of duplicator, tenzij anders is overeengekomen.

4. Vóór het ontwikkelen van de films die zijn belicht gedurende het onderzoek tijdens een vlucht, een demonstratievlucht of een observatievlucht hebben de Staten-Partijen het recht de filmontwikkelaarapparatuur en de chemicaliën te controleren door een proeffilm te belichten en te ontwikkelen van hetzelfde type als dat wat is gebruikt gedurende het onderzoek tijdens een vlucht, de demonstratievlucht of de observatievlucht, teneinde te bevestigen dat het spoel- en fixeerproces geschikt is voor duurzame archivering.

ANNEXE L

Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert »

SECTION I

Dispositions générales

Les méthodes de travail et autres dispositions applicables à la Commission pour le régime « Ciel ouvert » sont énoncées dans la présente Annexe conformément aux dispositions de l'Article X du Traité.

1. La Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » est composée de représentants désignés par chaque Etat Partie. Des adjoints, des conseillers et des experts d'un Etat Partie peuvent prendre part aux débats de la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » si cet Etat Partie le juge nécessaire.
2. La première session de la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » s'ouvre dans les 60 jours à compter de la signature du Traité. Le Président de la séance d'ouverture est le représentant du Canada.
3. La Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » tient au moins quatre sessions ordinaires par année civile, sauf si elle en décide autrement. Des sessions extraordinaires sont convoquées à la demande d'un ou de plusieurs Etats Parties par le Président de la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert », qui informe sans délai tous les autres Etats Parties de cette demande. Ces sessions s'ouvrent au plus tard 15 jours après la réception d'une telle demande par le Président.
4. Les sessions de la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » ne durent pas plus de quatre semaines, sauf si elle en décide autrement.
5. Les Etats Parties assurent à tour de rôle, selon l'ordre alphabétique français, la présidence de la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert ». Chaque Président exerce son mandat de l'ouverture d'une session à l'ouverture de la session suivante, à moins qu'il n'en soit convenu autrement.
6. Lors de leurs réunions, les représentants des Etats Parties siègent dans l'ordre alphabétique français.
7. Les langues de travail de la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » sont l'allemand, l'anglais, l'espagnol, le français, l'italien et le russe.
8. Les débats de la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » sont confidentiels, à moins qu'il n'en soit convenu autrement. La Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » peut décider de rendre publics ses débats ou ses décisions.
9. Pendant la période d'application provisoire et avant le 30 juin 1992, la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » fixe le barème de répartition des dépenses effectuées au titre du Traité. Elle fixe aussi dès que possible le barème de répartition des dépenses communes liées à son activité.
10. Pendant la période d'application provisoire du Traité, la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » élabore

BIJLAGE L

« Open Luchtruim »-Overlegcommissie

AFDELING I

Algemene bepalingen

De procedures en andere voorschriften betreffende de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie zijn vastgelegd in deze Bijlage overeenkomstig Artikel X van het Verdrag.

1. De « Open Luchtruim »-Overlegcommissie is samengesteld uit door elke Staat-Partij aangewezen vertegenwoordigers. Plaatsvervangers, adviseurs en deskundigen van een Staat-Partij kunnen aan de handelingen van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie deelnemen voor zover zulks door die Staat-Partij noodzakelijk wordt geacht.
2. De eerste bijeenkomst van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie begint binnen 60 dagen na ondertekening van het Verdrag. Voorzitter van de openingsbijeenkomst is de vertegenwoordiger van Canada.
3. De « Open Luchtruim »-Overlegcommissie houdt ten minste vier gewone vergaderingen per kalenderjaar, tenzij zij anders besluit. Op verzoek van één of meer Staten-Partijen worden buitengewone vergaderingen belegd door de Voorzitter van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie, die alle andere Staten-Partijen onmiddellijk in kennis stelt van het verzoek. Deze vergaderingen beginnen uiterlijk 15 dagen na ontvangst van een verzoek daartoe door de Voorzitter.
4. Vergaderingen van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie duren ten hoogste vier weken, tenzij zij anders besluit.
5. Staten-Partijen bekleden bij toerbeurt het Voorzitterschap van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie, zulks in de alfabetische volgorde van de benaming van de Staten-Partijen in de Franse taal. Elke Voorzitter fungeert vanaf de opening van een vergadering tot aan de opening van de volgende vergadering, tenzij anders is overeengekomen.
6. De vertegenwoordigers zitten op vergaderingen in de alfabetische volgorde van de benaming van de Staten-Partijen in de Franse taal.
7. De werktalen van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie zijn de Duitse, de Engelse, de Franse, de Italiaanse, de Russische en de Spaanse taal.
8. De handelingen van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie zijn vertrouwelijk, tenzij anders is overeengekomen. De « Open Luchtruim »-Overlegcommissie kan overeenkomen haar handelingen of besluiten openbaar te maken.
9. Gedurende het tijdvak van voorlopige toepassing en vóór 30 juni 1992 stelt de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie de verdeling van de uit het Verdrag voortvloeiende kosten vast. Zij stelt tevens zo spoedig mogelijk de verdeelsleutel vast voor de gezamenlijke uitgaven in verband met het functioneren van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie.
10. Gedurende het tijdvak van voorlopige toepassing van het Verdrag stelt de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie een docu-

un document relatif aux notifications et rapports requis aux termes du Traité. Ce document contient une liste exhaustive de ces notifications et rapports et comprend les modèles appropriés nécessaires.

11. La Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » définit ou révisé, en tant que de besoin, son règlement intérieur et ses méthodes de travail.

SECTION II

Examen annuel des quotas actifs

Les méthodes applicables à l'examen annuel des quotas actifs, prévu au paragraphe 7 de la Section I de l'Article III du Traité, sont les suivantes :

1. Les Etats Parties désirant modifier tout ou partie de la répartition de l'année précédente de leur quota actif notifient à tous les autres Etats Parties et à la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert », le 1^{er} octobre de chaque année au plus tard, la liste des Etats Parties au-dessus du territoire desquels ils désirent effectuer leurs vols d'observations au cours de l'année civile suivante. Ces propositions de modifications sont étudiées par les Etats Parties durant cet examen, conformément aux règles décrites dans les paragraphes suivants de la présente Section.

2. Si les demandes de vols d'observations au-dessus du territoire de tout Etat Partie donné ne dépassent pas le quota passif de ce dernier, la répartition est fixée conformément à la demande et est soumise à l'approbation de la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert ».

3. Si les demandes de vols d'observations au-dessus du territoire de tout Etat Partie donnée dépassent le quota passif de ce dernier, la répartition est fixée par consensus entre les Etats Parties intéressés et est soumise à l'approbation de la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert ».

SECTION III

Vols d'observation extraordinaires

1. La Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » examine les demandes formulées par les organes de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe habilités à traiter les questions de prévention des conflits et de gestion des crises et par d'autres organisations internationales compétentes, afin de faciliter l'organisation et la conduite de vols d'observation extraordinaires au-dessus du territoire d'un Etat Partie avec le consentement de ce dernier.

2. Les données résultant de ces vols d'observation sont mises à la disposition des organes et organisations concernés.

3. Nonobstant toute autre disposition du présent Traité, les Etats Parties peuvent convenir sur une base bilatérale et volontaire d'effectuer des vols d'observation au-dessus de leurs territoires respectifs conformément aux modalités relatives à la conduite des vols d'observation. A moins qu'il n'en soit convenu autrement par les Etats Parties concernés, les données résultant de ces vols d'observation sont mises à la disposition de la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert ».

4. Les vols d'observation effectués conformément aux dispositions de la présente Section ne sont pas déduits des quotas actifs ou passifs des Etats Parties concernés.

ment op betreffende de op grond van het Verdrag vereiste kennisgevingen en rapporten. In dat document dienen alle bedoelde kennisgevingen en rapporten te zijn genoemd; indien van toepassing zijn hierin de desbetreffende modellen opgenomen.

11. De « Open Luchtruim »-Overleg stelt haar reglement van orde en werkwijzen vast en herzielt deze indien nodig.

AFDELING II

Jaarlijkse toetsing van actieve quotums

De procedures voor de jaarlijkse toetsing van actieve quotums als bedoeld in artikel III, Afdeling I, zevende lid, van het Verdrag zijn de volgende :

1. De Staten-Partijen die de verdeling van het voorgaande jaar betreffende hun actieve quotum geheel of gedeeltelijk willen wijzigen, geven alle andere Staten-Partijen en de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie uiterlijk 1 oktober van elk jaar te kennen boven welke Staten-Partijen zij in het volgende kalenderjaar observatievluchten wensen uit te voeren. Deze voorgestelde wijzigingen worden tijdens die toetsing door de Staten-Partijen bestudeerd, zulks overeenkomstig de in de volgende paragrafen van deze Afdeling uiteengezette regels.

2. Indien de verzoeken om observatievluchten boven het grondgebied van een bepaalde Staat-Partij niet meer bedragen dan diens passieve quotum, wordt de verdeling vastgesteld zoals gewenst en ter goedkeuring voorgelegd aan de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie.

3. Indien de verzoeken om observatievluchten boven het grondgebied van een bepaalde Staat-Partij meer bedragen dan diens passieve quotum, wordt de verdeling vastgesteld met algemene instemming van de betrokken Staten-Partijen en ter goedkeuring voorgelegd aan de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie.

AFDELING III

Buitengewone observatievluchten

1. De « Open Luchtruim »-Overlegcommissie bestudeert verzoeken van organen van de Conferentie over Veiligheid en Samenwerking in Europa, die bevoegd zijn op het gebied van conflictpreventie en crisisbeheer, en van andere daarvoor in aanmerking komende internationale organisaties, ter vergemakkelijking van het organiseren en uitvoeren van buitengewone observatievluchten boven het grondgebied van een Staat-Partij met diens instemming.

2. De bij deze observatievluchten verkregen gegevens worden ter beschikking gesteld van de betrokken organen en organisaties.

3. Onverminderd de overige bepalingen van het Verdrag kunnen Staten-Partijen op bilaterale en vrijwillige basis overeenkomen observatievluchten uit te voeren boven elkaars grondgebied overeenkomstig de procedures voor het uitvoeren van observatievluchten. De bij deze observatievluchten verkregen gegevens worden ter beschikking gesteld van de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie, tenzij de betrokken Staten-Partijen anders zijn overeengekomen.

4. Overeenkomstig de bepalingen van deze Afdeling uitgevoerde observatievluchten worden niet in mindering gebracht op de actieve of passieve quotums van de betrokken Staten-Partijen.

SECTION IV

**Domaines supplémentaires d'application
du régime « Ciel ouvert »**

1. Les Etats Parties peuvent soumettre à l'examen de la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » des propositions relatives à l'application du régime « Ciel ouvert » à des domaines supplémentaires particuliers tels que l'environnement.

2. La Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert » peut prendre des décisions au sujet de ces propositions ou, si besoin est, les renvoyer à la première conférence convoquée en vue de l'examen de l'application du Traité, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'Article XVI du Traité, ainsi qu'aux conférences suivantes.

AFDELING IV

**Andere toepassingsgebieden
voor het « Open luchtruim »-regime**

1. Staten-Partijen kunnen ter bestudering in de « Open Luchtruim »-Overlegcommissie voorstellen indienen voor het gebruik van het « open luchtruim »-regime op andere specifieke gebieden, zoals het milieu.

2. De « Open Luchtruim »-Overlegcommissie kan besluiten nemen over deze conferentie of latere conferenties, bijeengeroepen ter toetsing van de toepassing van het Verdrag in overeenstemming met de bepalingen van artikel XVI, derde lid, van het Verdrag.